Bernard Lecomte

KGB

La véritable histoire des services secrets soviétiques



PERRIN

Bernard Lecomte

KGB

La véritable histoire des services secrets soviétiques

PERRIN

DU MÊME AUTEUR

Les Giscardiens (avec Christian Sauvage), Albin Michel, 1978.
L'Après-communisme de l'Atlantique à l'Oural (avec Jacques Lesourne), Robert Laffont, 1990.
La vérité l'emportera toujours sur le mensonge. Comment le pape a vaincu le communisme, JC Lattès, 1991 ; rééd. sous le titre *Le pape qui fit chuter Lénine*, CLD, 2007.
Le Bunker. Vingt ans de relations franco-soviétiques, JC Lattès, 1993.
Nadia, roman, Éditions du Rocher, 1994.
Revue de presse, roman, JC Lattès, 1997.
Dictionnaire politique du XXe *siècle* (avec Patrick Ulanowska), Le Pré aux Clercs, 2000.
Histoire illustrée de la droite française, Le Pré aux Clercs, 2002.
Jean-Paul II, Gallimard, coll. « Biographies », 2003.
La Bourgogne, quelle histoire ! (avec Jean-Louis Thouard), BD, Éditions de Bourgogne, 2004.
Aux Bourguignons qui croient au Ciel…, entretien avec Mgr Roland Minnerath, Éditions de Bourgogne, 2005.
Paris n'est pas la France, JC Lattès, 2005.
Benoît XVI, le dernier pape européen, Perrin, 2006 ; réédition augmentée, 2011.
Blog à part, Éditions de Bourgogne, 2007.
J'ai senti battre le cœur du monde, conversations avec le cardinal Etchegaray, Fayard, coll. « Témoignages pour l'histoire », 2007.
Il était une fois la Puisaye-Forterre (avec Xavier Lauprêtre), Éditions de Bourgogne, 2009.
Cent photos pour comprendre… Jean-Paul II, L'Éditeur, 2010.
Les Secrets du Vatican, Perrin, 2009.
Pourquoi le pape a mauvaise presse, Desclée de Brouwer, 2009.
Histoire des papes de 1789 à nos jours, Éditions du Rocher, 2011.
Les Derniers Secrets du Vatican, Perrin, 2012.
La Bourgogne pour les Nuls, First, 2013.
Gorbatchev, Perrin, 2014.
En tête à tête avec… Les papes qui ont changé l'Histoire, Gründ, 2014.
La Bourgogne en aquarelles, illustrations de Roger Hirsch, autoédition, 2015.
Dictionnaire amoureux des papes, Plon, 2016.
Les Secrets du Kremlin, Perrin, 2016.
L'Histoire du communisme pour les Nuls, First, 2017.
Le Monde selon Jean-Paul II, Tallandier, 2018.

Tous les secrets du Vatican, Perrin, 2019.

En poche :
Jean-Paul II, Folio, 2006.
Les Secrets du Vatican, Perrin, coll. « Tempus », 2011.
Histoire des papes de 1789 à nos jours, Perrin, coll. « Tempus », 2013.
Les Derniers Secrets du Vatican, Perrin, coll. « Tempus », 2014.
La Bourgogne pour les Nuls, First-Poche, 2016.
Gorbatchev, Perrin, coll. « Tempus », 2017.
J'ai senti battre le cœur du monde, conversations avec le cardinal Etchegaray, Texto, 2019.
Le pape qui a vaincu le communisme, Perrin, coll. « Tempus », 2019.

Participation à des ouvrages collectifs :
La Russie des tsars. D'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine, Perrin-L'Express, 2016.
Les grands duels qui ont fait le monde, Perrin-Figaro Magazine, 2016.
Les Énigmes de l'histoire du monde, Perrin-Figaro Histoire, 2019.
L'Église en procès. La réponse des historiens, Tallandier-Le Figaro, 2019.

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00
ISBN : 978-2-262-08775-3

Ce document numérique a été réalisé par PCA

SOMMAIRE

PRINCIPAUX SIGLES

URSS	
CC	Comité central (du parti communiste)
FSB	Service fédéral de sécurité (après 1991)
FSK	Service fédéral de contre-espionnage (après 1991)
Goulag	Administration principale des camps
GPU	Administration politique d'État
GRU	Direction générale du renseignement (militaire)
INO	Département étranger de la Tcheka puis de la GPU (future « Première direction » du NKVD puis du KGB)
KGB	Comité pour la sécurité d'État
Komintern	Internationale communiste
Komsomol	Organisation de la jeunesse communiste
MGB	Ministère de la Sécurité d'État
MVD	Ministère des Affaires intérieures
NKVD	Commissariat du peuple aux Affaires intérieures
OGPU	Administration unifiée politique d'État
OMS	Département des relations extérieures (du Komintern)
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
PGU	Première direction générale (renseignement extérieur)
NTR	Renseignement scientifique et technique
Smersh	« Mort aux espions » (contre-espionnage militaire)
SVR	Service de renseignements de la Russie (après 1991)
Tcheka	Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution et le sabotage
Vetcheka	Commission extraordinaire panrusse de lutte contre la contre-révolution et le sabotage

Royaume-Uni

MI5	Military Intelligence, section 5 (contre-espionnage)
MI6	Military Intelligence, section 6 (renseignement extérieur)
SIS	Secret Intelligence Service
SOE	Special Operations Executive

États-Unis

AFSA	Agence de sécurité des forces armées
ASA	Agence de sécurité des armées
CIA	Central Intelligence Agency
FBI	Federal Bureau of Investigation
NSA	Agence nationale de sécurité
OSS	Office of Strategic Services
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PCUSA	Parti communiste des États-Unis

France

DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure
DST	Direction de la surveillance du territoire
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

Allemagne

BND	Service fédéral de renseignement (RFA)
HVA	Administration centrale du renseignement (RDA)
KDP	Parti communiste allemand
SED	Parti socialiste unifié (RDA)
Stasi	Ministère de la Sécurité d'État (RDA)

AVANT-PROPOS

« Du passé faisons table rase ! »
L'Internationale

Le KGB est né le 7 décembre 1917, juste après la révolution d'Octobre. Il est l'un des produits les plus emblématiques de cet événement qui changea la face du monde. Et l'un des plus durables : il a toujours été au cœur de l'histoire soviétique, dont il fut pendant sept décennies un des trois acteurs majeurs, avec le parti communiste et l'Armée rouge. Il s'est d'abord appelé Tcheka, puis GPU, puis OGPU, puis NKVD, puis MGB, puis MVD, puis KGB jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991. Ces sigles recouvraient toujours la même institution : une police politique aux compétences très larges et couvertes par le secret d'État, mise au service exclusif du parti bolchevique, seul détenteur du pouvoir.

À peine fondée, sous Lénine puis sous Staline, cette police très spéciale a eu une double tâche : traquer et éliminer les opposants au régime à l'intérieur du jeune État ; et confondre les « ennemis de la Révolution » à l'extérieur des frontières. C'est ce qui distingue d'emblée le KGB de la plupart des autres services secrets : il cumule le *renseignement* à l'extérieur, une tâche au moins aussi importante que la diplomatie elle-même ; et le *maintien de l'ordre* à l'intérieur, y compris la défense des frontières.

La police secrète est une composante de tout État moderne. Le concept ne date évidemment pas de la fondation de la Tcheka en 1917. C'est pourtant à cette dernière que l'on doit l'invention, la modernisation ou le perfectionnement d'activités et de techniques qui influenceront en profondeur la politique au XXe siècle : espionnage, contre-espionnage, écoutes, propagande, désinformation, compagnons de route, etc. Jamais un État n'aura systématiquement développé toutes ces missions autant que l'URSS dans les années 1930. Jamais les services secrets anglais, français ou américains n'auraient pris une telle dimension après la Seconde Guerre mondiale s'ils n'avaient été stimulés par l'omniprésence et l'efficacité des services secrets de l'URSS.

*
* *

Raconter l'histoire du KGB n'est pas une démarche historique comme les autres. Elle se heurte à une difficulté essentielle : les sources ! Documents d'archives, coupures de presse, témoignages personnels, mémoires d'anciens agents, tout est sujet à caution dans un domaine où la dissimulation, la falsification, le secret et le mensonge font partie intégrante du système. À plus forte raison quand ce système est au service d'une idéologie qui ne recule devant aucune déformation de la vérité. L'URSS n'avait-elle pas été surnommée, entre les deux guerres, le « pays du grand mensonge[1] » ?

Plus que toute autre matière historique, celle-ci exige de recouper, vérifier et comparer les éléments du récit en faisant preuve d'une vigilance extrême et d'un discernement redoublé : il ne suffit pas qu'un nom de code soit attribué par le KGB à un personnage public pour que celui-ci soit un agent ; de même, il ne suffit pas d'être cité dans les célèbres archives « Venona[2] », par exemple, pour avoir été un traître à sa patrie. Et combien d'anciens agents secrets, après la chute

de l’URSS, ont publié des « révélations » plus ou moins fiables, sans risque d’être démenti ?

Autre difficulté : quelles sont, en matière d’espionnage et de contre-espionnage, les vraies motivations des uns et des autres ? Comment en arrive-t-on à travailler pour une puissance étrangère ? Devient-on un agent soviétique par conviction, pour l’argent, à cause du sexe ? Au fil des années, les idéologues plus ou moins naïfs des débuts, motivés par la haine du fascisme, ont été remplacés par des mercenaires généralement intéressés par l’argent. Mais il arrive aussi que l’on ne puisse sonder les reins et les cœurs…

*
* *

Le KGB est mort en 1991. Le putsch fomenté cet été-là contre Mikhaïl Gorbatchev, dont le patron du KGB, Vladimir Krioutchkov[3], était le « cerveau », a tourné au fiasco. La dissolution de la police politique a précédé, de quelques mois, celle de l’URSS. Mais, tel le Phénix, au fil des années suivantes, le KGB s’est reconstitué, sous une nouvelle appellation, survivant à l’État communiste dont il avait été l’un des fondements. Aujourd’hui, par la volonté de Vladimir Poutine, lui-même ancien tchékiste[4], le FSB continue à pratiquer l’espionnage, les écoutes, la propagande et la désinformation au service de la Russie nouvelle. Mais c’est déjà une autre histoire.

1

Naissance de la Tcheka

« Quand tu coupes du bois, volent les copeaux ! »

Proverbe russe

« AUX CITOYENS DE RUSSIE ! LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE EST DESTITUÉ. LE POUVOIR DE L'ÉTAT EST PASSÉ AUX MAINS DE L'ORGANE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE PETROGRAD, LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE MILITAIRE QUI EST À LA TÊTE DU PROLÉTARIAT ET DE LA GARNISON DE PETROGRAD… »

En découvrant cette affiche placardée dans toute la ville au matin du 25 octobre 1917[1], les habitants de Petrograd n'en croient pas leurs yeux. Certains d'entre eux ont dîné la veille dans tel ou tel restaurant huppé de la perspective Nevski sans savoir qu'à deux pas de là, à l'issue d'un putsch quasi militaire, un groupuscule extrémiste a démis le gouvernement provisoire qui dirigeait la Russie depuis l'abdication du tsar en février. Les ministres sont en prison ; le premier d'entre eux, l'avocat Alexandre Kerenski, est en fuite. Une drôle d'atmosphère, lourde, incertaine, gagne la capitale russe.

Dans la journée du 25 octobre, le chef des putschistes, un certain Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, un ancien exilé âgé de quarante-sept ans, annonce la création d'un nouveau gouvernement « provisoire » baptisé « Conseil des commissaires du peuple »

(Sovnarkom) et chargé de diriger le pays au nom des « soviets d'ouvriers et de soldats » jusqu'à la convocation d'une Assemblée constituante, elle-même prévue de longue date.

Cette proclamation rassurerait plutôt les habitants de Petrograd, que le départ du tsar a plongés dans le désarroi : tout est désormais suspendu à l'élection de cette fameuse assemblée législative dont toutes les personnes sensées, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pensent qu'elle donnera enfin à la Russie des institutions stables et démocratiques. Et, partant, qu'elle balaiera le groupuscule jusqu'au-boutiste qui, dans la nuit, s'est arrogé le pouvoir par la force des armes.

Ceux qui prétendent diriger désormais l'État russe appartiennent à un petit parti extrémiste : les *bolcheviks*. Ils se réclament d'un socialisme maximaliste, proclament la « lutte des classes » et entendent « défendre la révolution » contre tous ses ennemis – par la violence s'il le faut. C'est ainsi que le nouveau gouvernement, aussitôt après avoir pris un décret historique attribuant « la terre aux paysans », prend aussitôt un autre décret interdisant les tracts contre-révolutionnaires, imposant le contrôle de la radio et du télégraphe, et ordonnant la fermeture des sept principaux journaux du pays.

Ces mesures brutales provoquent de vives protestations de la part des députés de la Douma municipale et des partis traditionnels, y compris à gauche chez les socialistes-révolutionnaires (S-R), bien implantés dans les campagnes, et chez les mencheviks, principaux rivaux des bolcheviks. Ces critiques renforcent Lénine dans l'idée que les « ennemis de la révolution » ne sont pas seulement les anciens aristocrates, les propriétaires terriens, les bourgeois, les officiers, les prêtres et les paysans aisés, mais, d'une façon générale, tous les adversaires du nouveau pouvoir, y compris les socialistes modérés –

et qu'il va falloir, sans tarder, procéder à l'élimination de tous ces gens-là.

Éliminer les « ennemis du peuple »

Dans les semaines qui suivent la prise du palais d'Hiver, les bolcheviks s'emploient à conforter le tout nouveau « pouvoir des soviets ». Non sans mal : à part quelques intellectuels grisés par leur victoire comme Lénine et Trotski, ils n'ont dans leurs rangs aucune personnalité capable d'administrer un pays, de gérer une économie, d'organiser la nouvelle société. Non seulement les bolcheviks sont incompétents et très minoritaires, mais ils se heurtent à l'opposition des fonctionnaires, les seuls à incarner ce qui reste de l'État : ceux-là ne donnent pas cher de Lénine et de son Sovnarkom, le gouvernement qu'il semble diriger dans la panique, au coup par coup, en dépit de toutes les règles politiques et administratives ; ou de son mystérieux Comité exécutif central (CEC) élu à la va-vite par le récent congrès des « soviets » ; pas plus que du Comité militaire révolutionnaire (CMR) de Petrograd, cette milice ouvrière qui fut son « bras armé » lors de la prise du palais d'Hiver au soir du 24 octobre.

Il faut dire que le but de Lénine n'est pas tant de maîtriser la machine gouvernementale russe que d'orienter celle-ci vers le seul but qui vaille : la révolution mondiale. Dans son esprit, c'est l'insurrection du prolétariat de France, d'Angleterre et d'Allemagne qui confortera et sauvera la révolution russe, laquelle n'est qu'un premier pas ! C'est pour cela qu'il lui faut gagner du temps et, par exemple, faire mine d'entamer des pourparlers d'armistice avec les Allemands, quitte à passer par les armes les officiers de l'ancienne armée impériale qui s'opposent, bien sûr, à toute capitulation. C'est pour cela, aussi, qu'il faut briser une première grève des

fonctionnaires, lesquels sont qualifiés brutalement par le CMR, dans une proclamation du 29 octobre, d'« ennemis du peuple[2] ».

Lénine croit-il vraiment au soulèvement imminent des masses révolutionnaires en Europe ? Le temps lui est compté. Le 12 novembre 1917, aux quatre coins du pays, commencent les élections à l'Assemblée constituante – plusieurs fois reportées depuis l'abdication du tsar en février –, et rien ne dit qu'elles seront favorables aux bolcheviks, bien au contraire ! On apprendra plus tard, en lisant les Mémoires de Trotski[3], que Lénine avait bien l'intention, dès le lendemain de la révolution d'Octobre, d'ajourner puis d'annuler ces élections générales qu'il n'avait aucune chance de gagner. Avant même le début du scrutin, il prévient dans la *Pravda*, l'organe de son parti, qu'aucun pouvoir ne saurait se substituer au gouvernement des soviets qu'exerce désormais le parti bolchevique…

Il n'y aura pas de surprise. Les premiers résultats partiels confirment que les élus bolcheviques à la Constituante y seront nettement minoritaires. On estime à 60 % la participation au scrutin, ce qui est énorme – d'autant plus que les femmes, depuis la révolution de Février, votent aussi. Sur ces dizaines de millions d'électeurs, à peine 20 % se prononcent en faveur des bolcheviks, qui seront finalement 168 dans une assemblée comptant 703 élus. Même avec l'appui de leurs nouveaux alliés, les S-R de gauche, qui comptent 39 députés, il est clair que les bolcheviks vont être priés de céder les rênes de l'État aux véritables représentants du peuple[4] !

La première réunion de cette Assemblée tant attendue a d'abord été convoquée pour le 28 novembre. Dans la semaine qui précède, Lénine prépare ouvertement sa non-reconnaissance. Il demande au Sovnarkom d'ajourner sa réunion inaugurale ; il multiplie les accusations publiques à son endroit ; il fait séquestrer les membres de la commission électorale panrusse qui veille au déroulement du

scrutin ; il interdit brutalement le parti libéral KD, très actif, qu'il accuse d'être, lui aussi, un « ennemi du peuple ». La situation se tend. Les anciens meneurs de la révolution de Février, ou ce qu'il en reste, commencent à comprendre que Lénine et ses sbires sont prêts à tout pour garder le pouvoir. Des manifestations éclatent dans plusieurs villes pour soutenir la future Assemblée, tandis que la grève des fonctionnaires, très suivie, menace de s'étendre à tout le pays…

Le 5 décembre, au cours d'une réunion du Sovnarkom, Lénine propose de transformer discrètement le Comité révolutionnaire militaire (CRM) du soviet de Petrograd, qui s'est qualifié lui-même de « bras armé de la dictature du prolétariat », en une « commission » spécialement chargée de la lutte contre les « contre-révolutionnaires » et les « saboteurs » de tout poil. Cette instance, toute affaire cessante, aura deux objectifs prioritaires : enrayer la grève générale qui se profile derrière celle des fonctionnaires, et empêcher la réunion de l'Assemblée constituante. À Vladimir Bontch-Brouevitch, son chef de cabinet, Lénine fait part de son désir de trouver « notre Fouquier-Tinville, qui nous matera toute la racaille contre-révolutionnaire ». La référence à la Révolution française, fréquente dans la bouche de Lénine et de Trotski, évoque prioritairement le tournant de 1793, Robespierre, le Comité de salut public, la Terreur…

Ce procureur public capable d'envoyer des milliers de gens à la « guillotine [*sic*] », il l'a sous la main : Felix Dzerjinski, qui présidait le CRM, correspond parfaitement au profil. Il est ce « solide Jacobin prolétarien » impitoyable, cruel et manipulateur, qui va organiser, sans le moindre état d'âme, l'instrument capable de faire régner la « terreur révolutionnaire ». D'ailleurs, souligne Lénine, « n'est-ce pas Dzerjinski qui a passé le plus de temps dans les geôles tsaristes et qui s'est le plus frotté à l'Okhrana ? Il connaît son affaire[5] ! ».

Un modèle : l'Okhrana

L'Okhrana, c'était la police politique du tsar, bien connue de tous les révolutionnaires, anarchistes, populistes et autres terroristes de toutes les Russies. La nouvelle « commission » étant une création *ex nihilo*, ou presque, il est logique que Lénine, Dzerjinski et leurs acolytes prennent exemple sur cette police d'État qu'avait inventée l'empereur Alexandre II en août 1880 – juste avant l'attentat qui allait lui coûter la vie en août 1881. Sous son fils Alexandre III, ce qui n'était encore que la « troisième section » du ministère de l'Intérieur devint une véritable administration – avec des prolongements dans chaque province – spécialisée dans la surveillance, l'infiltration, l'investigation, la provocation, le retournement, le chantage, l'arrestation, l'incarcération ou l'éloignement de personnes suspectées de fomenter des attentats terroristes. Après la révolution avortée de 1905, l'Okhrana tsariste s'était professionnalisée, notamment dans les opérations de recrutement d'agents doubles chargés d'infiltrer les mouvements anarchistes, socialistes-révolutionnaires ou bolcheviques[6].

C'est donc sur ce modèle que Dzerjinski entend monter son équipe. À une différence près : la révolution prolétarienne n'aura pas les pruderies bourgeoises de la police impériale, elle ne sera bornée par aucune règle morale ! Les pouvoirs de la nouvelle commission seront illimités. Sous le régime tsariste, l'Okhrana devait déférer ses victimes au ministère de la Justice : foutaises ! L'instance nouvelle, pour sa part, s'occupera elle-même de juger et condamner ses « coupables », puis d'exécuter les peines requises.

Le 7 décembre 1917, l'affaire est réglée. Poussé par Lénine, Felix Dzerjinski demande officiellement au Conseil des commissaires du peuple d'entériner la création d'un « organe qui réglera leur compte, d'une manière révolutionnaire et authentiquement bolchevique, aux

contre-révolutionnaires ». L'objectif est clair : « Supprimer et liquider toute tentative ou acte de contre-révolution et de sabotage, de quelque bord qu'ils proviennent, sur tout le territoire de la Russie. » Les moyens de coercition sont énoncés : « Confiscation, expulsion des lieux, retrait des cartes d'alimentation, publication des listes d'ennemis du peuple, etc. » Pour aller combattre sur ce « front intérieur », explique Dzerjinski, cette nouvelle machine de guerre réunira « des camarades déterminés, durs, solides, sans états d'âme, prêts à se sacrifier pour le salut de la Révolution ». Elle s'appellera « Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage ». En russe, on dira : la Vetcheka, puis, en version raccourcie, la Tcheka.

Il faudra attendre le 10 décembre 1917 pour que la création de cette « commission extraordinaire » soit annoncée par un communiqué publié dans le journal gouvernemental *Izvestia*. La Tcheka siégera au 2 rue Gorokhovaïa, juste derrière l'Amirauté, à deux pas du palais d'Hiver. Le journal précise : « Ouverture des bureaux chaque jour de 12 heures à 17 heures. » Pour les observateurs, c'est une administration de plus, dans un paysage étatique et bureaucratique chamboulé où la population déboussolée a du mal à se retrouver. Les lecteurs des *Izvestia* sont davantage intéressés, ce jour-là, par l'annonce de la création du « Collège panrusse pour l'organisation de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans ». La défense du territoire leur semble autrement plus importante que les démêlés de la police bolchevique avec les spéculateurs et les saboteurs. À tort.

Sus à l'Assemblée constituante !

Le 12 décembre, Lénine publie dans la *Pravda* ses dix-neuf *Thèses sur l'Assemblée constituante*. En substance : cette assemblée n'a plus de raison d'être car la révolution « soviétique » a permis de dépasser le stade parlementaire classique ; et comme cette Constituante promet d'être dominée par des partis bourgeois assoiffés de revanche, elle est désormais considérée comme un organe contre-révolutionnaire qui doit être réprimé comme tel[7] ! Quand elle est officiellement convoquée pour le 5 janvier 1918 au palais de Tauride, où siégeait naguère la Douma tsariste, l'un des proches de Lénine, Grigori Zinoviev, prévient qu'elle devra d'abord reconnaître la légitimité du gouvernement, c'est-à-dire des bolcheviks, sauf à être dissoute. À bon entendeur…

Lénine et Trotski seraient bien allés plus vite en besogne, mais depuis le 12 décembre ils ont contracté une alliance avec la fraction de gauche des S-R, qui est prête à jouer le jeu des bolcheviks, mais qui leur reproche leur brutalité. Parmi ces nouveaux alliés figure le jeune avocat Isaak Steinberg, un Juif letton qui vient d'être nommé commissaire à la Justice. Lorsqu'il exprime son désir – légitime, somme toute – de rattacher la Tcheka à son ministère, Lénine le rabroue sèchement et confirme que la « commission » n'aura pas de comptes à lui rendre. Steinberg se plaindra bientôt de la violence avec laquelle la Tcheka traite les affaires : « À quoi bon un commissariat à la Justice ? Autant l'appeler "commissariat à l'Extermination sociale" ! »

Réponse ironique de Lénine : « Excellente idée ! Dommage que ce ne soit pas possible[8] ! »

Sans perdre une minute, Dzerjinski s'est mis au travail. Dès le 15 décembre, il appelle les soviets locaux à créer des « Tchekas » municipales. À Petrograd, le chef de cette milice improvisée est un Juif ukrainien nommé Moïsseï Ouritsky. Le 4 janvier, veille de la

séance d'ouverture de la Constituante, c'est lui qui proclame l'état de siège et fait quadriller la ville par quelque 30 000 soldats lettons détachés du front nord de la guerre[9], tandis que des marins à ses ordres encerclent le palais de Tauride.

Le lendemain, encouragés par des centaines de manifestants venus défendre la nouvelle Assemblée, les députés pénètrent dans le palais malgré la pression physique des marins. Dans la bousculade, ils élisent à leur tête Viktor Tchernov, un socialiste-révolutionnaire (S-R) connu qui ne cache pas son opposition aux bolcheviks. Ceux-ci hurlent, frappent sur les pupitres, tapent des pieds, proposent en vain que l'Assemblée entérine tous les décrets du Sovnarkom, puis, emmenés par Lénine et Sverdlov, quittent spectaculairement la séance.

Après une folle journée de proclamations, vociférations et intrusions diverses, la masse des députés, dans la nuit, quitte le palais de Tauride. Sur ordre de la Tcheka, les marins bloquent alors les entrées du bâtiment, puis affichent sur la porte principale le texte d'un décret gouvernemental qui dissout l'Assemblée. Le lendemain, dans Petrograd, des bagarres de rue éclatent. Deux députés libéraux y laissent la vie. Les journaux qui publient les débats de la veille sont saisis et détruits. L'espoir de voir le peuple russe enfin représenté dans une assemblée démocratique s'envole définitivement.

Les soldats en faction autour du palais ne s'en écarteront que le 10 janvier pour y laisser entrer dans un désordre indescriptible les 2 000 participants au IIIe congrès des soviets – des délégués à la représentativité douteuse, sans aucun contrôle démocratique. Cette masse de gens inconnus, pauvrement vêtus, souvent illettrés, est prête à voter comme un seul homme pour toutes les propositions de Lénine et Trotski. Notamment pour l'élection d'un nouveau Comité exécutif central (CEC) évidemment dominé par les bolcheviks. Et,

comme on s’y attendait, pour la suppression définitive de l’Assemblée constituante.

La Tcheka a rempli son office. Elle est devenue, comme prévu, le « bras armé » de Lénine et des chefs bolcheviques. Elle ne reculera devant aucune violence. Ainsi, le 14 janvier 1918, dans une réunion consacrée au problème du ravitaillement, Lénine recommande de constituer des détachements de dix à quinze « soldats et ouvriers » en armes qui obligeront les paysans à approvisionner les villes, à charge pour la Tcheka de régler leur compte aux « saboteurs » qui n’obéiraient pas à leurs ordres.

La règle est simple : pour atteindre ses objectifs, la Tcheka peut tout se permettre, contrairement aux commissariats à la Justice (NKJou) et à l’Intérieur (NKVD). Lénine et Trotski s’abritent, une fois de plus, derrière l’exemple de la Révolution française : il s’agit bien, pour eux, de « briser l’ordre ancien » à la façon de Robespierre et Saint-Just, c’est-à-dire par la terreur. Et comme à Paris en 1793, tous ceux qui s’opposent à ce principe radical courent le risque d’en être, à leur tour, les victimes.

Ainsi Dzerjinski se moque-t-il que la peine de mort ait été officiellement interdite au lendemain de la prise du palais d’Hiver, le 27 octobre, par le IIe congrès des soviets ! « Comment peut-on faire la révolution sans fusiller ? » s’était alors insurgé Lénine. La peine de mort sera d’ailleurs rétablie officiellement en juin 1918 pour donner un tour légal aux milliers, puis aux dizaines de milliers d’exécutions perpétrées par la Tcheka dès sa première année d’existence. Cette folie meurtrière fera vite oublier les 6 321 exécutions politiques ordonnées par l’Okhrana tsariste durant toute son histoire !

Un des adjoints de Dzerjinski, le bolchevik letton Martyn Latsis, justifiera ainsi ces débordements :

> La Tcheka n’est ni une commission d’enquête ni un tribunal. C’est un organe de combat dont l’action se situe sur le front intérieur de la guerre civile. Il ne juge pas l’ennemi : il le frappe. Nous ne faisons pas la guerre contre des personnes en particulier. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas, dans une enquête, des documents et des preuves sur ce que l’accusé a fait en actes ou en paroles contre le pouvoir soviétique. La première question que vous devez lui poser, c’est à quelle classe il appartient, son extraction, son instruction, sa profession : c’est cela qui décide de son sort[10] !

La « Loubianka », mars 1918

Le samedi 9 mars 1918, tous les commissaires du peuple et hauts fonctionnaires dépendant du gouvernement reçoivent un télégramme de Bontch-Brouevitch leur ordonnant de quitter « provisoirement » Petrograd pour Moscou le lendemain à 10 heures précises. Un train spécial les emmènera avec leurs bagages dans la nouvelle capitale du pays. La raison de ce déménagement inattendu n’est pas précisée, mais nul n’est dupe : le 3 mars a été signé avec les Allemands l’humiliant traité de Brest-Litovsk, qui est un véritable désastre diplomatique et laisse Petrograd, ses palais et ses usines à portée de canon de l’armée de Guillaume II[11] !

Ce qui sauve alors la Russie de Lénine, c’est que l’armée allemande, ainsi débarrassée du danger russe sur son front oriental, se réoriente tout entière sur le front occidental où elle connaît de sérieuses difficultés. Ce n’est pas l’improbable révolution prolétarienne qui affaiblira l’Allemagne et redonnera un peu d’oxygène aux bolcheviks désarmés, mais la défaite militaire

allemande – précipitée par l'entrée en guerre des États-Unis – et la capitulation du Reich en novembre 1918 !

Après quelques jours passés à l'hôtel National, Lénine s'installe au Kremlin avec son gouvernement. La Tcheka, quant à elle, investit un grand immeuble à quelques centaines de mètres de là, rue Grande-Loubianka (*Bolchaïa-Loubianka*). Le bâtiment, qu'on appellera la « Loubianka », était occupé auparavant par une grande compagnie d'assurances, Yakor, et la Lloyds de Londres. C'est un des plus vastes bâtiments du centre de Moscou. Il est loin le temps où Dzerjinski s'entourait à la hâte d'une centaine de collaborateurs, dont beaucoup de militants lettons ou polonais qu'il avait croisés au CMR : la Tcheka, désormais, compte 2 000 fonctionnaires, soit davantage que n'importe quel ministère. Et elle ne cesse de recruter : ses effectifs seront de 12 000 hommes en juin, lors de la première conférence panrusse des Tchekas, puis 30 000 en décembre, et culmineront à 280 000 au début de 1921.

Le déménagement du gouvernement à Moscou a été mal préparé. Il contribue à la désorganisation accélérée de ce qui reste de l'État russe. En ce début de printemps 1918, jamais le sort de la Russie bolchevique n'a été si précaire, et pas seulement parce que le territoire de celle-ci s'est drastiquement réduit, à l'ouest, depuis la signature du traité de Brest-Litovsk[12]. L'administration ne répond plus, le chaos est général, le chômage augmente, la famine menace, la criminalité explose, des armées « blanches » se constituent à la périphérie du pays. Mais aussi, il fallait s'y attendre, la population gronde et l'opposition se réorganise…

On ne compte plus les arrestations massives, les prises d'otages collectives et les exécutions sans procès perpétrés par des « détachements armés », des « gardes rouges » ou des « éléments bolcheviques ». Des soulèvements ont lieu à Moscou et à Petrograd.

Dans la nuit du 11 au 12 avril 1918, la Tcheka mène une opération de répression contre les anarchistes de Moscou – c'est sa première opération d'envergure depuis son déménagement – qui se solde par cinq cents arrestations et vingt-cinq exécutions sommaires. Le 31 mai, Dzerjinski rappelle publiquement que « la Tcheka fera exécuter sur-le-champ tout bandit, voleur, spéculateur, contre-révolutionnaire qui complote contre le pouvoir soviétique ». Et il recommande à ses adjoints de « prendre des gens résolus qui savent qu'il n'y a rien de plus efficace qu'une balle pour faire taire quelqu'un[13] ! ».

De leur côté, les S-R de gauche, qui ont rompu leur alliance avec les bolcheviks, sont très actifs. Le 6 juillet, ils assassinent le nouvel ambassadeur allemand, le comte von Mirbach, tout juste installé à Moscou. Et exigent du gouvernement, entre autres, la suppression de la Tcheka. Moïsseï Ouritsky, chef de la Tcheka de Petrograd, coupable d'avoir fait exécuter en six mois des milliers d'opposants réels ou présumés, est assassiné à son tour, le 30 août. La Russie sombre dans un chaos anarchique où chacun joue sa survie les armes à la main. Le 19 septembre, Grigori Zinoviev, alors chef du parti bolchevique à Petrograd, écrit : « Sur 100 millions d'habitants en Russie, nous devons en gagner 90 à notre cause. Les autres, nous n'avons rien à leur dire, il faut les exterminer[14] ! »

Le vrai patron de la Tcheka

Dans ses notes personnelles du 27 décembre 1917, Lénine expliquait déjà que « la résistance de la bourgeoisie » devait être brisée « par la violence systématique envers elle et ses complices, ce qui s'appelle, en langage scientifique, la dictature du prolétariat ». Lui-même, comme Trotski, n'a aucun doute sur la nécessité d'utiliser la terreur contre ses ennemis : « [Aucune pitié] pour les riches, les

filous, les parasites et les voyous […], ces survivances de la maudite société capitaliste, ces déchets de l'humanité, ces membres pourris et gangrenés, cette infection, cette peste que le capitalisme a léguée. […] Pas de quartier pour ces ennemis du peuple, ces ennemis du socialisme, ces ennemis des travailleurs ! Guerre à mort aux riches et à leurs pique-assiettes, les intellectuels bourgeois ! […] On les enverra nettoyer les latrines. On les munira, au sortir du cachot, d'une carte jaune afin que le peuple puisse surveiller ces gens malfaisants. Ou on fusillera un individu sur dix coupables de parasitisme[15]… »

Lénine explique aussi, la même semaine, dans une brochure intitulée *Comment organiser l'émulation ?*[16], la façon d'instaurer une terreur généralisée, tant à la ville qu'à la campagne. C'est lui, en août 1918, qui déclare la guerre à la paysannerie : « Guerre sans merci aux koulaks ! À mort ! » Une formule que Staline s'empressera de reprendre, plus tard, à son compte.

Dès lors que la Tcheka ne doit plus seulement réprimer les ennemis politiques du pouvoir, mais aussi l'immense masse des paysans désormais hostile à Lénine et aux soviets, sa mission change d'échelle. Envoyer aux quatre coins de cet immense territoire des détachements de redoutables *tchékistes* – baptisés « agitateurs », « commissaires » ou « instructeurs » – chargés de réquisitionner les récoltes par la force, c'est mettre le feu aux campagnes et provoquer une guerre « de classes » aux dimensions inédites. Le même Lénine n'hésite pas, alors, à lancer les instructions les plus folles : il ne suffit pas de réquisitionner, répète-t-il, il faut « fusiller », il faut « pendre » un maximum de koulaks !

Les historiens qui ont travaillé sur les archives du Parti et les papiers personnels de Lénine ont retrouvé, rédigées de sa main, nombre de listes nominales de suspects « à expulser » ou « à fusiller »,

notamment des intellectuels ayant émis des opinions contraires à la sienne. Les ordres du chef de la révolution, le plus souvent, sont exprimés dans un langage cynique et brutal, souvent odieux, voire ordurier. Ainsi, le 10 août 1918, il télégraphie aux responsables de Penza, où un soulèvement paysan vient de se produire : « Camarades ! Le soulèvement koulak doit être écrasé sans pitié. Il faut faire un exemple. 1) Pendre (et de façon que les gens le voient) pas moins de cent koulaks, richards, buveurs de sang notoires. 2) Publier leurs noms. 3) S'emparer de tout leur grain. […] Télégraphiez que vous avez bien reçu ces instructions. Votre, Lénine[17]. »

L'image que les historiens soviétiques donneront plus tard de Lénine – un sage qui étudie la presse, qui enseigne aux foules, qui parle aux enfants – est aux antipodes de ce que les témoignages longtemps censurés révéleront de l'homme : un caractériel aigri et rancunier, prêt à éliminer physiquement tous ses contradicteurs. Et minutieux dans sa vindicte, comme on le vérifie dans ce billet envoyé en 1922 à Jozef Unschlicht, numéro deux de la Tcheka : « Aie l'amabilité de me retourner tous les papiers ci-joints avec des annotations : qui a été expulsé, qui est en prison, qui (et pourquoi) a été exempté d'expulsion ? Fais des annotations brèves sur cette page[18]… »

À la même époque, il envoie ce mot à Staline, secrétaire du Parti, rédigé au crayon : « Sur la question de l'expulsion des mencheviks, des socialistes populaires, des cadets, etc., étant donné que cette opération a commencé avant mes vacances, a-t-on bien déraciné tous les socialistes populaires ? Pechekhonov, Miakotine, Gornfeld, Petrichtchev et les autres ? Ils devraient tous être expulsés. Les S-R sont les plus dangereux parce que ce sont les plus intelligents. De même… [suivent des listes de noms, souvent accompagnés de leurs

familles] devraient être expulsés vers l'étranger sans pitié. Nous purifierons la Russie pour longtemps[19] ! »

Le tsar et toute sa famille…

Le 17 juillet 1918, la Tcheka s'illustre dans l'épisode épouvantable du massacre de la famille impériale à Ekaterinbourg, au cœur de l'Oural. C'est Lénine qui a décidé d'éliminer le tsar et toute sa famille – les révolutionnaires français n'ont-ils pas guillotiné Louis XVI et Marie-Antoinette ? Et c'est Iakov Sverdlov, président du Comité exécutif central du Parti, qui en a donné l'ordre au commissaire Chaïa Golochtchekine, chef du soviet local, qui l'a transmis pour exécution à Iakov Iourovski, chef de la Tcheka de la région.

Ce sont les tchékistes locaux, en général grossiers, cruels et pas très habiles, qui vont assassiner froidement l'ex-tsar Nicolas II, son épouse Alexandra Fedorovna, leurs quatre filles Olga, Tatiana, Maria et Anastasia, ainsi que le tsarévitch Alexis, treize ans, et plusieurs serviteurs dévoués. Ce sont ces tchékistes qui organiseront la fusillade fatale, le transport des corps dans un premier endroit vite découvert, leur transfert dans un bois plus éloigné, l'impossible incendie des cadavres, autant de manœuvres mal menées qui compliqueront sérieusement, plus tard, les enquêtes visant à la reconstitution de cet effroyable carnage[20].

Le 30 août 1918, Lénine est lui-même victime d'un attentat au sortir d'un meeting tenu à l'usine Michelson, dans le vieux Moscou. Il est atteint par deux balles de pistolet mais il en réchappera. L'événement reste, encore aujourd'hui, assez confus. La terroriste présumée, Fejga Rotman, *alias* Fanny Kaplan, n'a pas eu beaucoup de temps pour expliquer ses motifs ou dénoncer ses commanditaires : elle a été abattue sans attendre par le commandant du Kremlin, dans

un garage voisin. Était-elle réellement une militante extrémiste aux ordres des S-R ? Ou fut-elle manipulée pour permettre aux bolcheviks de déclarer une guerre ouverte à leurs anciens alliés[21] ?

Le lendemain, à titre de représailles, la Tcheka de Nijni-Novgorod – commandée par le futur président de l'URSS Nikolaï Boulganine – fusille huit cents otages. Dzerjinski et son ministre de tutelle Grigori Petrovski multiplient les avertissements assassins dans la presse officielle. Fabriqué ou non, l'événement justifie que la Tcheka, officiellement, passe à la vitesse supérieure. Mais la Tcheka a-t-elle besoin de prétexte pour pourchasser, arrêter ou fusiller des milliers de présumés opposants ? Rien qu'à l'automne 1918, on estimera à 15 000 le nombre de personnes exécutées par ses agents, en général d'une balle dans la tête.

Dans les *Izvestia* du 23 août, Martyn Latsis, bras droit de Dzerjinski, expose ainsi la philosophie de son action : « La guerre capitaliste a ses lois écrites, mais la guerre civile a ses propres lois [...]. Il faut non seulement détruire les forces actives de l'ennemi, mais démontrer que quiconque lèvera l'épée contre l'ordre de classe existant périra par l'épée. [...] Dans la guerre civile, il n'y a pas de tribunaux pour l'ennemi. C'est une lutte à mort. Si tu ne tues pas, tu seras tué. Alors tue, si tu ne veux pas être tué[22]. »

Les premiers camps de concentration

Le 5 septembre 1918, dans le même esprit, un décret institue nommément la « terreur rouge », ainsi baptisée par rapport à la « terreur blanche » que feraient régner les « blancs », ces détachements improvisés qui s'organisent alors, tant bien que mal, pour reprendre le pouvoir aux bolcheviks. Le truchement de cette « terreur rouge », c'est la Tcheka, qui voit son rôle précisé et élargi :

« […] Protéger la République soviétique contre ses ennemis de classe en isolant ceux-ci dans des camps de concentration ; fusiller sur-le-champ tout individu impliqué dans des organisations de gardes blancs, des complots, des insurrections, des émeutes[23]… »

Les camps de concentration, c'est nouveau. Jusqu'alors, Lénine n'avait ordonné que des « travaux forcés ». Le 8 août, Trotski, chef de l'Armée rouge, avait bien approuvé la création de nouveaux camps de prisonniers – à Mourom, Arzamas et Sviask –, mais dans le cadre militaire. La lecture des télégrammes de Lénine au cours du mois d'août confirme qu'il envisage l'ouverture de « camps de concentration » pour « les koulaks, les prêtres, les gardes blancs et autres éléments douteux », c'est-à-dire, clairement, pour les civils[24]. C'est de cette tâche que la Tcheka est chargée, le 5 septembre, elle qui présente l'avantage, aux yeux de Lénine, de ne se référer à aucune instance judiciaire !

La veille de cette injonction, un décret du Sovnarkom a confirmé officiellement la création de ces camps où devront être enfermés tous les « ennemis de la révolution », c'est-à-dire les opposants, contestataires et réfractaires de toutes sortes. Ces lieux de détention sont placés sous la responsabilité de la Tcheka – les camps de prisonniers de guerre étant gérés, depuis le printemps, par un « collège central aux affaires des prisonniers et des fugitifs », et les prisons classiques, en ville, par une direction spéciale du commissariat du peuple à la Justice.

Le 3 avril 1919, la Tcheka se dote d'une « Direction des camps de travail forcé ». Dzerjinski obtient du Sovnarkom qu'il puisse distinguer les « camps de travail correctif », où l'on tentera de « rééduquer » les coupables, et les « camps de concentration », où s'entasseront les « éléments socialement dangereux ». En principe,

seuls les premiers dépendront directement de la Tcheka centrale, les autres étant placés sous la responsabilité des dirigeants locaux.

Mais ces distinctions bureaucratiques sont aussitôt bousculées sur le terrain, dans le désordre et la précipitation. Déjà un premier camp a été ouvert : l'ancien monastère des îles Solovki, à l'extrême nord du pays. Très vite, on en compte deux, trois, dix, trente autres. En 1921, on dénombrera cent sept camps de concentration appelés *« lager »*, à l'allemande – d'où l'acronyme *Goulag* (Administration principale des camps) qui entrera dans l'histoire. Les spécialistes estiment qu'ils contiennent déjà, à cette époque, près de 50 000 détenus[25].

Kronstadt, le point de non-retour

Quelques mois après le coup d'État d'Octobre, la révolution bolchevique a donc cédé à une manière dont elle ne pourra plus se défaire : la violence politique, bientôt érigée en un véritable système de gouvernement. Conséquence inévitable : ce recours à la force primaire, surtout dans les campagnes, oblige les dirigeants à s'appuyer sur un encadrement composé de brutes, de délinquants et de tueurs sans scrupules.

« Un bon communiste est également un bon tchékiste », déclarait Lénine le 19 décembre 1918. Le slogan fera florès. Il vise à faire oublier que la Tcheka n'a pas seulement la réputation d'être une gigantesque machine à broyer des innocents, elle a aussi l'image d'un ramassis de criminels et de psychopathes. Un inspecteur envoyé par Dzerjinski à Iaroslav décrit ainsi la Tcheka locale : « Les tchékistes pillent et arrêtent n'importe qui. Sachant qu'ils seront impunis, ils ont transformé le siège de la Tcheka locale en un formidable bordel où ils convoquent des “bourgeoises”. L'ivrognerie est générale. La cocaïne est largement utilisée par les petits chefs[26]… »

De même dans ce rapport du 16 octobre 1918 sur la Tcheka d'Astrakhan, en Russie du Sud : « Le personnel est composé majoritairement d'éléments douteux, voire criminels. […] Les beuveries et les orgies sont quotidiennes. Presque tous les tchékistes consomment de la cocaïne. Cela leur permet, disent-ils, de mieux supporter la vue du sang. Ivres de violence et de sang, les tchékistes […] sont indubitablement des éléments incontrôlés qu'il est nécessaire de surveiller étroitement[27]… »

On comprend comment la Tcheka travaille en lisant l'extraordinaire roman du jeune écrivain sibérien Vladimir Zazoubrine (de son vrai nom Vladimir Zoubtsov) qui décrit en 1923 la façon dont une Tcheka « régionale » (*Goubtcheka*) en Sibérie organise méticuleusement la récolte d'informations, l'arrestation et, surtout, avec une précision qui fait frémir, l'exécution de tous les présumés « ennemis de la révolution[28] ». On comprend aussi, en lisant ce texte bouleversant, pourquoi son auteur n'a pas trouvé d'éditeur…

On ne compte plus les exactions, les horreurs et les massacres perpétrés par la Tcheka sur un geste d'humeur de Lénine ou de ses adjoints. Ainsi, quand la célèbre Maria Spiridonova, figure de proue des S-R de gauche, fait un triomphe lors d'un meeting aux usines Poutilov, le 10 mars 1919, Lénine et Trotski se précipitent pour lui répondre, mais ils sont hués par la foule et ne peuvent prendre la parole : dès le 16 mars, en représailles, la Tcheka encercle l'usine, la prend d'assaut, arrête neuf cents ouvriers et en fusille deux cents !

Mais l'événement qui symbolise cette terrible dérive est l'écrasement de la révolte des marins de Kronstadt en mars 1921. Ces braves, jusqu'alors qualifiés de héros, avaient été, quatre ans plus tôt, le fer de lance de la révolution d'Octobre. Dès l'arrestation des délégués des ouvriers grévistes et autres militants syndicaux venus

exprimer leur colère contre le régime bolchevique, la Tcheka est à la manœuvre. Si l'Armée rouge, commandée par le futur maréchal Toukhatchevski, est en première ligne dans la terrible prise d'assaut de la célèbre forteresse entourée par les glaces, c'est la Tcheka qui arrête, juge et condamne par centaines ceux qui échappent aux baïonnettes des soldats. À la demande expresse de Dzerjinski, les prisonniers de Kronstadt seront expédiés dans le camp d'Oukhra, dans le Grand Nord, et dans une nouvelle colonie pénitentiaire créée pour eux à Kholmogory, près d'Arkhangelsk. Incontrôlable et insatiable « mangeuse d'hommes », la Révolution a commencé, à cette date, à dévorer ses propres enfants.

2

Le temps des agents doubles

« Tout nous est permis, car nous sommes les premiers au monde à brandir l'épée au nom de la liberté ! »

Le Glaive rouge,
organe de la Tcheka, 1918

La Tcheka, conformément aux ordres de Lénine, a instauré la « terreur rouge ». En quatre ans, elle a rempli sa mission au-delà de toutes les prévisions. Entre sa fondation et l'année 1921, qui marque la fin de la guerre civile en Russie, les historiens estiment qu'elle a exécuté plus de 250 000 personnes[1]. Un débat agite alors les bolcheviks, parfois effrayés par le pouvoir exorbitant de cette police politique devenue incontrôlable. Le 28 décembre 1921, le IXe congrès panrusse des soviets décide de la réformer et de limiter ses pouvoirs. Le 8 février 1922, la Tcheka est remplacée par le « Directoire politique d'État ». En russe : *Gossoudarstvennoïe polititcheskoïe Oupravlenie* (GPU). Cette instance dépend du commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD).

Depuis mars 1919, Felix Dzerjinski dirige le NKVD, en sus de la Tcheka. On imagine que l'artisan de la terreur politique léniniste n'a, pour sa part, aucunement l'intention de réduire ses propres pouvoirs.

Lénine lui donne raison, qui écrira en 1922 que « la loi ne devrait pas abolir la terreur, ce serait une illusion ou une tromperie[2] ». Lorsque la révolution bolchevique donnera naissance à l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en 1923, la GPU deviendra elle aussi « fédérale » (*obiedinionnoïe*) et prendra le nom de OGPU.

La police politique, solidement installée au cœur du nouvel État communiste, n'aura donc pas attendu le règne de Staline pour instaurer le plus terrifiant système de répression politique qu'on eût conçu dans l'histoire des hommes. Mais surtout, elle va inventer, affiner et professionnaliser, sous sa forme moderne, ce qui sera son premier métier pendant soixante-dix ans : l'espionnage à l'étranger.

Les agents de Sa Majesté le tsar

À dire vrai, ce n'est pas la Tcheka qui a inventé l'espionnage hors des frontières. Là encore, Dzerjinski a commencé par reprendre le schéma de l'Okhrana tsariste. Les derniers tsars se méfiaient particulièrement des Russes émigrés en Europe : des centaines, voire des milliers d'entre eux, parfois en lien avec les anarchistes ou les populistes qui fomentaient fébrilement attentats ou révolutions depuis les arrière-salles des cafés de Paris, Londres ou Zurich. Espionner ces groupuscules était un impératif majeur pour la police d'Alexandre III puis de Nicolas II. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'ambassade de Russie à Paris – l'hôtel d'Estrée, rue de Grenelle, acquis par l'État russe en 1864[3] – qu'était basée, à partir de 1882, l'Agence étrangère (*Zagranitchnaïa agentura*) de l'Okhrana, qui eut pour chef, pendant dix-huit ans, le redoutable et sémillant Piotr Ratchkovski – qu'on peut considérer comme le premier « résident » russe à l'étranger.

Piotr Ivanovitch Ratchkovski était un obscur militant socialiste en délicatesse avec la justice russe quand l'Okhrana le recruta en 1879. Le marché était simple : soit il collaborait, soit il partait en exil pour la Sibérie. En peu de temps, ce rusé personnage est devenu un exceptionnel agent d'influence. À Paris, où il règne bientôt sur le consulat de Russie, il se fait rapidement accepter par la haute société parisienne. Joyeux drille, boursicoteur avisé, amateur de jolies femmes, il noue d'étroites relations avec les différents directeurs français de la Sureté auprès desquels il explique avec gravité que Paris héberge des dizaines de milliers de révolutionnaires russes – ce qui est fortement exagéré – et que l'intérêt commun de la Russie et de la France est de les tenir à l'œil[4]. En 1896, la coopération non officielle entre l'Okhrana et la police française culmine lors du voyage de Nicolas II à Paris, occasion rêvée pour tous ceux qui rêvent d'assassiner le tsar !

Familier du ministre Théophile Delcassé, chantre de l'amitié franco-russe, Ratchkovski monte et entretient un réseau d'informateurs pas toujours conscients de servir les intérêts d'une puissance étrangère, fût-elle la Russie impériale. Ratchkovski laissera aussi le souvenir d'un maître en désinformation : la plupart des historiens[5] s'accordent à penser qu'il est l'auteur, avec son agent Matveï Golovonski, du tristement célèbre *Protocole des sages de Sion*, un faux destiné à prouver aux dirigeants russes l'existence d'un complot juif mondial qui, trente ans plus tard, sera exhumé et largement diffusé par la propagande antisémite nazie.

Au tournant du siècle, les agents du tsar déployés en Europe sont – déjà – les champions de la pénétration intérieure (par le recrutement d'indicateurs stipendiés) et de l'intoxication politique (par la diffusion de fausses informations). Leur spécialité est la subtilisation et le décryptage de documents secrets. On leur doit

l'invention et la multiplication des « cabinets noirs », ou « chambres noires », ces pièces discrètes où s'installaient des experts en interception des messages diplomatiques, armés des machines à décoder les plus performantes de l'époque[6].

À l'époque où Ratchkovski retourne à Saint-Pétersbourg, en 1902, la police secrète russe a d'autant plus de facilités pour exercer ses missions à Paris que le gouvernement français, plus que jamais, fait mine d'ignorer l'activité de ses agents : grâce à eux, la République dispose d'une fort utile documentation sur l'activité des révolutionnaires en vadrouille en France et à travers l'Europe. Mais les rumeurs de guerre vont compliquer les choses. Fustigée par Jaurès, Clemenceau et toute la presse de gauche à l'approche du conflit mondial, cette collaboration à peine déguisée cesse en 1913. Officiellement du moins[7].

Les espions sont partout

Au début du siècle, les espions sont partout. Quand Lénine prendra le pouvoir en Russie en 1917, il découvrira avec stupeur que l'Okhrana n'ignorait rien de ses faits et gestes à Paris ou à Zurich. Certes, il savait que certains agents doubles rôdaient dans son entourage. C'est par eux qu'il obtint de traverser l'Allemagne incognito, dans un train surveillé par la police allemande, pour rejoindre Petrograd en avril 1917 ! Mais il ne voudra jamais admettre, en dépit des évidences, qu'il a longtemps été berné par un de ses plus fidèles compagnons de route : Roman Malinovski. L'homme est un authentique ouvrier, serrurier de profession, un prolétaire aguerri, un militant idéal qui enthousiasma Lénine dès 1912 au point que celui-ci le promut dans l'appareil bolchevique jusqu'au Comité central du Parti, et le poussa à devenir député à la

Douma, où il devint chef du groupe des bolcheviks. Comment eût-il pu imaginer que ce révolutionnaire modèle travaillait pour l'Okhrana ?

En 1913, lorsque les rumeurs de trahison parmi ses proches se firent insistantes, Lénine désigna une commission spéciale composée de Kamenev, Zinoviev et… Malinovski ! Champion du double langage, recordman de la double vie, ce dernier dénonça impunément à la police politique tsariste des dizaines de révolutionnaires, majoritairement bolcheviques, mais Lénine fit toujours taire les soupçons qui s'accumulaient à l'endroit de son protégé, devenu trésorier du journal la *Pravda*[8]. Ce n'est qu'en 1918, lorsque Malinovski sera fusillé sous les murs du Kremlin par un tribunal révolutionnaire, que Lénine se rendra enfin à la raison…

Les périodes troublées sont propices aux agents doubles. En période de révolution bolchevique, qu'est-ce qui ressemble le plus à un Russe en exil qu'un autre Russe en exil ? Nombre d'histoires extraordinaires viendront, dès cette époque, nourrir la légende des agents secrets russes. À l'image de la pénétration par le tchékiste Goloubev, dès le début de 1918, d'une mystérieuse Union de combat contre les bolcheviks basée à Petrograd, en cheville avec le général cosaque Kalédine, lui-même occupé à remettre sur pied une armée anticommuniste dans le Kouban, et forte, selon la version officielle, de 4 000 membres. L'organisation, on s'en doute, fut promptement et ostensiblement démantelée par la Tcheka.

Plus ambitieuse fut l'opération *Sindikat* montée en 1921 par la Tcheka pour éradiquer l'Union du peuple pour la défense du pays et de la liberté (NSZRiS) animée depuis Varsovie, puis depuis Paris, par Boris Savinkov, un ancien ministre S-R qui n'a jamais renoncé à renverser le pouvoir bolchevique. Un tchékiste de haut vol nommé Pavel Selianinov, *alias* Alexandre Opperput, persuada Savinkov de

l'existence en Russie d'un réseau antibolchevique clandestin entièrement fictif : le piège permit à la Tcheka puis à la GPU d'éliminer tout le réseau Savinkov, dont ses lieutenants Sheshenia et Pavlovski qui furent capturés et… retournés contre leur chef ! Savinkov lui-même finit par se faire attirer, arrêter et juger à Moscou en 1924. La GPU annonça son suicide en prison en 1925[9].

On retrouve le même machiavélisme dans l'opération *Trust* visant elle aussi, de sinistre mémoire, à éliminer les émigrés russes les plus actifs en Occident. En 1921, la Tcheka inventa de toutes pièces une organisation de résistance clandestine, l'Association monarchiste de Russie centrale (MOR), qui prit contact avec deux véritables mouvements d'émigrés russes : le Conseil monarchiste suprême (VSM), à Berlin, et l'Union russe des forces combinées (ROVS), dirigée à Paris par le général Koutiepov. Des émissaires du MOR, notamment l'homme d'affaires Alexandre Iakoutchev, en réalité officier de la Tcheka, tissèrent des liens suffisamment crédibles pour neutraliser et éliminer tout danger venant de ces cercles émigrés – d'ailleurs beaucoup moins dangereux, en réalité, qu'on ne le disait à Moscou.

Mesures actives, agents dormants, désinformation, provocation, etc. Dès cette époque agitée – octobre 1917, c'est aussi l'année du procès de Mata Hari à Paris – se déploie une étonnante panoplie de méthodes et d'outils qui feront de l'espionnage une guerre clandestine à la fois complexe, cruelle, confuse mais aussi romanesque, voire romantique : combien d'agents choisiront de mener deux vies parce qu'ils ont préféré la trahison à la prison ou à la déportation ; parce qu'ils poursuivent, masqués, un idéal connu d'eux seuls ; parce qu'ils placent le service de leur patrie, la Russie, au-dessus de tout, y compris du régime en place ; ou, plus fréquemment, parce qu'ils sont tombés sous le charme d'une belle espionne !

Le Komintern, à son tour

Mis en sommeil pendant la folle période qui suit l'abdication du tsar en février 1917, l'envoi d'agents secrets à l'étranger va reprendre, sous une autre nature, à partir de la fondation de l'Internationale communiste en 1919. Lénine, en bon marxiste, a toujours pensé que la révolution russe entraînerait un processus mondial de révolution prolétarienne. Il lui est même arrivé, en octobre 1918, d'annoncer le déclenchement de la révolution internationale « pour les jours à venir [*sic*] ». En Allemagne, pensait-il, la défaite militaire ne pouvait que se transformer en insurrection générale.

Il s'est bien produit un soulèvement à Berlin en novembre 1918, sous l'impulsion de militants dits « spartakistes », mais il tourna au désastre – Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les deux principaux leaders du mouvement, y laissèrent la vie. Cet échec cuisant n'a pas dissuadé Lénine, bien au contraire, de créer dans l'urgence une nouvelle « Internationale » en mars 1919. Sous l'égide de Lénine, Troski, Zinoviev et Boukharine, une dizaine de résidents étrangers à Moscou sont réunis à la hâte – un seul, Hugo Eberlein, est spécialement venu d'Allemagne avec un mandat de son parti – et s'autoproclament, sans complexe, état-major de la révolution mondiale.

La IIIe Internationale, contrairement à ses deux aînées[10], n'est aucunement une émanation des partis européens, encore moins des « peuples » qu'elle prétend représenter : elle est dirigée d'en haut par Grigori Zinoviev, chef des bolcheviks de Petrograd, à charge pour tous ses sympathisants français, anglais ou allemands d'y adhérer et d'obéir à ses directives. On en mesurera l'enjeu en France, en décembre 1920, lorsque la Section française de l'Internationale communiste, futur PCF, acceptera les « vingt et une conditions » mises

par Moscou à son adhésion et fera exploser la vénérable SFIO. La nouvelle « Internationale » est si manifestement contrôlée par Lénine, depuis le Kremlin, qu'on l'appellera partout de son nom russe : le *Komintern*.

Pour relancer « scientifiquement » la révolution en Europe, le Komintern déploie alors des agents dans toutes les capitales d'Europe, à commencer par Berlin et Amsterdam. Mais ces délégués révolutionnaires sont davantage des agitateurs, voire de simples porte-valises, que des professionnels du renseignement ou de l'influence. Quelques mois après la création du Komintern, l'échec des soulèvements bolcheviques en Allemagne et en Hongrie rafraîchit les enthousiasmes. Au Xe congrès du Parti, en mars 1921, Lénine lui-même déclarera « avoir échoué à convaincre les masses à l'étranger ».

Mais ce n'est que partie remise. Lénine et Trotski, contre vents et marées, continuent de penser que la « lutte finale », c'est toujours la révolution mondiale. Dans le plus grand secret, ils décident d'affecter à l'action du Komintern une partie du trésor impérial qui dort au Kremlin, dans les caves du palais des Armures. Pendant plusieurs années, les délégués du Komintern à Londres, Paris ou Amsterdam se verront remettre, dans la doublure d'un vêtement ou d'une pochette, des brillants de 64 carats, des pendentifs, des bagues et autres bijoux d'une valeur inestimable, à charge pour leurs récipiendaires de les négocier contre de l'argent sonnant et trébuchant. Inutile de préciser que certains militants locaux chargé de telles transactions se sont brusquement évanouis dans la nature[11] !

Espionnage à l'extérieur…

La lente mise en place du Komintern à l'extérieur des frontières russes ne suffit pas à expliquer la soudaine prolifération d'agents

russes dans toute l'Europe et au-delà. À l'époque, la décision prise par Lénine de mettre en place une « nouvelle politique économique » (NEP) renouant avec les canons de l'économie bourgeoise et du commerce international redonne à la Tcheka, et à son prolongement, la GPU, le goût de l'espionnage. À l'extérieur comme à l'intérieur.

À l'extérieur, l'occasion lui en est donnée en mai 1920 lorsque la patrie des soviets applique sa nouvelle politique en installant à Londres une mission commerciale russe. Les dirigeants britanniques se méfient de ces étranges chargés d'affaires, mais ils ne résistent pas à l'idée de pouvoir refaire du business avec l'immense Empire russe. La mission qui s'installe à Londres est dirigée par deux hommes : le ministre du Commerce extérieur, Leonid Krassine en personne, et son bras droit, un collaborateur spécial nommé Klychko, qui est lui-même un officier de la Tcheka. À ce duo qui préfigure ce que mettra partout en place, plus tard, le KGB, il faut ajouter une recrue travaillant en sous-main pour la Tcheka : le journaliste britannique Arthur Ransome, ancien correspondant du *Daily News* à Petrograd à l'époque de la révolution.

Un agent secret dans l'ombre d'un diplomate officiel qui le fait bénéficier de sa couverture diplomatique, un informateur recruté dans le monde journalistique : tel est le dispositif que Dzerjinski entend généraliser à l'extérieur des frontières de la Russie soviétique quand il crée, en décembre 1920, un « département étranger » de la Tcheka, baptisé, selon son nom russe, INO (*Innostrannyi Otdel*). Les chefs de station qui bénéficient ainsi d'une résidence légale seront appelés les « résidents ». Ils sont souvent plus puissants – déjà – que les ambassadeurs officiels dont ils partagent rarement la culture et les bonnes manières.

En cet été 1921, le Komintern réorganise son réseau à l'étranger, qui ne se limite plus à Londres et Berlin, mais s'étend à la Chine et

aux États-Unis. Son comité exécutif crée un département secret chargé des « relations internationales », l'OMS (*Otdel mejdunarodnykh sviazej*), dont l'objectif est de superviser – et de tenir bien en main – son réseau d'agents clandestins. L'OMS sera fort utile à la Tcheka, puis à l'OGPU, car beaucoup de militants allemands, français ou anglais, sincèrement engagés dans la lutte clandestine au sein de l'Internationale communiste, ne l'auraient sans doute pas fait pour le compte de la police politique russe.

Les deux organismes souvent complémentaires, parfois concurrents, sont alors dirigés par Mikhaïl Trilisser (INO) et Ossip Piatnitsky (OMS), deux Juifs russes engagés dans l'action révolutionnaire depuis leur plus jeune âge, des vieux habitués de la *konspiratsia*[12]. Ces deux bolcheviks aguerris parlent le même langage, poursuivent le même idéal. Ils partageront le même destin : tous les deux seront liquidés sous la terreur stalinienne au milieu des années 1930.

Pour compléter cette étonnante constellation d'agents secrets, il faut signaler qu'il existe depuis novembre 1918, au sein de l'état-major de l'Armée rouge, une IVe direction principale chargée de la collecte du renseignement militaire (*Glavnoïe Razvedivatelnoïe Oupravlenie*), qui s'installe à Moscou, au 19 rue Znamenski, et qui va devenir célèbre sous ces initiales : le GRU[13]. Lorsque Pékin deviendra une cible pour les services secrets soviétiques, ce sont les services de l'Armée rouge qui organiseront la surveillance et la neutralisation des « ennemis de la révolution » dans la capitale chinoise.

… *et surveillance à l'intérieur !*

Après la fin de la guerre civile[14], d'autres circonstances vont amener Dzerjinski à développer son système d'espionnage à

l'intérieur même de la Russie. En juillet 1921, quand le gouvernement russe lance un appel désespéré à l'étranger pour l'aider à lutter contre une famine devenue insupportable, les organisations humanitaires chargées d'acheminer l'assistance occidentale, notamment l'American Relief Administration, sont accueillies avec une telle suspicion qu'elles font aussitôt l'objet d'une surveillance de tous les instants. C'est la Tcheka qui s'en occupe et qui crée pour cela un département spécial, le KRO (*KontrRazvedivatelnyi Otdel*), dont les directeurs se mettent aussitôt en quête de collaborateurs parlant et comprenant l'anglais[15] !

Bientôt la Tcheka devient experte en surveillance rapprochée des ambassades et des missions étrangères ouvertes à Moscou par un nombre croissant de pays tiers. Le KRO est dirigé par Artur Artouzov, futur patron de l'INO de 1929 à 1934, qui restera dans la légende comme l'inventeur d'un grand nombre de techniques encore utilisées cinquante ans plus tard par les agents du KGB chargés de la surveillance des hommes d'affaires, journalistes et autres touristes étrangers de passage par l'URSS. C'est sous son règne que l'on accrocha à la célèbre *Flèche Rouge* ralliant de nuit Moscou à Petrograd un wagon spécialement équipé de tout le matériel nécessaire à l'espionnage des voyageurs endormis. Bars des grands hôtels, rencontres amoureuses impromptues, chambres truffées de micros, subversion du petit personnel, chantages en tout genre : de cette époque datent la plupart des ingrédients avec lesquels on écrira, pendant des décennies, les romans d'espionnage.

Du temps de la Tcheka, une simple section s'occupait des transmissions et des écoutes. Ses employés plaçaient des micros dans les hôtels, bureaux, lieux publics et aussi, parfois, dans les ambassades. Dans le cadre de la GPU, ce bureau des écoutes n'a cessé de prendre de l'ampleur, au point de devenir une véritable section

spéciale (*spets otdel*) dirigée par un sinistre personnage : Gleb Boky, un vieil habitué des bagnes tsaristes qui va administrer ce département pendant seize ans, jusqu'à sa disparition en 1937, comme beaucoup de vieux bolcheviks, dans la folie des procès de Moscou.

L'une des priorités des agents de la GPU consiste à compromettre les exilés auprès de leur pays d'accueil, retourner les activistes « russes blancs » au profit de leur mère patrie, recruter des propagandistes chargés de vanter les mérites du régime, discréditer les anticommunistes de tout poil. Parmi les techniques utilisées, il est une méthode que maîtrisent les services secrets russes depuis toujours et qui va devenir la grande spécialité de la GPU : la *désinformation*. Le terme vient du mot original russe *dezinformatsia*, que l'on traduirait sans doute aujourd'hui par *« fake news »*. Champions de la contrefaçon et de la fausse rumeur, les espions russes contribueront, volontairement ou non, à ce que personne ne sache plus reconnaître, dans telle ou telle affaire compliquée, la vérité du mensonge.

Dès les années 1920, en effet, il arrive qu'on ne sache plus distinguer les vrais documents de leurs imitations détournées ! Ainsi, pendant la campagne électorale britannique d'octobre 1924, la presse de Londres publie un étrange document venu de Moscou, intercepté par le contre-espionnage britannique : une dépêche secrète, apparemment authentique, du grand patron du Komintern, Grigori Zinoviev, qui prescrit aux communistes anglais de se rapprocher de leurs camarades travaillistes pour mieux préparer la future révolution en Angleterre[16]. Le scandale est si grand que les travaillistes, alors au pouvoir, perdent l'élection. Bien sûr, le nouveau gouvernement conservateur garantira plus tard l'authenticité du document, intercepté par un agent du MI5 infiltré au siège du Parti communiste

britannique, mais est-ce bien une preuve ? Bien sûr, on apprendra que le Parti communiste britannique a reçu un blâme du comité exécutif du Komintern pour avoir été négligent dans la gestion des dépêches venant de Moscou, mais n'est-ce pas une ruse ? Le comble est que les historiens spécialisés, près d'un siècle plus tard, avouent leur incapacité à affirmer que le document était ou non authentique !

À la mort de Lénine…

À la mort de Lénine, en 1924, la police politique soviétique est à un tournant de sa jeune histoire. Il fallait s'y attendre : la disparition de celui qui l'avait conçue, théorisée et largement utilisée à son profit allait entraîner une remise en cause de l'ancienne Tcheka devenue GPU. Sept ans après la fondation de cette administration très spéciale, les temps ont changé, l'époque glorieuse est passée. L'heure n'est plus à l'accroissement quasi illimité de ses moyens, ni à la glorification tonitruante de ses crimes de masse. Pour la première fois, elle est vertement critiquée de l'intérieur même du pouvoir. Par le commissaire aux Finances, Grigori Sokolnikov, qui veut réduire drastiquement son budget ; par le commissaire à la Justice, Nikolaï Krylenko, qui lui reproche de ne respecter aucune règle légale ; par le commissaire aux Affaires étrangères, Gueorgui Tchitcherine, dont elle parasite souvent les avancées diplomatiques ; et même par Nicolas Boukharine, membre du Politburo et directeur de la *Pravda*, qui l'invite à « moins de répression, plus de légalité[17] ».

La riposte de Felix Dzerjinski et de ses adjoints – notamment Grigori Prokoviev, qui dirige le département de l'information de la GPU – est cinglante. En substance : les gardes blancs, les koulaks, les monarchistes, les cléricaux, les bandits et autres ennemis du régime n'ont jamais été si actifs, ce serait folie que de renoncer à les

surveiller ! Certes, la GPU n'est pas une administration sans défaut – son recrutement, souvent, laisse à désirer –, mais le territoire russe est immense, et il faut bien donner à ses représentants dans les treize régions du pays les moyens de rétribuer leurs cadres, leurs agents et leurs informateurs…

Quant à l'action de la GPU à l'extérieur, elle est rendue d'autant plus indispensable que la jeune URSS est devenue une véritable « forteresse assiégée » dont les pays limitrophes (Pologne, Roumanie, Finlande, pays Baltes) servent de base avancée aux services secrets des puissances capitalistes : Grande-Bretagne, Allemagne, France, etc. Il est absolument primordial, plaide Artur Artouzov, chef du contre-espionnage, de se donner les moyens de faire face, plus que jamais, à « l'intensification de la contre-révolution mondiale[18] » !

La défense de Dzerjinski est efficace. Ses arguments font mouche. Le Politburo, en décembre 1924, se prononce en sa faveur : pas question, après réflexion, de réduire le budget de la GPU ! Ont voté en ce sens, entre autres, le chef de l'État Mikhaïl Kalinine, le futur chef du gouvernement Viatcheslav Molotov et… un de leurs collègues qui n'a jamais douté de l'intérêt de la Tcheka puis de la GPU, un homme qui n'a jamais été choqué par ses méthodes et qui prépare l'avenir : Joseph Staline.

3

Les basses œuvres de Staline

« Enlève le droit, et alors, qu'est-ce qui distingue l'État d'une bande de brigands ? »

Saint Augustin

Après la mort de Lénine en 1924, la GPU connaît quelques années de flottement : l'ancienne Tcheka était, depuis le premier jour, un outil politique aux mains du chef de la Révolution. Si la succession s'était déroulée autrement, si un Boukharine ou un Zinoviev avait hérité du pouvoir, il ne fait aucun doute que la police politique serait redevenue une administration presque comme une autre, et non plus cet État dans l'État qui pouvait s'affranchir de toutes les lois et qui faisait peur à tout le monde. Mais c'est Staline qui a gagné la bataille de la succession. Et le Géorgien n'allait pas mettre longtemps à plier la GPU à ses propres exigences.

Pour Lénine, le pouvoir soviétique était une « forteresse assiégée » : le danger principal venait de l'extérieur. La « contre-révolution », c'était aussi bien les puissances capitalistes comme la France ou l'Angleterre que les armées « blanches », les monarchistes, les bourgeois, les prêtres, les S-R, les mencheviks… Un peu avant sa mort, à l'automne 1922, Lénine demandait encore à Dzerjinski et à

son adjoint Unschlicht, par lettre, d'expulser des centaines d'intellectuels, d'écrivains ou d'enseignants ayant des opinions hostiles aux siennes[1] ! Sous Staline, les priorités vont s'inverser jusqu'à situer l'ennemi principal à l'intérieur même de la forteresse, c'est-à-dire du pouvoir soviétique : en quelques années, la GPU sera amenée à traquer les « traîtres » et les « scélérats » au sein même du parti communiste, dans les rangs de l'Armée rouge, voire… dans les bureaux de la GPU.

Les « idiots utiles »

La police politique fut d'abord orientée vers la mise au pas des campagnes, lorsque Staline, en 1929, exigea « la liquidation des koulaks en tant que classe » – ce qui visait à déporter *manu militari* quelque 10 millions de paysans dans des kolkhozes en construction, en général loin de chez eux. Cette collectivisation forcée aboutit à une famine si grave, en 1932-1933, qu'elle coûta la vie à quelque 7 millions de personnes, majoritairement dans cette Ukraine si fertile qu'on l'appelait naguère le « grenier de l'Europe ». À cette occasion, la GPU hérita d'un sujet inattendu, car inconnu dans le code pénal : la répression du délit de cannibalisme !

C'est à cette époque que la GPU affina ses techniques de propagande et de désinformation, utilisant plusieurs administrations spécialisées – comme le département de la presse du ministère des Affaires étrangères, l'agence officielle Intourist ou la Société panrusse des relations culturelles avec l'étranger – pour organiser des voyages de propagande destinés à améliorer l'image de l'URSS en Occident. Cette activité, baptisée *agit-prop* (« agitation et propagande »), allait devenir, pour longtemps, une spécialité de la GPU, du NKVD puis, après la guerre, du KGB.

Combien d’invités prestigieux ou de visiteurs curieux – du dirigeant radical français Édouard Herriot au dramaturge anglais George Bernard Shaw, du célèbre journaliste américain Walter Duranty au pacifiste français Romain Rolland – racontèrent benoîtement, après avoir séjourné en URSS précisément à cette époque épouvantable, que toutes ces « rumeurs » de famine étaient infondées puisqu’ils avaient festoyé pendant tout leur séjour dans des hôtels prolétariens croulant sous les victuailles ! Il est toujours surprenant de relire les textes écrits par ces voyageurs que Lénine appelait naguère les « idiots utiles », comme ceux de l’écrivain britannique H. G. Wells, bouleversé par sa rencontre avec Staline le 23 juillet 1934 :

> Je m’attendais à rencontrer à Moscou un homme dur, impitoyable – peut-être un doctrinaire. […] Jamais je n’ai rencontré homme plus sincère, plus loyal et plus honnête ! […] J’avais pensé, avant de le voir, qu’il occupait peut-être la place où il était parce qu’on avait peur de lui. Mais je me rends compte [*sic*] que personne n’a peur de lui, que tout le monde lui fait confiance[2]…

Propagande, désinformation, espionnage extérieur et intérieur, chasse aux saboteurs, déportation des opposants de tout bord, mais surtout élimination massive des innombrables « ennemis de l’intérieur » promis à être dénoncés, arrêtés, jugés, condamnés et fusillés ou, au mieux, envoyés dans des camps aux conditions de vie effroyables : la terreur n’allait pas diminuer sous Staline, bien au contraire. Mais pour accomplir ses nouvelles tâches, la GPU avait besoin d’une nouvelle génération de tchékistes, qui ne ressembleront en rien, sous Iejov ou sous Beria, à ce qu’ils étaient sous Dzerjinski…

Dzerjinski : le moine-soldat

Felix Dzerjinski, patron incontesté du NKVD et de la GPU, est mort à Moscou le 20 juillet 1926. Il sortait d'une session mouvementée du Comité central du Parti quand il fut terrassé par une crise cardiaque. L'émotion provoquée au sein du Politburo par ce décès brutal, le poids de la GPU dans les hautes sphères du pouvoir et le mythe léniniste du jusqu'au-boutisme révolutionnaire ont fait de Dzerjinski un héros du régime dont le souvenir traversera – le cas est exceptionnel – tous les aléas de l'histoire du communisme, de la terreur stalinienne à la *perestroïka*. Quand le Parti communiste de l'URSS sera interdit par Boris Eltsine, en août 1991, la spectaculaire mise à bas de la grande statue de Dzerjinski, place de la Loubianka, annoncera et symbolisera, avec quelques mois d'avance, la fin du régime soviétique.

« Felix de Fer », comme on l'a surnommé, était un bolchevik pur et dur. Un moine-soldat. Un héros de roman noir. Avant la révolution d'Octobre, ce fils d'aristocrates polonais converti au marxisme avait passé onze années dans les prisons tsaristes. Il s'en était plusieurs fois évadé. Activiste infatigable, il avait milité dans sa jeunesse pour les socialistes puis, plus tard, pour les bolcheviks. Il avait rencontré Lénine en 1906, à Stockholm, dans les couloirs du IVe congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe. Placé à la tête du Comité militaire révolutionnaire (CMR) du soviet de Petrograd, cette milice ouvrière qui batailla pour porter Lénine au pouvoir le 25 octobre 1917, il avait montré sa volonté farouche de voir réussir, à tout prix, la révolution de ses rêves. C'est à ce Fouquier-Tinville sans états d'âme que Lénine confia en décembre 1917, comme on l'a vu, la création et la direction du « bras armé » de la révolution bolchevique : la Tcheka.

Insensible, intraitable, incorruptible, Dzerjinski a dirigé la Tcheka puis la GPU en militant de choc, refusant tout privilège, menant une vie quasi ascétique, ne reculant devant aucun crime. Le révolutionnaire Viktor Serge le décrit ainsi : « Idéaliste probe, implacable et chevaleresque, au profil émacié d'inquisiteur, grand front, nez osseux, barbiche rêche, une mine de fatigue et de dureté[3]… »

Le poète Maïakovski, pour sa part, n'hésita pas à rédiger son éloge en des termes glorieux :

Avec sa capote fripée et sa barbe pointue
Est passé un homme tout de fer et de veines […]
À un jeune qui s'interrogerait sur l'existence
Et qui chercherait un modèle pour faire sa vie,
Je dirais sans hésiter :
Fais-la à l'image du camarade Dzerjinski [4] *!*

Mais c'est encore sous sa propre plume, dans une lettre envoyée à sa femme depuis son bureau moscovite, en mai 1918, qu'on cerne au mieux l'étrange personnalité de cet apparatchik hors normes :

> Je suis au front. Vie de soldat. Aucun répit. Il me faut sauver la maison Russie. Pas le temps de penser à vous, ni à moi-même. […] Je mène personnellement les interrogatoires les plus importants. Il m'est même arrivé d'exécuter moi-même les coupables. Mes mains sont pleines de sang et cela me fait horreur, mais comment faire autrement ? […] Je suis sans pitié, une détermination de fer m'habite et j'irai jusqu'au bout pour extirper le mal et l'injustice du vieux monde. […] Je ne quitte jamais mon bureau. J'y travaille et j'y dors, derrière un paravent[5]…

À la fois bourreau de travail, révolutionnaire fanatique et véritable saint laïc au regard des militants, Dzerjinski était devenu indispensable à Lénine qui avait pris l'habitude de lui confier les missions les plus variées : le travail, l'économie, les transports, les congères, etc. Nul ne s'étonna qu'il hérite, après la réforme de la Tcheka en février 1922, de la direction de la GPU. S'il avait fallu citer, alors, les trois principaux dirigeants de la toute jeune URSS, le nom de Dzerjinski serait venu s'accoler naturellement à ceux de Lénine et Trotski – bien avant ceux de Zinoviev, Boukharine, Kamenev ou Staline.

Mort juste à temps ?

Dzerjinski a survécu de quelques mois à Lénine, mort le 21 janvier 1924. La maladie du chef de la Révolution avait provoqué, pendant plus d'un an, de sourdes spéculations et quelques basses manœuvres, notamment de la part de Staline, nouveau secrétaire général du Parti, en vue de la succession qui s'approchait, inéluctable. La disparition du principal dirigeant du pays constituait un tournant capital dans l'histoire de l'Union soviétique. Chacun des protagonistes de cette accélération de l'histoire allait devoir se positionner par rapport aux deux héritiers présomptifs, Léon Trotski et Joseph Staline, qui incarnaient chacun, pour l'avenir, une politique différente : l'extension utopique de la révolution au monde entier, pour l'un ; la consolidation acharnée du jeune État soviétique, pour l'autre. La « révolution permanente », pour l'un ; le « socialisme dans un seul pays », pour l'autre. On sait comment s'est terminée cette compétition : l'exil forcé et l'assassinat par un agent de la GPU, pour le premier ; le pouvoir absolu et la plus grande terreur de l'histoire, pour le second.

Parmi les grands acteurs de cette transition mouvementée figure, on s'en doute, le chef de la police secrète. On ne saura jamais quels auraient été, à terme, les choix de Dzerjinski, mais on se doute qu'il aurait été longtemps fidèle à Lénine. C'est-à-dire qu'il se serait rapidement trouvé dans le collimateur de Staline : le nouveau maître du Kremlin l'aurait probablement arrêté, remplacé à la tête d'un organisme aussi crucial par un de ses affidés, jugé sommairement et fusillé en 1937 ou 1938 comme il le fit de la plupart des vieux bolcheviks, des compagnons de Lénine ou, plus sûrement encore, des anciens amis de Trotski.

Nombre d'adjoints et de collaborateurs de Dzerjinski paieront de leur vie d'avoir été, sous la férule de Lénine, les premiers cadres de la révolution bolchevique. Le fondateur de la Tcheka est mort suffisamment tôt pour ne pas être victime, comme presque tous les héros d'Octobre, des grandes purges staliniennes.

Menjinski : la transition

Le successeur désigné de Dzerjinski fut Viatcheslav Menjinski. Descendant lui aussi d'une famille noble polonaise, militant très tôt, comme son patron, dans les rangs bolcheviques, il était devenu le numéro deux de la police politique quand la Tcheka fut transformée en GPU. Âgé de cinquante-deux ans à cette date, de haute stature, portant pince-nez, il était beaucoup plus cultivé que Dzerjinski – il parlait un nombre incalculable de langues – mais n'avait ni le charisme ni l'autorité de son prédécesseur. Ni son énergie : plusieurs fois malade, souvent alité, on devinait qu'il ne resterait pas très longtemps à ce poste, ce qui nourrissait dans l'ombre, évidemment, quelques redoutables ambitions.

Dès l'automne 1917, Dzerjinski avait nommé des adjoints de toute confiance, révolutionnaires authentiques, internationalistes éprouvés et aveuglément dévoués à la cause comme Martyn Latsis, le bolchevik letton qui dirigea la Tcheka ukrainienne ; Iakov Peters, l'autre Letton qui allait diriger la Tcheka dans le Caucase ; Jozef Unschlicht, un Juif polonais qui fut la terreur des intellectuels russes ; ou Mikhaïl Trilisser, qui fut le premier directeur du département étranger (INO). En 1923, il s'était doté d'un second adjoint peu sympathique, mais apparemment efficace et dévoué : Guenrikh Iagoda.

Fils d'un artisan juif de Rybinsk, sur la Volga, Iagoda fut, lui aussi, un militant socialiste arrêté plusieurs fois par la police tsariste, exilé en Sibérie, déserteur pendant la guerre de 1914, membre des milices bolcheviques en 1917. Vieille connaissance de l'écrivain Maxime Gorki, bureaucrate exemplaire, décrit par ses détracteurs comme étant « brutal, inculte et grossier[6] », il dut son ascension à sa qualité d'ancien étudiant en pharmacie, qui poussa Lénine à lui confier, en 1921, une officine ultrasecrète spécialisée dans les poisons destinés aux « opérations mouillées » (*mokrye dela*) – comme on appelait, en russe, les assassinats sur commande[7]. Cette promotion inespérée et son talent de comploteur lui donnèrent, peu à peu, une ambition sans limites.

Des traits grossiers, une petite moustache noire, le teint gris et la main lourde, Iagoda mena sa barque au plus près des circonstances. D'abord attiré par Boukharine, Zinoviev et Kamenev, qui constitueront bientôt « l'opposition de droite » et le paieront de leur vie, il fit allégeance à Staline pour des raisons qui n'avaient rien d'idéologiques. Opportuniste, cynique et violent, on lui a prêté les trahisons et les coups bas les plus sordides. Quand son supérieur Menjinski est mort d'une crise cardiaque, le bruit a aussitôt couru que Iagoda et ses poisons sophistiqués avaient quelque peu précipité

l'infarctus ! Rien de surprenant à cette rumeur : à chaque fois qu'un de ses adjoints a disparu, comme Mikhaïl Trilisser en 1929 ou Ivan Akoulov en 1932, on a suspecté Iagoda d'avoir aidé le destin…

Quand Menjinski meurt le 10 mai 1934, Iagoda dirige déjà la GPU *de facto*. Nul ne s'étonne qu'il hérite du poste. En juillet, la GPU devient l'Administration principale de la sécurité d'État (GUGB) au sein du commissariat du peuple à l'Intérieur (NKVD) dirigé, aussi, par Iagoda – qui concentre ainsi dans ses mains la police régulière, la police politique, la police criminelle et la police des frontières ! On comprend pourquoi une ligne téléphonique directe relie alors Iagoda à Staline, qui se tient constamment au courant des activités de cet arriviste en qui il n'a jamais eu totalement confiance.

Iagoda : la chute finale

L'année 1934 est une année charnière dans l'histoire de l'URSS en général, et de la GPU en particulier. Le 1er décembre, à Leningrad, Sergueï Kirov, numéro deux du parti communiste, vieux camarade de Staline et leader très populaire, est assassiné. De nombreuses hypothèses ont été émises sur ce meurtre. La plus répandue chez les historiens russes est que Staline lui-même a donné secrètement l'ordre de supprimer son rival, mais que, se méfiant de Iagoda, il en aurait confié l'exécution au chef du NKVD de Leningrad, Filip Medvedev, lequel aurait armé le bras du jeune Leonid Nikolaïev, auteur du crime.

Cette thèse, qui a peu varié, a récemment été battue en brèche par l'un des témoins les plus prolixes de cette époque : le super espion Pavel Soudoplatov, qui n'était pas encore un des pontes du NKVD, affirme dans ses Mémoires[8] que Nikolaïev a tué Kirov par vengeance, le patron du parti de Leningrad ayant séduit sa femme Milda Draule.

Ainsi le meurtre de Kirov ne serait-il pas le résultat d'un complot ourdi au Kremlin, dans le bureau de Staline, mais l'œuvre d'un mari jaloux ! Ce qui n'enlève rien à l'essentiel : il est bien vrai que Staline sauta sur l'occasion pour donner le signal d'une répression inédite aux quatre coins du pays – et même au-delà.

Dès le soir de l'attentat, en effet, un décret ouvre au NKVD le droit aux procédures les plus sommaires face aux terroristes présumés – un droit qu'il va conserver pendant vingt ans, jusqu'à la mort de Staline. Le NKVD, selon le bon vouloir du « Guide », a désormais le droit de tuer, à sa guise, et sans délai, tous ceux qui ont la malchance d'être accusés, sans aucune preuve, d'être des « ennemis de classe » ou des « conspirateurs contre-révolutionnaires ».

Au fil des ans, la paranoïa viscérale du maître du Kremlin va devenir un véritable principe de gouvernement. L'heure est au complotisme systématique. Tout le monde soupçonne tout le monde. Chacun se méfie de chacun. On rapporte, on dénonce, on invente. Dans son fameux « rapport secret » de février 1956, Nikita Khrouchtchev qualifiera Staline de « maladivement soupçonneux[9] ». Après l'enterrement de Kirov, le « petit père des peuples » semble de plus en plus obsédé par l'idée qu'on cherche à l'abattre. Et que ses assassins potentiels sont dans les cercles du pouvoir.

L'homme-clé dans la prévention de ces complots le plus souvent imaginaires, c'est Iagoda. Mais cette position toute-puissante sera aussi la raison de sa perte. Le chef du NKVD commence à se croire intouchable : il a été invité, honneur suprême, à emménager à l'intérieur du Kremlin, et on lui a fait miroiter son entrée imminente au Politburo. Le ciel lui tombe sur la tête le 25 septembre 1936, quand Staline adresse un télégramme à la direction du Parti : Iagoda est destitué et remplacé par l'homme qui chapeautait le NKVD au secrétariat du Comité central, Nikolaï Iejov. Staline, dit-on, est

furieux de la façon dont Iagoda a ménagé les Boukharine et autres Rykov lors de l'instruction que menait le NKVD sous sa direction, après l'assassinat de Kirov. Dès le premier des « procès de Moscou », en janvier 1935, il a reproché à Iagoda de ne pas avoir été assez dur avec Zinovev et Kamenev. En août 1936, nouveaux reproches à propos de Boukharine et Rykov. La colère de Staline éclate enfin, dans un télégramme adressé à Kaganovitch, Molotov et « d'autres membres du Politburo » : « Nous estimons qu'il est absolument indispensable et urgent de nommer le camarade Iejov au poste de commissaire du peuple à l'Intérieur. Iagoda s'est manifestement révélé incapable de démasquer le bloc trotskiste-zinovieviste ! L'OGPU nous a fait perdre quatre ans dans cette affaire[10] ! »

Iagoda se retrouve ministre des Postes. Mais cette déchéance relative, qui donne le temps à son successeur de prendre ses marques à la tête du NKVD, est un répit trompeur. Arrêté en avril 1937, accusé d'avoir fomenté un complot de l'intérieur même du NKVD, il comparaîtra finalement au dernier des grands procès staliniens, en mars 1938, en même temps que ses ex-collègues Boukharine et Rykov. Dans sa défense, il souligne lui-même l'absurdité des accusations qui pèsent sur lui : « Si j'avais été un espion, des douzaines de pays auraient pu fermer leurs services de renseignements[11] ! »

Mais qu'importent les faits, la réalité, la raison ? Iagoda est fusillé le 15 mars 1938. Celui qui fut, au temps de la collectivisation forcée, un des plus grands criminels de tous les temps finit comme tant et tant de ses victimes : une balle dans la tête. Mais contrairement à la plupart des principaux accusés des procès de Moscou, à commencer par les Boukharine, Zinoviev et autres Kamenev, Guenrikh Iagoda ne sera pas réhabilité par Gorbatchev lorsque sera venu le temps de

remplir les « taches blanches de l'histoire », en 1987-1988. Pour un si triste sire, on n'a pas jugé utile de rouvrir les poubelles de l'histoire.

Iejov et la « Iejovchtchina »

L'homme qui a « dégagé » Iagoda pour prendre sa place s'appelle Nikolaï Iejov[12]. Il est de si petite taille (1,57 m) qu'on dirait, parfois, un enfant. On le surnommera plus tard le « nain sanguinaire ». Russe de Saint-Pétersbourg, ancien apprenti tailleur, permanent du parti bolchevique au Kazakhstan, ce militant à peu près inculte est repéré en 1929 pour son acharnement à accomplir les tâches qu'on lui donne à remplir. Bon organisateur, il fait carrière à la section des cadres du Parti, entre au Comité central, devient vice-président de la Commission centrale de contrôle – une ascension qui rappelle celle du jeune Staline, dix ans plus tôt. Un apparatchik modèle, un spécialiste des fichiers, des classeurs et des organigrammes.

Cet homme chétif[13], mal à l'aise en public, complexé et revanchard, amateur de vodka et de prostituées, cache une volonté de fer et une ambition malsaine. Chargé de « contrôler » le NKVD, installé pour cela dans un bureau de la Loubianka, il se passionne pour les enquêtes, les arrestations, les aveux. Il assiste lui-même, parfois, à certains interrogatoires musclés virant à la séance de torture. À ceux qui voyaient en Iagoda un maître du cynisme et de la cruauté, Iejov apporte un démenti : ce fanatique-là est encore plus menteur, plus sournois, plus sadique que son sinistre prédécesseur !

Le 18 mars 1937, dans un discours au mess des officiers du NKVD, il lance des accusations inédites contre cette institution dont certains dirigeants sont, selon lui, de dangereux contre-révolutionnaires, voire des espions au service de l'étranger. À commencer, mais oui, par Iagoda en personne ! Aucun de ses

interlocuteurs n'y croit, mais tous, affolés, l'applaudissent à tout rompre. Peine perdue : sur les dix-huit commissaires adjoints de Iagoda à la tête du NVKV, tous seront passés par les armes sauf un, Sloutski, qui mourra empoisonné.

C'est justement parce que ces hommes savaient, depuis l'assassinat de Kirov, que ces accusations et ces complots étaient fabriqués ou inventés de toutes pièces qu'ils furent suspectés de mollesse par Staline, puis de trahison pure et simple. L'emballement dans la répression interne viendra, ensuite, de la surenchère des uns et des autres dans les accusations les plus folles, seule façon pour ces tchékistes d'échapper aux rafles et de sauver leur tête.

Ce qui précipita ce processus, c'est l'instauration par Staline de quotas d'arrestations, d'exécutions et de déportations : plus le NKVD remplissait ses obligations assassines, plus les quotas d'« éléments antisoviétiques », de « saboteurs », de « traîtres », de « Polonais », de « Grecs », d'« Allemands de la Volga » ou de « koulaks » étaient révisés à la hausse. Iejov fut le principal responsable de cette course à la performance reposant sur une comptabilité insensée. On apprendra plus tard, par exemple, que le responsable du NKVD de la région de Sverdlovsk avait annoncé triomphalement l'élimination de 4 218 « Polonais », parmi lesquels, en réalité, figuraient 390 Polonais véritables : il fallait bien remplir les quotas[14] !

750 000 fusillés en dix-huit mois

Iejov régna sur le NKVD du 25 septembre 1936 au 24 novembre 1938. La « grande terreur » stalinienne, c'est lui. Les grands procès de Moscou, ces spectacles publics réglés comme des pièces de théâtre par Lev Sheinin, cadre du NKVD et lui-même dramaturge[15] dans la grande salle de l'ancien Cercle de la noblesse (qui deviendra la

Maison des syndicats), sous la présidence de l'inamovible et redoutable procureur Vychinski, c'est encore Iejov. Les Russes ont surnommé cette période la « *Iejovchtchina* ».

Tel un apprenti sorcier, Iejov s'est ainsi retrouvé à la tête d'une machine infernale que plus personne ne pouvait arrêter. Le NKVD fusillait, fusillait jour et nuit. Sur le terrain, appliquant un décret secret du 27 mai 1935, la direction du NKVD avait accordé les pleins pouvoirs à des « groupes de trois » (*troïki*) comprenant le chef local de la police, le chef local du NKVD et le chef local du Parti. Encore la présence du troisième homme, celui du Parti, n'était-elle même plus indispensable après l'été 1937. En moins de dix-huit mois, le NKVD aura fusillé 750 000 « suspects ». Un record.

Il faudra attendre le XXe congrès du Parti, en mars 1956, pour avoir les premiers chiffres officiels mesurant ces purges meurtrières. À la demande secrète de Nikita Khrouchtchev, le KGB estimera à 19 millions le nombre de personnes arrêtées par le NKVD entre 1935 et 1940[16]. Encore les organisateurs du XXe congrès se sont-ils concentrés sur le Parti lui-même. Non sans effroi : sur les 139 membres du Comité central élus par le XVIIe congrès, en 1934, 110 furent fusillés ou envoyés au Goulag. Et sur les 1 966 délégués à ce congrès, 59 seulement reparurent en 1939, au congrès suivant !

Au regard de l'histoire, la purge la plus insensée fut celle qui toucha l'Armée rouge. Le 11 juin 1938, le NKVD se vanta d'avoir déjoué un complot « d'une ampleur inégalée » impliquant le maréchal Toukhatchevski et sept généraux soviétiques parmi les plus importants. Inculpés de trahison au profit de l'Allemagne nazie, ceux-ci furent tous fusillés dès le lendemain. Mikhaïl Toukhatchevski, héros de la Première Guerre mondiale – où il se lia d'amitié avec le lieutenant-colonel de Gaulle – et principal expert militaire de l'URSS ! Dans la foulée, plus de la moitié des 70 000 officiers de l'Armée

rouge furent exécutés ou emprisonnés. Sur les 80 membres du Conseil militaire suprême de l'URSS, 75 furent fusillés. Jamais les dirigeants de l'armée allemande, stupéfaits, n'auraient rêvé pareille folie ! On mesurera l'importance de cette incroyable saignée en juin 1941, quand les divisions hitlériennes pénétreront en URSS sans que l'Armée rouge, décapitée et déboussolée, soit capable de lui résister.

Iejov, bouc émissaire ?

Que voulait exactement Staline ? Les historiens tentent encore, aujourd'hui, de faire la part de la paranoïa, de la cruauté, de l'aveuglement du dictateur… et des motivations plus rationnelles qui lui ont fait commettre des crimes aussi massifs. Ainsi, Staline aurait réellement voulu supprimer, par tous les moyens, tous ceux qui, du bas de l'échelle sociale jusqu'au cœur du Politburo, auraient pu fomenter un attentat contre lui. Et c'est en toute connaissance de cause qu'il aurait exigé l'élimination de tous les chefs politiques et militaires susceptibles, à ses yeux, de tourner casaque en cas d'invasion allemande.

Il est très difficile d'analyser les véritables intentions d'un homme aussi rusé et dissimulateur que Staline. Mais il est encore plus risqué de tirer des conclusions définitives des déclarations des chefs du NKVD dénonçant ces complots, justifiant ces exécutions ou se félicitant d'avoir éradiqué telle conspiration secrète ou telle machiavélique tentative d'attentat. Peur de paraître pusillanime, volonté de remplir les quotas, surenchère dans la désinformation ? Ou folie collective ?

L'un des plus proches compagnons de Staline, Viatcheslav Molotov, un des rares qui mourra de vieillesse, a déclaré, sur ses

vieux jours, à l’écrivain Felix Tchouev : « Nous devons à [ces purges] de ne pas avoir eu chez nous de “cinquième colonne” pendant la guerre. […] Bien sûr qu’on y a été trop fort ! Mais je pense que tout cela était acceptable au nom de l’essentiel : garder le pouvoir à tout prix[17]. »

Pour confirmer que Staline, décidément, n’était pas fou, les historiens de cette période émettent souvent l’hypothèse que c’est le dictateur lui-même, inquiet de voir sa popularité s’effondrer dans le pays, qui décida, à la fin de l’année 1938, de mettre le holà à ces purges insensées. Et bien sûr, il fallait s’y attendre, d'en rendre responsable le chef du NKVD ! Toujours est-il que Iejov fut démis de ses hautes fonctions le 8 décembre 1938, pour être remplacé par son premier adjoint, un jeune Géorgien qui avait dirigé le NKVD dans le Caucase : Lavrenti Beria.

De même que Iagoda avait été chargé provisoirement d’un département ministériel sans importance, Iejov devient ministre des Transports fluviaux… avant d’être arrêté et jugé comme « agent des services secrets allemands et polonais ». Il aura beau plaider, dans une confession écrite désespérée, que ses « tares » et ses « vices » personnels étaient dus à son caractère et non à ses options politiques, il aura beau clamer qu’il a fait fusiller personnellement 14 000 tchékistes, il sera condamné et fusillé le 6 février 1940. Ses derniers mots : « Dites à Staline que je meurs avec son nom sur mes lèvres ! »

Lui non plus ne sera jamais réhabilité.

4

Les réseaux Münzenberg

« Dire la vérité est une habitude de petit bourgeois. »

V. I. Lénine

Le héros de ce chapitre s'appelle Willi Münzenberg. L'homme n'est pas russe, mais allemand. Il n'a jamais parlé, du reste, que l'allemand. Il n'est pas un intellectuel, son père était un cafetier de Thuringe aussi pauvre qu'alcoolique[1]. Très tôt engagé dans les rangs des jeunes socialistes-révolutionnaires allemands, le déclenchement de la Première Guerre mondiale le fait fuir en Suisse où il rencontre Trotski en 1914, puis Lénine en 1915. Les deux célèbres exilés sont séduits par l'intelligence de ce militant aussi sympathique que décidé. Impressionné par son sens de l'organisation et son goût du secret, Lénine le confie à son ami Karl Radek, un révolutionnaire polonais proche de Felix Dzerjinski qui deviendra, plus tard, le principal propagandiste de l'État bolchevique.

En mars 1917, le jeune Willi fait partie des militants enthousiastes qui, en gare de Zurich, accompagnent Lénine en partance pour Petrograd. La petite bande des Radek, Zinoviev, Martov, Kroupskaïa et consorts s'installe dans le wagon qui lui est alloué. Mais pas Münzenberg : les deux officiers allemands qui encadrent cette

étrange expédition l'obligent à rester sur le quai – sans doute, justement, à cause de sa nationalité allemande. Rentré à Berlin, loin de l'effervescence de Petrograd, il participe à la création du Parti communiste allemand (KPD) et devient, à partir de 1921, un des principaux animateurs du Komintern en Europe, en lien constant avec les agents de la Tcheka de Dzerjinski. À trente-deux ans, Münzenberg est déjà un virtuose de la double vie.

En 1924, sous le régime démocratique de Weimar, il se fait élire député communiste. Il se forme à la politique. Il milite en compagnie du journaliste Alfred Kantorowicz, du psychiatre Wilhelm Reich. À lire l'écrivain Arthur Koestler, qui fut aussi un de ses camarades de parti, il devient un « orateur public ardent, démagogue et irrésistible » qui « fait irruption dans une salle avec l'aisance d'un tank qui passe à travers un mur »[2] ! Après 1928, dans les couloirs du Reichstag, le Parlement allemand, Willi croisera le fer avec un autre orateur redouté qui choisira, lui, le camp d'en face : un certain Joseph Goebbels.

« Solidarité avec le peuple russe affamé ! »

Loin des affres du communisme de guerre et de la terreur répandue en Russie par la Tcheka, Münzenberg s'emploie, en Allemagne, à recruter pour le compte de ses amis bolcheviques ce qu'on appellera plus tard, à la russe, des « compagnons de route[3] ». Il fonde pour cela des organisations appropriées comme l'Aide internationale ouvrière (AIO), une bonne œuvre – communiste, certes, mais pas très politisée – qui soutient la jeune et valeureuse révolution russe par des manifestations culturelles et des colloques scientifiques, organise des collectes et des soupes populaires en faveur des prolétaires, etc. Ses adhérents sont des sympathisants, pas

des militants politiques : leur engagement n'en est que plus crédible aux yeux de l'opinion publique.

Qui pouvait soupçonner ces personnalités généreuses, de gauche, humanistes, d'être manipulées par le département étranger du Komintern ou, pis, par celui de la GPU ? Les militants communistes eux-mêmes, sincèrement attachés à l'action « internationaliste » du Komintern[4], pouvaient-ils imaginer que la GPU, puis le NKVD, avait vocation à encadrer et surveiller toutes les associations gravitant autour de l'Internationale communiste, voire, au fil des ans, les cadres de celle-ci ?

En 1921, la première grande famine postrévolutionnaire contraint la Russie bolchevique, bien malgré elle, à demander de l'aide au reste du monde. Pour atténuer l'effet politiquement désastreux de cet appel peu glorieux, Radek suggère à Lénine de lancer une campagne internationale spécifique et d'en confier l'animation à Münzenberg. Celui-ci crée alors le Secours rouge international, basé à Berlin, qui, au nom de la « solidarité avec le peuple russe affamé », attire plus de jeunes idéalistes et d'intellectuels engagés que tous les meetings marxistes de l'époque ! N'était-il pas valorisant, voire excitant, d'aider la jeune patrie socialiste à surmonter ses difficultés – qui provenaient, nul ne pouvait en douter, de son passé tsariste et de ses ennemis contre-révolutionnaires ?

Le succès de cette campagne de propagande ayant dépassé les espérances de ses mentors moscovites, Willi Münzenberg est invité à poursuivre son action bien au-delà de l'épisode de la famine en Russie. La solidarité avec les valeureux prolétaires qui tentent de changer le monde, le rejet de la vieille société libérale fracassée dans les tranchées de 1914-1918, la sympathie pour cette nouvelle « lueur » qui monte à l'est, voilà des thèmes porteurs capables de séduire les nouvelles générations !

À Berlin et dans toute l'Allemagne, Münzenberg ne ménage pas ses efforts pour attirer dans son orbite humanitaire et culturelle nombre de professeurs, d'écrivains et d'artistes désireux de s'engager pour la bonne cause. Mais surtout, il y prend goût. Il se découvre un vrai talent pour mobiliser les professionnels de la presse et de la radio, pénétrer le monde du cinéma[5] et du théâtre. Lui-même monte tout un réseau de maisons d'édition (Kosmos) et de journaux divers (*Arbeiter Illustrierte Zeitung, Die Welt am Abend*) qui lui permettent, dans un premier temps, d'autofinancer ses activités de propagande, et aussi, bientôt, de gagner beaucoup d'argent. Non seulement l'éditeur Münzenberg s'est mis à rouler en Lincoln avec chauffeur, mais il est en mesure d'entretenir une kyrielle d'agents secrets, espions patentés et autres informateurs de la GPU et du GRU !

L'affaire Sacco et Vanzetti

En 1925, le Komintern demande à Münzenberg de s'intéresser aux États-Unis et au minuscule parti communiste américain, fondé dans l'enthousiasme de la révolution d'Octobre[6], puis décimé par les révélations de la presse sur la réalité soviétique. L'Amérique fascine, de loin, les dirigeants bolcheviques. Il paraît impossible à Lénine comme, plus tard, à Staline d'appliquer les recettes révolutionnaires à une société capitaliste visiblement en plein essor – l'*American way of life* – et qui semble tellement en avance, à tous égards, sur la vieille Europe ravagée par la guerre 1914-1918. Aussi la stratégie suggérée par le Kremlin vise-t-elle moins à prendre le pouvoir à Washington, hypothèse inepte, qu'à empêcher la culture américaine de devenir un exemple pour l'Europe, c'est-à-dire un modèle alternatif à la glorieuse Russie des soviets !

Une opportunité se présente bientôt en ce sens. Elle est incarnée par deux jeunes immigrants italiens, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, arrêtés en 1920 dans le Massachusetts pour un vol crapuleux qui a mal tourné : deux morts, c'est beaucoup pour un simple casse, et cela justifie, là-bas, que ses auteurs soient condamnés à mort. Mais les deux hommes sont des militants anarchistes, ce qui a permis à leur avocat, l'excentrique Fred Moore, un des ténors de la gauche américaine, d'alerter l'opinion publique mondiale sur ce qu'il présente comme un scandale politique. Sans succès. Moore se lasse. Les deux hommes sont condamnés à la chaise électrique. En 1925, l'affaire s'enlise quand, sur instruction de Münzenberg, le Secours rouge international fonde à Chicago une filiale américaine, la Ligue internationale de défense ouvrière, chargée de relancer le dossier Sacco et Vanzetti… non plus au profit des anarchistes, mais pour le compte des bolcheviks !

Inspiré depuis Berlin, attisé sur place par le journaliste Gardner Jackson et les agents de l'OMS et du NKVD, un déferlement d'articles, de manifestations, de comités et de pétitions appelle la population à se mobiliser contre une justice américaine vendue aux capitalistes et hostile aux immigrants de toute provenance. Partout on voit se multiplier d'impressionnantes collectes en faveur de Sacco et Vanzetti – sans que personne sache où vont ces énormes sommes d'argent. Et sans que cela influe sur le sort des deux malheureux : Sacco et Vanzetti sont exécutés en août 1927. De Charleston à Londres, de Paris à Berlin[7], un concert mondial de protestations s'élève contre l'injustice de la société américaine et l'inhumanité de ses dirigeants. Qui aurait pu penser qu'un demi-siècle plus tard Ennio Morricone et Joan Baez allaient ressusciter, et pour longtemps encore, la mémoire un peu floue des deux héroïques victimes de la barbarie américaine :

Here's to you, Nicola and Bart,

Rest forever here in our hearts…

Le « trust Münzenberg »

Un an après la fin tragique de Sacco et Vanzetti, en 1928, la Ligue mondiale contre l'impérialisme tient son premier congrès à Bruxelles. C'est évidemment une création de Münzenberg. Un mot d'ordre commun commence à s'imposer en Europe dans les débats, les colloques, les émissions de radio : « La paix. » La paix ! Qui n'aspire pas à la paix, à cette époque ? Dix ans après la fin du premier conflit mondial, y a-t-il posture plus rassembleuse et plus valorisante que d'affirmer, de conférence en interview, qu'on est résolument « contre la guerre » ?

Le 27 mai 1932, les écrivains pacifistes Henri Barbusse et Romain Rolland lancent un appel pour un « Congrès mondial contre la guerre », qui obtient l'adhésion immédiate de Heinrich Mann, John Dos Passos, Albert Einstein, Bertrand Russell, Maxime Gorki, pour ne citer qu'eux. En août, le « Congrès » se réunit à Amsterdam. Willi Münzenberg et son adjoint Louis Gibarti sont à la manœuvre. C'est une des plus grandes manifestations de la gauche bien-pensante de l'entre-deux-guerres. Poursuivi à Paris, salle Pleyel, en avril 1933, le mouvement s'appelle désormais Comité Amsterdam-Pleyel contre la guerre et engendrera, après 1933, la Ligue contre la guerre et le fascisme. Combien de dirigeants ou de futurs dirigeants ont adhéré à cette valeureuse initiative, du guérillero nicaragayen Augusto Sandino au pacifiste indien Jawaharlal Nehru !

Le succès de ce puissant mouvement donne quelques idées aux équipes de Münzenberg, au sein desquelles un militant communiste français nommé Guy Jerram[8], membre du secrétariat du Comité Amsterdam-Pleyel contre la guerre, qui rédige en 1932 une

proposition de « Complot pour la paix ». Le projet, présenté à Staline, retient l'attention du dictateur. Il préfigure ce qui deviendra, après la Seconde Guerre mondiale, le Mouvement mondial des partisans de la paix, dont la section française sera le Mouvement de la paix, qui marquera l'apogée de la stratégie des « compagnons de route[9] ».

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler et son parti parviennent au pouvoir en Allemagne. Tout le réseau Münzenberg est brusquement menacé. Lui-même quitte son luxueux appartement du Tiergarten et vit chez des amis pendant quelques semaines. Le soir de l'incendie du Reichstag, le 27 février, il évite l'arrestation de justesse, franchit nuitamment la frontière allemande et gagne la France dans des circonstances rocambolesques. Willi ferait décidément un formidable héros de roman…

Depuis Paris, il reprend aussitôt son activité. Il étend son empire de presse et devient un magnat du cinéma, tout en continuant de diriger – parfois au grand jour, parfois dans l'ombre – de nombreuses associations universitaires, maisons d'édition et autres sociétés de production qui pullulent dans toute l'Europe et jusqu'au Japon. Il complète son dispositif par une agence de presse, magnifique outil d'influence sur l'opinion publique européenne, et par plusieurs grandes librairies qui, de New York à Shanghai, offrent d'utiles lieux de rendez-vous à des intellectuels « amis » qui souhaitent rester discrets.

Le « trust Münzenberg », comme on l'appelle désormais, lui permet de pousser de plus en plus d'universitaires, de créateurs, d'artistes et de scientifiques à s'engager dans des causes culturelles ou humanitaires – associations, clubs, groupes, comités – favorables au socialisme, voire au communisme, et de repérer, dans un second temps, ceux qui seraient susceptibles de travailler, directement ou indirectement, pour la cause bolchevique. Qui pouvait imaginer,

alors, que la société de diffusion Brandon Films, aux États-Unis, était une officine du Komintern animée, sur place, par des agents de la GPU ? Pour qualifier ces associations qu'il fait souvent présider par des personnalités connues, populaires et notoirement « de gauche », Münzenberg utilise lui-même, en privé, une expression peu flatteuse : il les appelle des « clubs d'innocents[10] ».

Un « communicant » exceptionnel

En septembre 1933, une nouvelle occasion lui est donnée de tester, depuis Paris, son réseau d'influence. À Moscou, Staline s'inquiète de l'image négative donnée par un des plus grands chantiers destinés à moderniser le pays, le canal de la mer Blanche (*Belomorkanal*), devenu un épouvantable camp de travail où le NKVD emploie, dans des conditions inhumaines, des dizaines de milliers de prisonniers politiques[11]. Münzenberg, après avoir été personnellement invité à visiter cet invraisemblable mouroir, version moderne de l'enfer, fait donner, non sans cynisme, tout son réseau de journalistes et d'intellectuels occidentaux pour célébrer le génie et le courage des ingénieurs soviétiques capables de surmonter les pires difficultés pour atteindre les idéaux fixés par le génial camarade Staline ! À l'instar de l'écrivain russe Maxime Gorki, proche ami du dictateur, nombre de plumes prestigieuses entrent dans la danse – comme la figure emblématique de la gauche britannique Mary Amabel Williams-Ellis – et contribuent à façonner, dans la conscience occidentale, une image de la « victorieuse patrie du prolétariat [*sic*] » aux antipodes de la réalité.

Avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Münzenberg avait un leitmotiv : l'antifascisme. C'est par ce slogan passe-partout qu'il séduit, à des titres divers, des personnalités aussi prestigieuses que

John Dos Passos, André Gide, Ernest Hemingway, Erwin Piscator, André Malraux, Bertold Brecht, Dorothy Parker, Romain Rolland, Manès Sperber, Arthur Koestler, Henri Barbusse et bien d'autres « progressistes » célèbres. Sûrs de s'inscrire ainsi dans le sens de l'Histoire, ceux-ci vont s'engager publiquement, parfois modestement, parfois avec emphase, dans un « antifascisme » qui implique de soutenir *a contrario* la patrie du socialisme – quitte à fermer les yeux sur la famine de 1932-1933, la « grande terreur » stalinienne, les procès de Moscou ou les camps du Goulag. Le génie de Münzenberg est d'avoir durablement ancré dans les esprits qu'il ne pouvait y avoir d'autre choix : si on lutte contre le fascisme, on est *forcément* du côté de l'URSS…

Le romancier autrichien Manès Sperber, qui fut un de ces « compagnons de route » et qui fustigera plus tard le totalitarisme, raconte : « Münzenberg poussait des écrivains, des philosophes, des artistes de tout genre à témoigner, par leur signature, qu'ils se plaçaient au premier rang de combattants radicaux […] et constituait ainsi des caravanes d'intellectuels qui n'attendaient qu'un signe de lui pour se mettre en route ; il choisissait aussi la direction[12]. »

Certes, l'« antifascisme » qui cimentait tant et tant de comités, mouvements, groupes et manifestations politiques correspondait souvent à un engagement sincère de la part de beaucoup de gens. Du reste, dans l'historiographie communiste ou au sein des « intellectuels de gauche », Willi Münzenberg a longtemps été présenté comme un authentique héros de la lutte contre le fascisme. Mais après l'effondrement de l'URSS, l'ouverture des archives du Komintern[13] a pulvérisé cette image de légende pour révéler les multiples manipulations de cet agent de Staline qui fut surtout un formidable propagandiste. On dirait aujourd'hui : un exceptionnel « communicant ».

Dans les années 1930, le climat est à la politique. C'est l'heure de gloire des partis. C'est le temps des « compagnons de route ». De part et d'autre de l'Atlantique, le soutien « moral » à des causes incontestables fédère à l'envi toutes les personnalités de la gauche culturelle. Comme l'a écrit dans son autobiographie l'écrivain Arthur Koestler, lui-même membre de la Ligue des écrivains révolutionnaires allemands, Münzenberg « faisait surgir des comités à la façon d'un prestidigitateur[14] ». Ceux-ci s'appellent Ligue mondiale contre le colonialisme, Ligue mondiale contre l'impérialisme, Organisation internationale des écrivains révolutionnaires, Société mondiale pour l'aide aux victimes du fascisme allemand, etc. La difficulté, pour Münzenberg et ses acolytes, est de contrôler et de fédérer ces innombrables associations, comités, fronts et ligues discrètement animés et orientés en sous-main par les deux principaux adjoints de l'infatigable Willi, le militant hongrois Louis Gibarti et l'agent tchèque Otto Katz.

L'incendie du Reichstag

27 février 1933. Un mois après la nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier d'Allemagne, le Reichstag, principal symbole de la jeune et fragile démocratie allemande, est incendié par une main criminelle. Qui a allumé le feu ? Ou plutôt : qui a manipulé le bras de l'incendiaire, un exalté nommé Marinus van der Lubbe ? Mystère. Le soir même, Hitler accuse violemment les communistes allemands, sans l'ombre d'une preuve. Dans les jours qui suivent, plus de 4 000 membres du Parti communiste allemand (KDP) sont jetés en prison sans que rien ne vienne corroborer les accusations du Führer et de son nouveau ministre de la Propagande, Joseph Goebbels. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette histoire : ceux qui accuseront

les communistes d’avoir fomenté le crime comme ceux qui accuseront les nazis d’en avoir été les inspirateurs ne cesseront d’inventer des mensonges, des deux côtés, pour étayer leurs thèses réciproques.

Début mars, tout juste installé à Paris, Münzenberg reçoit de Moscou – de son vieil ami Radek, précisément[15] – l’ordre de transformer le puissant mouvement « contre la guerre » en une nouvelle campagne mondiale « contre le fascisme », en profitant de l’incendie du Reichstag pour accuser les nazis, par tous les moyens, d’en avoir été les vrais auteurs. Cette campagne-là sera très suivie. À l’image du tout premier meeting organisé à Paris, le 23 mars 1933, qui voit affluer les Gide, Aragon[16], Malraux et autres figures du Tout-Paris progressiste !

Le mouvement culmine à l’approche du procès des incendiaires présumés, qui s’ouvre à Leipzig le 20 septembre 1933 et voit comparaître, au premier rang des accusés, le communiste bulgare Gueorgui Dimitrov et deux de ses adjoints, les camarades Popov et Tanev. Dimitrov, chef de la division d’Europe occidentale au Komintern, est un des piliers du système Münzenberg. Il est évidemment membre actif du Comité mondial contre la guerre et le fascisme – mais aussi de la Ligue anti-impérialiste, du Secours rouge international, de l’Internationale communiste de la jeunesse, de l’Internationale sportive rouge, etc. Toutes ces instances, bien sûr, le soutiennent à cor et à cri.

Une autre organisation se retrouve à la pointe du mouvement : le Comité international d’aide aux victimes du fascisme allemand, destiné à un public plus sélectionné et dont « on » a offert la présidence à l’ancien chef de l’État hongrois, le comte Michael Karoly : victime en son temps des communistes, personne ne pouvait penser que cet aristocrate distingué obéissait, indirectement, aux ordres de Moscou. Lui non plus, du reste, ne pouvait l’imaginer, tant

il envisageait son rôle de grande conscience progressiste dans le cadre mondain de la bonne société française.

Dans ses Mémoires, le comte Karoly raconte les soirées très parisiennes qui se tenaient à la Faisanderie, dans la forêt de Saint-Germain, chez le magnat de l'édition Lucien Vogel, lequel vivait « entouré de Russes, de journalistes et de fonctionnaires soviétiques » et fréquentait « des Américaines à la page, des espions allemands, des agents et des aventuriers de tous les pays »[17]. Parmi ceux-ci, en bonne place, figurait Münzenberg, qui avait été introduit dans la haute société parisienne par la fille de Vogel, Marie-Claude, future épouse du député communiste Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité* et animateur, pour la France, de la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti.

Dans l'entourage de Vogel figurent les écrivains Henri Barbusse et Romain Rolland, le grand avocat Gaston Bergery, gendre du ministre soviétique Leonid Krassine, mais aussi des agents du Komintern comme Alfred Kantorowicz, alors président de l'Association des écrivains allemands en exil, et quelques hautes figures du NKVD comme Mikhaïl Koltsov, très lié à l'écrivain Ilya Ehrenbourg, ou Otto Katz, envoyé à Paris au printemps 1933 pour être à la fois l'adjoint de Münzenberg et l'homme chargé de le surveiller.

Une figure, Otto Katz ! Allemand né à Prague, découvert par Münzenberg à Berlin en 1924, homme de théâtre, vieil ami de Bertolt Brecht, Serge Eisenstein et Fritz Lang, amant autoproclamé de Marlene Dietrich, à la fois polyglotte et play-boy, il sera envoyé par le NKVD à Hollywood en 1935 sous le pseudonyme de « Breda ». Il y fera des merveilles et montera plusieurs réseaux de « compagnons de route » antifascistes, fort distingués et… richissimes, ce qui n'est jamais inutile pour un agent secret. Arthur Koestler le décrira comme

« un beau brun doté d'un charme un peu louche… un exécutant doux et adroit… le parfait complément de Willi[18] ! ».

Une fin évidemment tragique

Le 23 décembre 1933, s'achève à Berlin – où il a été transféré en octobre – le spectaculaire procès des incendiaires du Reichstag. Surprise : Dimitrov et ses deux comparses sont acquittés et relâchés. Ils seront mis dans un avion pour Moscou, le 27 février 1934, sans être davantage inquiétés. Est-ce une victoire de la formidable campagne « antifasciste » pilotée par Münzenberg, qui aurait fait reculer Hitler ? Sont-ce les arguments contenus dans le *Livre brun sur l´incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, un tissu de mensonges rédigé par Otto Katz, devenu un best-seller, ou du second livre publié à Paris sur le sujet, dans la foulée du premier ? Est-ce le « contre-procès » mis en scène à Londres en septembre, qui « prouva » de façon « impartiale » la culpabilité des nazis ? Ou bien faut-il penser qu'un autre scénario avait été écrit à l'avance à la suite d'un accord ultrasecret passé entre la GPU et la Gestapo ? Qui a remarqué, à l'époque, que les trois Bulgares ont reçu la nationalité soviétique dix jours avant leur « expulsion » vers Moscou ? Staline, en réalité, cherchait-il à ménager Hitler – et réciproquement – jusqu'au-delà du raisonnable, dans un dialogue secret et pervers qui allait mener au pacte germano-soviétique d'août 1939 ? Les historiens en discutent encore. On ne saura peut-être jamais la vérité sur l'incendie du Reichstag[19]…

Précisément, en mai 1934, le maître du Kremlin effectue un spectaculaire changement de cap. La stratégie « classe contre classe », qui considérait les sociaux-démocrates européens comme de dangereux « sociaux-fascistes », est officiellement abandonnée. Les

partis communistes d'Europe, *via* le Komintern, sont brusquement invités à s'allier désormais avec les sociaux-démocrates dans des « fronts populaires antifascistes » qui prendront bientôt forme en Italie, en Espagne et, bien sûr, en France[20]. Le Parti communiste français, animé par Paul Vaillant-Couturier, reçoit alors un « mandat » lui enjoignant de se mettre aux ordres de Münzenberg.

Pour Münzenberg, c'est un soulagement : cette nouvelle politique correspond davantage à la politique qu'il n'a cessé de prôner, l'antifascisme, sans toujours savoir si elle était sincère ou si elle n'était qu'un rideau de fumée masquant des objectifs beaucoup moins glorieux. Mais ce tournant montre aussi en quelle piètre considération Staline tient le Komintern, qui n'est qu'un outil à son service, et auquel il a toujours préféré la GPU, puis le NKVD. Tous les cadres de l'Internationale communiste ont été doublés, peu à peu, par des agents du NKVD. Münzenberg le sait bien, qui a pour adjoint un authentique tchékiste, le susnommé Otto Katz pour lequel il n'éprouve aucune amitié.

En 1936, les choses se précipitent. Son référent moscovite, le cynique et puissant Karl Radek, chargé des plus lourds secrets du Kremlin, est brusquement arrêté. Il sera fusillé en 1938, comme beaucoup de vieux bolcheviks (cf. chap. 3). Quelques mois plus tard, les deux référents immédiats de Münzenberg, Ossip Piatnitski et Alexandre Mirov-Abramov, sont également arrêtés par le NKVD et condamnés pour espionnage. Ils seront, eux aussi, fusillés en 1938.

Münzenberg aurait dû évidemment subir le même sort, mais il comprend, à temps, que Staline a décidé de décapiter le Parti communiste allemand[21]. Il refuse de se rendre à Moscou en 1938 sur la chaleureuse et insistante invitation de Gueorgui Dimitrov (nouveau patron du Komintern) et de Walter Ulbricht (futur chef du Parti communiste est-allemand). Cette désobéissance inhabituelle lui sauve

la vie. Au moins jusqu'à ce 22 octobre 1940, jour où des chasseurs retrouveront son corps dans un bois près de Grenoble, en France, le visage et le cou encore marqué par des traces de strangulation.

Son adjoint Otto Katz était sans doute promis au même sort. Il a survécu, quant à lui, ayant passé la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis et au Mexique, loin des règlements de comptes insensés entre le NKVD et le Komintern, entre les nouveaux staliniens et la vieille garde bolchevique. Rentré à Prague à la Libération, devenu un journaliste important à la faveur du « coup de Prague » de 1948, il sera victime, malgré tout, de la vindicte de Staline et finira par être arrêté, jugé et condamné dans le cadre du procès Rajk-Slansky – il sera pendu en 1952.

5

Les « cinq de Cambridge »

« L'espionnage pourrait être tolérable s'il était exercé par d'honnêtes gens ! »

Montesquieu

« Quand on lutte contre le fascisme, on est forcément du côté de l'URSS. » Tel est donc le credo qui permit à Willi Münzenberg, dans l'Europe des années 1930, d'enrôler autant de « compagnons de route » dans les rangs du Komintern, voire de la GPU. C'est aussi le leitmotiv d'un de ses rabatteurs en Angleterre, un professeur d'économie au Trinity College de Cambridge nommé Maurice Dobb. Marxiste convaincu, utopiste à tous crins, Dobb a été un des premiers universitaires à adhérer, dès 1920, au Parti communiste de Grande-Bretagne. À Cambridge, où il enseigne à des jeunes gens riches et brillants, souvent fils d'aristocrates, ce propagandiste redoutable fascine ses auditoires. Combien d'étudiants le professeur Dobb a-t-il convaincus qu'en Europe seul le communisme pouvait faire obstacle aux progrès du fascisme et du nazisme, et que la Russie des soviets était une sorte de Terre promise méritant tous les ralliements[1] ?

Un certain Kim Philby

Un de ses jeunes auditeurs passionnés, en 1930, s'appelle Harold Kim Philby. C'est son père qui l'a surnommé « Kim », comme le héros de Rudyard Kipling. Riche aristocrate, lui-même agent des services secrets britanniques, arabisant reconnu, Harry St. John Philby a longtemps résidé dans le Penjab, en Inde, avant de rallier Djedda, en Arabie saoudite, où, converti à l'islam, il épousa une musulmane et devint l'ami du roi Ibn Séoud. Le jeune Kim, né en 1912, élevé par sa mère en Angleterre, fut très marqué par ce père mystérieux et lointain, aventurier et anticonformiste, qui faisait jaser la haute société londonienne pour son anticolonialisme affiché et, bientôt, pour ses sympathies fascistes.

Au Trinity College de Cambridge où il est entré en 1929, Kim commence à militer dans une organisation d'étudiants socialistes. Il se lie bientôt avec Maurice Dobb dont il épouse l'idéalisme marxiste, ce qui ne l'empêche pas d'intégrer en 1932 le cercle des *Apostles* (« Apôtres »), un club très secret et très élitiste qui prétend réunir les élèves les plus prometteurs de l'université. C'est là qu'il fera la connaissance de deux autres étudiants talentueux, Anthony Blunt et son ami Guy Burgess, dont on reparlera bientôt.

En 1933, Philby part compléter sa formation en Autriche. Maurice Dobb lui donne l'adresse d'un couple de Français qui, à Paris, travaille pour la Société mondiale d'aide aux victimes du fascisme allemand de Münzenberg (cf. chap. 4) et qui l'aiguille sur la section autrichienne de l'Organisation internationale d'aide aux ouvriers (OIAO), liée au Komintern. À Vienne, Philby tombe amoureux d'une militante communiste convaincue, une jeune Juive polonaise prénommée Litzi, qui l'entraîne avec elle dans les rangs clandestins de la IIIe Internationale.

Le jeune couple rencontre un important agent du NKVD, Theodor Maly, un grand et bel homme d'origine hongroise devenu un des

piliers de la lutte antifasciste en Europe. Maly, selon tous les témoignages, a une force de séduction peu commune. Entré dans les rangs de la Tcheka après le premier conflit mondial, cet ancien prêtre est impressionné par l'intelligence et la détermination de Philby. Il le convainc de travailler pour l'Union soviétique et le renvoie en Angleterre pour y être formé par un autre clandestin du NKVD, un agent autrichien nommé Arnold Deutsch, *alias* « Otto », un scientifique proche du grand psychologue Wilhelm Reich, qui travailla longtemps comme agent de l'OMS, le département international du Komintern. Et qui séduit aussitôt Philby par sa classe, sa culture et son charisme.

Dans un premier temps, Deutsch pousse Philby à entrer dans la haute fonction publique, dans le but d'y repérer les « fascistes » introduits au cœur de l'État britannique. Mais sa réputation de sympathisant communiste lui vaut un refus. Deutsch lui conseille alors de rompre ostensiblement tout lien avec le communisme et de s'orienter vers le journalisme. L'idée est d'aller recueillir d'utiles informations en Allemagne (en 1936) puis en Espagne (en 1937) où il devient correspondant du *Times*. Le rédacteur en chef de ce distingué journal peut-il imaginer, à l'époque, que les reportages de Philby ont pour premiers lecteurs Staline, Molotov et Beria en personne[2] ?

Quatre garçons dans le vent

Quoi d'étonnant à ce que Philby présente à Deutsch son meilleur ami, Guy Burgess, son ancien condisciple à Cambridge ? Fils d'un officier de marine, brillant étudiant à Eton, Burgess a décroché une bourse pour le Trinity College de Cambridge en 1930. Sûr de sa valeur, le jeune homme est doté d'un charme fou et d'un humour

dévastateur. Il est fasciné, lui aussi, par les cours de Maurice Dobb. Il se passionne pour la lutte des classes, il est sincèrement sensible à la misère du peuple : un jour, il participe à une grève des chauffeurs d'autobus de la ville ; un autre jour, il soutient une grève des éboueurs ! Il milite, il attire, il séduit, il domine. Causeur éblouissant, il sait mettre dans sa poche tous ses auditoires. Homosexuel, il se fait beaucoup de relations durables – parmi lesquelles un camarade plutôt austère, de trois ans son aîné, qu'il va entraîner dans son engagement clandestin : Anthony Blunt.

Fils de pasteur – le révérend Arthur Blunt, son père, fut pendant dix ans le chapelain de l'Église anglicane de Paris – et vaguement lié, du côté de sa mère, à la famille royale, le jeune Anthony est entré au Trinity Collège en 1926. Il est plutôt renfermé. À la politique, qu'il trouve vulgaire, il préfère l'art, les mathématiques, les langues étrangères. Homosexuel lui aussi, il est tombé amoureux du jeune et flamboyant Burgess – qu'il appelle « Jim » – avec lequel il a une relation compliquée : autant Blunt est réservé, autant Burgess est fantasque !

Au cours d'un voyage à Rome, en 1933, Burgess persuade Blunt, plus passionné par la peinture italienne que par la politique allemande, d'adhérer à son groupe de militants antifascistes. Hitler vient de parvenir au pouvoir à Berlin. Blunt donne son accord pour des raisons aussi affectives qu'intellectuelles. Il est sensible au charme de Burgess, à la menace fasciste, au désintérêt de la classe bourgeoise pour l'art, mais il se fiche complètement, lui, des grèves d'éboueurs !

En cette même année 1933, Burgess intègre à son petit cercle de marxistes convaincus un nouvel ami nommé Donald Maclean. Replié sur lui-même, peu communicatif, parfois condescendant, il est le fils de sir Donald Maclean, un juriste conservateur qui fut ministre de Sa Gracieuse Majesté dans les années 1920. Promu à Cambridge en

1930, lui aussi, le jeune Donald ressemble peu à son camarade Guy, mais il s'engage franchement, comme lui, dans les rangs du parti communiste. Maclean a-t-il eu, comme on l'a dit, une expérience homosexuelle avec Burgess ? Ce dernier l'a nié, mais c'est lui, en tout cas, qui persuade Maclean en 1934 d'entrer dans les services secrets pour lesquels, au départ, il n'avait aucune attirance[3].

Philby, Burgess, Blunt, Maclean : à la fin de l'année 1934, le quatuor est constitué. Quinze ans après le traité de Versailles, le Vieux Continent est déstabilisé par des idéologies rivales et meurtrières. Ces quatre-là sont convaincus qu'entre Berlin et Moscou, il faut choisir son camp. Tous les quatre sont prêts, dans cet esprit, à collaborer avec une puissance étrangère – mais est-ce trahir son pays que de militer pour l'avenir de l'Europe et, partant, celui de l'Empire britannique ?

Entre journalisme et diplomatie

En 1936, sous la tutelle de leur officier traitant Arnold Deutsch (« Otto ») et du nouveau résident Theodor Maly (« Paul »), nos quatre jeunes gens découvrent l'action clandestine. Tandis que Philby couvre l'actualité de l'Allemagne nazie pour le *Times*, Burgess et Blunt font un petit séjour en URSS, en voyage organisé. Ils ont le privilège d'être reçus personnellement par Ossip Piatnitski, chef de l'OMS, et Nikolaï Boukharine, l'idéologue du PCUS. Ils sont séduits par les hommes, un peu moins par le pays, mais qu'importe !

À la fin de l'année, Burgess devient lui aussi journaliste. Son carnet d'adresses est déjà bien rempli, grâce aux deux ans qu'il a passés comme conseiller financier de la mère d'un de ses amis, lady Rothschild. Il a fait la connaissance de responsables haut placés comme Stewart Menzies, chef du MI6, Dick White, chef adjoint du

MI5, ou Robert Vansittart, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères chargé de la tutelle des services secrets[4]. Il a aussi écumé certains milieux homosexuels, frayant avec le jeune député conservateur Macnamara, proche des milieux pronazis, ou, à Paris, avec le sulfureux diplomate Édouard Pfeiffer, directeur de cabinet d'Édouard Daladier, ministre de la Guerre.

À la BBC, il anime un programme intitulé « Une semaine à Westminster ». Parmi les personnalités qu'il invite à son micro figurent, comme par hasard, beaucoup de diplomates ou de responsables des services secrets. En 1937, David Footman, directeur adjoint du département politique du MI6, est du nombre. Impressionné par la culture de son intervieweur, il l'invite l'année suivante à entrer au département D du MI6[5], où ce surdoué découvre avec délice les arcanes de la guerre subversive : après avoir suivi de près les conversations entre les Premiers ministres Chamberlain et Daladier à la veille de la rencontre de Munich en septembre 1938[6], Burgess participe aux tentatives menées par le gouvernement britannique pour diviser le mouvement sioniste en Angleterre, puis contribue à monter une radio subversive en ondes courtes relayée par des émetteurs clandestins sur le territoire allemand…

C'est l'époque où Kim Philby rentre d'Espagne. L'envoyé spécial du *Times* vient d'être décoré de la croix rouge du mérite militaire par le général Franco… dont il a préparé minutieusement l'assassinat, sur ordre du NKVD, avant que celui-ci n'annule brusquement l'opération[7] ! Philby entre à son tour au département D du MI6. Son ami Burgess, qui est déjà dans la place, l'a chaudement recommandé comme formateur auprès de Marjorie Maxse, la directrice de l'école du MI6 formant à la diversion et au sabotage, à Brickendonbury Hall, près de Hertford. Impressionnée par le parcours journalistique de Philby, sensible à son charme et à sa classe naturelle, la dame engage

aussitôt ce nouvel instructeur qui n'aura pas son pareil, en effet, pour faire haïr le fascisme à ses élèves destinés à poser des pains de plastic sous les voitures des dignitaires allemands !

Quant à Maclean, il a été pris en charge par Theodor Maly, *alias* « Paul », qui le pousse à entrer dans la diplomatie, avec l'idée d'en faire un agent dormant. Bon calcul : en 1938, son poulain est envoyé comme troisième secrétaire à l'ambassade britannique à Paris où il se fait, lui aussi, nombre d'amis utiles. Le jeune Donald épouse une riche et intelligente Américaine, Melinda Marling, juste avant l'arrivée des Allemands dans la capitale française. En fait de voyage de noces, les deux tourtereaux embarquent de justesse, en pleine panique, sur un des derniers bateaux en partance pour l'Angleterre. À son retour à Londres, devenu deuxième secrétaire au Foreign Office, Maclean fait savoir à « Paul » qu'il a désormais accès aux documents du cabinet de guerre…

Un grain de sable, soudain, enraye cette belle machine. À la fin de 1937, comme beaucoup de leurs collègues, Deutsch et Maly sont brutalement rappelés au pays où ils seront broyés par les purges staliniennes et les procès de Moscou. Les « quatre de Cambridge » sont orphelins. Deuxième mauvaise nouvelle, et non la moindre : le 23 août 1939, Staline signe un pacte avec Hitler ! Déconcertés, Blunt, Burgess et Philby se réunissent à Londres en catastrophe. Ils s'entendent sur le fait que ce pacte ne peut qu'être une péripétie dans un combat à long terme. Le 22 juin 1941, Hitler leur donnera raison en envahissant l'Union soviétique.

Un quatuor très performant

Burgess et Philby auront bientôt un nouvel officier traitant, Anatoli Gorski, *alias* « Gromov », un petit apparatchik de trente-

quatre ans, peu sympathique, courtaud, adipeux, sans humour, promu à la faveur des grandes purges staliniennes. En 1941, Burgess quitte le MI6 pour regagner les studios de la BBC à l'invitation d'un des directeurs de la radio, George Barnes, un autre de ses amis de Cambridge. Après l'invasion de l'URSS par Hitler, il lui est devenu aisé de plaider publiquement la cause du nouvel allié de la Grande-Bretagne au fil de ces émissions toujours très suivies[8]. Burgess voit sa tâche encore facilitée quand Staline annonce soudain, en 1943, la dissolution du Komintern, symbole de la révolution bolchevique mondiale, comme gage de ses bons sentiments à l'égard de ses alliés occidentaux.

Burgess est devenu une vedette de la radio qui ne compte plus ses nouveaux amis. Parmi ceux-ci figure Dennis Proctor, secrétaire de l'ancien Premier ministre Stanley Baldwin – encore un ancien de Cambridge ! Une mine de renseignements, lui aussi. C'est grâce à Proctor que Burgess communique au NKVD la teneur des entretiens entre Roosevelt et Churchill à Casablanca en janvier 1943 puis à Québec en août 1943 – ces entretiens ultrasecrets qui décidèrent, dans le dos de Staline, d'un futur débarquement allié en Normandie…

Gorski pousse alors Philby à intégrer la GC&CS (Government Code and Cypher School) l'école des codes et des chiffres de Bletchley Park. C'est un agent du MI6 rencontré à Brickendonbury, un marchand de tableaux nommé Harris, qui va servir d'intermédiaire. Fonctionnaire modèle, Philby devient vite l'adjoint du chef du département Europe du Secret Intelligence Service (SIS), un poste où il peut suivre pour le NKVD les relations entre Britanniques et Allemands à une époque où certains chefs nazis, par-dessus la tête du Führer, rêvent de traiter secrètement une paix séparée avec Londres – un cauchemar pour le Kremlin et tout particulièrement pour Staline.

En 1944, Philby réussit à passer à Gorski un document de travail élaboré par Valentin Vivian, directeur adjoint du SIS, anticipant sur l'après-guerre – en particulier sur les moyens à mettre en place pour résister aux avancées soviétiques en Europe de l'Ouest. Une nouvelle section du MI6, la section IX, réfléchit déjà à une stratégie spécifiquement antisoviétique et anticommuniste. À Moscou, les fonctionnaires de la Loubianka, entre eux, ont baptisé ce fameux dossier la « chemise de Vivian[9] ». Et voilà que Philby, grâce au dénommé Vivian, obtient la direction de cette fameuse section IX du MI6, celle qui mène la lutte anticommuniste ! C'est un coup de maître : un agent soviétique chargé de lutter contre les services de renseignements de l'URSS et de contrecarrer la montée du communisme dans le monde ! À Moscou, certains complotistes se demandent si Philby n'est pas devenu un agent double[10]. D'autres commencent à rêver : Philby ne finira-t-il pas par diriger le SIS ? Pour l'heure, il est au courant de toutes les tentatives d'envoyer des agents secrets britanniques en Europe de l'Est : une bénédiction pour le contre-espionnage soviétique !

Pendant ce temps, Anthony Blunt, qui a servi sur le front français jusqu'au désastre de Dunkerque en juin 1940, est engagé dans les services du contre-espionnage britannique par le directeur adjoint du MI5, Guy Liddell, dont il se fait un ami. Il se lie aussi avec Dick White, futur patron du SIS, qui partage sa passion pour l'art. La quantité de renseignements alors glanés par Blunt, d'après les témoignages, est colossale. Blunt est charmant. Ses manières aristocratiques et sa distinction naturelle en font un collègue à la fois courtois et rassurant. « Personne, racontera plus tard Liddell, absolument personne ne pourrait imaginer sa qualité d'agent double[11] ! »

De son côté, en mars 1944, Maclean est nommé premier secrétaire à l'ambassade britannique de Washington, ce qui fait la joie de ses lointains employeurs moscovites. La Loubianka cède même au souhait exprimé par Maclean (qu'elle appelle désormais « Homère ») de voir Gorski, son officier traitant, qui est aussi le résident du NKVD à Londres, le suivre aux États-Unis. À la veille du débarquement américain en Normandie, il eût été absurde de lui refuser cette faveur : Gorski est muté à Washington[12].

Cairncross, le cinquième homme…

À Moscou, dans son petit bureau de la Loubianka, Youri Modine se frotte les mains. Visage banal, cheveux blonds tirés en arrière, taille moyenne, aucun signe particulier : ce fonctionnaire ne ressemble en rien à un espion de roman. Le jeune homme a été recruté par le NKVD comme traducteur d'anglais en 1942. N'ayant aucune envie de partir au front, il s'est retrouvé à la Loubianka, à synthétiser les rapports envoyés par une trentaine d'agents britanniques dépendant de la résidence de Londres. En 1943, cet apparatchik besogneux s'est vu spécialement affecté à cinq agents britanniques plus doués que les autres, cinq informateurs qu'il ne connaît encore que sous leurs pseudonymes : « Sönchen » ou « Stanley » (Philby), « Stuart » ou « Homère » (Maclean), « Mädchen » (Burgess), « Johnson » (Blunt) et… « le Carélien ».

« Le Carélien » ? Quel est ce cinquième homme qui s'est ajouté à la liste des « quatre de Cambridge » ? Il s'est aussi appelé « Molière », puis « Liszt ». Son vrai nom, que Modine ignore encore, est John Cairncross. Né en 1913 à Glasgow, d'origine plutôt modeste, cet étudiant intelligent obtint une première bourse à Paris – où il assista aux émeutes du 6 février 1934 – avant d'entrer au Trinity College de

Cambridge. Attiré par les idées communistes, il croisa parfois Burgess, Philby ou Blunt, mais ces gosses de riches aux manières suffisantes lui étaient insupportables. D'ailleurs, quand Deutsch demanda à ses trois agents ce qu'ils pensaient de Cairncross, aucun ne suggéra de recruter ce garçon peu sociable pour lequel ils n'avaient, au fond, que du mépris. C'est un autre étudiant de Cambridge, James Klugmann – encore un fils d'aristocrate devenu marxiste –, qui fit adhérer Cairncross au Parti communiste de Grande-Bretagne, réserve privilégiée des recruteurs du NKVD.

En 1936, à sa sortie de Cambridge, Cairncross entre au Foreign Office sur examen, sans que ses engagements de jeunesse, dans son cas, semblent poser problème[13]. Deutsch et Maly, méfiants, hésitent à le mettre en piste. Il faut dire qu'il ne ressemble pas à un diplomate classique. Mal habillé, renfermé, probablement complexé, il semble en vouloir au monde entier et se fait peu de relations. De fait, les premiers rapports qu'il remettra à Maly seront des compilations fastidieuses sans grand intérêt. Mais en 1940, la Loubianka se réveille quand il devient le secrétaire particulier de lord Maurice Hankey, un ex-ministre conservateur qui a gardé, sous Churchill, la haute main sur le SIS. De petite taille, chauve et moustachu, le regard pénétrant, Hankey est un personnage de tout premier plan. Naguère spécialiste de la guerre sous-marine, il est encore considéré comme un expert irremplaçable. Il est destinataire de la plupart des documents confidentiels concernant la diplomatie, la défense, la recherche scientifique et, bien sûr, l'espionnage. Le NKVD va alors recevoir de Caincross, comme le racontera le transfuge Oleg Gordievsky, « des tonnes de documents[14] » !

Des documents parfois sans intérêt, parfois d'une valeur inestimable. Comme ce jour de l'été 1941 où Cairncross transmet aux Soviétiques une information capitale : Anglais, Américains et

Canadiens se seraient attelés depuis l'automne 1940 à la réalisation d'une bombe atomique à base d'uranium 235, qu'ils se font fort de fabriquer en deux ou trois ans ! C'est Gorski, depuis la résidence de Londres, qui a transmis l'information venant de son agent « Liszt[15] ». Quand Donald Maclean sera nommé premier secrétaire à l'ambassade britannique de Washington, en mars 1944, ordre lui sera donné de se concentrer sur ce sujet crucial. Ironie du sort : en 1945, c'est lui qui sera chargé par son ambassadeur de coordonner les projets de bombe atomique américain (Manhattan) et anglais (Tube Alloys) sur lesquels travaillent alors, sans se connaître entre eux, plusieurs dizaines d'agents en Angleterre et aux États-Unis. « Sans exagérer, écrira plus tard Youri Modine, j'ose affirmer que nous savions tout… tout… tout sur les sujets qui concernaient le secteur de l'atome ! » On verra plus loin qu'il avait diablement raison.

En mars 1942, Hankey est démis de ses fonctions. Cairncross intègre alors le GC&CS, cette fameuse école des codes et des chiffres située à Bletchley Park, où a travaillé Philby. Non sans succès. Ainsi réussira-t-il à transmettre à Moscou des informations techniques primordiales sur le nouveau char allemand Tigre, que ses constructeurs pensaient invulnérable face aux tanks classiques de l'Armée rouge. La victoire des chars soviétiques dans la formidable bataille de Koursk, en juillet-août 1943, doit probablement beaucoup aux informations de Cairncross qui ont permis aux ingénieurs militaires soviétiques de concevoir des obus capables de percer le blindage des Tigre. On dit aussi à Moscou que c'est Cairncross qui a transmis au NKVD la liste précise des bases de la Luftwaffe installées entre Koursk et Smolensk, ce qui a permis à l'Armée soviétique de réduire considérablement la puissance aérienne des Allemands à la veille de cette bataille décisive. La première tâche de son nouvel officier traitant, Boris Krotenschlied, *alias* « Krechine », qui a

remplacé Gorski, sera de remettre à Cairncross, en toute discrétion, l'ordre du Drapeau rouge, une des plus prestigieuses décorations soviétiques, pour son rôle dans la bataille de Koursk.

Les « cinq » au zénith

Au début de 1945, la guerre est sur le point de s'achever. L'URSS figurera évidemment parmi les vainqueurs du nazisme, mais elle a une partie serrée à jouer avec ses « alliés » de circonstance, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui ne font qu'une confiance relative au camarade Staline et entendent bien retarder au maximum sa pénétration en Europe centrale. Toutes les informations sont utiles au Kremlin, à cette époque, pour négocier le tournant de la Libération et la mise en place d'un nouveau monde, sur des bases encore inconnues. Cela tombe bien : les « cinq de Cambridge » sont à leur zénith.

Ainsi, en mars 1945, au lendemain des accords de Yalta, Donald Maclean, depuis l'ambassade britannique de Washington, fait savoir à Staline que le nouveau président américain Truman sera beaucoup moins attentif que Churchill au sort de la Pologne – où le Kremlin entend imposer un régime communiste en sacrifiant la résistance locale regroupée dans l'Armia Krajowa (AK). Voilà qui va persuader Staline qu'il va pouvoir, selon sa propre expression, « croquer la Pologne comme une noix[16] ».

C'est alors que le NKVD, déjà contrarié par plusieurs défections importantes, dont celle d'Igor Gouzenko au Canada (cf. chap. 10), connaît quelques revers. D'abord, le très performant Anthony Blunt quitte le MI5 pour prendre la direction – il en rêvait – des collections royales de tableaux, un poste particulièrement prestigieux pour un homme de trente-six ans passionné par l'art. Le NKVD, *via*

« Krechine », espère un moment glaner des informations à Buckingham Palace, où Blunt est amené à fréquenter le roi George VI – en vain. Par ailleurs, en 1945, Cairncross réintègre le ministère britannique des Finances : il ne coupe pas les ponts avec le NKVD, mais il ne s'entend pas avec son nouvel officier traitant, un certain Milovzorov. Lui aussi prend du recul. Enfin, en 1946, Philby quitte Londres pour l'ambassade britannique à Ankara, en Turquie. A-t-il été discrètement écarté ? Est-ce une façon pour lui de compléter son parcours avant de tenter d'accéder à la tête du SIS ? Toujours est-il que cette affectation l'éloigne des dossiers les plus cruciaux.

À Moscou, on réagit. Modine, sous le pseudonyme de « Peter », est envoyé à Londres le 29 juin 1947 pour reprendre le dossier. Officiellement, il est « attaché d'ambassade » affecté au service de presse, sous l'autorité de l'ambassadeur Zaroubine, lui-même ancien patron local du NKVD. Mais son vrai chef est le résident Nikolaï Rodine, *alias* Korovine. Modine est déçu de ne pas pouvoir faire la connaissance de Philby, qui est toujours en Turquie. Il se console avec Cairncross, avec qui il s'entend bien et qu'il parvient à faire de nouveau travailler – notamment sur le financement de l'armée britannique.

Puis il s'occupe de Burgess. Il a beau connaître son dossier par cœur, il est surpris par son charme : belle prestance, chaussures cirées, pardessus de bonne coupe, un aristocrate un peu désinvolte, parfois colérique, souvent ingérable, porté sur l'humour et le whisky. Quand il s'achète une voiture, c'est une Rolls-Royce d'occasion, couleur vieil or : un modèle de discrétion ! L'imprévisible Burgess était devenu en 1946 secrétaire d'Hector McNeil, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, c'est-à-dire numéro deux du Foreign Office, qui vient de le transférer au nouveau Département de recherche d'informations (IRD) dirigé par Christopher Mayhew et

chargé de mettre en place la « guerre psychologique » contre l'URSS. Burgess fait alors le tour des ambassades britanniques pour y mettre en garde les personnels contre l'espionnage soviétique ! Or, son comportement excentrique lui fait perdre ce job inespéré : il se retrouve exilé au département Asie du ministère. Modine note qu'il boit beaucoup, avec tous les risques que cela comporte pour un agent double. Il est parfois irascible, nerveux, agressif…

Modine fait aussi la connaissance de Blunt, qui fut le plus strictement professionnel, peut-être le plus fiable des cinq. Haute taille, air hautain, les yeux d'un gris pénétrant, Blunt impressionne. Même s'il donne le change, il semble épuisé par ces années de double jeu. Surtout, il est très pris par sa fonction de conseiller artistique de la Couronne. Très proche de Burgess, il fera parfois la liaison entre lui et Modine, mais pas davantage.

Il n'a pas le temps de sympathiser avec Maclean, qui est nommé en octobre 1948 conseiller diplomatique au Caire – où, paraît-il, sa relation avec le résident du KGB se dégrade. Modine apprend qu'il demande à partir travailler à Moscou et s'y oppose énergiquement. Déprimé, Maclean se met à boire, lui aussi. Il est tout le temps sur les nerfs. Il fait régulièrement scandale, jusqu'à se faire arrêter, un soir, par la police égyptienne – qui le relâche. L'agent « Homère » devient difficile à gérer…

Berlin, l'OTAN, la Corée, la guerre froide…

La période qui s'ouvre après la victoire de mai 1945 est foisonnante. Alors que les dirigeants américains et britanniques commencent seulement à mesurer l'importance de la « guerre secrète » (cf. chap. 10), les agents du KGB ont retrouvé leur efficacité d'antan, ils sont implantés partout et croulent sous les demandes du

Centre. Staline et Molotov, notamment, veulent tout savoir sur les intentions de leurs « alliés » avant chacune des grandes conférences qui décident du destin de l'Europe, comme lorsque les quatre « Grands » (États-Unis, Royaume-Uni, France, URSS) se réunissent à Paris, en avril 1946, à propos des nouvelles frontières de l'Europe, puis à Moscou, en mars 1947, pour traiter du sort des anciens alliés de l'Allemagne, puis à nouveau à Paris, en juin 1949, où doit être réglé le statut de l'Allemagne vaincue. À un contre trois, l'URSS serait en difficulté si ses espions n'étaient pas aussi efficaces. Tous les soirs, les délégations télégraphient à leurs ministres l'état des travaux, leurs conversations bilatérales secrètes et leurs propositions stratégiques pour le lendemain ; tous les matins, la délégation soviétique arrive avec dans ses dossiers l'essentiel de ces informations !

Cet avantage, l'URSS va le conserver dans tous les grands événements de cette période : blocus de Berlin, création de l'OTAN, guerre de Corée, Mouvement de la paix, naissance de la RFA, maccarthysme, instabilité des Balkans, etc. Pas seulement grâce aux « cinq de Cambridge », bien sûr, mais en partie grâce à eux. Burgess, notamment, a beaucoup aidé Modine à répondre aux questions de Moscou sur la guerre de Corée : c'est lui qui a transmis, deux mois avant le déclenchement du conflit, un rapport exhaustif sur l'aide de la Chine à la Corée communiste, et des analyses serrées sur le degré d'engagement américain. Cairncross, de son côté, a fourni beaucoup d'informations sur la mise en place de l'OTAN, et notamment des projets de bases nucléaires en Allemagne. Lors du déploiement de l'OTAN, en mars 1949, les Soviétiques connaissent le coût de chaque base, chaque brigade, chaque arme !

De son côté, Philby, rentré à Washington en octobre 1949, fournit nombre d'informations de première main sur la fondation de la Central Intelligence Agency (CIA) qui a remplacé l'ancienne OSS en

1947. « Il a presque contribué à la mettre sur pied », ironisera Modine dans ses Mémoires. Au nom du SIS britannique, Philby conseille notamment la CIA dans sa tentative de déstabiliser le régime communiste d'Enver Hodja en Albanie entre décembre 1949 et octobre 1950 : les « conseillers » soviétiques en poste à Tirana, grâce à lui, savent tout sur les opérations projetées et permettent aux Albanais de mettre en échec les forces spéciales débarquées dans le pays…

Les premiers grains de sable

Il fallait bien qu'un jour un grain de sable enraye ce dispositif tenant du miracle. Déjà, une première alerte avait eu lieu en août 1945. Un important agent du KGB en poste à Istanbul, Konstantin Volkov, avait décidé de passer à l'Ouest en négociant une protection pour lui et pour sa famille en échange de renseignements ultrasecrets : il offrait notamment de révéler les noms de trois informateurs du NKVD infiltrés au sommet de la diplomatie britannique ! Très vite informé du danger, et pour cause, Philby pria aussitôt son officier traitant, Boris Krotov, d'en avertir Moscou. Il proposa ensuite au chef du MI6, Stewart Menzies, d'envoyer un agent expérimenté régler cette affaire sur place… et c'est lui, comme par hasard, qui fut choisi[17]. À son arrivée à Istanbul, à son grand soulagement, Philby apprit que l'ex-futur transfuge Konstantin Volkov avait été rappelé d'urgence à Moscou… et qu'on n'entendrait plus jamais parler de lui. Affaire classée.

Un espion vit sur les nerfs. Maclean et Blunt ont déjà donné des sueurs froides à Modine. Mais c'est Burgess qui l'inquiète le plus. Le super espion, qui travaille toujours pour la section Asie du Foreign Office, est devenu insupportable. Il boit, il se bat en public, il tue

accidentellement un homme en voiture en Irlande, il fait scandale à Tanger pendant ses vacances. Il indispose tout le monde. Quand il est nommé à Washington, en août 1950, il y retrouve Philby qui s'inquiète de son état et décide de l'héberger chez lui, dans sa grande maison de Nebraska Avenue – à la grande fureur de Modine, qui a toujours pris soin de rendre indécelables les rapports entre ses agents ! Tant de précautions, de ruses, de mensonges, d'artifices, qui ont porté ces cinq-là au sommet de leur art, ne sauraient être annihilés par une éventuelle maladresse à la fin d'une soirée arrosée !

Un an plus tôt, à Washington, Philby avait appris qu'un analyste de l'ASA[18], Meredith Gardner, travaillait sur les messages envoyés à la Loubianka par les résidences du NKVD pendant la guerre. Quelques obscurs fonctionnaires de l'OSS avaient tout enregistré à l'aveugle, pendant le conflit, depuis la base de Coonawarra, au fin fond de l'Australie : dans une montagne de textes cryptés, c'est-à-dire indéchiffrables, se trouvent forcément quelques traces suspectes ! L'opération – sur laquelle on reviendra – a été baptisée *Venona*. Philby flaire le danger. Il devient ami avec Gardner, mais ne peut que constater les progrès de sa longue, très longue investigation…

À la fin de juin 1945, l'attention du FBI avait été attirée par l'article fort documenté d'un célèbre journaliste américain aux sources multiples sur les pourparlers américano-soviétiques à propos de l'avenir de la Pologne. L'auteur citait le contenu de deux télégrammes ultrasecrets envoyés par Churchill à Truman le 5 juin 1945 : le premier avertissait notamment le second que Staline n'accepterait jamais des élections libres en Pologne. Ces éléments avaient beau être noyés dans des considérations pas toujours exactes, ils avaient intrigué le FBI : à lire l'article entre les lignes, il semblait bien qu'on connaissait, à Moscou, le contenu de ces deux télégrammes.

De fait, c'est Maclean, depuis l'ambassade britannique à Washington, qui en avait passé une copie à Gorski, lequel l'avait transmise à Moscou depuis son bureau de New York. Ce qui n'aurait pas été très grave si le chiffreur new-yorkais n'avait pas commis, ce jour-là, une toute petite erreur de codage. Une broutille qui n'aurait sans doute jamais été décelée si Gardner, le chercheur de l'ASA, en travaillant sur ces deux télégrammes en 1948, n'était parvenu à décoder le pseudo de la taupe : « Homère. » Or, la faute du chiffreur, qu'il relève, lui a fait comprendre que ce mystérieux « Homère » travaillait au Foreign Office…

Attention, danger ! Tôt ou tard, parmi des dizaines d'autres pistes, les enquêteurs américains suspecteront Maclean, autour duquel le cercle des investigations commence à se resserrer. En janvier 1951, Philby sonne l'alarme : Gardner est sur le point d'aboutir, il faut « exfiltrer » Maclean de toute urgence ! Ce dernier travaille alors à Londres, au Foreign Office. Sous un prétexte futile, Burgess rentre en Angleterre pour convaincre Maclean de fuir en URSS et, de façon inattendue, le 25 mai 1951, l'accompagne dans sa fuite ! En bateau jusqu'à Saint-Malo, en taxi jusqu'à Rennes, en train jusqu'à Paris et Zurich, en avion jusqu'à Prague[19]…

La chute finale

La disparition de Maclean et Burgess fait l'effet d'une bombe. Elle met en ébullition les services de contre-espionnage américains (FBI) et anglais (MI5) qui rêvent de démanteler au plus vite le réseau dont ces deux-là, sans nul doute, étaient les piliers. Les Britanniques, notamment, épluchent les dossiers de tous les hauts fonctionnaires passés par le Trinity College de Cambridge dans les années 1930 et qui ont eu des sympathies communistes. Le patron du MI5, Dick

White, est le premier à prévenir son ami Philby qu'il figure parmi les suspects – à cause de ses relations avec Burgess –, mais qu'on n'a aucune preuve contre lui. Dans le doute, le gouvernement britannique met Philby en retraite anticipée, non sans poursuivre les recherches contre lui.

Sans surprise, parce qu'il est un proche ami de Burgess, le distingué Anthony Blunt est mis sous surveillance, lui aussi, par le MI5. On épluche son dossier, on le file discrètement, de musée en musée, de colloque en colloque. Modine, très inquiet, lui propose de l'exfiltrer, à son tour, vers l'Union soviétique. Il lui garantit qu'il sera bien accueilli et qu'il pourra refaire sa vie là-bas. Réponse de l'historien d'art, pince-sans-rire : « Et vous me garantissez aussi l'accès du château de Versailles quand j'en aurai besoin pour mon travail[20] ? »

Blunt décide de rester en Angleterre, en toute connaissance de cause. Il sait qu'il risque le déshonneur et la prison à vie, mais il fait le pari qu'on ne trouvera pas de preuves contre lui. Et qu'aucun des nombreux transfuges qui « choisissent la liberté » à l'époque, comme Walter Krivitsky ou Igor Gouzenko (cf. chap. 10), ne détient suffisamment d'informations à son sujet pour le compromettre. L'appareil du NKVD est redevenu le plus compartimenté, le plus étanche, le plus verrouillé qui soit…

En revanche, il fallait s'y attendre, les soupçons se précisent à l'encontre de Philby. Le 25 octobre 1955, tous les journaux britanniques titrent, à l'unisson : « Philby est-il le troisième homme ? » Quelques jours plus tard, apparemment sûr de lui, Philby donne une conférence de presse pour confondre ses accusateurs. Une prouesse ! Puis, fort opportunément, des amis lui décrochent un poste de correspondant de presse pour *The Observer* et *The Economist* au

Liban… d'où il continue, du reste, à envoyer des notes à la Loubianka.

Mais le cœur n'y est plus. Veuf, puis remarié en 1959, Philby se met à boire, lui aussi. Un soir de janvier 1963, à Beyrouth, sous l'emprise de l'alcool, il s'épanche un peu trop sur son cas devant Nicholas Elliott, un de ses vieux amis du MI5 – un ancien de Cambridge, lui aussi. Fatale confidence ! Dès le lendemain, son officier traitant l'emmène incognito au port de Jounieh où il embarque discrètement sur le cargo *Dolmatov* en partance pour l'URSS. Beaucoup d'observateurs pensent que le MI5, en réalité, l'a laissé s'enfuir. Selon Modine, le contre-espionnage britannique n'avait aucune envie qu'un procès à grand spectacle révèle son impéritie et humilie tous ses responsables…

Mort d'un héros de l'Union soviétique

À Moscou, Nikita Khrouchtchev a accordé la citoyenneté soviétique à Burgess et Maclean. Le premier est devenu « Jim Andreïevitch Eliot ». Il habite une belle maison ancienne avec jardin, sur la route de l'aéroport Cheremetievo. Mais il s'ennuie. En plus, il n'est pas facile d'être homosexuel en Union soviétique. Il mourra le 19 août 1963, sans jamais avoir cessé d'espérer rentrer à Londres, un jour, pour y terminer sa vie.

Maclean, lui, s'appelle Mark Petrovitch Frazer. Il a récupéré sa famille et loge dans un bel appartement donnant sur l'hôtel Ukraine, au centre de Moscou. Il a appris le russe, il a adhéré au Parti, il donne même des cours à l'IMEMO – qui est un peu « l'ENA » soviétique – et ne rechigne pas à justifier publiquement, si on lui demande, l'écrasement par les chars soviétiques de l'insurrection de Budapest en 1956 !

Philby n'a jamais revu Burgess, à qui il n'a jamais pardonné d'avoir suivi Maclean en URSS – ce qui le condamnait à être découvert, lui, immanquablement. En revanche, il fréquente Maclean, jusqu'à ce qu'une aventure improbable – Philby a séduit la belle Melinda, la femme de son vieil ami – les sépare pour toujours. Philby n'est pas un solitaire. Il est plutôt à l'aise dans le Tout-Moscou. En 1964, pour la première fois, il rencontre Youri Modine : le KGB veut lui commander une autobiographie qui mette en valeur les qualités des services secrets de l'URSS[21]. Il fréquente aussi Oleg Kalouguine, le jeune et brillant directeur adjoint du contre-espionnage extérieur (PDG), qui le consulte sur sa stratégie à l'égard de l'Angleterre. Remarié en 1971, il sera décoré de l'ordre de Lénine et du Drapeau rouge.

Pendant ce temps, à Londres, Anthony Blunt a joué son avenir à quitte ou double. Très affecté par la nouvelle du décès de Burgess, et alors que l'affaire revient dans la presse britannique, il négocie secrètement avec le SIS des aveux – soigneusement mesurés – contre une promesse d'impunité. Il sait que la reine voudra éviter un scandale l'impliquant, lui, le grand historien d'art, spécialiste de Poussin et ami de son père George VI. Un livre, *The Fourth Man*, d'Andrew Boyle, révèle alors, en 1979, l'existence du « quatrième homme », mais sans prononcer son nom ! Il faudra attendre plusieurs mois pour que Margaret Thatcher le révèle devant la Chambre des communes. Trop tard : Blunt subit quelques insultes dans la presse, on lui retire ses décorations, mais il meurt en avril 1983. Coïncidence : Donald Maclean est mort dans la solitude quelques jours plus tôt, le 9 mars 1983. Il est incinéré au cimetière Donskoï, mais ses cendres seront transférées plus tard en Angleterre.

John Cairncross, quant à lui, s'il a reconnu avoir transmis quelques informations à l'URSS par pur idéalisme et sans jamais

trahir son pays, a nié toute sa vie être le « cinquième homme ». Il a quitté l'Angleterre pour vivre à Rome. Devenu un des plus grands spécialistes de Molière, Racine et Corneille, il prendra sa retraite dans le sud de la France avant de s'éteindre tranquillement à l'âge de quatre-vingt-deux ans, le 8 octobre 1995. Sans avoir jamais porté sa médaille de l'ordre du Drapeau rouge.

Kim Philby, enfin, s'éteint à Moscou le 11 mai 1988. Il a droit à un enterrement en grande pompe au cimetière de Kuntsevo, dans le carré des généraux, en présence du grand patron du KGB Vladimir Krioutchkov, après exposition solennelle du corps dans un salon de la Loubianka, salves de fusils et hymne soviétique. Un homme discret, des cheveux blancs, une barbiche finement taillée, un léger embonpoint, prononce l'oraison funèbre. Beaucoup ne savent pas qui il est. Il s'appelle Youri Ivanovitch Modine. Il fut l'officier traitant des « cinq de Cambridge ».

6
L'Orchestre rouge

« La première victime d'une guerre, c'est la vérité. »

Rudyard Kipling

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. C'est le début de la Seconde Guerre mondiale. Logiquement, l'Union soviétique aurait dû aborder en position de force, au moins sur le terrain du renseignement, le déclenchement du conflit. Depuis près de vingt ans, le Kremlin n'a-t-il pas développé partout en Europe les réseaux clandestins du Komintern (OMS), de l'Armée rouge (RazvedOupr, futur GRU) et de la police politique (INO) ? Or, il n'en fut rien, tant la « grande terreur » des années 1937-1938 avait paralysé l'action des « organes », décimé leur organisation secrète et éliminé leurs dirigeants les plus expérimentés.

On sait que la paranoïa obsessionnelle de Staline fut fatale au maréchal Toukhatchevski et aux 70 000 meilleurs officiers de l'Armée rouge : les généraux Iakir, Ouborevitch, Primakov, Eidemann, Feldmann, Kork, Poutna, Gamarnik et bien d'autres ont soudain disparu, en juin 1937, à la stupéfaction ravie de l'état-major du Reich allemand. On sait moins, en revanche, que cette incroyable chasse aux « éléments hostiles à la révolution » écarta aussi les plus aguerris

des officiers du NKVD – soit qu'ils aient été promptement arrêtés, condamnés et fusillés, soit qu'ils aient préféré la fuite à l'Ouest à la mort programmée.

La traque des « ennemis du peuple » et autres « agents trotskistes » a commencé dès le début des années 1930. L'assassinat de Kirov, le 1er décembre 1934, en a systématisé le principe jusqu'à hystériser sa mise en œuvre lors de la « grande purge » à laquelle Nikolaï Iejov attacha son nom, la *Iejovchtchina*. Son prédécesseur à la tête du NKVD, Guenrikh Iagoda, avait déjà été écarté par Staline pour « s'être révélé manifestement incapable de démasquer le bloc trotskiste-zinovieviste ». Or c'est précisément au NKVD et à ses chefs que Staline a confié cette mission aussi absurde que meurtrière.

Dès le début de la « grande terreur », la Loubianka est en première ligne. Ses cadres, ses agents, ses services, ses archives contribuent à alimenter les dossiers accusant les Zinoviev, Boukharine, Rykov, Tomski et autres Kamenev qui seront tous jugés et exécutés pour « trahison » entre 1936 et 1938. La pression du Kremlin sur les tchékistes est d'autant plus lourde que l'on sait parfaitement, dans les couloirs du NKVD, que Staline relit personnellement les comptes-rendus des procès de Moscou avant d'ordonner leur publication dans la *Pravda* – et que ces jugements sont directement inspirés des « enquêtes » préalables du NKVD. Comment s'étonner que les dirigeants de celui-ci, à tous les niveaux, aient toujours préféré corroborer les soupçons maladifs du dictateur plutôt que de respecter les faits, la justice ou même le bon sens[1] ?

Le NKVD contre la « vermine trotskiste »

Dès le début des années 1930, Staline ordonne à l'OGPU puis au NKVD de mettre son rival et ses soutiens hors d'état de nuire. Les

agents de la police politique, à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS, vont contribuer à éliminer, directement ou indirectement, la plupart des vieux camarades de Trotski : Grigori Sokolnikov, Gueorgui Piatakov, Grigori Evdokimov, Evgueni Preobrajenski, Leonid Serebriakov, etc. La lutte engagée contre la « vermine trotskiste », priorité des priorités, va faire des milliers de morts. La traque infernale menée contre Trotski lui-même, de la Turquie au Mexique en passant par la France et la Norvège, va durer dix ans[2].

En juillet 1936, le début de la guerre civile en Espagne fixe dans ce malheureux pays l'incroyable bras de fer engagé entre staliniens et trotskistes. Au départ, certes, l'URSS vole au secours du gouvernement républicain menacé par le général Franco : la lutte contre les « réactionnaires » est devenue, comme le dit solennellement Staline, « la cause commune de toute l'humanité progressiste ». Alors que les agents du Komintern vont réunir quelque 35 000 volontaires communistes groupés en « Brigades internationales », les cadres du NKVD déploient tout leur talent à former les saboteurs et autres spécialistes en opérations « mouillées » (assassinats, attentats, etc.). Le résident de Paris, Iakov Serebrianski, coordonne de l'extérieur l'action de ces « missions spéciales ». Son collègue Alexandre Orlov, ex-résident en Angleterre, et son adjoint Leonid Eitington, ex-résident en Chine, supervisent tout cela sur le terrain.

Mais la réalité n'est pas celle que Staline proclame à grand renfort de propagande internationaliste. Dès le début du conflit, le NKVD poursuit deux objectifs : empêcher Franco d'arriver au pouvoir à Madrid, certes, mais surtout pourchasser et éliminer tous les trotskistes qui ont pris fait et cause, eux aussi, pour les républicains espagnols. Serebrianski, Orlov et les autres n'auront bientôt que le second objectif en tête : profiter de cette guerre brutale et confuse

pour éradiquer définitivement le trotskisme, et en profiter, si possible, pour installer une direction stalinienne à la tête de l'Espagne[3]. À partir du printemps 1937, toutes les opérations de guérilla et de sabotage concourent à ce but. Impitoyablement. Le chef des trotskistes, Andreu Nin, qui dirige le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), est enlevé, torturé et discrètement assassiné le 20 juin 1937, comme le seront beaucoup de ses proches, par les « groupes mobiles » dirigés par Eitington et Orlov[4].

Ces deux maîtres espions, rompus à tous les cynismes, champions du terrorisme et de la guérilla, auront incarné la lutte contre les trotskistes pour laquelle ils n'ont reculé devant aucun moyen. Ils sont tous les deux entrés dans l'histoire.

Nahum Eitington, trente-huit ans, Juif de Biélorussie, cheveux noirs et yeux gris-vert, intelligence hors pair et humour redoutable, avait naguère russisé son prénom en « Leonid » et se faisait appeler « général Kotov ». Vieux combattant bolchevique, blessé à la jambe pendant la guerre civile, il avait eu des responsabilités dans la Tcheka dès 1919 avant d'être nommé résident en Chine, puis adjoint de Serebrianski à l'administration des « missions spéciales ». Chasseur passionné, grand séducteur (il eut cinq épouses), il rentrera à Moscou après la guerre d'Espagne, participera activement à l'élimination de Trotski au Mexique, puis repartira pour la Turquie avant d'être jeté en prison à la chute de Beria en 1953.

Alexandre Orlov, quarante-deux ans, né Lev Feldbine, pseudonyme « Nikolski », était commandant en chef de la Sécurité d'État. Admiré par les jeunes, respecté par les anciens, il avait dirigé l'espionnage économique dans les années 1930, avec un tel succès qu'il gagna des fortunes à la Bourse de Berlin. Journaliste polyglotte, il rédigea un manuel de l'espionnage hors frontières. Il était résident à Londres quand il fut envoyé en Espagne en 1936. Il s'y illustra

notamment en expédiant à Moscou, par bateau, les réserves d'or de l'État républicain espagnol. Couvert de titres et de décorations pour son action exemplaire, il causera un immense choc à la Loubianka en faisant défection en juillet 1938, comme on le verra plus loin.

Une traque de dix ans

La chasse aux trotskistes ne s'est pas limitée à l'Espagne. Dès 1936, depuis Paris, Iakov Serebrianski coordonne la lutte à mort contre les « putois » (c'est ainsi qu'il surnomme les trotskistes). C'est lui qui organise, par exemple, le cambriolage des archives du mouvement, entreposées à l'Institut d'histoire sociale, rue Michelet. Lev Sedov, le fils de Trotski, dénonce aussitôt le NKVD, mais exonère de tout soupçon son homme de confiance, le communiste polonais Mark Zborowski. N'a-t-il pas confié à ce fidèle parmi les fidèles, outre les clés de son bureau, la publication du *Bulletin de l'opposition* qui diffuse les idées de son père dans le monde entier ?

Or Zborowski est, lui aussi, un agent du NKVD. En février 1938, il convainc son patron de se faire hospitaliser dans une petite clinique privée tenue par des émigrés russes dont tout porte à croire – même si cela n'a jamais été prouvé – qu'ils sont manipulés par le NKVD. Lev Sedov y meurt dans d'atroces souffrances, à l'âge de trente-deux ans. Il ne reste plus au NKVD qu'à éliminer physiquement le militant allemand Rudolf Klement, secrétaire de la IVe Internationale (trotskiste) – il est enlevé, décapité et jeté dans la Seine –, pour qu'à l'été 1938 l'agent Zborowski, nom de code « Étienne », se retrouve seul à la tête de l'opposition trotskiste en Europe !

Pour le NKVD, c'est un succès inespéré. Zborowski est en liaison directe avec Trotski en personne. Celui-ci, depuis un an, a trouvé asile au Mexique. De sa retraite, il suit le rassemblement, à Paris, au nom

de la IVe Internationale, des délégués de onze petits partis trotskistes européens… qui seront tous, plus ou moins vite, éliminés ou retournés. Parmi les congressistes, une jeune trotskiste américaine nommée Sylvia Ageloff, interprète, est venue avec son amant espagnol, un certain Ramón Mercader, un illégal du NKVD qui se fait passer pour un journaliste belge.

Un an plus tôt, en mars 1939, sur recommandation de Beria, Staline a confié à Pavel Soudoplatov, nouveau directeur adjoint du département étranger du NKVD, l'élimination de Trotski. Du septième étage de la Loubianka, bureau 735, Soudoplatov va consacrer toutes ses forces à cette opération baptisée *Outka* (« Canard » ou « Cancan »), pour laquelle il s'est doté d'un adjoint de haut vol : Leonid Eitington en personne. Fort d'une équipe performante basée à Paris puis à New York, celui-ci monte trois opérations parallèles et indépendantes les unes des autres. La troisième, animée par un pilier du NKVD en Amérique latine, l'agent Iossif Grigoulevitch, restera dans les cartons[5].

La première opération ultrasecrète, menée sans même en avertir le résident de New York, Gaïk Ovakimian, consistait à prendre d'assaut la maison où logeait Trotski et à l'abattre. Le 24 mai 1940, un commando d'une vingtaine d'hommes en armes, sous les ordres du peintre mexicain David Alfaro Siqueiros, vétéran de la guerre d'Espagne et ami personnel de Staline, faillit bien réussir. Mais cette nuit-là, pendant l'assaut, les assassins ratent leur cible : Trotski et sa femme Natalia échappent par miracle aux rafales de mitraillettes.

Deux mois plus tard, le 20 août, l'agent Ramón Mercader, *alias* Frank Jacson, se fait introduire chez Trotski par sa maîtresse Sylvia Ageloff, devenue secrétaire du « vieux », sous le prétexte de lui faire relire un projet d'article. Avec un petit piolet de montagne dissimulé sous son imperméable, l'homme fracasse le crâne de sa victime, qui

mourra à l'hôpital quelques heures plus tard. Ceinturé, arrêté et jugé, Mercader purgera vingt ans de prison avant de s'en retourner à Moscou où le KGB lui octroiera une pension de général et le titre de Héros de l'Union soviétique.

Des dégâts considérables

En ces années 1936-1938, les officiers du NKVD sont particulièrement bien placés pour débusquer et confondre les « ennemis de la révolution ». Mais ils sont aussi les plus vulnérables face aux accusations de « trahison » : avoir des contacts suspects, mener des actions troubles, cacher ses véritables intentions, n'est-ce pas la base du métier d'espion ? C'est ainsi que le Centre a pu facilement monter des dossiers compromettants sur le résident Boris Gordon (Berlin), l'officier Abraham Albam (Paris), le super espion Theodor Maly (Londres), le résident Moïseï Akselrod (Rome) et bien d'autres. Il n'eut pas de mal à justifier, pour les mêmes raisons, l'élimination brutale des trois chefs successifs de l'INO : Abram Sloutski, Zelman Pasov et Sergueï Spiegelglass. Ou la décision de faire revenir à Moscou le chef des « missions spéciales » à Paris, Iakov Serebrianski, pour l'accuser de tous les maux, lui aussi, et le condamner à être fusillé – il échappera à la mort d'extrême justesse.

L'exemple américain est révélateur. En 1938, un agent en poste au consulat soviétique à New York, Ivan Morozov, fait preuve d'un zèle assassin en dénonçant comme « trotskistes » le résident Piotr Gutzeit et nombre de ses collègues dont le maître espion Boris Bazarov, ancien résident de Berlin. Le même délateur ayant ensuite dénoncé le nouveau résident Gaïk Ovakimian, il est rappelé à Moscou où, suspecté puis condamné à son tour, il va être, lui aussi, fusillé.

Suspicion, accusations, mensonges, terreur : sale temps pour les espions[6] !

À l'instar de celle de New York, beaucoup de résidences sont paralysées par cette incontrôlable chasse aux sorcières. Certaines, parmi les plus importantes, cessent de fonctionner. De très nombreux agents, privés de leurs contacts habituels, se retrouvent au chômage technique. Cet invraisemblable gâchis n'est pas seulement dû à l'élimination de dizaines d'officiers évidemment innocents. La caractéristique des responsables du NKVD en poste à l'étranger, c'est d'être mieux informés que n'importe quel ministre moscovite. Aussi la plupart d'entre eux ont-ils vu venir de loin, et pour cause, une entreprise qui pouvait se retourner contre eux-mêmes ! Ce qui explique qu'un certain nombre de grands espions de l'époque aient refusé de rentrer à Moscou.

L'un des cas les plus connus est celui d'Ignace Poretsky, *alias* Reiss, basé à Paris, qui disparaît dans la nature en juillet 1937, quand il comprend qu'il est traqué par les « organes ». Le malheureux sera rattrapé par les tueurs de la Loubianka : on retrouvera son corps criblé de balles sur une petite route près de Lausanne. En novembre 1937, c'est le résident des Pays-Bas, Walter Krivitsky, qui se réfugie à l'Ouest, faisant la une des journaux du monde entier. Lui aussi sera rattrapé par les tueurs du NKVD, quatre ans plus tard, dans un hôtel de Washington.

Le cas le plus spectaculaire est celui du prestigieux Alexandre Orlov, le résident en Espagne, qui disparaît brusquement en juillet 1938. À Moscou, c'est la panique. On envisage toutes les hypothèses, y compris, du bout des lèvres, le passage à l'Ouest de celui qui est un des meilleurs agents de son époque. Avec effroi : Orlov sait tant de choses ! Or, c'est bien cette version qui se confirme : le résident a quitté son appartement en vidant le coffre des

60 000 dollars qu'il contenait, et s'est réfugié aux États-Unis. Quatre mois plus tard, nouvelle surprise : Beria ordonne au NKVD d'abandonner les recherches. Peu de gens savent alors qu'Orlov a adressé une lettre personnelle à Staline pour lui mettre un marché en main : il n'a refusé de rentrer en URSS que pour éviter d'être exécuté, mais il est disposé à garder tous ses secrets… sauf s'il lui arrivait quelque chose[7] !

Barbarossa *: un douloureux réveil*

Le 22 juin 1941, quand Hitler lance ses divisions vers l'est, l'URSS n'a jamais été aussi vulnérable. Y compris sur le plan du renseignement. L'INO a pour nouveau chef un tout jeune agent, Pavel Fitine, trente et un ans, aussi brillant qu'inexpérimenté. C'est lui qui va devoir tout reconstruire, sous l'autorité de Beria. Il s'appuie sur des agents ayant échappé à la « grande terreur », comme Anatoli Gorski à Londres, ou sur des nouveaux venus, inconnus des services moscovites et manquant de professionnalisme. Mais un obstacle inattendu se dresse sur la route des derniers agents en mesure de renseigner le Kremlin sur les intentions allemandes : la méfiance pathologique du « généralissime » Joseph Staline, qui ne les croit pas !

Entre le 1er janvier et le 21 juin 1941, une centaine d'avertissements sont parvenus à la Loubianka, sur le bureau du jeune Fitine[8] qui, non sans appréhension, les a transmis à Beria puis à Staline. Les renseignements précis sur les déplacements de troupes allemandes vers la frontière soviétique ou sur les ordres d'évacuation de l'ambassade d'Allemagne à Moscou sont tous balayés avec fureur par le maître du Kremlin. À l'instar de ce rapport du NKVD daté du 16 juin, fondé sur une information venue de l'agent Harro Schulze-

Boysen, *via* la résidence de Berlin : « Vous pouvez renvoyer votre source à l'aviation allemande et à sa p… de mère ! Ce n'est pas une source, c'est un désinformateur ! » Même aveuglement – et même grossièreté – à l'égard des informations du super agent Richard Sorge qui s'est infiltré dans l'ambassade allemande à Tokyo : « Sorge n'est qu'une merde occupée à monter ses petites affaires et ses bordels au Japon[9] ! »

Il faut dire que Lavrenti Beria, chef du NKVD et qui entend le rester, en rajouterait plutôt dans le déni – tout comme Filip Golikov, le nouveau chef du renseignement militaire. Beria menace même d'envoyer au Goulag ses propres officiers les plus compétents, qui sont aussi les plus formels quant aux préparatifs de la Wehrmacht. Son seul but est de ne pas déplaire à Staline : « Ta conclusion est sage, Joseph Vissarionovitch : Hitler ne nous attaquera pas en 1941[10] ! » Cette lettre de Beria, bien connue des historiens, date du 21 juin 1941. Soit quelques heures avant le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, aux premières heures du 22 juin…

Pavel Fitine, qui dépend directement de Beria, devra à l'invasion hitlérienne de n'être pas exécuté dans les caves de la Loubianka. Tout comme Sorge au Japon, Zaroubine aux États-Unis ou Korotkov à Berlin. Ou les cryptanalystes de la nouvelle V^e^ direction du NKVD chargée de percer les codes et les chiffres étrangers. Ces derniers, perturbés par la paranoïa ambiante, n'ont pas l'efficacité de leurs collègues britanniques – qui ont cassé les codes de la fameuse machine « Enigma » –, mais ils seront encore capables le 27 novembre 1941, soit dix jours avant Pearl Harbor, d'avertir Staline que les Japonais n'attaqueront pas l'URSS sur son flanc oriental. Information capitale qui va permettre au « généralissime » de jeter toutes ses forces dans la bataille contre les divisions allemandes fonçant vers Moscou, Sébastopol et Stalingrad.

De la réalité à la légende

L'homme du NKVD qui dirige alors les « missions spéciales » et la guérilla en territoire ennemi est Pavel Soudoplatov, à qui l'on doit un récit passionnant de cette période. Ses Mémoires[11], parus en 1994 alors que l'ancien espion est âgé de quatre-vingt-sept ans, sont une mine d'or pour les historiens. Malheureusement, tous les experts qui les ont passés au crible estiment qu'il faut les prendre avec des pincettes : le vieux bolchevik, qui a travaillé avec l'aide de son fils, aurait eu tendance à « arranger » certains épisodes de cette histoire pas toujours positive…

De même, à écouter les experts russes, les dossiers rendus publics par le KGB après la disparition de l'URSS ne sont pas très fiables quand ils parlent de 2 222 « groupes de combat » envoyés par le NKVD, à partir de 1941, derrières les lignes allemandes. Nombre de témoins de cette époque, rescapés ou transfuges[12], raconteront comment le NKVD fut d'abord un cauchemar pour les officiers de l'armée soviétique qui avaient d'autres chats à fouetter, face aux blindés allemands, que de justifier leurs actes aux yeux de ces dangereux et inutiles inquisiteurs…

L'histoire gardera surtout du NKVD le souvenir de détachements chargés d'éliminer les déserteurs et de débusquer les agents de l'ennemi : sur 931 000 personnes arrêtées, 80 000 furent éliminées pour « trahison » ou « espionnage ». À tort, dans l'immense majorité des cas[13]. Elle gardera aussi le souvenir d'une gigantesque opération de police particulièrement ignoble : le NKVD déporta, à la demande de Staline, des nations entières. Tchétchènes, Ingouches, Tatars de Crimée, Allemands de la Volga, Kalmouks, Meskhets, Balkars et autres Karatchaïs garderont longtemps l'atroce souvenir de ces déportations meurtrières qui furent autant de crimes contre l'humanité.

De 1941 à 1942, le seul réseau utile au Kremlin n'appartient pas au NKVD, mais au IVe département de l'armée, devenu le GRU le 16 février 1942. En Europe occidentale, et particulièrement en Allemagne, seuls quelques groupes d'agents motivés ont survécu. À Berlin, en septembre 1940, lorsque l'officier du NKVD Alexandre Korotkov rouvre la résidence fermée depuis juin 1938, il reprend contact avec l'agent « Corse », un haut fonctionnaire allemand, communiste convaincu, doctrinaire rigide mais dévoué à la cause : Arvid Harnack. Celui-ci a entretenu, tant bien que mal, un réseau d'une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles un officier de renseignement travaillant pour la Luftwaffe, Harro Schulze-Boysen, un bel athlète aux cheveux blonds et aux yeux bleus que la Loubianka connaît sous le nom de code « Starchina ». En mai 1941, Korotkov fait de lui un chef de réseau. Il est un de ceux qui préviendront le Kremlin, le 16 juin suivant, du déclenchement imminent de l'opération *Barbarossa*.

À l'époque, le contre-espionnage allemand (Abwehr) connaît l'existence de ce réseau multiple et un peu brouillon qui fonctionne en Allemagne, en Belgique et en France, et qu'il a baptisé un peu pompeusement « Die rote Kapelle » (« l'Orchestre rouge »). Le chef présumé de cet orchestre clandestin est un certain Leopold Trepper, un militant juif polonais, communiste fanatique, travaillant pour le renseignement militaire, et qui va devenir une véritable légende[14]…

Trepper, le « grand chef »

Quand naît Leopold Trepper, en 1904, la petite ville de Nowy Targ est austro-hongroise. En yiddish, on dit Neumark (le « Marché neuf »). La Pologne a été rayée de la carte en 1772, elle ne ressuscitera qu'en 1918. Le père de Leopold, Zacharie, est un

commerçant juif comme il y en a beaucoup en Galicie. La communauté juive de Nowy Targ ne se sent ni autrichienne ni polonaise. Le petit Leopold, orphelin à dix-sept ans, milite au Hachomer Hatzaïr, l'organisation de la jeunesse sioniste. Il commence des études d'histoire et de littérature à l'université Jagellonne de Cracovie. À quelques années près, il aurait pu y croiser le futur pape Jean-Paul II.

Mais il est sans le sou. Il se fait maçon, horloger, plombier. Installé à Dombrowa, en Silésie, il travaille comme manœuvre dans une fonderie et découvre la condition ouvrière. À vingt-deux ans, il milite au parti communiste clandestin – son pseudo est « Domb » – et connaît les grèves, la lutte, la répression, la prison. Il cherche à émigrer et réussit, grâce à une organisation sioniste américaine, à partir pour Israël. Ouvrier agricole dans un kibboutz, il milite de nouveau dans les rangs communistes, au grand dam des autorités britanniques de l'époque[15].

Réfugié en France en 1929, l'année de la grande crise économique, il devient plongeur dans un restaurant marseillais, puis collabore à un hebdomadaire en langue yiddish, *Die Morgen*. C'est là qu'il découvre les *rabcors*. Le mot, russe, signifie en français « correspondants ouvriers ». Sur instruction du département des relations internationales (OMS) du Komintern, les cellules du parti communiste ont reçu pour consigne de déployer tout un réseau de « correspondants de presse » bénévoles, chargés de fournir la presse soviétique en articles sur la condition ouvrière en France – de préférence au sein des arsenaux nationaux, des complexes stratégiques et des usines de matériel militaire…

Les *rabcors*, une idée géniale ! Ils furent environ 3 000 militants communistes bombardés « correspondants ouvriers », au début des années 1930, à alimenter ainsi les réseaux d'information moscovites,

sous la direction de deux agents d'exception : Izala Bir, vingt-huit ans, et son adjoint Alter Ström, vingt-sept ans, tous deux Juifs polonais passés par la Palestine. Trepper était l'ami d'enfance du second. Pendant trois ans, il apprend les rudiments de son futur métier : développer un réseau, communiquer en secret, cloisonner une action, échapper à des suiveurs…

En 1932, Trepper file entre les doigts de la police française et saute dans un train pour Berlin où il prend contact avec l'ambassade d'URSS. Il se fait inviter à Moscou par la section française du Komintern pour y faire des études de journalisme et, parallèlement, se former au renseignement militaire sous l'égide du IVe département de l'armée, dirigé par le général Ian Berzine, un ancien tchékiste devenu, après la mort de Lénine, le patron du renseignement militaire soviétique[16]. Quand il revient à Paris, en 1937, Leopold Trepper est devenu un professionnel de l'action clandestine.

The Foreign Excellent Trench Coat

Dans ses Mémoires, Trepper raconte qu'avec l'aval de Berzine, c'est-à-dire sous l'égide de l'état-major de l'armée soviétique, il a échafaudé un plan pour reconstituer en Europe des noyaux de combattants antifascistes en prévision de la guerre qui se prépare, inéluctablement, entre l'Allemagne et l'URSS. En Belgique, il monte une maison d'import-export, The Foreign Excellent Trench Coat, qui sert de couverture à ses activités de recrutement, d'infiltration et de communication radio. Ses principaux complices s'appellent Jules Jaspar et Leo Grossvogel. Ses premières recrues, Mikaël Makarov (*alias* Carlos Alamo) et Viktor Soukoulov (*alias* Vincent Sierra). Trepper lui-même s'appelle « Otto » pour le GRU et « Jean Gilbert » pour l'état civil.

Ni l’élimination de Berzine (en 1938) ni le pacte Hitler-Staline (en 1939) n’entament la détermination de Trepper. En mai 1940, après la débâcle française, celui qui se fait appeler le « grand chef » décide de s’installer à Paris, où il retrouve son vieil ami Hilel Katz (*alias* André Dubois). Il fonde la Simex, une entreprise commerciale dirigée par le résistant français Alfred Corbin, qu’il installe aux Champs-Élysées. Coup de génie : la Simex est à deux pas du siège de l’organisation Todt qui assure tous les travaux de construction et de fortification entrepris en France pour le compte de la Wehrmacht. Passer des marchés avec cette entreprise permettra de nombreux trafics et contacts informels. Quoi de plus utile, pour obtenir des *Ausweiss*, que de travailler pour les ingénieurs de Todt !

Le réseau a ses ramifications à Marseille, à Vichy. Il s’étoffe. Petit à petit, il met en place des émetteurs en état de marche : trois à Berlin, trois en Belgique, trois aux Pays-Bas. De 1940 à 1943, selon Trepper, les « pianistes » (on appelait ainsi les opérateurs radio) de l’Orchestre rouge ont envoyé à Moscou quelque 1 500 dépêches. À lire les souvenirs du « grand chef », ces renseignements auraient été d’une portée incalculable. Au fur et à mesure que les archives ont permis de recouper toutes ces informations, après la chute de l’URSS en 1991, les historiens ont sensiblement réduit la portée de ces renseignements[17].

Die rote Kapelle

Une imprudence va causer la perte de ce réseau. Une sorte de faute professionnelle que les espions des années 1930, sans doute, n’auraient jamais commise. Alors que l’équipe belge a installé son matériel au 101, rue des Atrébates, à Bruxelles, plusieurs agents ne respectent pas les précautions élémentaires qu’implique ce genre

d’activité. L’un d’entre eux habite un temps dans cet immeuble, un autre y donne des rendez-vous galants ! Quand Trepper débarque à Bruxelles pour mettre un peu d’ordre dans le dispositif, il est trop tard. Les Allemands sont en alerte…

Vers la fin de l’année 1941, sous l’impulsion d’Adolf Hitler en personne, le chef du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA) Reinhard Heydrich ordonne à l’Abwehr (Canaris), aux services secrets (Schellenberg) et à la Gestapo (Müller) de combattre le renouveau des activités de l’espionnage russe, qui avait à peu près disparu lors du pacte germano-soviétique. En novembre, la section belge de l’Abwehr localise un émetteur à Bruxelles, du côté de la rue des Atrébates. Le 12 décembre, ses hommes investissent l’immeuble, embarquent deux militants et montent aussitôt une souricière. Ils arrêtent un troisième homme, Carlos Alamo, un des piliers du dispositif. « Jean Gilbert », lui, en réchappe de justesse.

Sauve qui peut ! Il faut annoncer au plus vite aux autres filières de l’Orchestre rouge la chute du réseau belge. Trepper rentre en catastrophe à Paris, s’attendant à ce que les trois prisonniers, sous la torture, se mettent à parler. Le réseau est très compartimenté, certes, mais les policiers de l’Abwehr ne sont pas des amateurs. En juillet 1942, ils arrêtent un certain Efremov, capitaine de l’armée soviétique, à qui le Centre vient de confier la tutelle des anciens du réseau belge – les Wentzel, Izbutski, Raichman…

Quelque temps plus tard, Efremov est remis en liberté. La Gestapo l’a facilement « retourné ». Ses informations permettent à l’Abwehr d’intercepter, dans une dépêche venue de Moscou, les adresses des trois responsables du réseau allemand – Schulze-Boysen, Arvid Harnack et Kruckhoff – qui sont localisés et arrêtés, ainsi que quatre-vingts personnes de leur entourage. En juin 1942, un

Sonderkommando est créé spécialement par la Gestapo. Il s'installe rue des Saussaies, à Paris. Il est baptisé « Rote Kapelle ».

La suite est une série de déboires tragiques. Bruxelles, Amsterdam, Berlin, Paris : les « pianistes » de l'Orchestre rouge sont arrêtés les uns après les autres. Le 19 novembre 1942, tous les personnels de la Simex, dont Alfred Corbin, sont arrêtés. Trois jours plus tard, Trepper met au point le décès de « Jean Gilbert ». Avant de quitter définitivement Paris, le 24 novembre, il commet l'erreur d'aller se faire soigner chez son dentiste, le docteur Maleplate, rue de Rivoli. Mais des policiers allemands y sont déjà : *« Hände hoch ! »*

Des hommes armés entrent dans le cabinet du dentiste et se saisissent de ce patient pas comme les autres. La Gestapo a tendu un piège à Trepper. L'Orchestre rouge, qui n'a plus de chef, sera dispersé avant la fin de l'année, à l'exception de son réseau suisse dirigé par le résident Alexandre Radó et baptisé « Die rote Drei » (« les trois rouges »). Ce réseau va encore émettre pendant un an avant d'être démantelé par les autorités suisses[18]. C'est la fin de l'aventure.

Non sans forfanterie, Trepper affirmera dans ses Mémoires avoir joué un « double jeu » avec ses geôliers, auxquels il va fausser compagnie à Paris en octobre 1943. Rappelé en URSS, soupçonné d'avoir été « retourné » par les Allemands, il sera condamné pour « haute trahison », purgera dix ans de prison, ira s'installer en Pologne puis en Israël où il mourra en 1982. Plusieurs historiens et spécialistes ont sérieusement mis en doute les « exploits » dont Trepper se prévaut.

L'histoire de l'Orchestre rouge a-t-elle été magnifiée ? C'est assez probable. Pourtant, même avec ses exagérations, elle est révélatrice de cette période désolante : le pacte Hitler-Staline, l'absurde chasse aux trotskistes, la paranoïa générale et les dénonciations personnelles, la fermeture de plusieurs résidences, la défection de

nombreux agents, la rivalité latente entre le NKVD et les services secrets de l'armée, ont fait de cette séquence la plus improductive, la plus négative, la plus détestable de toute l'histoire des services secrets soviétiques.

7

Vie et mort du camarade Beria

« Il existe deux leviers pour faire bouger un homme,
la peur et l'intérêt personnel. »

Napoléon

Dès que la Tcheka a été instituée, en décembre 1917, ses dirigeants ont cherché à la reproduire en modèle réduit dans toutes les régions qui avaient adhéré, de gré ou de force, à la révolution bolchevique. C'est le cas à l'extrême sud du pays, à Bakou (Azerbaïdjan), où les bolcheviks locaux se sont trouvés majoritaires en avril 1920. Le nouveau pouvoir crée aussitôt une Tcheka d'Azerbaïdjan (Aztcheka), placée sous l'autorité directe de la Vetcheka de Moscou (cf. chap. 1). Quelques mois plus tard, un jeune militant bolchevique venu de la Géorgie voisine, étudiant en architecture à l'Institut polytechnique de Bakou, est invité à travailler dans les rangs de cette toute récente Tcheka azerbaïdjanaise. Il a vingt-deux ans. Il s'appelle Lavrenti Pavlovitch Beria.

Lavrenti Beria est né le 29 mars 1899 près de Soukhoumi, dans la province d'Abkhazie, en Géorgie. Il appartient à la minorité mingrélienne, de langue géorgienne et de religion orthodoxe. La paysannerie de cette région est une des plus arriérées d'Europe. Le

pays lui-même est épuisé par un système féodal archaïque et par la domination administrative russe. L'opposition au régime est constituée de quelques groupes mi-nationalistes mi-socialistes animés par des sociaux-démocrates, majoritairement mencheviques depuis l'éclatement des socialistes russes en 1903.

Le jeune Beria, qui a perdu son père très tôt, milite dans les rangs bolcheviques. Ce qui explique qu'il parte faire ses études de construction mécanique à Bakou, à l'autre bout du Caucase : dans cette ville ouvrière, les idées révolutionnaires sont davantage à la mode. À l'Institut polytechnique, il fait partie d'un cercle d'études marxistes qui se divise après la révolution de février 1917 et l'abdication du tsar. Beria ne croit pas au gouvernement provisoire qui s'installe à Petrograd. Il reste fidèle au camp bolchevique et contribue, dans son école, à fonder une cellule du Parti.

En octobre 1917, les socialistes géorgiens désapprouvent le coup d'État bolchevique de Petrograd. Ils profitent du chaos qui s'ensuit pour proclamer leur indépendance en avril 1918 et pour réaliser, avec leurs voisins d'Arménie et d'Azerbaïdjan, une « Fédération transcaucasienne ». Celle-ci, tiraillée de partout, explose très vite. La Géorgie devint un État indépendant le 26 mai 1918. Les mencheviks locaux, avec enthousiasme, s'efforcent alors de moderniser l'agriculture et de redresser l'économie, tandis que la minorité bolchevique entretient la subversion… au profit de Lénine, de Trotski et de la toute nouvelle « Russie soviétique ».

La ligne dure, déjà !

À l'automne 1919, le jeune Beria est envoyé en Géorgie, depuis Bakou, pour y monter un réseau d'espionnage au profit de la XIe armée bolchevique – qui lutte à la fois contre les « blancs » aidés

par les Britanniques et contre les indépendantistes locaux. Arrêté à deux reprises, expulsé en août 1920, Beria devient un militant aguerri, membre du Comité central du parti bolchevique d'Azerbaïdjan. Il se lie avec trois futurs dirigeants bolcheviques : le Russe Sergueï Kirov et le Géorgien Sergo Ordjonikidze, principaux artisans de l'invasion des trois États caucasiens par l'Armée rouge en février 1921, ainsi qu'un militant azéri appelé, lui aussi, à une grande carrière, Djafar Baguirov.

Baguirov dirige la Tcheka locale. C'est lui qui fait de Beria un chef du département des opérations secrètes et un vice-président de l'Aztcheka. Comme sa grande sœur moscovite, celle-ci combat sans ménagement les antirévolutionnaires, les bourgeois, les intellectuels, les nationalistes, les prêtres, les musulmans, les Turcs, les mencheviks et tout individu contestant, de près ou de loin, le nouveau pouvoir. Elle a, elle aussi, le pouvoir de fusiller les suspects sans jugement. Même certains bolcheviks locaux vont protester contre la brutalité des méthodes employées par cette police politique impitoyable !

En novembre 1922, le tchékiste Beria est renvoyé en Géorgie pour y faire régner l'ordre bolchevique. Ce pays, de tradition paysanne et menchevique, est beaucoup plus difficile à mater que l'Azerbaïdjan : qu'on y envoie un jeune Géorgien ayant fait ses preuves est logique. Surtout qu'en décembre, contrairement au souhait de la population, la Géorgie est fondue dans une République socialiste soviétique fédérée de Transcaucasie (RSSFT), elle-même incluse dans la toute nouvelle Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). À Tbilissi, la population gronde. La répression est terrible. Lénine, qui sait le Caucase ingouvernable, avait préconisé une ligne plus modérée à ses « camarades » géorgiens, mais il n'a pas été écouté. La ligne dure prônée à Moscou par Staline et Ordjonikidze, tous les deux

géorgiens, l’a emporté. Beria et quelques autres vont donc mettre tout en œuvre, y compris le pire, pour « écraser l’hydre nationaliste ».

Numéro deux de la Tcheka de Tbilissi, Beria découvre le pouvoir. Veste militaire, culotte de cheval et bottes de cuir, il habite avec sa jeune femme Nino au troisième étage du 57, rue Kiacheli. Plutôt petit, trapu, le crâne déjà dégarni, un pince-nez et des yeux d’un bleu glacial, il a un physique désagréable. Mais, surtout, il est déjà passé maître dans la dénonciation, le mensonge, la désinformation, la rumeur. Et il entretient autour de lui une sorte de cour de jeunes tchékistes aux ordres, souvent cruels ou dépravés, prêts à tout pour plaire à leur chef[1].

À Moscou, la Tcheka devient la GPU en février 1922. Il faudra attendre juillet 1926 pour que cette réforme s’applique à la Transcaucasie. Mais qu’importe l’appellation ! L’essentiel est que cet organisme ait défrayé la chronique révolutionnaire, pendant ces années-là, pour avoir fait régner une terreur inédite et mené une répression féroce. Après 1924, notamment, la quasi-totalité des anciens socialistes locaux, condamnés pour « national-déviationnisme [*sic*] », ont été fusillés. Au total, les tchékistes auront exécuté plus de 10 000 personnes, ce qui est énorme dans un petit pays montagneux où, souvent, tout le monde connaît tout le monde.

De manigances en coups tordus

Le principal patron de Beria, à l’époque, s’appelle Solomon Mogilevski. Cet ancien responsable du département étranger (INO) de la GPU est devenu en 1922 le président de la Tcheka de Transcaucasie. Le 22 mars 1925, l’avion qui transporte Mogilevski explose en vol non loin de Tbilissi. Les soupçons se portent sur Beria, qui n’a jamais caché son désir de prendre sa place. Mais Moscou

remplace le défunt par un autre ancien dirigeant de la Tcheka russe, Ivan Pavlounovski. Beria est déçu, même s'il devient alors le chef de la GPU de Géorgie et s'il entre bientôt, en 1927, au Comité central du parti communiste de cette république. Il n'a pas encore trente ans.

C'est l'année où Sergo Ordjonikidze, son mentor et protecteur, est appelé à Moscou pour présider la puissante Commission centrale de contrôle du PCUS. Il devient vite un familier de Staline, son illustre compatriote. De Tbilissi, Beria n'en finit pas d'écrire des lettres à celui qui, dit-il, est « plus qu'un frère ou un père pour moi [*sic*] ». Alors que la situation politique est toujours aussi tendue en Géorgie, Beria pratique, dans ses lettres à Ordjonikidze, une délation systématique à l'endroit de tous ses rivaux, quels qu'ils soient !

Un des dirigeants de la GPU, et non des moindres, l'apprendra à son détriment. Stanislas Redens, le propre beau-frère de Staline, a remplacé Pavlounovski à la tête de la GPU de Transcaucasie. En 1930, Beria a fait alliance avec lui. Mais en 1931, à la suite d'un dîner chez celui-ci où il a bu au-delà du raisonnable, Redens provoque un incident de rue que Beria s'empresse de rapporter, *via* Ordjonikidze, auprès de Staline, qui mute Redens en Biélorussie[2]. C'est ainsi que Beria, tout en restant le chef de la GPU de Georgie, devient le chef de la GPU de Transcaucasie.

De manigances en coups tordus, Beria est proposé « en haut lieu » comme numéro deux du Parti pour toute la Transcaucasie. Surprise : la majorité des membres du bureau s'opposent à cette promotion qui leur fait peur. En décembre 1931, une délégation fait même le voyage à Moscou pour contrecarrer cette nomination. Beria est toutefois nommé. Et hérite en sus, au grand dam des cadres locaux, du poste de premier secrétaire du Parti communiste de Géorgie !

L'autre façon de faire carrière dont Beria s'est fait le champion, consiste à nourrir sans limites le culte de Staline – lequel garde un

œil sur sa Géorgie natale où il vient régulièrement en vacances. Dans le journal du Parti, *Zaria Vostoka*, la photo du *Vojd* (« guide ») figure en première page presque tous les jours[3]. Rien d'étonnant à ce qu'en janvier 1934 Beria cumule enfin la direction du Parti communiste de Géorgie et celle du Parti communiste de Transcaucasie, et fasse son entrée au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. À trente-cinq ans, il est devenu l'homme fort de tout le Caucase.

Beria ne fait rien par hasard. À Tbilissi, il s'occupe activement, avec une attention quasi filiale, de la vieille mère de Staline, Ekaterina Gueladze. En octobre 1935, quand le maître du Kremlin vient visiter sa mère, Beria l'accompagne. C'est lui qui inaugure, cette année-là, le monumental pavillon de marbre qui abrite la maison natale du dictateur à Gori – et qu'on visite encore aujourd'hui. En 1937, aux obsèques de la vieille femme, Staline ne viendra pas : c'est Beria qui les présidera.

Dans les pas de Staline

Beria sait que Staline, plus encore qu'à sa mère, est attentif à sa propre image. Il a compris que le dictateur est pathologiquement jaloux de la trace glorieuse laissée par les grands révolutionnaires géorgiens dans la mémoire collective. Au moment où démarre le culte de la personnalité de Staline, à la fin de l'année 1931, Beria entreprend de réécrire l'histoire de la révolution en Géorgie. Il falsifie les archives, terrorise les historiens, accuse ses prédécesseurs, exécute quelques témoins encore en vie, puis il publie lui-même un livre sur *L'Histoire de l'organisation bolchevique en Transcaucasie*[4] dont le principal rédacteur, un publiciste nommé Bedia, sera fusillé deux ans plus tard ! Cette réécriture de l'histoire à coups de ciseaux, de

mensonges et d’exécutions sommaires va devenir, en URSS, un véritable moyen de gouvernement.

En 1937, Beria est devenu un petit dictateur entretenant, à la façon de Staline, son propre culte de la personnalité. Des usines, des théâtres, un stade portent son nom. Son portrait est affiché partout, des chansons et des poèmes lui sont dédiés. La seule limite qu’il s’impose est simple : ne pas faire d’ombre à Staline. En sus de sa nouvelle maison au 11, rue Machabeli, il se fait construire à Gagra, au bord de la mer Noire, une villa magnifique, au milieu des vignes et des vergers… juste à côté de celle, non moins luxueuse, de Staline[5] !

Cette proximité avec Staline va permettre à Beria de traverser la période des grandes purges sans être inquiété – ce qui n’était pas évident, compte tenu de la folie meurtrière qui gagne à la fois le Parti et la police politique. Pour ne pas être lui-même éliminé, Beria élimine : il se débarrasse notamment du chef du Parti communiste d’Arménie, Agassi Khandjian, qui se « suicide », et du président du Comité central de l’Abkhazie, Nestor Lakoba, victime d’une « crise cardiaque »[6]. Dans la tempête, Beria perd son ancien protecteur : le puissant Sergo Ordjonikidze, dont l’entourage familial est décimé par le NKVD, se tire une balle dans la tête le 18 février 1937 dans son bureau de Moscou. Staline, choqué, maquillera ce suicide en « crise cardiaque ».

Si Beria a sauvé sa peau en Géorgie lors des purges de 1937-1938, c’est qu’il dirigeait lui-même, d’une main de fer, la machine à réprimer : le Parti, d’une part, dont les cadres continuaient de l’applaudir chaleureusement à chaque discours ; et le NKVD, piloté par son ami et fidèle complice Sergo Goglidze. Anciens bolcheviks, responsables abkhazes, présumés trotskistes, intellectuels suspects furent éliminés par dizaines. Dix-sept hauts fonctionnaires du NKVD furent même exécutés pour avoir monté un « réseau terroriste contre-

révolutionnaire » au sein même de la police politique ! On se souvient (cf. chap. 3) que le nouveau grand chef du NKVD, Nikolaï Iejov, avait fixé des quotas de « terroristes » à exécuter dans chaque région : Beria les appliqua scrupuleusement.

Président du NKVD !

Au printemps 1938, Beria n'a toujours pas été inquiété. Il a même été élu au présidium du Soviet suprême de l'URSS. Pourtant, un jour, son ami Goglidze, qui préside toujours le NKVD de Géorgie, vient sonner chez lui en catastrophe : il vient de recevoir de Iejov l'ordre d'« arrêter Beria », accusé d'être lié à un quelconque « centre militaro-fasciste [*sic*] ». Beria saute alors dans un avion pour Moscou et va directement plaider sa cause auprès de Staline. Lazare Kaganovitch, membre du Politburo, proche du dictateur, le soutient si bien – il déteste Iejov – que Staline décide de créer une commission spéciale chargée d'enquêter sur le NKVD et d'y nommer, entre autres, Beria en personne !

L'histoire s'accélère. Quand Iejov apprend, de la bouche même de Staline, que Beria va devenir vice-président du NKVD, il comprend que sa carrière est terminée. De fait, en août 1938, son nouvel adjoint s'installe dans un grand bureau de la Loubianka, avec tapis précieux, fauteuils de cuir et portrait de Staline. Le 17 novembre, la fameuse commission remet un rapport très critique envers Iejov, accusé d'en avoir trop fait – un comble – pendant les purges. Le 23 novembre, Iejov remet sa démission. Et c'est Beria qui le remplace.

Un homme moins aguerri aurait sans doute été grisé par une telle ascension. Beria, qui n'a pas quarante ans, garde son calme et entreprend aussitôt de « purger » son administration, d'en éliminer méthodiquement les principaux partisans de Iejov et d'y placer un

maximum de ses fidèles géorgiens. Deux mois plus tard, il a déjà nommé douze de ses affidés à des postes clés : Vsevolod Merkoulov, Vladimir Dekanozov, Salomon Milstein, Sergo Goglidze et quelques autres, venus de Tbilissi, sont les nouveaux piliers de la police politique de l'URSS.

La stratégie de Beria est payante. En mars 1939, neuf de ses fidèles entrent au Comité central et lui-même fait son entrée au Bureau politique comme suppléant. Début 1940, il est applaudi quand il crée l'Ensemble de chants et danses du NKVD, sur le modèle des Chœurs de l'Armée rouge. Les témoins de l'époque – Svetlana Alliloulïeva, Milovan Djilas, Nikita Khrouchtchev[7] – racontent qu'il se comportait comme un dirigeant responsable, beaucoup plus solide que ne l'avait été Iejov, même s'il mettait ses interlocuteurs mal à l'aise tant son obséquiosité envers Staline était excessive.

La tension internationale sert ses intérêts. La guerre en Europe semble inévitable. Au moment où Staline envisage de s'allier avec Hitler, au printemps 1939, le NKVD se retrouve en première ligne : Beria participe aux purges qui déciment le ministère des Affaires étrangères et au limogeage de son chef, Maxime Litvinov, le 3 mai 1939. Le NKVD profite de la situation pour investir l'appareil diplomatique. L'adjoint du nouveau ministre Viatcheslav Molotov n'est autre que Dekanozov, un des proches de Beria, qui est très vite nommé ambassadeur auprès du Reich, à Berlin – un poste de confiance, s'il en fut !

Le NKVD dans la guerre

Le 17 septembre 1939, en application du pacte germano-soviétique, les chars de l'Armée rouge envahissent l'est de la Pologne. Le NKVD investit aussitôt ces nouveaux territoires et règle le sort des

200 000 citoyens polonais arrêtés par l'Armée rouge. L'élite de l'armée polonaise est envoyée dans plusieurs camps spéciaux du NKVD – Starobielsk, Kozelsk, Ostachow –, avant d'être massacrée dans la forêt de Katyn. Ce carnage, ordonné le 5 mars 1940 par Staline, Vorochilov, Molotov et Beria, sera longtemps attribué aux « canailles germano-fascistes ». À l'automne 1943, quand les Allemands auront reflué hors de ce territoire, le NKVD y enverra une mission spéciale chargée de réaménager le site pour « prouver » que les nazis sont les auteurs de ce crime insensé. Non sans succès : la version officielle soviétique, préparée par le NKVD, sera l'outil diplomatique qui permettra à Staline de ne pas être condamné pour le crime de Katyn au procès de Nuremberg en 1945[8].

Les camps de travail forcé gérés par le Goulag (« Administration principale des camps ») sous la direction du NKVD ont servi, à cette époque, à enfermer beaucoup d'étrangers déportés au fin fond de l'URSS : les Polonais (200 000), mais aussi les Baltes (140 000), en attendant les grandes déportations de peuples non russes, suspects de sympathie pour l'occupant allemand. Dès août 1941, des centaines de milliers d'Allemands de la Volga sont déportés par le NKVD vers la Sibérie. En novembre 1943, ce sera le tour des Karatchaïs du Caucase (70 000), puis entre février et mai 1944, des Tchétchènes et des Ingouches (500 000), puis des Balkars (330 000), puis des Tatars de Crimée (180 000). Ces déplacements de populations, qui se déroulent dans des conditions épouvantables, sont tous opérés par le NKVD : sur proposition de Beria, quatre cent treize de ses officiers seront, pour ce travail précis, décorés par Staline !

Selon les historiens, le nombre de prisonniers du Goulag se situe, au début de la guerre, entre 2,3 et 3,5 millions de détenus (en comptant les prisons qui dépendent aussi du NKVD). Il sera d'environ 5 millions à la fin du conflit. Beria règne alors sur un empire

concentrationnaire inédit dans l'histoire : cinquante-trois camps, quatre cent vingt-cinq colonies de rééducation, cinquante colonies pour la jeunesse, etc. Cet ensemble s'inscrit dans l'économie de guerre puisqu'il construit aussi des voies ferrées, des routes, des canaux et des centrales électriques, qu'il exploite des mines et des forêts, et qu'il fait même travailler des savants – comme le célèbre ingénieur Tupolev – attachés à un Bureau technique spécial[9] du NKVD.

Mais le NKVD empiète aussi sur le domaine militaire, où il joue sans doute son rôle le plus néfaste. Par exemple, il est aujourd'hui acquis que toutes les instances du NKVD, Beria compris, savaient précisément qu'Hitler attaquerait l'URSS en juin 1941, or ces renseignements n'ont servi à rien (cf. chap. 6).

Depuis l'invasion allemande, le patron du NKVD est membre du Comité de défense de l'État (GKO), une sorte de conseil de guerre comprenant aussi Staline, Molotov, Vorochilov et Malenkov. Quand les Allemands s'approchent de Moscou, en octobre 1941, le NKVD est transféré à Kouïbychev, comme tout le gouvernement, mais Beria, membre du GKO, reste à Moscou. Son rôle est de déménager des usines d'armement, de prolonger des voies ferrées ou d'exploiter une nouvelle mine de charbon : il utilise pour cela des dizaines de milliers de prisonniers arrachés provisoirement aux camps du Goulag.

Il coordonne aussi l'appui apporté par le NKVD à l'effort de guerre, mais celui-ci se révèle dramatiquement négatif. Non seulement les tchékistes ont désorganisé les lignes de défense soviétiques sur la frontière occidentale de l'URSS, mais les unités spéciales du NKVD, les redoutables OO (*Osobye otdely*) chargées du contre-espionnage militaire, ont semé la terreur et la consternation chez les chefs militaires sous prétexte de faire la chasse aux

déserteurs et de lutter contre les agents ennemis infiltrés dans l’armée[10].

Dans les coulisses du Kremlin

En 1945, un homme ose élever la voix pour protester contre les néfastes intrusions du NKVD dans les opérations militaires qu'il a la charge de diriger : le maréchal Joukov en personne, qui commande un million de soldats et auquel ses victoires contre Hitler ont conféré un prestige exceptionnel. Les hommes de Beria n’ont cessé de lui mettre des bâtons dans les roues. Ainsi, quand les agents du NKVD et du Smersh découvrent le cadavre d’Hitler dans les ruines de son bunker le 4 mai 1945, ils reçoivent l’ordre de ne pas l’informer, lui, Joukov, commandant suprême des forces soviétiques à Berlin[11] !

Le maréchal perdra ce bras de fer avec le NKVD. Déjà, il n’a pu éviter d’être flanqué d’un adjoint désigné par Beria – Ivan Serov, futur patron du KGB de 1954 à 1958 – et dont le travail aura consisté, essentiellement, à amasser des « preuves » contre Joukov en prévision du procès que lui fera immanquablement Staline à son retour à Moscou. Beria, qui sait que le maître du Kremlin est viscéralement jaloux du prestige militaire de Joukov et des principaux généraux de l’Armée rouge, n’a aucun doute sur l’issue de ce duel. Il a raison. En avril 1946, accusé de « complot » par Staline, Joukov devra à son immense popularité de n’être pas exécuté[12]. Beria deviendra, lui, « maréchal de l’Union soviétique », quand Staline inventera pour lui-même le grade de « généralissime » !

À partir de 1946, Beria s’investit prioritairement dans la conception et la réalisation de la bombe atomique soviétique, un programme primordial aux yeux de Staline qui lui en confie la tutelle (cf. chap. 9). Le gouvernement est remanié. Les commissariats du

peuple, héritage glorieux de la Révolution, deviennent des ministères. La Sécurité intérieure devient le MVD et le contre-espionnage le MGB. Sergueï Krouglov dirige la première, Viktor Abakoumov le second. Ce ne sont pas des fidèles de Beria, mais celui-ci les coiffe, l'un comme l'autre, en tant que vice-Premier ministre, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central.

Cette année-là, le 7 novembre, lors de la grandiose fête de la Révolution, sur la place Rouge, le portrait de Beria figure, avec celui de Molotov, sur le même plan que celui de Staline, loin devant ceux de Malenkov, Jdanov et consorts. En mars 1948, le très respectable magazine *Time*, fleuron de la presse américaine, lui consacre sa couverture. Encore est-il difficile, à l'époque, de mesurer la proximité de Staline et Beria, car le dictateur ne cesse de limiter le pouvoir de ses collaborateurs, comme il l'a toujours fait, et de plus, en vieillissant, il est de plus en plus méfiant envers ses proches. En décembre 1952, n'envoie-t-il pas en prison son propre secrétaire particulier, Alexandre Poskrebychev, et son garde du corps, Nikolaï Vlassik ?

En 1952 et 1953, Beria échappe encore à plusieurs campagnes secrètement mûries par un Staline de plus en plus paranoïaque : la chasse aux « nationalistes » qui décime le Parti communiste de Géorgie, où il ne compte que des fidèles depuis vingt ans ; et la campagne contre le « cosmopolitisme » et le « sionisme » qui aboutit notamment à la persécution du Comité antifasciste juif et à la dénonciation du « complot des médecins juifs[13] ». Cette funeste affaire, dans laquelle Beria n'est pas impliqué, aurait pu lui être fatale : le communiqué annonçant la découverte du prétendu complot « des blouses blanches », le 13 janvier 1953, est accompagné d'un éditorial vengeur qui accuse violemment « les organes de la Sécurité d'État » de n'avoir pas démasqué à temps ces criminels ! Beria connaît

ce vocabulaire, il sait que ce « manque de vigilance » peut lui être imputé et lui coûter la vie. Or, une fois de plus, la providence va le tirer d'affaire.

La mort du dictateur

Le soir du samedi 28 février 1953, après avoir regardé un film au Kremlin, Staline entraîne Beria, Malenkov, Khrouchtchev et Boulganine dans sa datcha de Kountsevo pour un dîner comme il en raffole, arrosé au-delà du raisonnable, qui se termine aux alentours de 5 heures du matin. Rentrés chez eux, les quatre dirigeants sont appelés d'urgence dans la nuit du dimanche au lundi : les « tchékistes », c'est-à-dire les officiers du MVD chargés de la protection du dictateur, s'étonnent de ne pas avoir vu Staline redescendre de sa chambre. Le maître du Kremlin, âgé de soixante-quatorze ans, semble avoir du mal à se remettre de sa beuverie de la veille. Terrorisés à l'idée de déplaire à leur maître, qui déteste être dérangé, les quatre décident de le laisser se reposer. Beria ordonne aux gardes de ne parler à personne de cet incident. Quelques heures plus tard, Beria et Malenkov sont rappelés par les gardes en catastrophe, mais Beria fulmine en entendant Staline ronfler : « Il ne s'est rien passé. Il dort[14]. »

À 10 heures, le lundi 2 mars, des médecins arrivent enfin à la datcha. Ils n'en mènent pas large : le médecin personnel du patient, le docteur Vinogradov, a été jeté en prison quelques semaines plus tôt ! Près de quinze heures ont passé depuis que Staline est tombé du canapé où il cuve, et où l'ont replacé les gardes la nuit précédente. Or leur diagnostic est clair : Staline a été victime d'une hémorragie cérébrale et il a peu de chances d'en réchapper ! Le mardi 3 mars, à l'aube, Radio Moscou annonce que le « camarade Staline » est à

l’agonie. Dans toute l’URSS, c’est la stupéfaction : ne s’était-on pas fait à l’idée que Staline était immortel ?

La fille de Staline, Svetlana, puis son fils, Vassili, puis quelques vieux compagnons du dictateur arrivent à Kountsevo, où les médecins sont abreuvés de directives contradictoires par Beria, dont l’excitation frappe tous les présents. Les bulletins de santé se succèdent. Le jeudi 5 au soir, le malade connaît un dernier répit, il ouvre les yeux, il boit un peu de thé, il lève le bras gauche, mais son sourire se fige, son bras retombe, il perd conscience. À 21 h 50, il cesse de respirer. L’URSS est orpheline. À partir de cette minute, le pouvoir est à prendre[15].

Les circonstances de la disparition du dictateur sont, encore aujourd’hui, entourées de mystère : le malaise qui emporta Staline après le fameux dîner, les allers-retours du quatuor à la datcha de Kountsevo, les hésitations coupables des gardes, la longue absence des médecins lors de son agonie, autant de questions qui resteront à jamais sans réponse. Beria a-t-il précipité la mort de son maître ? Ce n’est pas impossible, même si les historiens n’ont jamais pu le prouver. A-t-il préparé, dans l’agitation, la succession ? Tout le laisse à penser.

Lors des obsèques de Staline, le monde entier constate qu’une sorte de triumvirat a hérité du pouvoir, composé de Malenkov, Beria et Molotov. La veille de la mort de Staline, le présidium[16] du Comité central du Parti s’est réuni en comité restreint. Khrouchtchev, inquiet, observe que Beria et Malenkov se sont mis d’accord : le premier a proposé le second comme président du Conseil des ministres, tandis que le second proposait de fusionner le MVD (les Affaires intérieures) avec le MGB (la Sécurité d’État) sous la responsabilité de Beria, nommé premier vice-Premier ministre. Beria, racontera Khrouchtchev, savait qu’un Géorgien ne pouvait succéder à Staline : il

a donc tout misé sur Malenkov, qui était, à ses yeux, le plus malléable. C'était compter sans l'instinct de survie des autres dirigeants, à commencer par Khrouchtchev[17].

Triste fin pour un bourreau

Nikita Khrouchtchev, devenu premier secrétaire du Parti, n'a aucune illusion sur la suite de l'histoire. Si Beria concentre l'essentiel du pouvoir, il éliminera très vite ses rivaux potentiels – comme il l'a fait tout au long de sa carrière depuis trente ans –, à l'exception de Malenkov, promis à un rôle protocolaire. La double direction du MVD et du MGB lui permet de disposer de toutes les forces policières du pays, y compris le renseignement intérieur. Beria est tout-puissant. De son grand bureau de la Loubianka, il va pouvoir réaliser ses deux objectifs : éliminer tranquillement ses concurrents et prendre définitivement le pouvoir suprême !

Méthodiquement, Khrouchtchev va s'employer à convaincre Boulganine, Molotov, Vorochilov et même, finalement, Malenkov, qu'aucun d'entre eux ne sera en sécurité tant que Beria restera en place. L'arrogance de celui-ci, sa désinvolture affichée et l'euphorie dont il fait preuve a de quoi les inquiéter. Tous ces hauts dirigeants vont se mettre d'accord pour organiser, dans le plus grand secret, l'arrestation surprise de leur dangereux collègue au cours d'une réunion élargie du présidium. L'astuce consistera à le faire arrêter par des militaires, toutes les polices civiles étant sous les ordres de l'homme à abattre. Le maréchal Joukov, nouveau ministre de la Défense, qui hait Beria depuis 1945, et le général Moskalenko, commandant de la défense aérienne de Moscou, se chargeront de cette délicate opération, flanqués d'une demi-douzaine d'officiers généraux.

Le 26 juin 1953, quand il se rend à cette réunion, Beria ne s'attend pas à ce que Malenkov, en tant que président du Conseil des ministres, annonce soudain… son arrestation ! Son ancien allié, qui préside la séance, est si paralysé par sa propre audace qu'il en perd la voix : c'est Khrouchtchev qui déclenche le processus final et appelle Joukov, caché dans un bureau voisin. Le maréchal surgit alors, suivi de plusieurs généraux en uniforme, et se précipite vers Beria en hurlant : « Haut les mains, Lavrenti Pavlovitch ! »

La scène n'a duré qu'une ou deux minutes. Beria, qui n'a pas eu le temps de réagir, est emmené dans un bureau attenant, sous bonne garde. Les militaires ont l'ordre de le priver de tout contact avec l'extérieur, en particulier avec la police : que le grand patron de la Sécurité parvienne à joindre un seul de ses hommes, et c'est la catastrophe ! Le présidium poursuit et clôture rapidement ses travaux. Beria est emmené à la prison de Lefortovo sous escorte militaire, puis, de peur que le MVD ne le découvre, il est transféré dans un bunker secret appartenant à l'armée. Seuls quelques inhabituels mouvements de chars dans la capitale russe, notamment autour de la Loubianka, laisseront penser aux observateurs qu'il s'est passé quelque chose de grave au sommet du pays[18].

Le lendemain soir, comme si de rien n'était, le Tout-Moscou se presse au théâtre Bolchoï pour assister à la première représentation des *Décembristes*, de Iouri Chaporine. Dans la loge officielle, les diplomates et les journalistes présents remarquent que tous les membres du présidium sont là, au grand complet, à l'exception d'un seul : Lavrenti Beria. Il leur faudra attendre quinze jours pour être officiellement informés, par une dépêche de l'agence Tass datée du 10 juillet, que l'ancien patron du MVD et du MGB a été « écarté » du gouvernement et du Parti par le plénum « unanime », au motif de ses « agissements criminels ».

Personne ne sait alors si Beria a été emprisonné dans l'attente d'un procès, discrètement déporté en Sibérie ou sommairement fusillé. Il faudra attendre la fin de l'URSS, en 1991, pour découvrir le compte-rendu de la session secrète qu'a tenue le plénum du Comité central du 2 au 7 juillet 1953[19] et pour comprendre que le complot de Khrouchtchev et de ses collègues n'était pas gagné d'avance. À l'évidence, sur les deux cent seize membres présents, beaucoup ont été très surpris d'apprendre, par la bouche de Malenkov, Khrouchtchev, Molotov et Boulganine, que Beria était un « traître », un « espion », un « contre-révolutionnaire », un « agent de l'impérialisme », etc. La plupart ne sont pas dupes : toutes ces accusations sont évidemment fantaisistes, elles révèlent qu'une lutte à mort s'est jouée entre les successeurs de Staline. Mais c'est « à l'unanimité », bien sûr, que tous ces apparatchiks ont décidé d'exclure Beria du Parti et de le juger pour ses « crimes ».

Beria comparaîtra devant un tribunal spécial, à Moscou, le 18 décembre. Déclaré coupable de « haute trahison », il sera fusillé dès la fin de son procès, le 23 décembre 1953.

8

La course à l'atome

> « Les crimes d'espionnage ne se distinguent des crimes de trahison que par la nationalité étrangère de ceux qui les commettent. »
>
> *Nouveau répertoire Dalloz*

Los Alamos. Un désert au sud des États-Unis. Un gros rocher surplombé par un plateau à la végétation rase, au cœur des montagnes du Nouveau-Mexique. La première ville, Santa Fe, de l'autre côté du Rio Grande, est à cinquante-cinq kilomètres. La capitale de l'État, Albuquerque, à cent cinquante-trois kilomètres au sud. En ce mois d'avril 1943, quelques centaines d'ingénieurs, chercheurs et techniciens s'installent dans les logements de fortune construits sur cet immense site entouré de plusieurs clôtures de fil barbelé et placé sous le commandement du général Leslie Groves. Ils seront bientôt 5 000 à vivre dans ce coin perdu d'Amérique, sous la surveillance de l'Office of Strategic Services (OSS). Assignation à résidence, contrôles d'identité, ouverture de la correspondance, isolement des uns par rapport aux autres. La vie de caserne…

Le projet Manhattan[1] a été lancé en août 1942, six mois après l'entrée en guerre des États-Unis. Des fonds illimités, des centaines de

milliers d'employés, des usines spécialisées : Oak Ridge (Tennessee), Hanford (Washington DC). Des savants parmi les meilleurs du monde, recrutés, entre autres, chez les réfugiés ayant fui l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste : Leo Szilard, Enrico Fermi, Hans Bethe, Robert Oppenheimer, Niels Bohr… Objectif : réaliser la bombe atomique, ce projet fou auquel rêvent une poignée de physiciens de haut vol – britanniques, américains, russes, allemands ou français – depuis la première fission de l'uranium réalisée à Berlin en 1938. À cette date, la communauté scientifique internationale échangeait encore ses découvertes les plus prometteuses, traditionnellement, pour le bien de l'humanité tout entière.

Le 1er septembre 1939, la guerre a éclaté. Elle a dispersé les chercheurs, fermé les instituts de recherche, interrompu les travaux en cours et, surtout, fait voler en éclats la communauté scientifique internationale. Pas question, pour les derniers laboratoires en activité, de publier leurs découvertes ! La principale caractéristique du projet Manhattan est qu'il est absolument « top secret ». À cause des Soviétiques ? Pas du tout : l'URSS n'est-elle pas, à cette époque, l'allié des États-Unis ? Le cauchemar de tous ces savants – et des responsables militaires qui les encadrent – est que leurs recherches tombent, directement ou indirectement, dans les mains d'espions allemands : Adolf Hitler en ferait, évidemment, un atout magistral pour gagner la guerre[2].

Klaus Fuchs : au cœur du réacteur

En décembre 1943, dans la plus grande discrétion, débarque à Los Alamos un groupe de savants atomistes britanniques, recrutés pour travailler sur la fameuse bombe nucléaire dont la puissance extraordinaire devrait précipiter le cours de la guerre. Le 19 août,

après d'âpres négociations, Franklin Roosevelt et Winston Churchill ont décidé de mettre en commun leurs efforts visant à fabriquer au plus tôt une bombe atomique. Quelques dizaines de savants et d'administrateurs seulement sont au courant. Même le vice-président américain Harry Truman ignore tout de l'entreprise ! Les plus performants des chercheurs qui travaillaient sur le sujet en Angleterre ont été aussitôt recrutés par les directeurs du projet et envoyés, dans le secret le plus absolu, à Los Alamos. C'est cette équipe que va rejoindre un brillant physicien de trente-deux ans, réfugié d'Allemagne, tout juste naturalisé britannique : Klaus Fuchs[3].

Né près de Mayence en 1911, fils d'un pasteur luthérien aux convictions pacifistes, le jeune étudiant en physique Klaus Fuchs s'était engagé très tôt chez les socialistes allemands, puis chez les communistes du KPD. Réfugié en Angleterre après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il avait été engagé en 1941 par le professeur Rudolf Peierls, réfugié d'Allemagne lui aussi, qui travaillait à Birmingham sur la fission de l'uranium 235. Fuchs était déjà l'un des rares spécialistes mondiaux de la séparation gazeuse des isotopes d'uranium. Il avait signé sans barguigner l'*Official Secret Act*, un engagement à ne jamais rien révéler des recherches auxquelles il participait dans l'ombre de Peierls. C'est son mentor qui lui avait fait obtenir, en urgence, la nationalité britannique.

Quand les États-Unis et l'Angleterre lancent le projet Manhattan, Fuchs est recruté par le très respecté Robert Oppenheimer, directeur scientifique de cette ambitieuse aventure. Personne ne s'inquiète, alors, de son passé de militant communiste : à cette époque, le temps presse, le jeune Klaus est une recrue de choix et, après tout, depuis l'été 1941, l'URSS n'est-elle pas l'alliée des États-Unis dans une lutte à mort contre le nazisme ? N'a-t-elle pas signé, en mai 1942, à l'initiative de Churchill, un traité d'assistance mutuelle avec le

Royaume-Uni ? Les Alliés ne livrent-ils pas à l'URSS des milliers d'avions de combat, de chars, de mitrailleuses, d'armes en tout genre[4] ?

Il ne viendrait à l'idée de personne d'imaginer que le jeune et brillant physicien travaille, depuis le printemps 1942, pour les services secrets soviétiques. À Londres, un de ses camarades communistes allemands, Jürgen Kuczynski, l'avait fait rencontrer un certain « Alexander », secrétaire de l'attaché militaire soviétique… et agent du GRU, le service d'espionnage de l'Armée rouge. Fuchs a commencé à livrer les secrets qu'il détient à une certaine « Sonia », une espionne expérimentée qui n'est autre que la sœur de Kuczynski. Quand celle-ci apprend que Fuchs est invité à partir pour les États-Unis, elle lui transmet le feu vert de la Loubianka – le NKVD a repris la main sur le GRU – et les coordonnées de celui qui sera son agent sur place, un certain « Raymond ». Premier contact prévu à New York en février 1944…

« Raymond » s'appelle en réalité Harry Gold. Né en Suisse dans une famille de Juifs russes, émigré aux États-Unis où il est devenu ingénieur chimiste, il a été recruté par le NKVD en 1935. Il a travaillé jusqu'en 1940 sous la direction du super agent Jakob Golos, dont la secrétaire Elizabeth Bentley défraiera bientôt la chronique, pour le malheur de tous les agents qu'elle a côtoyés (cf. chap. 10).

L'entrevue de New York a lieu à la date fixée. Fuchs tient à la main une balle de tennis. « Raymond », une paire de gants et un livre à la couverture verte. Le courant passe entre l'officier traitant et son agent – dont le premier nom de code est « Rest ». En cinq rendez-vous, Fuchs communique au NKVD tout ce qu'il sait sur la nouvelle usine ultrasecrète d'Oak Ridge, un des principaux sites du projet Manhattan, avant… de disparaître dans la nature ! Personne de son

entourage ne sait qu'il vient d'intégrer, le 14 août 1944, le site de Los Alamos, dans le sillage du professeur Peierls. Pour deux ans.

Harry Gold, *alias* « Raymond », s'inquiète. À New York, les responsables de la « ligne XY » chargée du renseignement scientifique et technique (NTR) s'impatientent. En février 1945, enfin, Fuchs peut rendre visite à sa sœur Kristel à Cambridge (Massachusetts) où « Raymond », rassuré, le rejoint bientôt. La grosse enveloppe que Fuchs lui remet ce jour-là renferme plus de renseignements que le KGB n'en reçut peut-être jamais : tout ce que Fuchs a appris en un an sur la bombe atomique, dont la réalisation est entrée dans sa phase finale !

Fuchs sait qu'il ne pourra pas revenir de sitôt dans le Massachusetts. Il suggère à « Raymond » de venir le rencontrer à Santa Fe, au Nouveau-Mexique. Il a pensé à tout. Il sort même de sa poche un plan de la ville avec les horaires des cars ! Coïncidence : juste avant leur rendez-vous, le 4 juin 1945, le savant assiste à une importante réunion, présidée par Oppenheimer, sur la première bombe au plutonium, *Trinity*, un des deux dispositifs que les États-Unis envisagent d'utiliser contre le Japon dès l'été suivant. Quand « Raymond » quitte Santa Fe quelques heures plus tard, il détient dans sa sacoche des secrets d'une importance inimaginable…

L'après Hiroshima

Quand Fuchs revoit Harry Gold à Santa Fe le 19 septembre 1945, le monde n'est plus tout à fait le même. Un mois plus tôt, les villes d'Hiroshima et Nagasaki, au Japon, ont été rayées de la carte, l'empereur nippon a capitulé, la guerre est finie. Le nazisme et le fascisme sont définitivement vaincus. Mais la « guerre froide » commence. Un doute s'installe, y compris au sein des responsables du

projet Manhattan : à quoi bon poursuivre la production industrielle de réacteurs à l’uranium 235 ou au plutonium si ce n’est pour faire pression, désormais, sur l’Union soviétique ?

Les scientifiques qui ont travaillé sur le projet ont été terrifiés par les conséquences de leurs recherches : entre 110 000 et 250 000 morts, selon les estimations. Klaus Fuchs est ému et inquiet, lui aussi. Comme les Niels Bohr et autres Leo Szilard, déstabilisés par cette escalade de l’horreur, il pense que le meilleur moyen d’empêcher l’utilisation de la bombe atomique est que l’URSS puisse en menacer à son tour les États-Unis. Les diplomates appelleront cela, plus tard, « l’équilibre de la terreur ». En octobre, justement, il participe à la rédaction du rapport final sur l’utilisation de l’armement nucléaire, ainsi qu’aux réunions stratégiques sur la mise au point de la bombe H.

Or, Fuchs ne peut rien faire de ces secrets brûlants. Le NKVD ne donne plus de nouvelles. « Raymond » a disparu. En septembre 1945, la catastrophique défection d’Igor Gouzenko, un agent du GRU basé à Ottawa, a contraint les services soviétiques à cesser brusquement toutes leurs activités de renseignement. Dans un climat de tension accru entre les deux principales puissances victorieuses du nazisme, il a été facile de constater que le FBI traque désormais, en y mettant les moyens, les agents du bloc communiste. À Moscou, on fait profil bas : ce n’est pas le moment de faire repérer des informateurs aussi précieux que Klaus Fuchs !

Le 14 juin 1946, Fuchs quitte Los Alamos. Il sait que les Américains vont rompre leur accord stratégique avec le Royaume-Uni pour se réserver l’exclusivité de l’arme nucléaire. De fait, le 1er août, le Congrès vote la loi McMahon qui interdit aux Américains toute coopération nucléaire avec quiconque. Les savants britanniques ne sont plus les bienvenus en Amérique. Fuchs s’envole pour l’Europe : il

va travailler au département de physique théorique de Harwell, près d'Oxford. C'est là qu'un comité ultrasecret installé par le Premier ministre Clement Attlee travaille à la fabrication d'armes atomiques au seul profit du Royaume-Uni…

En Angleterre, où il est beaucoup plus libre de ses mouvements qu'au Nouveau-Mexique, Fuchs reprend contact avec une vieille amie allemande, Johanna Klopstech – « Martha » pour le KGB –, qui renoue le fil avec les camarades soviétiques. Le Centre lui attribue un nouveau nom de code (« Charles ») et lui envoie un nouvel officier traitant. Un rendez-vous est fixé le 27 septembre 1947, à 20 heures, dans un pub londonien, le Nags Head. Un certain « Eugène » l'attend, qui sait, lui, que Fuchs est décidément l'homme le mieux informé sur les travaux de réalisation de la bombe A et de la bombe H.

Le comité Enormoz

« Eugène » s'appelle en réalité Alexandre Feklissov. Pseudonyme officiel : Alexandre Fomine[5]. En 1941, cet ancien ingénieur radio avait été envoyé aux États-Unis pour y installer la première liaison clandestine entre la principale *rezidentura* du NKVD – dans l'immeuble du consulat soviétique de New York – et le Centre, c'est-à-dire la Loubianka, à Moscou. À partir de 1943, il a supervisé le réseau Rosenberg (lire *infra*). Transféré en Angleterre en 1947, le hasard a voulu qu'il y soit chargé de s'occuper personnellement de Klaus Fuchs. Facétieux, le hasard : à Londres, Feklissov travaille dans le même service que Youri Modine, lui-même chargé des « cinq de Cambridge », mais, cloisonnement oblige, chacun des deux ignore sur quels dossiers travaille son voisin de bureau !

Feklissov n'est pas un expert en affaires atomiques, mais c'est un bon professionnel. Il transmet méticuleusement les notes, brouillons,

formules, dessins et autres matériaux fournis par « Charles » – qui rédige toujours à la main – au Xe département (chargé du renseignement scientifique et technique) de la Ire direction du MGB[6], dirigé par l'ancien chimiste Leonid Kvasnikov. Ces documents sont ensuite aiguillés vers un comité spécial chargé du dossier ultraconfidentiel baptisé *Enormoz* (« Énorme »). Objectif fixé à ce comité : réduire à tout prix les délais de fabrication de la future bombe soviétique. C'est Staline qui l'a formulé : ces informations-là vont permettre aux savants soviétiques de rattraper leur retard sur les États-Unis bien plus vite qu'ils n'en auraient eu les moyens[7].

La décision finale date d'une importante réunion au Kremlin qui s'est tenue à l'automne 1942[8]. L'éminent physicien Abram Ioffé y avait estimé à « quinze ou vingt ans » le délai nécessaire à la réalisation de la bombe atomique soviétique. Staline avait fait la grimace et, le jour même, avait confié à Beria le soin de mettre les services secrets de l'URSS au service de cette cause désormais prioritaire. Les savants chargés du projet *Enormoz*, dirigé par le jeune physicien Igor Kourtchakov, âgé d'à peine quarante ans, constituent alors une équipe de chercheurs rassemblée dans un mystérieux « Labo n° 2 » qui va bénéficier, systématiquement, des renseignements envoyés par les Maclean, Fuchs et consorts.

Le NKVD est à la manœuvre. Beria s'appuie sur Pavel Fitine, chef du département étranger, et Vassili Zaroubine, nouveau résident à New York, mais c'est Kvasnikov qui joue le rôle principal. Un petit bureau a d'ailleurs été attribué, au Kremlin, aux rencontres ultrasecrètes entre Kourtchakov et Kvasnikov, au cours desquelles les deux hommes évaluent, en tête à tête, les documents et renseignements divers parvenus à la Loubianka. C'est ainsi que le premier qualifiera d'« extrêmement précieux » les quatre-vingt-dix dossiers confidentiels que le second recevra de « Charles », *alias* Klaus

Fuchs, entre septembre 1947 à avril 1949. Dans ses Mémoires, Feklissov les énumère : « […] le schéma de principe d'une bombe à hydrogène et les fondements théoriques de sa création mis au point par les physiciens anglais et américains ; le calcul de puissance des explosions de Hiroshima et Nagasaki et la formule permettant de calculer l'intensité des radiations en fonction de la distance ; le projet de construction d'une usine de séparation des isotopes ; l'analyse comparée du fonctionnement des piles refroidies par air ou par eau ; etc.[9] ».

Dans le collimateur du FBI

Le 29 août 1949, un avion espion américain WB-29 prélève, au-dessus du Kamtchatka, à l'extrême est de l'URSS, de mystérieuses particules radioactives. Les scientifiques américains décryptent facilement cette découverte : l'URSS a testé, dans le plus grand secret, sa première bombe au plutonium. Pour les Alliés, la nouvelle est doublement calamiteuse : d'abord, elle met fin, bien avant la date prévue, au monopole américain en matière d'armement atomique ; mais aussi, elle confirme que des espions ont bel et bien transmis aux Soviétiques les secrets de la bombe…

Certains de ces espions ont été repérés et arrêtés. Souvent des seconds couteaux, sans doute, mais il arrive que ces agents qui n'ont plus rien à perdre se mettent à parler, et qu'un détail, une adresse, un souvenir permette aux experts du FBI de remonter toute une filière. C'est ainsi que Harry Gold, le précieux « Raymond », fut dénoncé, placé sous surveillance puis arrêté. Il fallait s'y attendre : pour sauver sa peau, Gold a donné les noms de plusieurs de ses contacts, dont celui de Klaus Fuchs[10].

En vérité, le FBI avait déjà le savant dans son collimateur. En 1945, quand les Alliés ont mis la main sur les archives de la Gestapo, ils ont trouvé un ordre donné aux SS de rechercher et de ramener en Allemagne un militant communiste nommé Klaus Fuchs. Fuchs, communiste ? Le FBI est tombé des nues ! Les Américains préviennent aussitôt la direction du MI5 britannique, qui lance ses plus fins limiers sur les pas du physicien, lequel effectue alors ses mystérieux allers-retours entre Harwell et Londres. Le NKVD, informé sur ces menaces par son agent londonien Kim Philby, a eu raison de redoubler de prudence.

En octobre 1949, l'étau se resserre sur le savant, dont le père, le révérend Emil Fuchs, retrouve alors un poste de théologien en RDA. L'officier britannique William James Skardon, bon connaisseur de l'Europe de l'Est, interroge Fuchs à plusieurs reprises. En décembre, il lui fait comprendre qu'il a été dénoncé, et qu'il ferait mieux d'avouer. À Harwell, on s'inquiète. Les journaux s'emparent de l'affaire, qui devient publique. En janvier, Fuchs passe aux aveux. Il est arrêté en février, sans avoir tenté de fuir… au grand dam du MGB qui avait prévu, comme c'est la règle, une procédure d'exfiltration de l'agent « Charles » : un savant d'une telle qualité serait tellement utile à Moscou !

Pourquoi Fuchs a-t-il avoué aussi facilement ? Son ancien officier traitant, Alexandre Feklissov, tentera plus tard de l'expliquer, se rappelant ce que son agent lui avait expliqué un jour : « Je voudrais aider l'URSS jusqu'à ce qu'elle teste sa propre bombe atomique. Après, je rentrerai chez moi, en Allemagne[11]… »

Klaus Fuchs assume. Mais il n'avoue pas tout, il ne révèle pas l'intégralité de ses contacts. Il s'étend davantage sur son engagement socialiste, antinazi, pacifiste. Lors de son procès, le 1er mars 1950, à Old Bailey, la cour d'assises de Londres, il plaide coupable. Coupable

de « violation de secrets d'État », et non de « haute trahison » : après tout, lors des faits, l'URSS n'était-elle pas l'alliée du Royaume-Uni ? Et la plupart des scientifiques impliqués dans la recherche nucléaire n'étaient-ils pas d'avis que la possession de la bombe par l'URSS était le meilleur moyen de dissuader les États-Unis de s'en servir ? Le jugement tombe : quatorze ans de détention…

Pourquoi les juges ont-ils expédié l'affaire en une heure et demie ? Pourquoi ont-ils sciemment minimisé le dossier ? Probablement pour éviter de ridiculiser le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté, et en particulier son service de contre-espionnage – surtout à une époque où les relations entre services américains et britanniques tournaient à la rivalité glaciale. De même, si les dirigeants soviétiques ont longtemps gardé le silence sur leur ancien agent, n'était-ce pas pour éviter de rappeler que leurs prestigieux savants n'avaient réalisé la bombe atomique soviétique… qu'en la copiant sur les plans de la bombe américaine[12] ?

Au bout de neuf années passées à la prison de Wormwood Scrubs, le gouvernement britannique libérera ce grand savant qui, à quarante-huit ans, décidera de rejoindre son père en RDA où, fidèle à ses idéaux de jeunesse, adulé par le gouvernement de Berlin-Est, il refera sa vie. Il deviendra membre du Comité central du parti communiste est-allemand et directeur de section à l'Académie des sciences de RDA. C'est là qu'il mourra, comblé d'honneurs, en janvier 1988. Tous les espions n'auront pas cette chance.

Julius Rosenberg, l'agent « Antenna »

À Moscou, à force de recoupements, le contre-espionnage finira par établir que Harry Gold, l'homme qui « balança » Fuchs, avait probablement été « retourné » par le FBI dès 1948. Et qu'il avait dû

être une mine d'or pour le contre-espionnage américain. Au point de causer la perte, volontairement ou non, d'un important réseau d'espions travaillant pour l'ex-NKVD aux États-Unis et dont la tête de réseau était un couple qui allait défrayer la chronique : Julius et Ethel Rosenberg.

Petit retour en arrière. C'est le 7 septembre 1942, lors d'un meeting syndical à Central Park, qu'un jeune ingénieur électricien de New York, fils d'immigrants juifs venus de Russie et sympathisant communiste, est contacté par un agent du NKVD, Konstantin Tchougounov, sur le conseil d'un camarade militant dans le même syndicat, Bernard Schuster. La nouvelle recrue, qui ne se fait pas prier, s'appelle Julius Rosenberg. Marié à une certaine Ethel Greenglass, père d'un enfant, une fine moustache et des lunettes, l'air sérieux et équilibré, il travaille comme radiotechnicien pour l'Army Signal Corps : sous le nom de code « Antenna », le NKVD le confie au département scientifique et technique (NTR) dirigé par Leonid Kvasnikov, qui lui attribue un de ses officiers traitants nommé Semion Semionov – nom de code : « Henry ». Le hasard va bientôt forcer Semionov, repéré par le FBI et contraint à rentrer en URSS en 1944, à transmettre le dossier à Alexandre Feklissov – l'agent qui sera plus tard, à Londres, l'officier traitant de Klaus Fuchs.

Très vite, « Antenna » communique au NKVD tout ce qu'il trouve autour de lui concernant les progrès technologiques réalisés par l'armée américaine. Mais, surtout, il monte un réseau d'informateurs – des amis personnels, en général – qui fait l'admiration de son officier traitant. Ses recrues s'appellent Joel Barr, William Perl ou Alfred Sarant. Ils fournissent leur ami Julius en documents que celui-ci remet à Feklissov, qui les microfilme à son bureau avant de les rendre le lendemain par le même truchement. Bientôt « Eugène » apprend à Julius l'art du microfilm et lui offre un appareil Leica. C'est

par ce moyen que partent pour Moscou la documentation sur le tout nouveau procédé radio permettant à une défense aérienne de distinguer les avions amis et ennemis, puis le détonateur de proximité qui permet aux obus d'exploser non pas au contact de l'avion ennemi, mais en arrivant à faible distance de la cible.

C'est précisément un détonateur de proximité – un appareil encombrant, pesant six ou sept kilos – que Julius offre un jour « en cadeau de Noël [*sic*] » à son ami « Eugène », complètement stupéfait, dans une cafétéria de Broadway, au mépris de toutes les règles de sécurité ! Mais une fois parvenu à Moscou, ce précieux échantillon pousse le Conseil des ministres de l'URSS à ordonner la création d'une usine spécialement chargée de réaliser cet engin à grande échelle[13] !

« Julius était un recruteur-né », dira plus tard son officier traitant. De même que Kim Philby et ses complices avaient puisé dans le réservoir des anciens du Trinity College de Cambridge, Rosenberg débaucha quelques anciens condisciples du City College de New York (CCNY) : c'est le cas de Joel Barr, ancien militant communiste, lui aussi, ingénieur sur les radars à la Western Electric Company, qui apprend à son tour à photographier des documents secrets dans son appartement de Greenwich Village ; ou William Perl, qui fut aussi militant communiste au CCNY, qui travaille dans une usine d'avions de chasse de Cleveland (Ohio) et revient à New York tous les mois, des piles de documents et de pellicules dans une grosse serviette de cuir marron à destination de Julius. Un jour, c'est une documentation complète sur le premier chasseur à réaction Lockheed P-80 Shooting Star que Perl fournit ainsi à son ami, à la grande satisfaction de ses correspondants de la Loubianka. Pendant l'été 1944, Rosenberg recrute également un autre ancien condisciple du CCNY, Morton Sobell, devenu chercheur à la General Electric. Lui aussi devient un

efficace fournisseur d'informations – sur les sonars, les rayons infrarouges, les dispositifs de pointage pour canons d'artillerie, les systèmes de guidage des missiles…

Greenglass, le maillon faible

Mais c'est une autre recrue de Julius qui va bientôt faire basculer le destin : David Greenglass, vingt et un ans, le plus jeune frère de sa femme Ethel. En septembre 1944, Julius explique à « Eugène » que son beau-frère a été envoyé dans une base militaire secrète, à Los Alamos, au Nouveau-Mexique, où se prépare, paraît-il, une arme terrifiante. Greenglass n'a pas été engagé à Los Alamos comme savant ou comme chercheur : il est un simple employé dans un atelier technique. Mais il est dans la place !

À l'époque, cloisonnement oblige, Feklissov ignore tout du projet Manhattan. Son patron, Leonid Kvasnikov, en revanche, sait très bien de quoi il retourne : Los Alamos, c'est là où se joue l'avenir de la guerre – et, sans doute, celui des futures relations entre les États-Unis et l'URSS. Voilà deux ans déjà que l'ancien résident sur la côte ouest Grigori Heifetz, sous la couverture d'un inoffensif vice-consul soviétique à San Francisco, qui avait lié une relation amicale avec Robert Oppenheimer, en avait alerté le Centre ! Pas question de manquer la moindre chance d'approcher Los Alamos ! Kvasnikov bondit sur l'occasion : à ses yeux, il faut tout faire pour recruter Greenglass, tant pis pour son jeune âge et son manque d'expérience !

L'épouse de Greenglass, Ruth, obtient la permission de voir son mari à Albuquerque, la capitale du Nouveau-Mexique. Le jeune homme, dûment briefé, accepte alors la proposition de travailler pour Julius et ses « amis » soviétiques. Le 1er janvier 1945, en permission à New York, il communique à Rosenberg – dont le nouveau nom de

code est « Liberal » – des documents auxquels, bien sûr, il ne comprend rien, mais qui vont être examinés aussitôt par l'officier Iastkov. Le test est positif. Iastkov convainc Ruth de s'installer à Albuquerque, au 209 North High Street. Pour faciliter la liaison, c'est Harry Gold, déjà correspondant de Fuchs, qui sera chargé de réceptionner auprès d'elle les documents volés – et tant pis si cela contrevient aux règles les plus basiques de l'espionnage. Erreur fatale.

L'arrestation de Gold par le FBI, le 23 mai 1950, deux mois après l'arrestation de Klaus Fuchs, fut le début de la fin. Elle sema la panique dans le réseau Rosenberg, non sans raison. Dès les premiers aveux de Gold, celui-ci lâche le nom de David Greenglass. Le FBI avait-il ce nom sur ses listes ? Toujours est-il que le jeune mécanicien est arrêté le 16 juin, trop tôt pour que le NKVD réussisse à l'exfiltrer. Pis : en apprenant ce désastre, Morton Sobell file au Mexique où il veut se réfugier – tragique imprudence ! – à l'ambassade d'URSS qui est, évidemment, sous la surveillance du FBI. Il sera arrêté le 18 août, extradé aux États-Unis et jeté en prison. L'étau va se resserrer, irrépressiblement, sur le réseau Rosenberg. Seuls Joel Barr et Alfred Sarant réussiront à passer à travers les mailles du filet, le premier en gagnant Prague, *via* Paris ; le second Varsovie, *via* le Mexique, *in extremis*. Faible compensation pour le Centre, qui aura tout tenté, en catastrophe, pour exfiltrer en urgence Julius et Ethel Rosenberg ! En vain. Trop tard. Le piège se referme, inéluctable. Julius est arrêté par le FBI le 17 juillet 1950 ; Ethel, le 11 août.

Une parodie de justice

Le 6 mars 1951, les Rosenberg comparaissent devant la cour fédérale de New York. Tout juste un an après que Klaus Fuchs eut été jugé et, en quelques heures, condamné à quatorze ans de détention.

Or, l'Amérique n'est pas l'Angleterre. Depuis le 24 juin 1950, les Américains sont obnubilés par la guerre de Corée. Un nouveau patriotisme submerge les États-Unis. Après le danger nazi, la menace communiste ! Un obscur sénateur du Wisconsin nommé Joseph McCarthy mène une campagne effrénée dans tout le pays, avec succès, contre tout ce qui évoque l'URSS et le marxisme-léninisme, de près ou de loin.

À Moscou, au siège du MGB, les responsables des opérations d'espionnage aux États-Unis suivent le déroulement du procès avec effarement. Iastkov, Kvasnikov et Feklissov sont affligés de voir que leur ami Julius et sa femme Ethel risquent la peine de mort. Ils suivent l'actualité américaine et s'échangent les dernières informations – auxquelles, en URSS, le commun des mortels n'a pas accès. La position officielle du Kremlin est simple : les Rosenberg, comme ils n'ont cessé de l'affirmer eux-mêmes, n'ont jamais travaillé pour les Soviétiques ! Ce déni restera la version officielle de Moscou, au-delà de l'effondrement de l'URSS, jusqu'à nos jours.

Le procès des Rosenberg est une parodie de justice[14]. Comme Harry Gold, David Greenglass et sa femme Ruth cèdent au chantage du FBI et chargent les Rosenberg au-delà du raisonnable : Julius, selon David, est un grand expert en matière nucléaire et une cheville ouvrière de l'espionnage soviétique aux États-Unis. Au MGB, on sait bien que ce n'est pas vrai, et on enrage : tout cela pour quelques croquis transmis de mémoire par un Greenglass irresponsable et inculte, croquis que Klaus Fuchs avait transmis depuis longtemps, avec leur mode d'emploi, à la Loubianka !

Contestation de preuves, appel au bon sens : les efforts de l'avocat des Rosenberg, Emanuel Bloch, sont inopérants. Julius « et ses complices » ont volé aux États-Unis « les secrets scientifiques les plus importants que l'humanité a jamais connus », clame le procureur

général Irving Saypol, qui « ne trouve pas de mots capables d'exprimer entièrement la monstruosité de leur crime ». Pendant les huit jours de suspension ordonnés par le juge Irving Kaufman, l'Amérique retient son souffle, tout comme les trois officiers du NKVD qui, dans leurs bureaux de la Loubianka, ne veulent pas croire au pire : après tout, aux États-Unis, aucun espion à la solde d'un pays étranger, y compris pendant la guerre contre les nazis, n'a jamais été condamné à mort…

La sentence, prononcée le 5 avril par le juge Kaufman, arrache des cris d'horreur à l'assistance : « Je considère que votre crime est pire qu'un meurtre… Par votre trahison, vous avez sans aucun doute changé le cours de l'histoire au détriment de votre pays… »

Julius et Ethel – père et mère de deux enfants – sont condamnés à la peine capitale. Leur complice Morton Sobell, à trente ans de prison. Le frère d'Ethel, David Greenglass, à quinze ans de détention – contrairement aux promesses que lui a faites le FBI. Ainsi s'achève une farce judiciaire. Un jugement éminemment politique. Et surtout, un terrible drame humain. Le plus absurde, dans ce jugement insensé, est que la culpabilité de Rosenberg et Sobell, anciens sympathisants procommunistes, certes, mais vrais agents du NKVD, n'a même pas été démontrée par leurs accusateurs !

Les silences de la Loubianka

L'exécution est prévue pour janvier 1953. Pendant tout ce temps, Sobell est enfermé à Alcatraz (Californie) ; les Rosenberg, à Sing Sing (État de New York). Leurs avocats ne baissent pas les bras, loin de là. Ils intentent vingt-six procédures d'appel, toutes rejetées par les juridictions supérieures. Y compris par la Cour suprême, une première fois le 13 octobre 1952, par huit voix contre une ; une

deuxième fois le 25 mai 1953, par sept voix contre deux ; et même une troisième fois, le matin de l'exécution, par six voix contre trois. À cette date, le président Truman a été remplacé à la Maison-Blanche par le général Eisenhower. Qui a trouvé, sur son bureau, un recours en grâce…

L'histoire gardera de cette période l'extraordinaire mouvement d'indignation qui agite alors la planète entière. De Bruxelles à Paris, de Mexico à Rome, de Genève à Rio, des millions de personnes se mobilisent, descendent dans la rue, signent des pétitions, bloquent l'entrée des ambassades américaines. Du savant Albert Einstein au pape Pie XII, des centaines de personnalités de tout premier plan interviennent auprès de la Maison-Blanche. En vain. Eisenhower rejette l'ultime demande en grâce. Julius et Ethel Rosenberg sont exécutés dans leur prison le 19 juin 1953, un peu après 20 heures.

Au siège du MGB, à Moscou, c'est la consternation. Le suivi du dossier a été retiré aux « organes » pendant l'été 1951, au profit d'une commission spéciale du Politburo présidée par Lavrenti Beria. Cette seule décision a plongé les cadres de la Loubianka dans un silence apeuré. Une enquête a été diligentée à propos de l'agent Harry Gold, dont les chefs du NKVD n'avaient jamais tari d'éloges, mais dont les accusations ont été fatales aux Rosenberg. Au printemps 1953, le major général Gaïk Ovakimian, qui avait recruté Gold en 1935, et le chef de section Semion Semionov, qui en avait été le premier officier traitant jusqu'en 1943, sont licenciés sans droit à la retraite. Pour le principe. Beria sait que Staline a un faible pour les tchékistes, notamment sur le plan scientifique : il eût été dangereux d'aller au-delà dans la répression interne…

Le Kremlin aurait-il dû briser le silence et « révéler » que les Rosenberg, pendant la guerre, avaient été des espions, en effet, mais aux motivations clairement antinazies ? C'est la thèse qu'émettra plus

tard, dans ses Mémoires, Alexandre Feklissov[15]. Les Rosenberg auraient pu alors procéder à des aveux partiels, basés sur leur engagement antifasciste : le MGB aurait actionné tous les partis communistes de la terre et ses innombrables réseaux d'influence, du Conseil mondial de la paix à toutes les organisations progressistes, antifascistes et humanitaires dont il disposait, directement ou non. Un tel ramdam aurait sans doute épargné aux Rosenberg la chaise électrique. Mais, outre qu'un simple exécutant du MGB n'avait évidemment pas voix au chapitre, qui peut jurer que cette stratégie eût renversé le cours de l'histoire ?

Julius et Ethel Rosenberg reposent aujourd'hui au cimetière juif de Wellwood, à New York. Parmi les membres de leur réseau, Alfred Sarant et Joel Barr eurent un destin inattendu. Devenus Philip Staros et Jozef Berg, ils accomplirent une exceptionnelle carrière de chercheurs en URSS, où ils firent avancer la technique des transistors, des circuits intégrés et des puces électroniques : encensés par Nikita Khrouchtchev qui leur donna tous les moyens de développer une industrie informatique avant l'heure, ils furent mis à la retraite après le limogeage de Monsieur K., en octobre 1964, et finirent leur vie, respectivement en 1979 et 1998, sans jamais avoir été inquiétés.

Des taupes à jamais inconnues ?

Les figures de Klaus Fuchs et de Julius Rosenberg n'épuisent pas le sujet de ce chapitre consacré à la bombe atomique. Les historiens et experts russes, tout comme les spécialistes anglo-saxons de l'histoire de l'espionnage, se disputent encore aujourd'hui pour évaluer l'importance de tel ou tel agent américain, de tel ou tel officier soviétique, de tel ou tel savant britannique dans la transmission clandestine à Moscou des secrets de la bombe atomique.

Sans doute ne saura-t-on jamais exactement qui a volé, reproduit, transcrit, envoyé à Moscou les renseignements les plus décisifs qui ont permis aux savants moscovites de rattraper leur retard sur les Américains.

Quelle fut, par exemple, l'importance de Theodore Hall, un autre agent du NKVD travaillant à Los Alamos, un brillant physicien de dix-neuf ans mentionné dans les dossiers sous le nom de code « Mlad » (en russe « Le jeunot ») ? Et celle du couple Cohen (les « Kroger »), qui lui ont servi d'intermédiaires efficaces ? C'est Morris Cohen (nom de code « Luis ») qui a recruté « Mlad » après une rencontre fortuite dans le métro de New York en mai 1942, alors qu'il était attaché au *Met Lab* (« laboratoire métallurgique ») de l'université de Chicago. C'est Leontine Cohen (nom de code : « Leslie »), la femme de Morris, qui se rendit régulièrement à Albuquerque pour y faire sa provision de documents inédits[16].

Certains acteurs de cette formidable histoire resteront inconnus, sauf à ce qu'un ancien agent révèle leurs noms un jour, mais les survivants de cette époque se font rares. Ainsi certains historiens parlent-ils de cinq ou six agents, au total, infiltrés à Los Alamos et travaillant pour le compte des services secrets soviétiques entre 1942 et 1945 (dont Fuchs, Hall et Greenglass). Mais quel intérêt auraient les vétérans du KGB à éclairer, soixante ans plus tard, la lanterne de leurs homologues américains ou britanniques, au risque de provoquer de fâcheuses conséquences dans la vie de leurs anciens agents ou celle de leurs descendants ?

Par ailleurs, les savants et ingénieurs russes, appuyés par de nombreux dirigeants politiques de l'ex-URSS, n'ont cessé de minimiser l'impact de l'espionnage dans la réalisation de la bombe soviétique : du côté soviétique comme du côté américain, il est toujours humiliant d'admettre que telle ou telle invention ou

innovation technique est le fruit d’un sordide vol de documents plutôt que le produit de l’élite scientifique de la nation.

9

Kravchenko contre le NKVD

> « La Russie possède son propre régime, différent du nôtre, mais tout aussi démocratique ! »
>
> Pierre Cot,
> déposition au procès Kravchenko,
> 2 mars 1949

Washington, samedi 2 avril 1944[1]. Il est près de 1 heure du matin quand un taxi s'enfile sur Massachusetts Avenue et s'arrête devant Union Station, la gare d'où des milliers de voyageurs rallient chaque jour la ville de New York. L'homme qui en descend, chargé de deux valises, a quitté la chambre meublée qu'il louait depuis sept mois à une famille américaine. Il n'a prévenu personne, ni ses amis ni ses collègues de la Commission soviétique d'achats[2] dont il était l'employé. Mieux, il a simulé une vague indisposition qui expliquera peut-être son absence au bureau, lundi matin. Avant que ses supérieurs, tôt ou tard, découvrent la vérité.

Vêtu d'un pardessus et d'un chapeau, l'homme s'engouffre dans un wagon de seconde classe. Il est bien placé pour savoir que les fonctionnaires soviétiques voyagent toujours en pullman. Justement, en arrivant à New York, à 3 heures du matin, il aperçoit sur le quai un officier russe en uniforme, une valise à la main ! Il ralentit le pas,

laisse filer l'importun, puis se dirige vers la station de taxi. Au chauffeur, il donne l'adresse d'un hôtel borgne de Manhattan, où il s'inscrit sous un nom italien.

C'est là, dans une chambre sordide éclairée par une unique ampoule, qu'il se met à rédiger une longue déclaration à l'intention de la presse américaine. Ce texte, qui va être repris par nombre de journaux, n'est qu'un début, une ébauche, un premier jet. Hébergé en secret par des amis américains, accusé de tous les maux par les autorités de l'URSS, pourchassé de ville en ville, traqué de cachette en cachette, vivant sous divers noms d'emprunt, le fugitif se lance dans la rédaction d'un long récit, qui sera mis en forme par un écrivain professionnel avant d'être publié en février 1946. Le titre de ce livre, qui sera traduit dans plus de vingt pays, va rapidement faire le tour du monde : *J'ai choisi la liberté !*[3]

L'avant-garde de la classe ouvrière

Viktor Kravchenko est originaire de Iekaterinoslav, la future Dniepropetrovsk, dans la partie orientale de l'Ukraine. Il est né en janvier 1905, au cœur de cette première révolution russe ratée – et violemment réprimée par les soldats du tsar – dont son propre père fut un acteur et une victime. Son père, ce héros, avait fait le choix de s'engager dans un implacable combat contre le despotisme aveugle d'un régime tsariste aux mains désormais tachées de sang. Le jeune Viktor se rappellera toute sa vie ce jour de mars 1917 où il vit son père, tel un révolutionnaire aguerri, prendre la parole en public, au milieu des bannières rouges et avant une vigoureuse *Marseillaise* entonnée par la foule !

Viktor adore son père, mais il n'est pas aveugle. Adolescent, il est témoin de la confiscation du pouvoir par les bolcheviks après la

révolution d'Octobre. Depuis son Ukraine natale, il observe la radicalisation de la société, la violence quotidienne, l'appauvrissement du pays, la généralisation du chaos. Au cours des années de guerre civile, il voit les rouges, les nationalistes ukrainiens, les blancs, les Allemands, les anarchistes et les bandits de grands chemins se disputer ce qui reste d'un pouvoir éclaté, incapable de gérer un territoire aux ressources abondantes – on l'appelait naguère le « grenier » de l'Empire – aujourd'hui accablé par la disette et le typhus.

À dix-sept ans, ayant rallié le bassin houiller du Donbass, le jeune et fougueux Viktor s'engage dans le seul mouvement organisé qui lui semble concourir à la résurrection de son malheureux pays : les Jeunesses communistes (Komsomol), pépinière des futurs « activistes » – ceux qui ont lu des livres et qui savent parler en public – et autres bâtisseurs idéalistes d'une société nouvelle et d'une vie meilleure. Rentré à Dniepropetrovsk, il travaille en usine comme contremaître dans un atelier de mécanique. À vingt-trois ans, le jeune homme adhère au parti communiste, désormais dirigé par le camarade Joseph Staline – sans écouter les réserves de son vieux père qui, lui, a déjà perdu ses illusions.

Le Parti soigne ses nouvelles recrues : Viktor Kravchenko est envoyé poursuivre des études d'ingénieur à l'Institut technologique de Kharkov. Des milliers de jeunes gens prometteurs sont ainsi formés, autant sur le plan technique qu'au niveau politique, qui vont traverser les pires épreuves – éradication des koulaks, procès de Moscou, déportations en Sibérie – pour devenir, quelques années plus tard, « l'avant-garde de la classe ouvrière » qu'on n'appelle pas encore la *nomenklatura*. Kravchenko est d'autant plus favorisé dans son ascension sociale qu'il a été remarqué par le commissaire du peuple Sergo Ordjonikidze, un des plus proches compagnons de Staline.

En 1932, le comité régional du Parti de Dniepropetrovsk envoie le camarade Kravchenko à Podgorodnoïe, au nord de la métropole, pour aider à la collectivisation des terres et à la lutte contre les koulaks. Cette expérience achève de dissiper ses doutes : violences, assassinats, spoliations et déportations sèment la terreur dans ce territoire autrefois prospère, condamnant les paysans à la misère, puis à la famine. Tous les habitants de Podgorodnoïe mourront de faim en 1933, l'année où Staline annoncera la « victoire » du collectivisme libérateur sur les spéculateurs, traîtres, saboteurs et autres agents de l'étranger. Cette année-là, à la saison des moissons, une autre mission à Piatikhatki, non loin de Dniepropetrovsk, confirmera Kravchenko dans son terrible constat : la « dékoulakisation » des campagnes, orchestrée par la GPU, a provoqué une immense catastrophe humanitaire qui s'est soldée par plusieurs millions de morts[4] !

Le communisme vu de l'intérieur

Comme des milliers de communistes de sa génération, Viktor Kravchenko devient peu à peu un homme double, secrètement déchiré entre sa carrière de brillant porte-parole du stalinisme en marche et sa connaissance concrète d'une réalité sociale absolument indicible tant elle est aux antipodes de la propagande officielle. Les convulsions du capitalisme occidental, l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne, la glorieuse réalisation du premier plan quinquennal, le développement accéléré de l'industrie soviétique ont entretenu le mythe de « l'avenir radieux », mais sans jamais compenser, dans la tête de milliers de dirigeants du PCUS, l'écœurement ressenti devant la dictature stalinienne et la peur des

purges lancées par la police politique – Tcheka, GPU puis NKVD – jusqu'au sommet de l'État.

Dans le récit qu'il fera de sa vie, Viktor Kravchenko racontera de l'intérieur les bouleversements qui ont jalonné l'histoire de l'URSS sous Staline : en 1934, le mystérieux assassinat de Kirov, proche compagnon du dictateur, qui déclencha une terreur inédite dans tout le pays ; en 1935, l'exploit du mineur Stakhanov, qui instaura une incroyable vague d'émulation policière dans tous les chantiers et toutes les usines du pays ; en 1936, la nouvelle Constitution de l'URSS, considérée par Staline comme « la plus démocratique du monde [*sic*] », dont les dispositions soulèvent un espoir éphémère, aussitôt balayé par une répression accrue. Ce qui fait l'intérêt de son récit, c'est l'absence de tout préalable idéologique : Kravchenko décrit les faits, les hommes, les drames tels qu'il les a connus.

Ingénieur diplômé et reconnu, il devient un des patrons de l'immense usine métallurgique de Nikopol, au bord du Dniepr, non loin de la mer Noire. Il décrira minutieusement la vie quotidienne d'un ingénieur paralysé par une bureaucratie absurde et titanesque, les atroces conditions de travail des ouvriers de base, l'invraisemblable emprise du NKVD sur une main-d'œuvre surveillée, quadrillée, menacée et truffée d'indicateurs. Kravchenko lui-même n'échappe aux griffes de la police politique qu'en arguant de sa vieille relation avec le ministre Ordjonikidze, dont il a su conserver l'amitié.

Ce qui rend passionnant le récit de Kravchenko, c'est la précision avec laquelle il décrit le régime de terreur qu'instaure Staline au moment des procès de Moscou et des milliers de parodies de procès qui se déroulent alors dans le pays. Ces rituels mensongers et avilissants ont pour effet l'exécution ou l'envoi au Goulag de plusieurs millions d'apparatchiks confirmés, de cadres insoupçonnables et autres vétérans du bolchevisme. C'est du passé léniniste qu'il faut

faire table rase, cette fois ! Par miracle, Kravchenko sauve sa peau lors de cette incroyable purge, unique dans l'histoire, qui vise à terroriser toute la population afin de conforter le pouvoir du dictateur et de ses affidés. Mais qui pouvait le comprendre, alors, en Occident ?

Gare aux « ennemis de classe » !

En février 1937, Kravchenko perd son protecteur : le camarade commissaire Ordjonikidze meurt brusquement, sans qu'on sache s'il a été exécuté, comme tant d'autres, ou s'il s'est suicidé. De nouveau fragilisé, accusé et traqué par le NKVD, il est sauvé *in extremis* par sa nomination, en février 1938, comme ingénieur principal dans la grande usine métallurgique Novo-Trubni de Pervouralsk, à une soixantaine de kilomètres de Sverdlovsk, dans l'Oural. Il y découvre une autre réalité, celle des camps de travail forcé, où des millions de malheureux travaillent dans des conditions effroyables à permettre aux nombreuses usines locales de « remplir le plan quinquennal ». La description clinique qu'il fait de ces camps donne le tournis, tant elle contredit la propagande stalinienne de l'époque[5].

C'est l'époque à laquelle paraît, en fanfare, la nouvelle *Histoire du Parti communiste de l'URSS*, rédigée et publiée sous le contrôle direct de Staline, qui réécrit ainsi toute l'histoire de l'Union soviétique depuis la grande révolution d'Octobre : les masses laborieuses n'auront plus désormais que cette version entièrement falsifiée de la construction du communisme, où tous les Trotski, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Krestinski, Toukhatchevski, Rykov et tant d'autres compagnons de Lénine sont décrits comme des espions, des saboteurs et des traîtres ! Quant aux rédacteurs de cet ouvrage insensé, notamment les « experts » de l'Institut Marx-Engels-Lénine de

Moscou, ils seront promptement exécutés – pour ne pas laisser de traces.

Kravchenko est muté dans une autre usine de l'Oural, à Kemerovo, lorsqu'un coup de tonnerre éclate en cette fin du mois d'août 1939 : Staline et Hitler ont signé un pacte ! Le régime nazi, qui était l'adversaire viscéral et emblématique du Kremlin, et même, en bien des cas, la justification de tous ses excès, devient le meilleur allié de l'URSS. L'ingénieur sibérien raconte que la nouvelle le laissa « stupéfait, égaré et comme chancelant ». Or, au moment où la propagande communiste finit par s'adapter, non sans contorsions, à cette stupéfiante alliance, l'Allemagne hitlérienne attaque l'Union soviétique en juin 1941. Kravchenko racontera dans son livre l'incroyable impréparation de l'URSS face à cette invasion militaire qui va tétaniser Staline et faire trembler le régime sur ses bases – bien avant que Nikita Khrouchtchev, dans son « rapport secret » de 1956, ne confirme ce moment de faiblesse historique.

Au début de la guerre, en 1941, Kravchenko se retrouve capitaine dans l'Armée rouge, mais sa précieuse connaissance des usines métallurgiques du pays lui vaut d'être affecté au Conseil des commissaires des peuples (Sovnarkom) de la Fédération de Russie, à Moscou. Son nouveau poste lui fait ainsi découvrir l'ampleur du travail forcé en URSS, tel qu'il est impitoyablement géré par l'Administration gouvernementale des camps (Goulag), ainsi que le travail obligatoire des enfants de quatorze à dix-sept ans, généralisé depuis octobre 1940.

Viktor Kravchenko fait désormais partie des privilégiés du régime qui bénéficient de magasins « réservés », de cliniques « spéciales » et d'informations « secrètes ». Il est même sur le point d'emménager dans un deux-pièces individuel – le summum du confort en URSS – lorsque tombe, en janvier 1943, la nouvelle à laquelle il n'osait rêver :

dans le cadre des accords de prêt-bail conclus avec les États-Unis, l'ingénieur Kravchenko, spécialiste des tuyaux, canons, obus, chars et autres matériels de guerre, va être envoyé en mission en Amérique !

Dans ses Mémoires, il raconte les cinq mois d'interrogatoires, d'enquêtes, de contre-enquêtes et de probations que le NKVD lui fit subir avant de l'autoriser, enfin, à effectuer le grand plongeon dans l'enfer capitaliste. Lorsqu'il quitte Vladivostok sur le paquebot *Komiles* à destination de Vancouver, Kravchenko sait qu'il ne reverra jamais son pays. Il ne l'a évidemment dit à personne, pas même à sa compagne Irina. Il a une idée fixe, qu'il a longuement mûrie en secret : raconter un jour, par n'importe quel moyen, la vérité sur l'URSS. Quand il arrive à Washington le 19 août 1943, cela devient son obsession, il ne pense plus qu'à cela.

Membre de la section « Métaux » de la fameuse Commission soviétique d'achats, Kravchenko a pour mission de vérifier, contrôler, rectifier les produits métallurgiques américains expédiés en URSS à hauteur de dizaines de millions de dollars. Non sans amertume, il constate que le NKVD continue de le surveiller jour et nuit, comme il surveille tous les expatriés soviétiques, sans aucune exception. Conférences idéologiques, interrogatoires policiers, mises en garde, réprimandes, menaces : attention camarades, les Américains restent des « ennemis de classe » avec lesquels il est dangereux de sympathiser !

Le paradoxe est que les Soviétiques, depuis la bataille de Stalingrad, bénéficient dans l'opinion américaine d'une cote de sympathie sans précédent, au point que Staline lui-même passe outre-Atlantique pour un dirigeant fréquentable, voire admirable : Kravchenko comprend, au fil des sept mois qu'il passe à travailler pour la Commission d'achats, que la propagande soviétique a fait des ravages aux États-Unis, que jamais l'image de l'URSS n'a été aussi

positive à l'Ouest, et que son projet de « révéler » au monde occidental la « vérité » sur la patrie du communisme ne va pas être si simple…

Un best-seller mondial

Le 4 avril 1944, le *New York Times* fait sensation en titrant sur la défection d'un « important fonctionnaire soviétique » et en publiant des extraits du communiqué rédigé par Kravchenko dans son petit hôtel new-yorkais, où le fugitif demande l'aide de « l'opinion publique » américaine. Le journaliste auquel Kravchenko a réservé ce scoop sulfureux s'appelle Joseph Chaplen. Le NKVD tombe des nues. La première réaction de l'ambassade d'URSS à Washington est de nier qu'il existe un citoyen soviétique portant ce nom. La seconde est d'expliquer finalement qu'il s'agit d'un déserteur – la guerre n'est pas finie – doublé d'un prévaricateur et d'un ivrogne.

Tout en multipliant les interviews dans la presse, Kravchenko se lance dans la rédaction du livre de sa vie. *I Choose Freedom !* sort aux États-Unis en février 1946. L'éditeur Scribner's a mis à la disposition de l'auteur une de ses meilleures « plumes », le journaliste américano-russe Eugene Lyons, qui fut naguère, dans une autre vie, directeur de l'agence Tass de New York. L'ouvrage remporte aussitôt un succès spectaculaire, son tirage dépassant les 2 millions d'exemplaires. En juin 1946, sur le conseil d'un ami armateur débarquant de New York, l'éditeur parisien Jean de Kerdéland lit le gros ouvrage d'une seule traite et décide de le publier en français chez Self, sa propre maison d'édition. Il ignore que l'agent de Kravchenko l'a déjà proposé aux plus grands éditeurs français, mais qu'aucun n'a voulu prendre le risque de publier un tel brûlot anticommuniste.

La version française du livre sort le 1er mai 1947 sous le titre *J'ai choisi la liberté !* Sous-titre : *La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*. C'est Kerdéland lui-même qui en a assuré la traduction. Dans un pays où les communistes sont justement en train de quitter le gouvernement, c'est une bombe littéraire. En juin, le prestigieux jury du prix Sainte-Beuve (Maurice Nadeau, Max-Pol Fouchet, Raymond Aron, Étienne Lalou, Jules Roy, Paul Guth, Jean Dutourd…) en fait son lauréat par neuf voix contre sept, non sans débats passionnés. Le prix contribue, malgré une critique politiquement mitigée, au succès populaire de ce pavé de 640 pages. Il déclenche aussi, naturellement, un violent tir de barrage de la presse communiste, beaucoup plus puissante à Paris qu'à New York. Le 13 novembre 1947, l'hebdomadaire *Les Lettres françaises* assassine le livre dans un article au vitriol signé d'un certain Sim Thomas, ancien fonctionnaire des services secrets américains, et intitulé : « COMMENT FUT FABRIQUÉ KRAVCHENKO ».

L'auteur de ce dossier sensationnel « révèle » que le dénommé Kravchenko, un bien triste personnage, devait rentrer à Moscou afin d'y être jugé pour de graves malversations financières, et qu'il a préféré négocier sa fuite auprès du contre-espionnage américain en échange d'un livre dénonçant la prétendue dictature stalinienne – un livre qu'il n'a évidemment pas rédigé lui-même ! Pour *Les Lettres françaises*, l'affaire Kravchenko n'est qu'une banale manipulation antisoviétique destinée à alimenter la guerre froide, dont le principal protagoniste n'a, en soi, aucun intérêt. Surprise : depuis sa retraite d'outre-Atlantique, l'insignifiant Kravchenko, ce renégat méprisable, attaque *Les Lettres françaises* en diffamation !

Le début de la guerre froide

L'ex-ingénieur en cavale s'est fait quelques amis dans les milieux politiques américains. Ceux-ci lui conseillent de porter le fer en France, un État de droit où la liberté d'expression est assurée, mais où le parti communiste, aux ordres de Moscou, représente le tiers de l'électorat : si le procès se déroule en public, Kravchenko bénéficiera d'une audience beaucoup plus grande, en valeur relative, qu'aux États-Unis. Les droits d'auteur que lui a rapportés son best-seller permettent largement de financer l'aventure. Charge à ses nouveaux amis de lui fournir, sous un nom d'emprunt, un passeport et un visa pour la France…

Son éditeur Kerdéland étant passé à autre chose, son nouvel agent français, Gérard Bouteleau, s'occupe des premières démarches judiciaires et convainc un ténor du barreau de Paris, maître Georges Izard[6], de défendre ce client hors normes. Izard a quarante-cinq ans. Ancien député du Front populaire, résistant socialiste pendant la guerre, cofondateur avec Emmanuel Mounier de la revue *Esprit*, il est convaincu que le plus grand danger pour la France, à ce moment de l'histoire, c'est le communisme. Il s'allie la compétence de maître Gilbert Heiszmann, spécialiste du droit de la presse et de la jurisprudence en matière de diffamation. À New York, les amis de Kravchenko lancent dans la presse immigrée russe et ukrainienne des appels à témoin. Nouvelle surprise : plus de 5 000 propositions de témoignage déferlent sur le bureau de ses avocats !

Ceux-ci lancent la procédure à la fin de janvier 1948. Les deux principaux responsables des *Lettres françaises* – le directeur Claude Morgan et le chroniqueur littéraire André Wurmser – relèvent cet étrange défi lancé depuis l'Amérique par ce transfuge inconnu forcément manipulé par la CIA. Ils pensent qu'ils vont facilement transformer ce procès en une charge en règle contre les États-Unis, ce pays « fasciste, raciste, antisémite, anti-ouvrier, antisyndicaliste et

policier [*sic*] ». Ils s'entourent, eux aussi, d'avocats de renom : maîtres Nordmann, Blumel, Matarasso et Bruguier, tous anciens résistants ou militants communistes, ou les deux. Et ils convoquent à grand renfort de publicité une impressionnante brochette de témoins, tous héros de la Résistance, qui ne connaissent rien de l'affaire mais dont le seul nom suffira, pensent-ils, à faire comprendre de quel côté est le mal, incarné par Kravchenko, et de quel côté est le bien : Frédéric Joliot-Curie, Vercors, Jean Cassou, Pierre Courtade, Fernand Grenier, Louis Martin-Chauffier, Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Pierre Cot, Pierre Debray…

Pour des raisons diamétralement opposées, les deux parties – Kravchenko d'un côté, le NKVD de l'autre – entendent transformer cette banale affaire de diffamation en une opération de propagande politique. Plusieurs événements majeurs, dans les mois qui suivent, vont constituer la toile de fond de cette bataille procédurale aux forts accents idéologiques : le « coup de Prague », qui confisque le pouvoir tchécoslovaque au profit des seuls communistes aux ordres de Moscou ; le « blocus de Berlin », qui voit les États-Unis se porter au secours de la zone occidentale de l'ex-capitale allemande cernée par l'Armée rouge ; les rumeurs de grève générale dans les mines, prélude à un possible renversement du pouvoir en France ; et l'inquiétude croissante qui gagne les populations européennes quant à une éventuelle troisième guerre mondiale. Prévu pour l'été 1948, puis reporté de six mois, c'est dans une effervescence exceptionnelle que va finalement s'ouvrir ce que les journaux qualifient déjà de « procès du siècle ».

La CIA, le NKVD et les autres

Le 24 janvier 1949, à midi, on se bouscule sur le seuil de la 10e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine – c’est la 17e qui juge les affaires de diffamation, mais on lui a opportunément alloué une salle plus grande. Le juge Durkheim préside, flanqué de deux autres magistrats. Face au président, les avocats de la défense et ceux de la partie civile siègent de part et d’autre de la barre où vont se succéder les témoins. Le substitut, le greffier, les dessinateurs et les journalistes accrédités – parmi lesquels la toute jeune Nina Berberova, correspondante d’un journal de l’émigration russe[7] – sont massés au pied de l’estrade. La salle, bondée, est pleine de diplomates, d’avocats, d'hommes de lettres, de curieux, de correspondants de la CIA, d’agents du NKVD, de gendarmes en uniforme et de policiers en civil.

À 13 heures, une sonnerie retentit : Kravchenko entre, accompagné par Constantin Andronikof, l’élégant et efficace interprète du tribunal, qui sera plus tard celui du général de Gaulle. C’est le début d’un procès extraordinaire, qui doit durer neuf jours mais qui ne s’achèvera que deux mois plus tard, couvert de bout en bout par la presse française et internationale. Non sans tensions, insultes et éclats de voix : les uns et les autres haussent le ton, injurient l’adversaire, se retiennent pour ne pas en venir aux mains et s’installent sur leurs positions comme s’ils campaient de part et d’autre du « rideau de fer ».

D’un côté, les prestigieux témoins de la défense – les Jean Cassou, les Yves Farges – multiplient les propos généraux, les souvenirs militaires et les discours politiques destinés à prouver qu’un individu qui conteste l’URSS de Staline ne peut être qu’un complice des nazis. D’autres témoins venus d’URSS animeront certaines audiences, comme Zinaïda Gorlova, la première femme de Kravchenko, pathétique dans son pénible réquisitoire contre son ex-mari ; ou le

général Roudenko, un des héros de Stalingrad, bardé d'une triple rangée de décorations, très mal à l'aise, qui finit par quitter la salle sans un mot, sous les questions insistantes de Kravchenko et de ses défenseurs[8].

De l'autre côté, les témoins sélectionnés par maître Izard sont souvent de petites gens ayant connu l'URSS des années 1930 et 1940. Mal habillés, mauvais orateurs, ils ont été amenés à Paris depuis les zones occidentales d'Allemagne où ils se sont réfugiés en 1945. Mais s'ils sont copieusement insultés, humiliés et discrédités par les représentants des *Lettres françaises*, ils émeuvent souvent le public par la sincérité de leurs propos et la précision avec laquelle ils confirment les passages les plus critiques du livre de Kravchenko sur la collectivisation des terres, la famine en Ukraine, la cruauté de la police politique ou l'horreur des camps de travail.

Au quatorzième jour du procès, une femme bouleverse le tribunal. Elle s'appelle Margaret Buber-Neumann. Cette communiste allemande, femme d'un cadre du Komintern, se réfugia à Moscou lors de l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933. Lors des purges de 1937-1938, son mari fut arrêté par le NKVD et disparut. Elle-même fut arrêtée à son tour et envoyée au Goulag. Après deux années atroces passées dans un camp au Kazakhstan, elle fut « libérée » par Staline qui avait promis à Hitler, son allié d'alors, de lui livrer tous les Allemands emprisonnés en URSS : à peine rapatriée, elle fut envoyée pour cinq ans au camp de Ravensbrück comme « agent du Komintern » ! Sur son calepin, la jeune journaliste Nina Berberova écrit : « La salle écoute son témoignage avec une attention soutenue. Disons-le franchement, ce témoignage vaut à lui seul dix ans de propagande anticommuniste[9] ! »

Si une personne peut faire un parallèle entre les camps communistes et les camps nazis, c'est bien cette femme remarquable

– elle en tirera d'ailleurs, plus tard, aux éditions du Seuil, deux livres très émouvants. C'est pourtant cette terrible comparaison qui a du mal à passer. Le récit de Margaret Buber-Neumann, comme celui de Kravchenko, est si terrifiant qu'il en paraît inimaginable. Que la terreur nazie et l'enfer soviétique puissent être mis sur le même plan, cela heurte l'entendement de tous ceux qui croient encore que l'Union soviétique, malgré les excès, malgré les erreurs, reste « l'avenir radieux » des peuples de la Terre.

La réalité soviétique

Même si le président Durkheim s'efforce de cantonner le tribunal à son objet, c'est-à-dire une affaire de diffamation, c'est bien le procès de l'URSS qui se déroule à Paris pendant ces deux mois d'affrontement judiciaire. Mais Kravchenko et ses avocats[10] se heurtent à un mur d'incompréhension, de fanatisme, d'illusion et de haine derrière lequel beaucoup d'intellectuels français cultivent une fascination irrationnelle pour la « patrie du communisme ». En 1949, il ne manque pourtant pas de témoignages accablants, d'analyses impitoyables ou de romans abrasifs dénonçant la réalité soviétique. Mais leurs auteurs – André Gide, Boris Souvarine, Anton Ciliga, Arthur Koestler – ont toujours été vilipendés, stigmatisés et submergés par une formidable propagande relayée par un parti puissant auquel la « victoire sur le fascisme » a redonné une légitimité inédite. Sans parler de ceux qu'on appelle, à la russe, les « compagnons de route[11] ».

Le procès s'achève le 22 mars. Face aux révélations de Kravchenko et de ses témoins, le monde communiste a fait bloc : articles vengeurs, manifestations de rue, meetings publics, etc. Les avocats des *Lettres françaises* et leurs derniers témoins – Roger Garaudy,

Pierre Cot – n'ont cessé de marteler le même leitmotiv : toute critique de l'URSS est un ralliement au fascisme, une insulte à la Résistance et une trahison des intérêts de la France – qui sont, bien sûr, de rompre avec le capitalisme en général, et avec les États-Unis en particulier.

Mais il n'aura pas suffi de répéter en boucle que l'URSS est « le régime le plus humain de la terre » et que Kravchenko est « un traître et un saboteur », comme les avocats des *Lettres françaises* l'ont encore affirmé dans leurs plaidoiries, pour convaincre un tribunal submergé par les insultes, les calomnies et les mensonges. Même l'auteur de l'article assassin qui a déclenché le procès, le fameux Sim Thomas, ex-collaborateur de l'Office of Strategic Services (OSS), s'est révélé être une invention : il n'a jamais existé ! On saura plus tard que son dossier avait été rédigé par le journaliste communiste André Ulmann, un ancien d'*Esprit* devenu un honorable correspondant de l'ambassade d'URSS à Paris[12] !

Les juges n'ont pas mis longtemps à trancher. Le lundi 4 avril 1949, à 13 heures, dans la salle de la 17e chambre correctionnelle où tous les journalistes et photographes ont eu du mal à s'entasser, le président Durkheim lit le jugement : oui, il y a eu diffamation, les avocats et les témoins de la défense n'ayant pu confirmer que Viktor Kravchenko fût un affabulateur, un ivrogne ou un déserteur. *Les Lettres françaises* – c'est-à-dire Claude Morgan et André Wurmser – sont donc condamnées à une amende, à des dommages et intérêts, et à la publication du jugement dans les colonnes de l'hebdomadaire communiste.

« Kravchenko a gagné », titrent les journaux. L'ex-ingénieur a réussi à donner au procès un écho exceptionnel. Pour la première fois, le grand public a entendu parler de la réalité de l'URSS – la terreur, la famine, les procès, les camps. *J'ai choisi la liberté !* se vendra, en France, à plus de 500 000 exemplaires. Son auteur n'a

qu'un regret, c'est que le tribunal se soit déclaré incompétent pour juger le régime soviétique. Mais il eût fallu un autre lieu, un autre tribunal, un autre motif.

Le « procès Kravchenko », comme on l'appelle depuis le début, a été si dense et si exhaustif que le procès en appel, qui se déroule en novembre 1949, n'intéresse presque personne : tout a déjà été dit, étudié, contesté, jugé. Kravchenko ne fait même pas le voyage de Paris, laissant ses avocats boucler cet épisode peu médiatique. En février 1950, le journal *Les Lettres françaises* est définitivement débouté : non, décidément, Viktor Kravchenko n'était ni un traître ni un affabulateur.

Certes, le célèbre transfuge peut être satisfait : malgré toutes les embûches dressées sur sa route par le NKVD, il a incontestablement altéré l'image de l'URSS dans le monde occidental. Mais celui qui voulait « révéler la vérité » sur le régime soviétique devra se contenter de cette victoire judiciaire, bientôt oubliée dans le fracas de la guerre de Corée, puis de la guerre froide, dont lui-même ne verra pas la fin[13].

10

KGB contre CIA

« Il faut être deux pour danser le tango ! »

Ronald Reagan

L'affaire Kravchenko ne fut pas seulement une révélation pour l'opinion publique américaine : en 1946, son best-seller ouvrit aussi les yeux de nombreux responsables politiques qui comprirent, à sa lecture, à quel point les services secrets de l'URSS avaient été actifs, depuis plus de vingt ans, sur le territoire des États-Unis. La plupart des ministres, sénateurs, hauts fonctionnaires, juges, généraux et élus locaux n'avaient jamais soupçonné le rôle majeur que jouait le NKVD, depuis deux décennies, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union soviétique.

Une infime minorité d'Américains éprouvaient de la sympathie pour le pays des soviets : ceux qui, en 1917, avaient suivi avec romantisme les premiers pas de la révolution bolchevique[1] ; ceux qui, en 1929, avaient pris le *Black Thursday* pour l'effondrement annoncé du système capitaliste ; ceux qui, en 1933, avaient vu dans la patrie du communisme le seul rempart contre les prétentions du chancelier Hitler. Des étudiants idéalistes, des intellectuels rebelles, des militants socialistes, des émigrés juifs…

C'est précisément en novembre 1933, à la suite de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, que les États-Unis reconnurent diplomatiquement l'URSS. Pour la Maison-Blanche, l'idée était d'ouvrir aux Américains le marché économique russe – et réciproquement –, afin de normaliser une situation diplomatique explosive. L'Union soviétique n'était-elle pas condamnée à devenir, tôt ou tard, un État comme les autres ? Personne, outre-Atlantique, ne pouvait imaginer que les Soviétiques allaient profiter de ces relations diplomatiques, avant tout, pour déployer leurs réseaux d'influence et d'espionnage.

Les Américains, à l'époque, ignorent à peu près tout du sujet. Ils n'ont pas d'agence de renseignements ni de service de contre-espionnage (à l'exception d'un département spécialisé de l'US Army). Ils n'ont ni codes secrets, ni coffres blindés, ni systèmes de sécurité. Les communications officielles se font toujours par le télégraphe normal et transitent par la Western Union. Beaucoup de leurs dirigeants sont, sur ce plan, d'une candeur confondante. William Bullitt, le premier ambassadeur américain à Moscou déclarait, sans rire : « Nous ne devrions pas envoyer d'espions en URSS : avec les communistes, il n'y a rien qui vaille une franche honnêteté[2] ! »

Pour assurer la sécurité de l'ambassade américaine et de *Spaso House*, sa propre résidence moscovite, le diplomate fit venir une brigade de marines en pleine santé, célibataires, sans aucune connaissance du terrain : dans ses Mémoires, son successeur Charles Bohlen[3] raconte que la GPU s'empressa de fournir à ces soldats désœuvrés des petites amies, voire des « professeurs de russe », parfois des danseuses du Bolchoï – toutes téléguidées, bien sûr, depuis la Loubianka ! Selon Bohlen, le successeur immédiat de Bullitt, Joseph Davies, était encore plus naïf, et le suivant, Laurence Steinhardt, encore davantage[4] ! L'ambassade des États-Unis sera longtemps une des plus « poreuses » de Moscou, pour le plus grand

bonheur de la GPU puis du NKVD. En 1944, une équipe d'enquêteurs spécialisés y découvrira cent vingt micros dissimulés dans les pieds de table, le plâtre des murs, etc.

Les Américains n'étaient pas les seuls à mépriser le renseignement. Leurs alliés britanniques partageaient leur candeur. En 1936, le vicomte Chilston, ambassadeur de Sa Majesté à Moscou, s'opposa fermement à l'idée d'ouvrir une station du Secret Intelligence Service (SIS) dans la capitale soviétique, qui aurait pu causer « de graves ennuis » à la diplomate britannique. Le brillant ambassadeur n'aurait jamais imaginé que les services de l'URSS, quant à eux, n'avaient pas perdu un mot, en mars 1935, des entretiens secrets tenus à Berlin entre le secrétaire du Foreign Office John Simon, le secrétaire d'État Anthony Eden et Adolf Hitler. Et que les mêmes services sauront tout des entretiens de novembre 1937, à Berchtesgaden, entre lord Halifax, président du Conseil, et le chancelier allemand[5] !

Les premiers transfuges

En octobre 1937, un événement aurait dû alerter les dirigeants américains. Un général nommé Walter Krivitsky, chef de l'espionnage militaire russe en Europe occidentale, a fait défection. En désaccord avec Staline, craignant pour sa propre vie, il a décidé de rompre avec l'URSS. De Vienne, où il était en poste, il gagne les États-Unis où il publie une série d'articles dans le *Saturday Evening Post*, que l'éditeur Harper & Brothers rassemble en novembre 1939 sous le titre *In Staline's Secret Service*[6]. Le livre est un succès. L'auteur y raconte, entre autres révélations ahurissantes, comment les agents de Staline espionnent méthodiquement la haute administration américaine. Mais la guerre approche, et l'intérêt des Américains se porte ailleurs.

Le NKVD mettra fin à cette contre-publicité fâcheuse en assassinant Krivitsky le 10 février 1941 dans un hôtel de Washington.

En septembre de l'année 1939, un autre important agent soviétique a décidé de parler : Whittaker Chambers[7], un ancien journaliste américain qui anima pendant plusieurs années les réseaux prosoviétiques constitués à partir du Parti communiste des États-Unis, n'a pas supporté d'apprendre que l'URSS signait un pacte avec Hitler. Se sentant trahi, il a trouvé le moyen de remettre à un assistant du président Roosevelt, Adolf Berle, une impressionnante liste d'agents américains travaillant pour l'URSS – dont quelques-uns qu'il avait lui-même recrutés. Mais le président, sceptique, ne donnera pas suite.

Pourquoi cette magnanimité, cet aveuglement, ce laxisme ? Parce que les plus hauts dirigeants des États-Unis, tout comme leurs diplomates, considèrent l'espionnage comme une activité marginale, détestable, voire honteuse, dont l'effet est toujours d'embrouiller la diplomatie traditionnelle. Pour le département d'État, les choses sont toujours balisées : en septembre 1939, les États-Unis ne sont pas en guerre, ils ne s'intéressent donc pas à l'URSS ; en juin 1941, les États-Unis doivent aider l'URSS envahie par Hitler, ce n'est pas le moment de les suspecter ; en décembre 1941, les États-Unis sont les alliés de l'URSS, il faut les aider à tout prix. Telle est la ligne. Qu'importent à Roosevelt et à son entourage les informations concernant l'existence de « taupes » soviétiques dans l'administration américaine !

En avril 1941, le FBI repère un important agent soviétique, Gaïk Ovakimian, infiltré depuis 1933 dans les milieux scientifiques d'outre-Atlantique. Le maître espion, devenu résident à New York, est une grosse prise. Il est arrêté, jugé… puis remis en liberté sur injonction du département d'État, qui l'autorise à rentrer tranquillement à Moscou. Explication : il ne faut pas gêner l'URSS qui a déjà fort à faire pour repousser l'armée hitlérienne. Confirmation du principal

animateur du groupe qui, au FBI, s’occupait alors de l’espionnage soviétique, l’agent Robert Lamphere : « Jusqu’au début des années 1940, le contre-espionnage visant les opérations soviétiques aux États-Unis était pour notre organisation une préoccupation mineure. » Lamphere précise qu’en 1944, par exemple, sur un effectif total de 7 000 agents, cinquante ou soixante, pas davantage, composaient l’unité chargée de l’espionnage soviétique[8].

En face, bien sûr, c’est sensiblement davantage ! À partir du déclenchement de la guerre, l’URSS ne cesse d’augmenter démesurément ses effectifs. Selon l’historien Christopher Andrew, pour la seule année 1939, le NKVD collecta aux États-Unis quelque 18 000 pages de documents à caractère technique ! Le même expert tire un édifiant exemple des « archives Mitrokhine[9] » : pendant la guerre, le nombre de bobines de microfilms expédiées au Centre *via* la résidence de New York est passé de 59 en 1942 à 211 en 1943, 600 en 1944 et 1 896 en 1945 !

Les secrets du projet Venona

En 1943, les dirigeants américains ont une angoisse : ils redoutent que Staline ne négocie secrètement une paix séparée avec l’Allemagne. Après tout, le maître du Kremlin n’a-t-il pas déjà surpris le monde entier en signant un premier pacte avec Hitler en août 1939 ? Mais comment en avoir le cœur net ? Aux États-Unis, à l’époque, seuls les militaires savent l’importance du renseignement dans la guerre moderne. Les stations d’écoute de l’US Army et de l’US Navy s’étaient concentrées, avant la guerre, sur les communications entre l’Allemagne, l’Italie et le Japon. Le service cryptographique de l’armée de terre avait aussi enregistré et archivé, depuis 1939, des milliers de communications télégraphiées à destination de l’URSS –

sans pouvoir les déchiffrer tant les cryptogrammes utilisés par les Soviétiques entre eux étaient sophistiqués.

En février 1943, le chef adjoint du renseignement militaire américain, Carter Clarke, prend alors une décision plus technique que stratégique : dans le secret le plus absolu, il confie aux cryptanalystes de la très discrète Signal Security Agency (SSA) regroupés dans une ancienne école de filles d'Arlington Hall (Virginie) cette énorme masse d'informations indéchiffrables – des centaines de milliers de documents – collectionnées depuis le début de la guerre. Le projet *Venona* est lancé. Il va provoquer beaucoup de maux de tête, nombre de remous et quelques séismes…

Les experts, dirigés par un génie des chiffres nommé Meredith Gardner, commencent par trier « à l'aveugle » ces télégrammes qui obéissent à quatre types de correspondances : échanges commerciaux, dépêches diplomatiques, échanges entre les résidences du NKVD et la Loubianka, et communications internes de l'armée soviétique. Mais tous ces messages sont également « surchiffrés » et utilisent des grilles à usage unique, ce qui les rend inviolables. Sauf qu'en juin 1945, l'un des décrypteurs remarque un détail, une bricole presque insignifiante : certains chiffreurs soviétiques auraient réutilisé des grilles de codage à usage unique…

Une faute du chiffreur, une petite erreur de codage, un mot qui se répète… Il faudra trois ans aux experts d'Arlington Hall pour circonscrire la faute commise et pour extraire péniblement de ces 2 900 textes le début, puis la totalité de certains noms de code. Il leur faudra encore plusieurs années pour commencer à comprendre, nom par nom, quels informateurs, quels correspondants, quels agents se cachaient sous ces pseudonymes. Notamment « Rest » (Fuchs), « Antenna » (Rosenberg) et d'autres personnages directement

concernés par le projet Manhattan. Et plus tard « Homère » (Maclean) et le réseau de Cambridge…

Les découvertes ainsi réalisées par les décrypteurs de *Venona* portent sur la période 1940-1952. Pour sensationnelles qu'elles aient été, elles n'ont jamais fait la une de la presse. Pour ne prendre aucun risque, la Signal Security Agency – qui deviendra bientôt l'Army Security Agency (ASA) – a longtemps interdit au FBI toute publicité sur son patient travail de fourmi. Même le président Truman fut tenu à l'écart de ce secret explosif, ce qui explique en partie sa méfiance à l'égard du FBI et de son directeur Edgar Hoover.

Il faudra attendre la déclassification des documents *Venona* par la CIA en juillet 1995 pour réaliser l'extraordinaire somme d'informations que cette opération avait mise au grand jour. La publication de ces documents provoquera de vives polémiques aux États-Unis sur les causes de la guerre froide : fallait-il imputer celle-ci aux Américains, qui ont « surréagi » aux révélations sur l'espionnage soviétique, ou à l'URSS, dont la pénétration du territoire américain s'apparentait à une activité hostile ? Les historiens n'ont pas fini d'en débattre[10].

Évidemment, le NKVD a réagi dès qu'il a eu vent de cette affaire. Il semble que son agent Kim Philby ait été le premier à lui faire rapport du projet *Venona* en juillet 1949 (cf. chap. 5). Certains experts américains restent convaincus, aujourd'hui, que le NKVD avait bénéficié dès 1945 ou 1946 des informations d'un des linguistes employés à Arlington Hall par la SSA, William Weisband, un Juif russe naturalisé en 1938. Suspecté, suspendu de ses fonctions, arrêté, emprisonné en août 1950, puis relâché, Weisband a toujours nié avoir été un espion. Le FBI, de son côté, n'a jamais réussi à prouver sa culpabilité.

Il reste qu'en mettant en sommeil la plupart de leurs agents, en changeant tous leurs systèmes de cryptage, en installant de nouvelles machines à chiffrer dans les résidences, en perfectionnant toutes les procédures de sécurité, les Soviétiques ont repris la main. C'est à cette époque, seulement, que les Américains vont commencer à réagir.

Naïveté, inconscience… ou lâcheté ?

À la Libération, la naïveté – ou la complaisance – des dirigeants anglo-saxons est encore abyssale. Forts de leur sacro-sainte « victoire sur le fascisme », le NKVD et le Smersh, le nouveau contre-espionnage militaire soviétique[11], n'auront aucun scrupule à rapatrier et envoyer au Goulag plus d'un million de prisonniers de guerre soviétiques libérés des camps allemands et traités comme des déserteurs : ils ne déclencheront pas la moindre protestation de la part des dirigeants alliés. Pis : en mai et juin 1945, les gouvernements américain et britannique ordonnent de renvoyer de force en URSS, à la demande de Moscou, quelque 45 000 Cosaques ayant fui le régime bolchevique ! Des milliers de Yougoslaves opposants au nouveau régime du maréchal Tito seront aussi livrés au parti communiste au pouvoir à Belgrade. On se doute du sort qui attendait tous ces malheureux.

Le plus terrible fut la légèreté avec laquelle les Britanniques livrèrent aux agents de Moscou quelques milliers de « vieux émigrés » ayant fui la Russie aussitôt après la révolution de 1917, qui n'avaient donc jamais été citoyens de l'URSS, qui n'étaient même pas concernés par les accords de Yalta, et qui comprenaient quelques vieux généraux « blancs » comme Piotr Krasnov ou Andreï Chkouro, recherchés depuis vingt-cinq ans par les services secrets de l'URSS.

Pour l'armée britannique, ce fut une compromission honteuse. Pour le Smersh et le NKVD, ce fut une « victoire » magnifique[12] !

En septembre 1945, c'est au tour d'un employé du chiffre à l'ambassade soviétique d'Ottawa, Igor Gouzenko, employé du GRU, de faire défection. Il quitte son poste en emportant, sous sa veste, une énorme liasse de documents. Quand le NKVD se lance à sa recherche, il est trop tard. Gouzenko dénonce tout un réseau d'agents occupés à transmettre à Moscou des informations plus ou moins secrètes sur la politique et l'armée au Canada – y compris un savant britannique, Alan Nunn May, qui travaille alors sur le projet Manhattan et qui sera condamné à dix ans de prison. Quand l'affaire sera rendue publique, en 1946, elle fera les gros titres de la presse et provoquera des clameurs d'indignation.

Un autre retournement fit beaucoup de bruit à la même époque : celui de l'agent de liaison Elizabeth Bentley. Cette femme intelligente et distinguée avait naguère adhéré à la Ligue contre la guerre et le fascisme, pièce maîtresse des réseaux d'influence animés dans l'ombre par Willi Münzenberg (cf. chap. 4). En 1938, cette belle activiste rencontra et séduisit le super espion Jakob Golos, un autre émigrant juif de Russie devenu citoyen américain et officier du NKVD. Marginalisée par la Loubianka après la mort accidentelle de Golos en 1943, celle que les journaux surnommeront la « *Red Queen Spy* » se fond dans l'anonymat jusqu'à ce que le NKVD découvre avec effroi, en novembre 1945, qu'elle a « balancé » au FBI une centaine de noms d'agents – parmi lesquels le secrétaire adjoint au Trésor, Harry Dexter White, et un des secrétaires de Roosevelt, Lauchlin Currie !

Ces défections spectaculaires ont deux effets. D'abord, elles obligent les responsables de la Loubianka, pour la première fois, à mettre délibérément en sommeil la plupart de leurs agents en Amérique du Nord : « Elles mirent fin à l'âge d'or du renseignement

soviétique en Amérique[13] », commentera le colonel du KGB Alexandre Feklissov. Mais surtout, elles achèvent de convaincre les responsables politiques américains – au grand soulagement d'Edgar Hoover, patron du FBI – qu'il est temps de riposter au NKVD, et que si la guerre mondiale est terminée depuis 1945, une autre guerre, secrète, a déjà commencé à se poursuivre sous une forme inédite : la guerre des espions !

L'humiliation de Yalta

Le dernier exemple de la naïveté occidentale en matière d'espionnage aura été le sommet de Yalta en février 1945. Les circonstances de cette rencontre à trois dans cette station balnéaire de Crimée sont restées dans les livres d'histoire : Roosevelt, Churchill et Staline cherchant une stratégie commune pour hâter la fin de la guerre (les troupes soviétiques ne sont plus qu'à cent kilomètres de Berlin), pour régler le sort de l'Europe (et ponctuellement de la Pologne) après la victoire et, plus important encore, pour garantir collectivement la stabilité du nouvel ordre international.

On a souvent raconté les ruses déployées par Staline – qui est sur son terrain – pour amadouer, attendrir, impressionner ses hôtes. Et pour les rouler dans la farine. On sait depuis longtemps que le palais Vorontsov (où logeait Churchill) et le palais de Livadia (où logeait Roosevelt) étaient truffés de micros, et que tout le personnel mis à la disposition des deux délégations, en majorité féminin, était formé aux techniques de l'espionnage, sous la direction du vice-commissaire du NKVD Sergeï Krouglov. On sait enfin que les réunions de préparation de ce sommet, dans leurs administrations respectives, au département d'État comme au Foreign Office, ont fait l'objet de rapports au Centre d'une rare précision.

On sait moins qu'un des plus proches collaborateurs du président Roosevelt, un diplomate chevronné qui a activement participé aux travaux préparatoires, renseignait depuis dix ans les services secrets soviétiques ! Alger Hiss, nom de code « Ales », puis « Mars », âgé de quarante ans, a permis à Staline, à chaque étape de la conférence, de savoir ce que ses interlocuteurs allaient lui proposer, avec quels objectifs et, surtout, quelles arrière-pensées. Que Staline ait obtenu à peu près tout ce qu'il voulait à Yalta n'est donc pas, pour les historiens, un motif d'étonnement.

Après la conférence de Yalta, Hiss sera nommé secrétaire général par intérim de la conférence d'organisation des Nations unies à San Francisco. On comprend mieux, là encore, comment Staline réussit à convaincre ses interlocuteurs américains de céder à ses arguments les plus audacieux – comme d'attribuer à l'URSS, dans la future ONU, trois sièges au lieu d'un, en comptant ceux de l'Ukraine et de la Biélorussie !

En août 1948, Hiss sera dénoncé par Chambers, qui l'accusera d'avoir fait partie d'un réseau communiste clandestin avant son entrée au département d'État en 1936. Pacifiste prosoviétique, ce fonctionnaire modèle a aussi participé au réseau de fonctionnaires procommunistes gravitant autour de l'économiste Nathan Silvermaster – un groupe d'experts assez brouillon et plutôt divisé, si l'on en croit les historiens du GRU[14]. Son jugement se tient en 1949, alors que les accusations dont il est l'objet ne sont étayées par aucune preuve et que les faits sont prescrits. Mais à force de nier toute activité d'espionnage, il est condamné à cinq ans de prison pour parjure. Il sera relâché en 1954 et considéré, jusqu'à sa mort en 1996, comme la première victime du maccarthysme. Si les archives du KGB n'ont pas complètement corroboré son activité d'espionnage, c'est que

Hiss n'a travaillé que pour le IVe département de l'armée soviétique, le futur GRU – à la grande frustration, semble-t-il, de la Loubianka[15].

Un nouvel adversaire : la CIA

Révélations humiliantes, défections spectaculaires, affaire Kravchenko, scandales politiques : l'année 1946 fut un tournant. Celui de la prise de conscience des Américains – tardive mais réelle – que les espions soviétiques n'étaient pas des personnages fictifs, qu'ils étaient de véritables soldats de l'ombre en guerre contre les États-Unis. Et, plus largement, que le rêve d'un monde pacifique où l'URSS jouerait le jeu de tous, en communion avec l'Amérique, n'était qu'une illusion. Le 5 mars de cette année-là, à l'université de Fulton (Missouri), l'ancien chef du gouvernement britannique Winston Churchill stupéfie son auditoire – au premier rang duquel le président Truman en personne – en dénonçant l'expansionnisme soviétique en Europe : « Un *rideau de fer* est tombé sur le continent », déclare l'orateur. L'expression fera florès.

Cette prise de conscience va bientôt susciter, dans une partie de l'opinion américaine, une paranoïa aux conséquences politiques désastreuses : incarné par le sénateur furieusement anticommuniste Joseph McCarthy, le maccarthysme va provoquer à partir de 1950 une véritable chasse aux sorcières permanente dont le procès des espions Rosenberg, comme on l'a vu, sera la sinistre apogée. Mais elle a une autre conséquence, beaucoup plus pratique : la création de la CIA.

En 1947, malgré l'opposition des militaires et des diplomates, le Congrès américain vote le *National Security Act*, une loi qui crée une agence spécialement chargée de fournir des renseignements sur ce que l'URSS prépare qui soit hostile aux États-Unis et d'entreprendre

des actions spécifiques. C'est l'héritière, en plus ambitieux, de ce qu'était l'OSS pendant la guerre. C'est le complément du FBI, qui reste chargé du contre-espionnage sur le territoire américain. Cette agence s'appellera la Central Intelligence Agency (CIA).

Son terrain de prédilection, d'emblée, est l'Europe. Dans l'esprit de ses fondateurs, la CIA vise à anticiper une troisième guerre mondiale qui commencera, en toute logique, par la mainmise de l'URSS sur l'Europe de l'Ouest. C'est pourquoi, très vite, elle se consacre à l'influence – plus qu'au renseignement – et à la lutte systématique contre les organisations marxistes considérées comme des têtes de réseaux du communisme international. Comme au bon vieux temps du Komintern…

Rien de ce qui concerne la création de la CIA n'échappe au Kremlin. Dès juillet 1947, sur l'insistance de Molotov, chef de la diplomatie soviétique, Staline donne son accord pour rassembler les deux services de renseignements du MGB et du GRU. Les civils et les militaires, éternels rivaux, sont priés de faire taire leurs dissensions et d'obéir, de conserve, aux ambassadeurs en place ! Une nouvelle agence les réunit, le Comité pour l'information (KI), plus centralisée que jamais, sous la férule du ministre Molotov.

Le résultat de ce rapprochement fut catastrophique. Confusion dans les tâches, rivalités de couloir, bureaucratie envahissante et, surtout, incompétence dans les hautes sphères de cette nouvelle structure : les diplomates, décidément, ne sont pas faits pour les contacts clandestins, les affaires « mouillées » (où il y a mort d'homme) et les opérations illégales. Ajoutons à cette liste l'imprévisible paranoïa de Staline qui, en 1949, remplace brusquement Molotov par le sinistre Andreï Vychinski, soixante-six ans, l'ancien procureur des procès de Moscou – qui ne connaît rigoureusement rien à l'espionnage.

Quand le complotisme fait rage

Dans les couloirs du MGB, on file doux. Le patron du ministère est Viktor Abakoumov, quarante-trois ans, un ancien de l'OGPU que Staline avait promu à la tête du Smersh pour limiter le pouvoir de Beria. Personnage brutal et sans scrupules, Abakoumov sera exclu à son tour du jeu mortel qui se joue à la tête des « organes » entre le tout-puissant Lavrenti Beria, son bras droit, Vsevolod Merkoulov, et un cadre du MGB secrètement piloté par Malenkov, Mikhaïl Rioumine, qui obtient la tête d'Abakoumov en juillet 1951. Il ne fait pas bon être promu dans l'entourage du dictateur vieillissant…

Le KI est finalement dissous à la fin de l'année 1951. Le MGB redevient autonome, notamment sa Ire direction principale en charge du renseignement extérieur. Mais personne n'est dupe. Le nouveau patron du MGB, Semion Ignatiev, est un homme de paille de Staline. C'est lui qui instruit en 1952 l'absurde « complot des blouses blanches », ces médecins majoritairement juifs accusés d'avoir voulu tuer le dictateur, qu'interrompra la mort de celui-ci. Contrairement à tous ces apparatchiks qui seront broyés dans la guerre de succession, Ignatiev sauvera sa peau : il sera exilé en Sibérie moyenne, à Oufa, capitale de la Bachkirie16 !

Dans les couloirs du Kremlin, à l'évidence, la police politique est un enjeu bien plus important que le renseignement extérieur. C'est ce qui explique le manque de réussite de la Loubianka à l'étranger dans cette période troublée. Si quelques grands « illégaux » redonnent aux « résidences » un peu de leur lustre perdu, comme Willie Fisher, résident aux États-Unis depuis 1947, ou Iossif Grigoulevitch, nouveau résident à Rome en 1949, la plupart des nouveaux représentants clandestins du MGB à l'extérieur n'ont ni la carrure ni le panache de leurs grands anciens – les Deutsch, les Maly, les Orlov.

Ainsi en est-il de Valeri Makaïev, nom de code « Harry », le dernier officier traitant de Philby à New York, qui sera rappelé à Moscou en 1951 pour « manque de discipline » (il a notamment « égaré » une enveloppe de 9 000 dollars que le Centre ne reverra jamais). Ainsi en est-il d'Evgueni Brik, nom de code « Hart », chargé en 1951 de monter une *rezidentura* à Montréal, dont les maladresses – et les frasques sexuelles – se révèlent encore plus calamiteuses que celles de Makaïev : Brik finira même par être « retourné » par la police canadienne, ce que le Centre mettra dix-huit mois à découvrir ! Faut-il aussi citer le cas du vice-résident Reino Haïhanen, *alias* « Maki », nom de code « Vik », arrivé à New York en 1952, qui semble aussi incompétent qu'il est voleur et alcoolique[17] ?

Les temps ont changé. Elle est loin, l'époque où les services secrets de l'URSS faisaient ce qu'ils voulaient sur le territoire américain ! D'abord, le FBI traque désormais le moindre diplomate suspect, le moindre journaliste désœuvré, Mais surtout, les « illégaux » ont un mal fou à recruter des agents de qualité dans la population américaine. Les grands idéaux d'antan, l'utopie communiste, l'engagement antifasciste, ne sont plus de saison. Les procès de Moscou, le pacte avec Hitler, l'occupation de la moitié de l'Europe ont sensiblement émoussé l'idéalisme progressiste de la jeunesse occidentale de l'après-guerre.

Rarement les services secrets soviétiques ont été malmenés comme dans les dernières années de Staline. Jusqu'au décès du dictateur, les directeurs, officiers et agents du MGB sont emportés par une paranoïa générale : en janvier 1953, l'agence Tass les a officiellement accusés collectivement de manquer de « vigilance » face au fameux complot fomenté contre Staline par un « groupe terroriste » de médecins majoritairement juifs. Dans les couloirs de la Loubianka, chacun regarde son voisin de travers, chacun s'attend à

être dénoncé par un collègue, chacun fait du zèle pour montrer qu'il est dans la ligne. On se croirait revenu à l'épouvantable période des procès de Moscou, quand le NKVD lui-même a été le lieu d'une chasse aux sorcières aussi absurde que meurtrière.

Une nouvelle machine de guerre : le KGB

Staline meurt le 5 mars 1953. Lavrenti Beria, qui passe pour le successeur, annonce publiquement qu'il n'y a jamais eu de « complot des blouses blanches » et libère les présumés coupables. Mais nul n'est soulagé. La lutte pour le pouvoir est lancée, elle sera d'une grande violence. Le corps du dictateur est encore exposé à la vénération du public moscovite que Beria regroupe déjà sous la tutelle du ministère de l'Intérieur (MVD), qui est à ses ordres, l'ensemble des directions de la Sécurité d'État (MGB).

Dans les couloirs du MGB, ses adjoints et ses collaborateurs n'ont pas le temps de retrouver un peu de sérénité qu'ils apprennent que Beria a été arrêté le 26 juin, puis jugé et exécuté. Après Guenrikh Iagoda et Nikolaï Iejov, c'est le troisième chef de la police politique qui tombe sous les balles de ses propres troupes ! Certes, on ne fusille plus à tort et à travers, pour un oui ou pour un non. Mais la reprise en main des « organes » par Nikita Khrouchtchev ne va pas sans destituer, limoger, voire liquider physiquement nombre de dirigeants de la Loubianka. Les généraux Koboulov, Dekanozov, Goglidze, Rioumine et Merkoulov suivent le sort tragique de Beria. Soudoplatov lui-même, l'homme des « missions spéciales[18] », comme Fitine ou Blokhine, est déchu de sa fonction et condamné à treize années de prison. Trop heureux de ne pas finir sous les balles de ses propres troupes.

La mort de Staline et l'élimination de Beria ont changé à nouveau la donne. Les successeurs, autour de Nikita Khrouchtchev, doivent faire face à la « guerre froide ». Le 1er janvier 1954 est créée une nouvelle administration : le Comité pour la Sécurité d'État. En russe : *Komitet gosoudarsviennoj bezopasnosti*, dont les initiales vont devenir une menace, un mythe, une légende : le KGB.

Au départ, l'intention des dirigeants est claire : le KGB doit constituer, comme le dit sa devise, « le glaive et le bouclier » du régime, mais en aucun cas une menace pour le pouvoir absolu du parti communiste. L'affaire Beria a servi de leçon. C'est pourquoi, d'emblée, il est placé officiellement sous l'autorité directe du Conseil des ministres – c'est-à-dire, en réalité, sous la tutelle directe du Politburo. Comme l'armée, le KGB ne sera qu'un outil au service du Parti.

Comme la CIA, le KGB est organisé en plusieurs « directions principales », dont la première, la plus noble et la plus prestigieuse, le PGU – dirigé par Alexandre Paniouchkine puis par Alexandre Sakharovski –, est chargée de toutes les activités de renseignement, d'espionnage et d'influence – légale et illégale – à l'extérieur des frontières de l'URSS. Mais contrairement à la CIA, qui laisse au FBI toute la responsabilité du contre-espionnage sur le territoire des États-Unis, le KGB possède une deuxième direction principale, le VGU dirigé par le général Piotr Fedotov, chargée de la surveillance de la population soviétique – chasse aux espions, mais surtout police politique –, comme l'avaient été la Tcheka, la GPU et le NKVD. Enfin, le KGB possède une direction principale spécialement chargée des gardes-frontières de l'URSS, qui règne sur 300 000 policiers, soldats et marins chargés de faire en sorte que nul ne puisse franchir sans autorisation la frontière soviétique, dans un sens comme dans l'autre.

D’autres départements administratifs, techniques ou policiers viendront compléter ce dispositif au cours des quinze années suivantes, qui couvrent la période de la « guerre froide » puis de la « coexistence pacifique ». En réalité, et dans le plus grand secret, le KGB ne cessera plus de se développer – en effectifs, en compétences et en opérations plus ou moins légales…

11

La « déstalinisation »

> « Tout l'art de la guerre est basé sur la duperie. »
>
> Sun Tzu

Le premier directeur général du KGB, en mars 1954, est – évidemment – un des affidés du nouveau chef du Parti, Nikita Khrouchtchev. Il s'appelle Ivan Serov et est originaire d'un petit village près de Vologda, dans la Russie du Nord. Il n'a que quarante ans mais il a une longue expérience des services secrets, de leurs arcanes, de leurs exactions et aussi, parfois, de leurs turpitudes. L'immeuble de la Loubianka, au numéro 2 de la rue éponyme, ne lui est pas inconnu : c'est là que sa carrière a réellement commencé un beau jour d'avril 1939, quand Lavrenti Beria l'a chargé, lui, simple officier du MVD, d'arrêter Nikolaï Iejov, le tout-puissant patron de la police politique brusquement tombé en disgrâce ! Cette action valait bien une promotion : Serov fut nommé à la tête du NKVD de la république d'Ukraine, où il a aidé le chef local du parti communiste, un certain Nikita Khrouchtchev, à « soviétiser » cet immense territoire après la mise en œuvre du protocole secret ayant accompagné le pacte germano-soviétique d'août 1939. Avec une brutalité qui restera attachée à la réputation des deux hommes.

Serov : un criminel sans scrupules

Fidélité aveugle envers le régime, absence totale de scrupules, méthodes expéditives : Serov est un tchékiste modèle. Rappelé à Moscou pendant la « Grande Guerre patriotique », il doit à Beria, qui l'a promu commissaire adjoint aux Affaires intérieures, son principal fait d'armes : c'est lui qui supervise, en 1941 puis en 1944, la déportation en masse des Allemands de la Volga, Tatars de Crimée, Kalmouks, Tchétchènes, Ingouches et autres minorités ethniques transférées de force en Sibérie et en Asie centrale au prix d'épouvantables pertes en vies humaines. Ce crime contre l'humanité – qui n'a jamais été officiellement qualifié ainsi – restera gravé, jusqu'à nos jours, dans la mémoire collective de ces peuples.

Une perle, l'impitoyable colonel Serov ! En 1945, le Politburo le bombarde « héros de l'Union soviétique », avant de l'expédier dans les pays d'Europe centrale « libérés » par l'Armée soviétique. Sa mission est d'y mettre en place les organes politiques répressifs d'État, véritables filiales locales du NKVD qui leur impose ses cadres, ses objectifs, ses méthodes. Serov procède notamment à la liquidation de l'Armia Krajowa (les résistants non communistes) en Pologne et à la mise en place de la Stasi (la célèbre police politique) en Allemagne de l'Est.

En 1947, retour à Moscou. Il devient premier vice-ministre de l'Intérieur, adjoint de Sergueï Krouglov, lui-même patron du MVD et homme de confiance de Beria. Le MVD s'occupe de la police politique, des gardes-frontières et de l'administration du Goulag – ce gigantesque système concentrationnaire qui n'a jamais été aussi peuplé que dans ces années d'immédiate après-guerre. Serov s'occupe notamment de liquider les groupes de résistants antisoviétiques – qualifiés de « bandits » par le Kremlin – qui perdureront, notamment

en Ukraine occidentale et en Lituanie, jusqu'à leur extinction définitive dans les années 1952-1954.

Au printemps 1953, au lendemain de la mort de Staline, quand Beria est arrêté, Krouglov et Serov tournent casaque juste à temps pour ne pas suivre leur ex-protecteur dans sa chute. En récompense, Khrouchtchev les nomme respectivement à la tête du MVD et de l'ancien MGB, devenu le KGB. Pour Serov, qui siège désormais au Conseil des ministres, c'est la consécration. Occuper le fauteuil qui fut celui de Dzerjinski, son modèle, son héros, quelle fierté ! Il supervisera d'ailleurs en 1958, au centre de la célèbre place, l'érection d'une impressionnante statue du fondateur de la Tcheka[1].

Mais Serov n'est pas Dzerjinski, ce mythique « moine-soldat » du bolchevisme ! Il vient de la Russie profonde, ne connaît rien du monde extérieur, ne parle aucune langue étrangère. Il est corrompu, porté sur l'alcool et particulièrement grossier. Il ne doit son entrée au Soviet suprême et au Comité central du Parti qu'à sa fidélité ostentatoire envers Khrouchtchev. Et tant pis si une telle carrière d'apparatchik opportuniste et versatile oblige à quelques paradoxes. Ainsi, après que son patron eut lancé la « déstalinisation » lors du XXe congrès du PCUS en février 1956, Ivan Serov est chargé de mettre celle-ci en pratique en libérant des dizaines de milliers de prisonniers du Goulag… qu'il avait personnellement contribué, quelques années plus tôt, à envoyer dans les camps !

Budapest : le KGB en action

Quelques mois après le XXe congrès du Parti et le fameux « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev, la Hongrie se soulève. La « déstalinisation », pour le peuple hongrois, ce ne peut être qu'un assouplissement du régime communiste et, tôt ou tard, le départ des

troupes soviétiques qui occupent leur pays. Or ceci n'entre aucunement dans les intentions du Kremlin. Le jour même des énormes manifestations antistaliniennes du 23 octobre 1956, Serov débarque à Budapest incognito, accompagné d'une escouade d'officiers du KGB. C'est une première : jamais le patron des services secrets n'était allé personnellement remettre au pas un pays en rébellion contre le « grand frère » soviétique.

Dès son arrivée, lors d'une réunion des forces de sécurité au cours de laquelle il ne révèle pas son identité, Serov reproche à celles-ci leur manque de fermeté : « Les fascistes et les impérialistes font descendre leurs troupes de choc jusque dans les rues de Budapest, et il y a encore des camarades des forces armées de votre pays qui hésitent à faire usage de leurs armes[2] ! »

Dans la salle, c'est la stupeur. Même le chef de la police hongroise, Sandor Kopácsi, se demande qui est ce « conseiller soviétique » aux yeux bleus et au regard furieux qui exige qu'on tire à balles réelles sur les manifestants, ces « capitalistes déguisés en étudiants » et autres « valets des propriétaires terriens tapis dans l'ombre » ! Quand il réalise que le chef du KGB a fait le déplacement depuis Moscou, Kopácsi comprend qu'il n'y a aucune chance d'éviter l'épreuve de force. Et que cette insurrection se terminera dans le sang.

Il ne se trompe pas. Dans les derniers jours d'octobre, le Kremlin fait croire à ses interlocuteurs hongrois qu'il accepte la nomination de dirigeants moins sectaires – János Kádár à la tête du Parti, Imre Nagy à celle du gouvernement – et que l'Armée soviétique va quitter le pays, mais c'est un double mensonge. Sur place, en grand secret, deux hommes préparent l'intervention armée, décidée à Moscou par le présidium[3] du PCUS dans le but de mettre fin, radicalement, à la révolution hongroise : Ivan Serov, le chef du KGB, et Iouri Andropov, l'ambassadeur d'URSS.

Le mensonge d'État est savamment entretenu par Andropov, qui niera l'invasion des chars soviétiques auprès d'Imre Nagy, le 4 novembre, jusqu'au-delà du vraisemblable ; et par Serov qui, le même jour, tend un piège au ministre de la Défense Pal Maleter et à ses principaux adjoints : tous sont arrêtés par surprise lors d'une invitation au quartier général des forces soviétiques où les attend un groupe d'officiers du KGB commandés par Serov en personne, pistolet Mauser au poing. Imre Nagy, réfugié à l'ambassade de Yougoslavie, et d'autres dirigeants hongrois seront arrêtés quelques jours plus tard, grâce à un subterfuge tout aussi grossier.

Maleter et Nagy seront tous les deux fusillés le 16 juin 1958, à la prison centrale de Budapest, en présence de Serov, de son adjoint Choumiline et aussi de Kádár, le nouveau chef du Parti, qui se serait bien passé de cette épreuve. Kopácsi, auquel Serov avait promis « la pendaison à l'arbre le plus haut de Budapest », s'est enfui de justesse à l'étranger[4]. Pour le remplacer et pour mener à bien la « normalisation » du pays, Serov nomme un de ses propres collaborateurs, le général du KGB Kuzma Grebennik, un homme aux méthodes aussi radicales que son patron : 5 000 personnes seront arrêtées en quelques jours, dont plusieurs centaines seront fusillées.

La Hongrie est assommée. L'ordre règne à Budapest pour trente ans. Le duo formé par Serov et Andropov a parfaitement fonctionné. Pourtant, les deux hommes qui ont piloté la répression en Hongrie sont aussi différents qu'on peut l'être : si le général Serov, cinquante et un ans, est bel et bien une brute sans états d'âme, l'ambassadeur Andropov, de neuf ans son cadet, est un homme aussi élégant qu'il est cynique. Tout comme, dans son ombre, un modeste troisième secrétaire d'ambassade nommé Vladimir Krioutchkov. Clin d'œil de l'histoire : Andropov et Krioutchkov seront amenés l'un et l'autre, longtemps après Serov, à diriger le KGB !

Oleg Penkovski, ou le double jeu

Sans la protection de Khrouchtchev, jamais Serov ne serait resté aussi longtemps à la tête du KGB. Il était logique qu'en retour il défendît son mentor lorsqu'en juin 1957, pendant un voyage en Finlande, celui-ci faillit être débarqué par les nostalgiques du stalinisme. Le premier secrétaire s'en tira de justesse, en réunissant *in extremis*, grâce à l'aide logistique de l'armée et du KGB, le Comité central du Parti. Ses membres, au bout de trente heures d'une discussion confuse, exprimèrent leur refus d'un retour en arrière dont ils eussent certainement fait les frais. Malenkov, Kaganovitch et Molotov, qui avaient imprudemment fomenté cette révolution de palais, sont éjectés du pouvoir.

Signe des temps, ils ne sont pas exécutés d'une balle dans la nuque au sous-sol de la Loubianka. Le premier est nommé à la tête d'une centrale électrique au Kazakhstan ; le deuxième, d'une cimenterie quelque part loin de Moscou ; le troisième, de l'ambassade d'URSS en Mongolie-Extérieure ! C'est nouveau. La déstalinisation, c'est – aussi – un peu plus de respect pour la vie humaine. Dans les couloirs du KGB, cette évolution paraît incongrue à toute une génération de tchékistes à la nuque raide et à la détente facile. En sous-main, ceux-là désapprouvent les efforts déployés par Khrouchtchev et son entourage pour apaiser les conflits internes au parti communiste, réhabiliter les innombrables victimes du « culte de la personnalité », reconstruire l'économie socialiste d'après-guerre et donner à l'URSS des institutions modernisées. Serov n'est pas loin de penser comme eux. Comment aurait-il pu rester longtemps à la tête d'une organisation appelée à conduire une « déstalinisation » que lui-même incarnait si peu ?

Le 8 décembre 1958, Khrouchtchev se décide enfin à écarter Serov de la direction du KGB. En reconnaissance pour ses mérites

passés, il le nomme à la tête du GRU – un cas unique dans l'histoire des services secrets de l'URSS – avec le grade de vice-chef d'état-major général des armées. Mais la greffe ne prend pas. D'abord, le GRU ne sera pas à la hauteur lors de la crise des missiles de Cuba en octobre 1962. Si le faux journaliste Gueorgui Bolchakov, colonel du GRU, entretint une relation privilégiée avec Robert Kennedy, celle-ci fut très éphémère et, du coup, inutile. Il est vrai que le résident du KGB à Washington, Alexandre Feklissov, pseudonyme « Fomine », se contenta, pendant ce temps, d'aider à la transmission des messages urgents entre la Maison-Blanche et le Kremlin[5]. Durant toute la crise de Cuba, à aucun moment Khrouchtchev ne demanda quoi que ce soit à Semitchastny (KGB) ou à Serov (GRU).

Mais le pire, pour Serov, devait survenir de l'arrestation, en pleine tension cubaine, de l'agent double Oleg Penkovski, un colonel du GRU dont la défection va faire grand bruit. Penkovski est une vieille connaissance de Serov. Il a un cursus similaire : académie militaire Frounzé, Komsomol, parti communiste, avancement dans la carrière, décorations diverses. Promu colonel d'active et affecté à la direction du GRU. Expert en subversion, sabotage, clandestinité et aussi – ce n'est pas un détail – bon connaisseur du dossier des missiles nucléaires. Mais au lieu de servir aveuglément Khrouchtchev, comme son camarade Serov, Penkovski ne supporte plus la politique, les mensonges et la désinvolture du successeur de Staline. Bouleversé, instable, rongé par ses scrupules, il finit par sauter le pas en avril 1961 en proposant directement ses services à l'ambassade britannique de Moscou[6].

D'avril 1961 à août 1962, Penkovski a fait passer quelque 5 500 microfilms aux services secrets britanniques (SIS) et américains (CIA). Rarement un espion a fourni autant de renseignements opérationnels à une puissance étrangère en une période aussi courte.

Entre l'érection du mur de Berlin (été 1961) et la crise des missiles de Cuba (automne 1962), Penkovski transmet aux Occidentaux une manne de renseignements extrêmement précieux, qualifiés d'« encyclopédiques » par un des meilleurs connaisseurs du sujet : « Dessin d'une nouvelle fusée tactique, plan d'implantation des rampes de lancement de missiles stratégiques, dimensions exactes du futur mur de Berlin, nom du nouveau résident soviétique à Londres, agitation dans les villes industrielles de l'URSS[7]… »

À l'Ouest, Penkovski est souvent considéré comme un des espions les plus importants de la guerre froide. Par la précision et la richesse de ses informations, il contribua – avec d'autres – à la résolution de la crise de Cuba : c'est parce qu'il était parfaitement informé sur les véritables capacités de l'URSS en matière balistique et nucléaire que le président Kennedy a « accepté » de ne pas envahir Cuba en échange du retrait des fusées soviétiques de l'île. Or, ce retrait constituera un recul de Khrouchtchev particulièrement humiliant par rapport au chantage atomique disproportionné dont il avait menacé l'Amérique.

Mais le KGB, cet été-là, a commencé à soupçonner Penkovski. Les hommes de la IIe direction principale, chargée du contre-espionnage, le surveillent de plus en plus près. Ils investissent même l'appartement au-dessus du sien, percent un trou dans le plafond et le surprennent un jour, chez lui, en train de photographier des documents secrets avec son Minox. Craignant qu'il ne file à l'anglaise, les limiers de la Loubianka n'attendent pas longtemps pour l'arrêter, en septembre 1962, provoquant dans les jours qui suivent le limogeage de Serov, son ancien compagnon de beuverie dans les couloirs du GRU[8]. Emprisonné, torturé, jugé, condamné à mort pour « trahison », Penkovski sera fusillé à la mi-mai 1963.

Chelepine et l’éviction de Monsieur K.

En 1958, Serov avait été remplacé à la tête du KGB par son adjoint Alexandre Chelepine, un arriviste qui ne s’était pas privé de savonner la planche de son chef auprès du premier secrétaire. Avec lui, une nouvelle génération arrive au pouvoir – moderne, ambitieuse, conquérante. Chelepine est un des premiers dirigeants soviétiques à être né après la révolution d’Octobre. Sa carrière commence pendant la guerre, quand il devient, à l’âge de vingt-cinq ans, secrétaire général du Komsomol de Moscou. Après la Libération, ce jeune espoir du marxisme-léninisme représente l’URSS « victorieuse du fascisme » dans toutes les manifestations d’étudiants à l’étranger. Il est un des fondateurs de l’Union internationale des étudiants (UIE) dont il sera l’indéboulonnable vice-président jusqu’en 1952, date à laquelle il devient vice-président de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD).

Au printemps 1954, à la tête du Komsomol, il est l’animateur de la formidable campagne envoyant des centaines de milliers de jeunes communistes à la conquête des fameuses « terres vierges[9] ». Séduit par ses talents de propagandiste, Khrouchtchev le nomme premier vice-président du KGB, dans l’ombre de Serov. Chelepine aime le pouvoir, ses privilèges et ses pompes. C’est un beau parleur, un orateur efficace et un apparatchik aux dents longues qui ne doute de rien – et surtout pas de lui-même.

En quittant la direction du Komsomol, il prend soin de nommer à sa place un de ses affidés, Vladimir Semitchastny, âgé de trente-quatre ans. Il refera la manœuvre trois ans plus tard, quand il sera promu au secrétariat du Comité central, en se faisant remplacer à la tête du KGB par le même Semitchastny : cela lui permettra de garder la haute main sur la police secrète depuis son nouveau bureau de la Place-Vieille, un poste stratégique où l’on sait tout sur tout le monde.

Il y côtoie les Souslov, les Kirilenko, les Brejnev. Il ne tarde pas à comprendre que ces gens-là sont très agacés par Khrouchtchev. Très vite, il se rapproche des comploteurs qui vont fomenter la chute de celui-ci en octobre 1964.

Jamais le tout-puissant « Monsieur K. » n'aurait pu être évincé, cette année-là, sans l'aide du KGB. Grâce à Semitchastny, son obligé, Chelepine sait exactement qui exprime de violentes critiques à l'égard du premier secrétaire (Brejnev, Souslov), qui est favorable à l'idée de le remplacer (Podgorny, Kossyguine, Chelest), mais aussi qui fait part à l'incrédule Nikita des rumeurs de complot à son endroit (Mikoïan, Adjoubeï). Début octobre, la luxueuse villa où Khrouchtchev prend ses vacances, à Pitsounda, au bord de la mer Noire, est soigneusement « gardée » par un personnel composé d'agents du KGB. C'est dire si Chelepine a toutes les informations nécessaires[10] ! Quand Souslov, le 12 octobre, invite fermement Khrouchtchev à rentrer à Moscou « pour affaires urgentes », c'est Semitchastny, le lendemain, qui accueille le premier secrétaire à l'aéroport de Vnoukovo, flanqué d'officiers du KGB en uniforme. Khrouchtchev n'est pas dupe : il comprend que son règne va brutalement s'achever quelques heures plus tard…

Ce qu'ignore Chelepine, c'est que les conjurés, en se répartissant secrètement les postes à venir, se sont mis d'accord… pour le laisser sur la touche ! L'homme qui contrôle le KGB – et qui vient de faire preuve, justement, de son efficacité – est trop puissant pour qu'on lui fasse confiance. La nouvelle « direction collective » comprendra donc Leonid Brejnev, qui devient secrétaire général[11] du Parti ; Alexeï Kossyguine, nommé chef du gouvernement ; et Nikolaï Podgorny, bientôt désigné président du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'État. Ces trois-là feront patienter Chelepine en le nommant membre titulaire du présidium, vice-Premier ministre, puis président de la

commission de contrôle du Parti… avant de l'écarter en juin 1967 en lui « confiant » la direction, bien moins prestigieuse, de l'Union des syndicats[12].

Au KGB, personne n'a réagi, et pour cause : quelques semaines plus tôt, Brejnev avait profité d'un séjour à l'hôpital de Chelepine, bloqué par une appendicite, pour demander au présidium d'entériner « à l'unanimité » l'éviction de Semitchastny – et son envoi en Ukraine comme vice-ministre des Sports. Le prétexte, facile, fut une « erreur » de ce dernier qui provoqua un scandale énorme : la propre fille de Staline, Svetlana Allilouïeva, venait de « choisir la liberté » depuis l'Inde où le KGB l'avait autorisée à assister aux obsèques de son troisième mari ! La « déstalinisation » a eu beau humaniser les relations au sommet de l'Union soviétique, il ne fait jamais bon, décidément, en contrôler la police politique.

Un KGB rajeuni et plus efficace

Entre 1958 et 1961, Chelepine avait eu le temps de laisser sa marque au KGB, où il avait promu beaucoup de ses anciens camarades du Komsomol, dont de nombreux étudiants. Ni la Tcheka, ni la GPU, ni le NKVD ne recrutaient de jeunes diplômés : trop immatures, et peu adaptés au travail requis ! L'exemple de la IIe direction principale, celle du contre-espionnage, est parlant : au milieu des années 1950, deux officiers seulement, sur les soixante affectés à ce département, possédaient un diplôme universitaire, et très peu d'entre eux parlaient l'anglais. En 1960, près de 80 % avaient fait des études et 70 % parlaient l'anglais[13] !

Chelepine fit aussi progresser son administration en matière d'écoutes clandestines et d'interception de communications diplomatiques en la dotant d'une « section spéciale » capable de

rattraper une partie du retard du KGB, en la matière, sur la National Security Agency (NSA) américaine. Mais c'est dans les « mesures actives » qu'il fit progresser la Ire direction principale du KGB, notamment en matière de *dezinformatsia* (le mot russe a donné le mot français « désinformation »). Pour étoffer le service, baptisé « département A », Chelepine a recruté cinquante officiers spécialisés, sous la conduite d'un personnage mythique : Ivan Agayants, un vieil agent d'origine arménienne, souvent renfrogné, parfois charmant, parlant couramment trois langues étrangères, qui avait été résident à Téhéran (de 1941 à 1943) puis à Paris (de 1947 à 1949).

Agayants s'était fait une belle réputation de faussaire en faisant publier à Paris les pseudo-« confidences » du général Vlassov (*J'ai choisi la potence*), où l'officier « félon » révélait ses relations avec Hitler ; une fausse correspondance entre Staline et Tito, qui prouvait que ce dernier était un militant trotskiste ; deux livres sur Staline, évidemment à sa gloire, publiés par Budu Svanidzé, le neveu du dictateur (qui n'a jamais eu de neveu) ; les faux souvenirs du commissaire du peuple Maxime Litvinov (*Notes pour un journal*) ; et quelques autres documents aussi explosifs que parfaitement inventés. Grâce à quelques agents à la plume fertile (comme l'émigré russe Grégoire Bessedovski), le super espion Agayants a porté la contrefaçon au rang des beaux-arts[14].

Autres « mesures actives » dues à son talent : pendant l'hiver 1959-1960, une série d'actes anonymes scandaleux en Allemagne de l'Ouest firent la une des journaux occidentaux : saccage de monuments funéraires juifs, déprédation de synagogues, slogans antisémites peints sur les murs, etc. Aux États-Unis comme en Europe, on s'interroge : l'Allemagne capitaliste est-elle donc incapable d'éradiquer le poison nazi ? Est-ce là l'idéal de tant d'Allemands de l'Est qui veulent, en masse, fuir la RDA ? Entre Noël 1959 et

février 1960, quelque 833 actes antisémites furent ainsi commis aux quatre coins de l'Allemagne de l'Ouest… par les agents est-allemands d'Agayants[15] !

Andropov : une nomination surprise

En 1967, un nouveau président arrive à la tête du KGB. Iouri Andropov, cinquante-trois ans, n'est pas du sérail, mais c'est une vieille connaissance : il est cet ambassadeur qui, en 1956, contribua largement à briser l'insurrection de Budapest. Et n'avait pas caché, à l'époque, son agacement devant la grossièreté et la brutalité du KGB ! Un grand front dégagé, des cheveux coiffés en arrière, de petites lunettes métalliques, une allure d'intellectuel bien élevé : ce quinquagénaire distingué est toujours tiré à quatre épingles. On chuchote même qu'il boit de vieux whiskies et apprécie le jazz…

Né en 1914 aux confins du Caucase, fils de cheminot, son appartenance au Komsomol pendant la grande terreur de 1936-1937 lui est profitable : il devient secrétaire des Jeunesses communistes de la toute jeune république de Carélie-Finlande en 1940, à tout juste vingt-six ans. Protégé du prosoviétique Otto Kuusinen, véritable patron de cette région plusieurs fois ballottée entre la Finlande et l'URSS, Andropov entre ensuite au département international du Comité central du PCUS. Son premier poste, en sortant de cette formation prestigieuse, est Budapest, où il se rend en 1953 et où il devient ambassadeur dès 1954.

À Budapest, il fait si bonne impression qu'on le nomme chef du département des « pays frères » au Comité central. De son bureau de la Place-Vieille, à Moscou, il gère la difficile et longue sortie de crise en Hongrie, il supervise l'arrivée du nationaliste Nicolae Ceauşescu à la tête de la Roumanie, il accompagne l'éphémère « dégel » incarné

par Władysław Gomułka en Pologne. Il s'occupe aussi des trois pays « schismatiques » de l'époque, l'Albanie, la Yougoslavie et la Chine. En 1961, ce fonctionnaire modèle entre au Comité central, où il deviendra membre du secrétariat un an plus tard – une promotion exceptionnelle, due à l'inquiétude des dirigeants face aux secousses qui agitent le bloc socialiste.

Paradoxalement, sa nomination à la tête du KGB, en 1967, n'est pas exactement une promotion. D'abord, dans la hiérarchie soviétique, le président du KGB ne peut pas être secrétaire du Comité central : Andropov recule d'une case ! Ensuite, il n'est pas le candidat de Brejnev et ne peut s'opposer à ce que celui-ci le flanque de deux vice-présidents : le général Semion Tsvigoun (un ancien de Dniepropetrovsk, l'ancien fief de Brejnev) et son vieil ami Viktor Tchebrikov (lui aussi ancien de Dniepropetrovsk). Un an plus tôt, Brejnev avait déjà nommé un de ses hommes, Nikolaï Chtchelokov (encore un ancien de Dniepropetrovsk), à la tête du ministère de l'Ordre public, futur ministère de l'Intérieur : on n'est jamais trop prudent.

Andropov n'est plus un débutant : pour sa part, il appelle à ses côtés son ancien collaborateur de Budapest, le jeune Vladimir Krioutchkov, qu'il placera en 1974 à la tête de la Ire direction principale avant de le nommer, quatre ans plus tard, vice-président du KGB. Le pouvoir, en URSS, est affaire de réseaux. Andropov sait qu'il aura fort à faire pour retrouver son poste au secrétariat du Comité central et, peut-être, pour monter encore plus haut dans la hiérarchie. Il sait aussi que la moindre crise peut lui valoir d'être écarté du pouvoir – et justement, voilà que pointe l'affaire de la Tchécoslovaquie…

Alexandre Dubček, « notre Sacha »

Il ne faut pas s'y tromper : à Budapest en 1956, en réprimant violemment l'insurrection populaire, c'est l'armée soviétique qui a sauvé le régime communiste. Mais sans le KGB, l'histoire eût été bien différente. Comme à Prague en 1968. Dans l'un et l'autre cas, les chars grondent derrière la frontière, envahissent le pays, occupent la capitale, terrorisent la population. Mais c'est le KGB qui informe des tensions croissantes dans la société, qui plaide pour la manière forte, qui manipule les dirigeants locaux et encadre la « normalisation » du pays. Tel est le rôle dévolu à Andropov, le nouveau chef de la Loubianka, quand la tension commence à monter dans la capitale tchécoslovaque.

Les principaux dirigeants de l'URSS ne connaissent rien de l'étranger. Pas même l'« étranger proche », comme ils disent pour qualifier les pays d'Europe de l'Est. Ils sont donc largement tributaires de leur service de renseignements, la Ire direction principale du KGB, pour savoir ce qui s'y passe. Et ils sont évidemment portés à croire ses représentants, légaux ou illégaux, quand ceux-ci dénoncent les « activités subversives » menées par les Occidentaux contre les pays socialistes, ainsi que les « attitudes nuisibles » et autres « actes hostiles » dont se rend coupable telle ou telle catégorie de citoyens – l'intelligentsia, la jeunesse – à l'intérieur même d'un de ces pays.

Le drame de Budapest a laissé des traces. Khrouchtchev a choisi de lâcher du lest dans ces pays dirigés d'une main de fer par d'anciens staliniens mis en place, pour la plupart, par le NKVD – quand ils n'étaient pas eux-mêmes d'anciens agents du NKVD comme le Roumain Gheorghiu-Dej. Il a laissé se cristalliser certains courants nationalistes (comme en Pologne), il a retiré les troupes soviétiques occupant certains pays (comme la Roumanie), il a même interdit au KGB de continuer d'espionner dans les pays « frères », ce que la Loubianka ne lui pardonnera pas. Son éviction en octobre 1964 avait

mis fin à ce que l'on qualifiait, dans les couloirs du KGB, de « faiblesses coupables ».

En Tchécoslovaquie, le 5 janvier 1968, lorsque le parti communiste remplace à sa tête le vieux stalinien Antonin Novotny, soixante-quatre ans, par le très populaire Alexandre Dubček, quarante-six ans, le Kremlin reste de marbre : qui n'aurait pas confiance en Dubček qui a grandi en URSS, qui y a suivi brillamment les cours de l'École supérieure du Parti, et qu'on appelle familièrement « notre Sacha » dans les couloirs de la Loubianka ? Le 21 mars, lorsque le Poliburo se saisit de la situation à Prague, la tendance est à laisser faire. Brejnev et Kossyguine, notamment, n'imaginent pas intervenir militairement. Deux hommes vont renverser le cours des choses : Piotr Chelest, le chef du parti communiste en Ukraine, qui est aux premières loges, juste derrière la frontière tchèque ; et Iouri Andropov, le nouveau chef du KGB, que ses hommes sur place poussent à des « mesures actives » en vue d'une intervention armée, comme naguère à Budapest.

Le KGB a préparé le terrain, avec la participation des résidences des pays voisins – ce qui était aussi une nouveauté. Discrètement, il a transféré en Tchécoslovaquie des agents illégaux, sous de fausses identités, déguisés en touristes ouest-allemands, en étudiants autrichiens ou en journalistes britanniques, pour infiltrer les milieux les plus réformistes de Prague et mettre en place pour l'avenir, comme eux seuls savent le faire, des provocations éventuelles : fausses caches d'armes américaines, faux tracts, découverte de faux saboteurs, etc. Ces agents auront pour tâche de fabriquer les « preuves » du « complot contre-révolutionnaire » ourdi par la « droite » – ou par la CIA, ou par l'OTAN – qui justifiera l'intervention militaire soviétique[16].

1968-1969 : la fin du printemps

Ils s'efforcent également d'infiltrer les mouvements et groupes qui participent au « printemps de Prague » : l'Union des écrivains, l'université Charles, les clubs anticommunistes K-231 ou KAN, le Parti socialiste, le Parti du peuple, etc. Ils le font en liaison avec la police politique tchécoslovaque, la StB (*Státní Bezpečnost*), naturellement, mais le rejet du soviétisme dans le pays est un sentiment tellement massif, pour ne pas dire unanime, que les agents de la StB sont eux-mêmes suspectés par le KGB, non sans raisons, de complaisance envers les « contre-révolutionnaires » !

Sous la direction d'Andropov, les officiers responsables des « illégaux » – ils s'appellent Kotov, Sourjaninov, Borzov – ont aussi pour mission de repérer et de sélectionner les rares cadres du Parti restés fidèles à Moscou. C'est donc le KGB qui forme le futur gouvernement tchécoslovaque, celui qu'il faudra porter au pouvoir après l'invasion militaire : Alois Indra, Jozef Lenart, Drahomir Kolder et Vasil Bilak sont des nostalgiques du stalinisme, ils fréquentent assidûment l'ambassade soviétique. Ils feront, le jour venu, des dirigeants parfaitement dociles[17] !

Le 19 juillet 1968, à Moscou, le Politburo se réunit en catastrophe. Alors que Brejnev croit encore possible une négociation avec les dirigeants du « printemps », Andropov hausse le ton et propose que soient prises sans délai les « mesures extrêmes » prévues en cas de blocage. Il est mis en minorité. La rencontre de la dernière chance a lieu du 29 juillet au 1er août à Čierna nad Tisou, sur la frontière avec l'URSS. Elle ne débouche sur aucun accord. Les Tchèques dénoncent, au passage, les manœuvres ourdies par le KGB pour inventer un « complot » occidental dans le dos de la StB, ce qui ne favorise pas l'entente…

Le 21 août au matin, les chars soviétiques investissent Prague. Ils sont appuyés, aux frontières du pays, par des divisions venues d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Hongrie et de Pologne. Mais les prévisions établies par le KGB volent en éclats : le Parti communiste tchécoslovaque, réuni clandestinement, condamne l'invasion ! Il n'est plus question de faire avaliser un quelconque gouvernement fantoche. Dubček et les dirigeants du « printemps » sont emmenés de force à Moscou, sous escorte du KGB, et contraints, au bout de quelques jours d'intimidation, de menaces et de fausses promesses, à un accord léonin comprenant, en grand secret, l'occupation « temporaire » du pays par les troupes du pacte de Varsovie.

Dubček tiendra sept mois. Le 28 mars 1969, à Prague, un match de hockey sur glace opposant la Tchécoslovaquie à l'URSS, laquelle est battue, tourne rapidement à l'émeute antisoviétique : des supporters nationalistes jettent des pavés sur le stand de l'Aeroflot, que la foule en délire dévaste avant d'y mettre le feu. Moscou hausse le ton, exigeant que la « contre-révolution soit décapitée ». Dubček, acculé, démissionne. On apprendra plus tard que les pavés qui ont servi de projectiles n'étaient pas là par hasard, et que les premiers supporters à s'en emparer et à crier des slogans antisoviétiques étaient des agents du KGB[18].

Le printemps de Prague, c'est bien fini ! Le Parti communiste tchécoslovaque est assommé, le mouvement réformateur est anéanti, la population elle-même est désespérée. Beaucoup d'intellectuels émigrent. Mais les cadres de la StB sont eux-mêmes choqués : ils savent bien, eux, qu'il n'y a jamais eu de « complot antisocialiste » ! Andropov comprend qu'il faudra encadrer cette police politique flageolante par des « illégaux » soviétiques, probablement pendant des années. Encore le chef du KGB n'a-t-il pas prévu qu'un certain nombre d'officiers et d'agents de ses propres services ont perdu dans

cette aventure leurs propres illusions : quel « résident », quel « illégal », quel « conseiller » soviétique en poste à Prague, Budapest, Varsovie, et plus encore à Londres, Paris ou Rome, peut encore, sincèrement, croire en l'« avenir radieux » après la normalisation tchécoslovaque ?

12

Andropov contre les dissidents

« La force des écrivains soviétiques réside dans leur adhésion sans réserve aux idées du communisme. »

Literaturnaïa Gazeta,
26 juin 1968

Moscou, 25 août 1968. Il va être midi et la place Rouge commence à se vider de ses touristes. Devant l'église Saint-Basile, cette basilique dont les bulbes colorés sont célèbres dans le monde entier, huit inconnus, quatre hommes et quatre femmes, se rejoignent soudain sur la *Lobnoe Miesto*, la plate-forme circulaire d'où Ivan le Terrible, au XVIe siècle, s'adressait directement aux Moscovites. Assis, ils sortent de leurs cabas et serviettes des banderoles surprenantes : « Bas les pattes en Tchécoslovaquie », « Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante », « À bas les occupants », et une autre, dont l'intitulé est emprunté à l'histoire du siècle précédent : « Pour votre liberté et pour la nôtre[1]. »

Quatre jours plus tôt, les forces du pacte de Varsovie ont brutalement mis fin au printemps de Prague. Les témoins se frottent les yeux : c'est bien une manif ! Les touristes présents ont à peine le temps de lire les slogans brandis par le petit groupe qu'une dizaine

d'hommes surgis de plusieurs coins de la place se précipitent, arrachent rageusement les banderoles et frappent les manifestants – l'un d'eux aura le visage tuméfié et plusieurs dents cassées – qu'ils embarquent sans ménagement. La scène, au total, n'a pas duré dix minutes.

Dans un commissariat voisin, les inspecteurs du KGB, très excités, procèdent à un premier interrogatoire de ces étranges provocateurs, dont certains sont connus de leurs services : Larissa Bogoraz, trente-huit ans, linguiste, épouse de Iouli Daniel, récemment envoyé dans un camp de travail ; Pavel Litvinov, vingt-huit ans, petit-fils de Maxime Litvinov, ministre des Affaires étrangères de Staline ; Natalia Gorbanevskaïa[2], trente-deux ans, traductrice, venue avec son bébé dans un landau ; Vadim Delaunay, vingt ans, petit-fils d'un célèbre académicien ; Konstantin Babitski, trente-neuf ans ; Vladimir Dremliouga, vingt-huit ans, exclu de l'université pour avoir eu affaire, déjà, à la police politique ; Viktor Fainberg, trente-sept ans, guide à Leningrad ; ainsi que Tatiana Baeva, étudiante.

Leur procès s'ouvre le 9 octobre. Cinq d'entre eux seront condamnés à plusieurs années de camp ou de relégation. L'affaire, vite expédiée, n'aurait dû être qu'un épiphénomène minuscule dans l'histoire de l'Union soviétique. Elle en marque pourtant une époque nouvelle : celle de la « dissidence ».

Vrai ou faux dégel ?

Les huit protestataires de la place Rouge ne sont évidemment pas les premiers, depuis 1917, à contester la politique menée par le Parti communiste de l'URSS et à provoquer, en retour, une réaction violente de la part de la police politique. La Tcheka, la GPU, le NKVD et le KGB n'ont cessé, depuis la révolution d'Octobre, de pourchasser

les opposants au régime, réels ou imaginaires. Adversaires des bolcheviks, bourgeois, armées blanches, ouvriers en grève, koulaks, gens d'Église, trotskistes, antistaliniens et nationalistes divers ont connu, au fil des années, des modes de répression où l'injustice le dispute à la brutalité, voire à la terreur. Des dizaines de millions de malheureux ont connu ainsi les exécutions sommaires, les procès de Moscou, les camps du Goulag et, pour les plus chanceux, l'exil forcé.

La « déstalinisation », inaugurée par le « rapport secret » de Khrouchtchev en février 1956, a changé la donne. D'abord, des milliers d'anciens prisonniers du Goulag, rentrés à Moscou, ont voulu raconter leur calvaire : à leurs parents et amis, à la russe, c'est-à-dire entassés dans la cuisine d'un appartement communautaire en buvant du thé, ou dans des rencontres publiques, voire, pour les plus déterminés, dans des livres. D'anciens « zeks[3] » comme Lev Kopelev ou Alexandre Soljenitsyne, deux jeunes officiers envoyés au Goulag en 1945, ou Piotr Iakir, le fils du célèbre général fusillé par Staline, veulent à tout prix raconter leur calvaire. Ils sont le noyau dur d'une génération dite « du XXe congrès » qui n'acceptera jamais de renoncer à cette étrange période que l'écrivain Ilya Ehrenbourg appellera « le dégel[4] ». Quand ils seront définitivement barrés dans les maisons d'édition, ils seront diffusés par des militants qui taperont leurs textes à la machine, en secret, sous forme de *« samizdat »* (autoédition).

Exposition Picasso en 1956, Festival international de la jeunesse en 1957, exposition américaine en 1960 : une relative ouverture au monde extérieur a été décrétée dans la ligne de la déstalinisation, même si tous ces événements, bien sûr, restent étroitement quadrillés par les communicants du KGB, sous la tutelle de l'Agit-prop, le département « idéologique » du Comité central du Parti. Le « dégel » est-il une réalité ou un leurre ? La répression de l'insurrection de Budapest rafraîchit, en novembre 1956, les optimismes prématurés.

Mais en octobre 1961, en marge du XXIIe congrès du Parti, la décision de retirer le corps de Staline du mausolée de la place Rouge – exécutée en pleine nuit, sans publicité, pour éviter toute réaction populaire inappropriée – semble encourager tous ces étudiants, écrivains, historiens, linguistes ou mathématiciens à parler, dessiner, composer, écrire, comme si l'URSS était réellement en train de changer de régime.

Dans les premiers rassemblements de jeunes et de poètes, place Maïakovski, à partir de juillet 1958, on rencontre des garçons et des filles qui vont durablement s'inscrire dans cette tradition des militants pour les droits de l'homme : Vladimir Ossipov (vingt ans), Vladimir Boukovsky (dix-huit ans), Iouri Galanskov (vingt-deux ans), Édouard Kouznetsov (dix-neuf ans) vont subir, très tôt, les foudres du KGB. D'abord modérées : exclusion de l'université, perte du travail, puis enfermement dans un hôpital psychiatrique « spécial », puis condamnation pour « activités antisoviétiques » à de longues années de camp à régime sévère en Sibérie ou en Asie centrale.

Ce que le KGB n'a pas prévu, c'est que chaque nouvelle condamnation suscite de nouvelles vagues d'indignation et de manifestations publiques… qui débouchent sur de nouvelles arrestations et de nouveaux procès qui suscitent à leur tour des rassemblements, des protestations écrites et des démarches auprès des journaux dénonçant cette répression inique. C'est exactement ce qui arrive quand Joseph Brodski, un jeune poète juif à la mode, est condamné à cinq ans de relégation en mars 1964 ; quand les deux écrivains Andreï Siniavski et Iouli Daniel sont condamnés en février 1966 à sept et cinq ans de camp ; quand Boukovsky et Delaunay sont jugés en août 1967 ; quand Alexandre Guinzbourg et Iouri Galanskov le sont, à leur tour, en janvier 1968[5]. Au grand dam du KGB, ces procès naturellement « arrangés » provoquent

l'apparition, à Moscou et dans quelques villes de province, de groupes d'opposants de plus en plus résolus et solidaires.

Une nouvelle forme d'opposition

Le KGB n'est aucunement préparé à cette nouvelle forme de lutte sociale. Certes, depuis toujours, la police secrète dispose d'informateurs au sein de l'Union des écrivains, comme de toute institution soviétique, mais la lenteur avec laquelle elle réunit les preuves que Siniavski et Daniel ont bien publié à l'étranger des textes sous pseudonyme[6] montre l'embarras des hommes de la Loubianka : des personnes jugées exclusivement pour avoir publié de la littérature, qui refusent de reconnaître leur culpabilité à la fin du procès, et qui sont soutenus par leur entourage à visage découvert, voilà qui est nouveau.

Deux jeunes agents illégaux de moins de trente ans, Anatoli Tonkonog et sa femme Elena Fiodorova (noms de code « Tanov » et « Tanova »)[7] sont affectés à la surveillance des « dissidents » – que le KGB appelle par cet anglicisme un peu suspect et non par le mot russe *inokomysliachtchii* (« qui pense autrement »). Très vite, cet effectif se révèle insuffisant pour filer l'un, enquêter sur l'autre, poser des micros chez un troisième, et il faut se rendre à l'évidence : c'est une petite armée d'agents qu'il faudra bientôt mobiliser pour faire la chasse aux dissidents.

Ce manque d'expérience et de moyens, par exemple, va permettre à Alexandre Soljenitsyne de faire passer et publier à l'Ouest plusieurs écrits (*Le Pavillon des cancéreux*, *Le Premier Cercle*), avant que ces textes soient officiellement qualifiés d'« activités antisoviétiques ». Ce n'est qu'après 1967 que le KGB va cerner de plus près le futur prix Nobel de littérature, sa famille, ses déplacements, ses cachettes, ses

soutiens et ses « complices[8] ». À la Loubianka, on affuble l'écrivain d'un drôle de nom de code : « Paouk » (« araignée »).

Le remplacement du médiocre Semitchastny par Iouri Andropov à la tête du KGB, en 1967, change la donne. L'ancien ambassadeur à Budapest, qui est beaucoup plus cultivé que son prédécesseur, est convaincu qu'il faut mater les dissidents, mais avec des méthodes adaptées. En 1969, il crée une V^e^ direction principale du KGB chargée de cette tâche nouvelle, avec des sections spécialisées dans la surveillance des intellectuels, des étudiants, des nationalistes, des croyants, des Juifs, etc. Dès 1970, année où le jury Nobel couronne Soljenitsyne, Andropov multiplie les notes au Politburo, préconisant de priver l'écrivain de sa nationalité et de l'expulser *manu militari* hors du territoire de l'URSS.

Leonid Brejnev et les dirigeants du Parti sont gênés par l'aura dont Soljenitsyne et Sakharov, les deux chefs de file de la dissidence, bénéficient à l'étranger. L'idée qui domine alors est que le Kremlin aurait tout à gagner à convaincre ces personnalités, par tous les moyens, de soutenir officiellement le régime. Au sein du Politburo, le ministre de l'Intérieur Nikolaï Chtchelokov, le meilleur ami de Brejnev, s'oppose aux mesures préconisées par le chef du KGB, qu'il juge trop radicales[9]. Andropov, furieux, devra ronger son frein pendant trois ans…

En 1972, le KGB réussit à glisser dans l'entourage de l'académicien Sakharov – nom de code « Asket » (« ascète ») – un agent, Guergui Kotlyar, qui se fait passer pour un archéologue français évidemment sympathisant à la cause. Kotlyar a droit aux discrètes félicitations de la Loubianka ! Mais que peut faire un tel « mouchard » lorsque, quelques mois plus tard, le physicien appelle solennellement le Congrès américain à soutenir le fameux « amendement Jackson » qui s'oppose à l'application de la clause de

la nation la plus favorisée à l'URSS tant que celle-ci n'aura pas assoupli sa législation en matière d'émigration ?

Au nom de la Constitution de l'URSS

Andropov a tout juste pris ses marques à la tête du KGB quand survient le printemps de Prague. En cette année 1968, quelques cercles d'intellectuels soviétiques suivent avec passion ce qui se passe en Tchécoslovaquie. Avec l'espoir que le « socialisme à visage humain » incarné par Alexandre Dubček, qui correspond exactement à leurs propres rêves, ne finisse pas dans le sang, comme à Budapest douze ans plus tôt. Las ! Le 21 août, l'écrasement du printemps de Prague par les chars du pacte de Varsovie – solution fortement préconisée par Andropov – annihile tous leurs espoirs. Cette fois, pensent-il, c'est l'irrépressible retour au stalinisme, la fin du dégel, la victoire définitive du KGB.

D'où l'importance symbolique de ces huit inconnus qui, quatre jours plus tard, déploient soudain leurs banderoles sur la place Rouge. Le KGB a beau organiser leur procès, à la mi-octobre, dans une toute petite salle où aucun citoyen ne peut entrer « faute de place », cette manifestation minuscule restera dans l'histoire. Elle marque un tournant que les cadres de la Loubianka vont mettre des années à négocier : voilà des hommes et des femmes qui ne commettent aucune violence, qui ne posent pas de bombes, qui n'ont pas de pseudonymes, qui ont le culot de manifester à visage découvert, et, surtout, qui ne cessent de se référer à la Constitution et à la législation de l'URSS ! Cette exigence de légalité déconcerte complètement les tchékistes plus habitués à la violence aveugle qu'aux arguties juridiques et aux finesses rhétoriques. Pour la police

politique, depuis un demi-siècle, le seul droit qui vaille est la volonté du pouvoir, et rien d'autre !

Quand Andreï Sakharov, en 1968, dénonce publiquement la censure, il le fait – un comble – au nom de la Constitution soviétique de 1936. Quand les Vladimir Boukovsky, Sergueï Kovalev, Tatiana Velikanova, Leonid Pliouchtch, Valeri Tchalidzé et autres Tatiana Khodorovitch appellent à manifester au cœur de Moscou, ils choisissent la date du 5 décembre, anniversaire de cette fameuse Constitution dont Staline prétendait qu'elle était « la plus démocratique du monde ». Et à la fureur de la police politique, les procès qui s'enchaînent deviennent des empoignades juridiques auxquelles juges et procureurs ne sont aucunement préparés[10]. Le concept qui déroute le plus, dans les couloirs du KGB, est celui des « droits de l'homme ». Quand Sakharov et deux autres physiciens créent, en novembre 1970, le Comité des droits de l'homme en URSS[11], le procureur général les avertit que ce comité est « illégal ». Mais par rapport à quel texte, quel code, quelle loi ? Bien entendu, le pouvoir n'a cure de ces débats sur les « droits » des uns ou des autres, et la police a vite fait d'envoyer dans les camps sibériens ou d'enfermer dans des hôpitaux psychiatriques tous ces individus quasi isolés qui se battent à mains nues contre un État tout-puissant où la « loi » n'a pas le même sens que dans le reste du monde.

En septembre 1973, pour la première fois, le KGB réussit à « retourner » deux dissidents épuisés par la prison, Piotr Iakir et Viktor Krassine. C'est une victoire significative. Harcelés, marginalisés, envoyés en camp ou en relégation, les chefs de file de la dissidence sont presque tous hors d'état de nuire. La brutale expulsion de Soljenitsyne, le 14 février 1974, achève de décourager ses amis restés en URSS. Or, au cœur de l'été 1975, de façon inattendue, un événement diplomatique va changer le rapport de

force entre le tout-puissant KGB et ces petits groupes d'individus courageux dont l'activisme, au fil des ans, paraît de plus en plus désespéré.

Les accords d'Helsinki

Le 1er août 1975, à Helsinki (Finlande), dans le cadre pompeux de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), Leonid Brejnev et trente-quatre chefs d'État ou de gouvernement de l'Est et de l'Ouest signent solennellement, après deux ans de tractations compliquées, un accord consacrant définitivement le *statu quo* politique en Europe et instituant la « détente » entre les deux blocs. Parmi les experts qui ont négocié cet « Acte final », parmi les dirigeants qui le signent en grande pompe ce jour-là, aucun n'imagine que ce document va bousculer l'histoire. Les dirigeants soviétiques, initiateurs de ces accords qui mettent fin à la guerre froide, n'ont à la bouche que les chapitres portant sur la « sécurité » et la « coopération » : peu leur importe que soient inclus dans le texte quelques clauses secondaires sur la « libre circulation des hommes et des idées » et autres principes pseudo-démocratiques. Qu'importe, aux yeux de Brejnev et de Gromyko, que les diplomates de la France et du Vatican, notamment, aient tant insisté pour faire figurer dans une « troisième corbeille » des engagements purement formels sur les droits de l'homme, la liberté de conscience et autres libertés fondamentales !

Le 12 mai 1976, à Moscou, est fondé un Groupe social pour l'aide à l'application des accords d'Helsinki, que les journalistes appelleront bientôt « Groupe Helsinki ». Ses créateurs sont le physicien Iouri Orlov et le mathématicien Anatoli Chtcharanski, deux personnalités intellectuellement brillantes et moralement très solides. Ils sont suivis

par des dissidents déjà connus, les Alexandre Guinzbourg, Piotr Grigorenko, Lioudmila Alexeeva, Malva Landa, Elena Bonner… D'autres figures importantes de la contestation comme Vladimir Slepak, Sofia Kalistratova ou Viktor Nekipelov les rejoindront[12].

Une répression impitoyable s'abat sur ces militants qui prétendent « contribuer à faire respecter les clauses humanitaires des accords d'Helsinki », notamment « les droits de l'homme et les libertés fondamentales, dont la liberté de penser, de conscience, de religion et de croyance ». Véritable provocation aux yeux du pouvoir, le groupe annonce son intention « d'informer l'opinion publique et tous les chefs de gouvernement ayant signé l'Acte final lorsque les articles de celui-ci seront violés ». Cette volonté affichée d'alerter les médias occidentaux sur les manquements du pouvoir soviétique aux engagements qu'il a pris à Helsinki est une nouveauté insupportable. Elle déconcerte à la fois les fonctionnaires de la Ve direction principale du KGB (chargée de la répression intérieure), qui ont toujours eu affaire à des personnes cachant leurs liens avec l'étranger, et les agents de la Ire direction principale (le PGU, en charge du renseignement extérieur), qui doivent tout faire, désormais, pour dissuader les journalistes occidentaux de relayer ces informations vite qualifiées de « provocations ».

Les journaux, revues ou bulletins réalisés par les dissidents en exil (*Kontinent*, *Sintaxis*, *La Pensée russe*, *Grani*, etc.) ne sont plus les seuls à publier des listes d'internés, des comptes-rendus de procès ou des notes de prison venant, par des biais compliqués, d'Union soviétique : la presse étrangère, américaine, britannique, française ou italienne, commence à se passionner pour ces héros courageux d'un genre nouveau et pour ce qu'ils disent de la réalité politique, juridique et carcérale du pays des soviets.

Andropov et les « soi-disant » dissidents

Cet intérêt soudain des médias occidentaux pour les droits de l'homme en URSS confirme Andropov dans l'idée que les « groupes Helsinki » et leurs émules ne peuvent être, évidemment, qu'une opération de subversion idéologique initiée et pilotée par la CIA et ses filiales ouest-européennes. C'est la faiblesse de cet homme, pourtant intelligent, de voir un complot des services occidentaux derrière la moindre contestation interne. Il ne cesse de parler, dans ses discours, des « soi-disant » dissidents, comme s'il était proprement inimaginable de voir se constituer en URSS, soixante ans après la révolution d'Octobre, l'esquisse d'une opposition spontanée ou autonome. Dans un rapport présenté au Comité central le 18 septembre 1973, Andropov ne mâche pas ses mots : « L'hystérie fomentée dernièrement à l'Ouest autour des noms de Sakharov et Soljenitsyne [...] est le fruit d'une campagne prévue et coordonnée [...] qui nous force à envisager des mesures plus radicales pour mettre fin aux actes hostiles de l'un comme de l'autre[13]. »

Les mois qui suivent renforcent Andropov dans sa paranoïa : seule la CIA est capable, à ses yeux, de faire éclore aussi rapidement des « groupes de surveillance des accords d'Helsinki » en Ukraine, en Lituanie, en Géorgie et en Arménie, tandis qu'apparaissent coup sur coup, à Moscou, un Comité de défense des droits des croyants (en décembre 1976), une Commission d'étude de l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (en janvier 1977), un Groupe d'initiative pour la défense des droits des handicapés (en mai 1978), sans parler de plusieurs publications éditées en *samizdat* qui recensent méthodiquement, sur le modèle déjà ancien de la *Chronique des événements en cours*[14], les violations par l'URSS des dispositions humanitaires de l'Acte final d'Helsinki.

À soixante-trois ans, Andropov n’est pas un débutant. Ni une brute. D’un abord réservé, sa haute taille et ses bonnes manières impressionnent ses interlocuteurs. Cet homme est davantage un intellectuel ou un idéologue qu’un chef policier ou un super espion[15]. En bon marxiste-léniniste, il croit sérieusement que le monde capitaliste veut, à tout prix, la mort du communisme, donc l’effondrement de l’URSS. L’insurrection de Budapest, le printemps de Prague, pour lui, sont les preuves que l’Occident ne relâche pas ses efforts pour affaiblir ce que Ronald Reagan qualifiera plus tard d’« empire du Mal ». Mais qui sait ce que pense vraiment, derrière ses petites lunettes cerclées, ce super bureaucrate viscéralement antioccidental ?

Andropov n’avait jamais rêvé diriger la police politique, pour laquelle il a toujours eu du mépris. Mais c’est un patriote, et il va s’efforcer de moderniser le KGB pour en faire un formidable outil au service de son pays. La conduite du renseignement extérieur, notamment, fait d’Andropov, lui-même anglophone, l’homme le mieux informé d’URSS. Nul ne connaît mieux que lui les forces et les faiblesses de l’Union soviétique sur la scène internationale. Nul ne sait mieux que lui les retards et les blocages qui empêchent l’URSS de devenir une puissance économique à part entière. Ce n’est pas un hasard si le Politburo en fera le successeur de Leonid Brejnev en 1982. Et si lui-même poussera, dans son ombre, un jeune dirigeant prometteur, tout juste cinquantenaire, nommé Mikhaïl Gorbatchev…

Soljenitsyne, de Moscou à Harvard

Pour l’heure, Andropov fait du combat contre la dissidence une priorité. Il convainc Brejnev et son entourage d’augmenter considérablement les moyens du KGB. Il est obsédé par les dégâts

causés par des personnalités comme Soljenitsyne ou Sakharov à l'image internationale de l'URSS – cette superpuissance qui a vaincu le nazisme, qui dispose de l'arme nucléaire, qui domine l'espace, qui règne sur le tiers-monde, qui fait la nique aux États-Unis ! N'est-elle donc pas capable, techniquement, de venir à bout de cette contestation-là ?

Le 11 février 1974, Andropov convainc enfin le Politburo de se débarrasser de Soljenitsyne. Trois jours plus tard, ses hommes embarquent de force l'écrivain dans un avion pour Francfort. Ils ne le lâcheront plus. Paradoxalement, de Francfort à Zurich, le KGB surveillera les agissements et les déplacements de Soljenitsyne avec une plus grande efficacité qu'en Russie, où les bureaucrates de la Loubianka avaient toujours manqué de moyens… et de finesse[16] ! Le 19 septembre 1974, Andropov fait adopter un ambitieux plan « à facettes multiples » visant à déstabiliser Soljenitsyne et sa famille, mais surtout à discréditer l'écrivain aux yeux de l'Occident.

Coups de téléphone d'intimidation, paquets suspects, lettres de menace, chantage à propos des enfants : la Ve direction principale fait flèche de tout bois. Les résidences de Genève, Paris et Rome sont mobilisées. Articles à charge, témoignages dégradants (dont un signé de sa première femme), biographie infamante, harcèlement de ses soutiens (comme la revue *Kontinent* fondée cette année-là par Vladimir Maximov) : tout est mis en œuvre pour ruiner la réputation de l'écrivain honni. Cette pression incessante poussera Soljenitsyne, en 1976, à se réfugier aux États-Unis, dans le Vermont, au cœur d'une vaste propriété fermée d'un haut mur d'enceinte hérissé de barbelés.

L'activisme forcené du KGB n'est pas étranger à l'évolution de l'image de Soljenitsyne en Occident. Le temps n'est plus où *L'Archipel du Goulag* se vendait par millions d'exemplaires aux quatre coins du monde libre. L'attitude et les propos de l'écrivain en exil, peu porté à

la diplomatie de salon et de plus en plus critique sur les valeurs occidentales, en sont les causes principales. Son discours prononcé à l'université de Harvard en 1976, où il sidère son auditoire par la violence de ses attaques contre le déclin moral de l'Amérique, va aider la Ve direction principale à faire passer Soljenitsyne pour un ultraréactionnaire, suspect de nostalgies nationalistes, donc infréquentable, dans tous les milieux progressistes de la planète. Le KGB se fera d'ailleurs une joie mauvaise de diffuser une vidéo de ce fameux discours, deux ans plus tard, à l'attention des principaux dirigeants de l'URSS – comme pour se féliciter du discrédit qui frappe désormais, et pour longtemps, le prix Nobel[17].

Sakharov : l'ennemi public numéro un

Mais déjà un autre dissident obsède les officiers de la Ve direction principale et, à ce qu'on sait, Andropov en personne. En 1975, le prix Nobel de la paix est attribué à l'académicien Andreï Sakharov, qui s'empresse, à haute voix, de « le partager avec tous les prisonniers politiques du pays ». On apprendra plus tard qu'Andropov n'avait pas ménagé ses efforts pour éviter cet affront. Dans une note du 10 octobre[18], il avait décrété un train de « mesures opérationnelles complexes » dont l'ampleur et l'ambition prouvent que Sakharov est devenu la cible principale[19] du KGB. Parmi ces instructions : soudoyer un maximum de journalistes occidentaux pour leur faire écrire que le physicien met en péril la « détente » entre l'Est et l'Ouest ; multiplier les « révélations » prouvant que l'activité de Sakharov est financée par la CIA ; « prouver » (comme pour Soljenitsyne) qu'il soutient le général Pinochet au Chili ; convaincre les dissidents en exil que Sakharov et Soljenitsyne se détestent[20] ; etc.

L’une des attaques les plus fréquentes consistera à répandre l’idée que Sakharov est un éminent savant, certes, mais qu’il est sous l’influence de sa femme, Elena Bonner (nom de code « Lisa » ou « Renarde »), une Juive militante incontrôlable : même le journal des émigrés russes de New York, *Rousskie Golos*, en juillet 1976, publie un article – rédigé par un guébiste infiltré – sur le thème : « Mme Bonner, le mauvais génie de Sakharov ? » Dans sa volonté de discréditer à tout prix le prix Nobel, la Ve direction principale ne recule devant aucun argument diffamatoire : la famille Sakharov serait atteinte d’une maladie mentale héréditaire, son épouse serait une ancienne dépravée sexuelle, le couple aurait des liens étroits avec les milieux terroristes, etc.

En juin 1978, alors que le dissident Iouri Orlov, proche de Sakharov, vient d’être condamné à sept ans de camp et cinq années de relégation, la panique gagne les couloirs de la Loubianka : le bruit court que le comité Nobel, à Oslo, aurait décidé de lui attribuer, à son tour, le prix Nobel de la paix ! Le résident en Norvège, Leonid Makarov, reçoit directement d’Andropov l’ordre de tout faire pour éviter cette catastrophe. Quand Makarov, le 27 octobre, téléphone au Kremlin pour annoncer l’attribution du prix à l’Égyptien Sadate et à l’Israélien Begin, il reçoit un télégramme de son chef le félicitant pour son « efficacité[21] » !

À l’aube de l’année 1980, le Politburo s’inquiète : Sakharov ne va-t-il pas profiter des Jeux olympiques de Moscou, prévus pour l’été, pour amplifier ses attaques contre le pouvoir soviétique, déjà très critiqué pour avoir envahi, en décembre, l’Afghanistan ? Le 22 janvier, alors qu’il se rend tranquillement à l’Académie des sciences, Sakharov est arrêté et expédié avec son épouse à Gorki, l’ancienne Nijni-Novgorod, une ville fermée aux étrangers à quatre cents kilomètres à l’est de Moscou. Ce bannissement, destiné à

suppléer le scandale international qu'aurait provoqué un procès du vieil homme et sa condamnation au Goulag, déclenchera néanmoins en Occident des campagnes si virulentes qu'elles contribueront à faire boycotter les Jeux par une grande partie des pays occidentaux !

Enfin Gorbatchev vint…

Le 11 mars 1985, quand Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir, Iouri Andropov est mort depuis un an. Il avait quitté la tête du KGB en mai 1982, convaincu que l'image de « premier flic d'URSS » l'empêcherait de faire carrière au secrétariat du Comité central. Il avait eu raison. À la mort de Brejnev, en novembre 1982, c'est à lui que le Politburo avait confié le secrétariat général du Parti – sans imaginer que la maladie écourterait son règne et forcerait le même Politburo, en février 1984, à porter au pouvoir le médiocre Konstantin Tchernenko.

Mais Andropov avait eu le temps de promouvoir le jeune Mikhaïl Gorbatchev, figure emblématique de la nouvelle génération de dirigeants soviétiques. Le vieux leader qui avait piloté le KGB pendant quinze ans était parfaitement informé sur la situation économique de l'URSS et sur les hommes capables de réformer un système à bout, notoirement incapable de rivaliser avec les États-Unis. C'est de ce constat que naîtra, en 1987, la *perestroïka*.

À l'époque, le KGB est dirigé par le général Viktor Tchebrikov, originaire de Dniepropetrovsk, le fief de Brejnev. Nommé directeur du service des cadres de la Loubianka en 1967, il était devenu un fidèle d'Andropov qui, arrivé au sommet du pouvoir en 1982, l'avait nommé président du KGB. En mars 1985, par fidélité à Andropov, il a soutenu la candidature de Gorbatchev au secrétariat général du Parti, sans laisser de doute sur l'issue du débat : « Vous comprenez tous que

la voix des tchékistes est aussi celle du peuple[22] ! » Ce n'est pas un hasard si le principal rival de Gorbatchev, Viktor Grichine, chef du parti communiste de Moscou, voit passer de main en main – sorti de nulle part – un gros dossier fort compromettant sur la corruption qui règne dans la capitale…

En 1985, la plupart des dissidents – les Chtcharanski, Martchenko, Orlov et autres Guinzbourg – se morfondent dans les camps de Sibérie, tandis que Sakharov croupit toujours à Gorki, au vu et au su du monde entier. Gorbatchev n'est pas familier de ces questions, mais il comprend vite qu'il ne pourra prétendre moderniser l'image de l'URSS si le célèbre académicien reste ainsi banni, à l'ancienne, par le KGB. N'est-ce pas sous le régime tsariste que les opposants politiques étaient ainsi retenus loin de Moscou ?

Mais le nouveau secrétaire général est prudent. Quand il demande à son conseiller Alexandre Iakovlev de lui préparer un dossier sur Sakharov, il lui recommande de ne pas en toucher mot au KGB. Et quand il décide, au bout de dix-huit mois, de libérer le physicien, il prépare psychologiquement les « durs » du Politburo en arguant qu'un citoyen comme Sakharov serait plus utile à travailler pour le pays qu'à « rester les bras croisés à Gorki[23] ».

Le mardi 16 décembre 1986, à 15 heures, deux hommes inconnus pénètrent dans l'appartement des Sakharov à Gorki et, sans un mot, y installent le téléphone. Le lendemain, à 10 heures, la sonnerie retentit. C'est la voix de Gorbatchev : « Monsieur l'Académicien, vous allez être autorisé à retourner dans votre appartement de Moscou… »

Dans les couloirs de la Loubianka, on ne réagit pas. Quand le chef du Parti ordonne, la police obéit. Et puis cette hystérisation du cas Sakharov n'était satisfaisante pour personne. Dans les semaines suivantes, quand Gorbatchev aura modifié la législation contre « l'agitation et la propagande antisoviétique » et libéré les deux cents

dissidents les plus connus – Iossip Begun, Igor Ogourtsov, Mustafa Djemilev, Alexandre Ogorodnikov et bien d'autres –, alors les officiers du KGB commenceront à comprendre qu'ils sont en train de changer d'époque.

13

L'affaire « Farewell »

> « Si l'URSS agissait dans le domaine industriel et agricole avec le même esprit d'entreprise que sur le terrain de la désinformation, elle aurait dépassé les États-Unis depuis longtemps ! »
>
> Stanford Turner, ex-directeur de la CIA

Le héros de ce chapitre s'appelle Vladimir Ippolitovitch Vetrov[1]. Ancien athlète de haut niveau, cet ingénieur moscovite est un spécialiste des nouvelles technologies – électronique, numérique, audiovisuel – quand le KGB le recrute pour en faire un espion de haut vol. Sa couverture est classique : il travaille pour le département des relations extérieures du Comité d'État pour la technologie électronique (GKET). Brillant sujet, il est envoyé à Paris à l'été 1965 comme attaché commercial, accompagné de sa femme Svetlana, pour y nouer des relations dans les milieux scientifiques français. Il y fréquente notamment Jacques Prévost, ancien ingénieur en téléphonie, homme d'affaires avisé, responsable du secteur « URSS » à la direction internationale de l'entreprise Thomson-CSF. Le contre-espionnage français, évidemment, a ouvert un dossier sur lui : à la DST, Vetrov a pour nom de code « Dorat ».

Vetrov passe cinq ans à Paris. Rappelé à Moscou en mars 1970, il quitte la France à regret. Il est tombé amoureux de ce pays où, contrairement à la plupart de ses compatriotes expatriés, il a profité de son statut d'espion pour mener grand train. A-t-il réellement pensé « choisir la liberté » à cette date, comme on l'a dit ? Mystère. En tout cas, retourner à Moscou ne l'enchante pas. La veille de son départ, il arrose un peu trop la fin de son séjour en France et, au cours d'une nuit agitée, endommage une 404 Peugeot empruntée à l'ambassade. Ce genre de mésaventure peut valoir de sérieux ennuis. En catastrophe, il demande de l'aide à son ami Prévost qui « arrange le coup » en faisant aussitôt réparer la voiture aux frais de Thomson. L'incident passe quasiment inaperçu. Vetrov, qui a eu très peur, peut rentrer en URSS[2].

Revoir Paris…

Quand Prévost retourne à Moscou, plusieurs fois par an, il ne manque jamais d'aller dîner chez Vetrov. Son vieil ami a pris du galon, mais il éprouve une nostalgie sans limites pour la France. Un jour, à Moscou, en veine de confidences, Vetrov explique à Prévost qu'il est lieutenant-colonel du KGB et qu'il gagne 600 roubles par mois – ce qui est fort peu, assurément. De retour à Paris, Prévost s'en ouvre à l'une de ses vieilles connaissances de la DST, Raymond Nart, petit-fils d'émigrés espagnols formé au renseignement pendant son service militaire et devenu le directeur de la division A4 du contre-espionnage français[3]. Les deux hommes s'interrogent : est-ce un appel du pied, une offre de service ?

Vladimir Vetrov a des fourmis dans les jambes. Il postule pour un poste de consul adjoint au consulat soviétique de Marseille, mais son visa diplomatique est refusé par le Quai d'Orsay qui, cette année-là,

voit s'accroître démesurément les effectifs de « diplomates » soviétiques envoyés sur le territoire français. La réponse eût sans doute été différente si la DST avait su qu'un agent soviétique de ce niveau, aussi sensible aux charmes de la vie en Occident, avait sollicité un visa ! Rue des Saussaies, le dossier « Dorat » est resté dans son tiroir.

Vetrov obtient finalement un poste à la mission commerciale de l'URSS à Montréal. Le Québec n'est pas la France, certes, mais y travailler est tellement plus agréable que vivre à Moscou ! Les services de renseignements canadiens sont rapidement convaincus que ce diplomate-là n'a qu'une envie, c'est de rester à l'Ouest. À la fin de l'hiver 1975, à la suite d'une sombre histoire de bijoux volés dans une bijouterie, les agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) l'approchent et lui offrent de collaborer. Vetrov refuse, mais Moscou apprend l'incident et rappelle son agent. Sa carrière diplomatique est terminée. Son rêve de vivre à l'Ouest aussi.

De retour à Moscou, malgré l'incident, Vetrov retrouve un poste au KGB, ce qui laisse supposer qu'il est « protégé ». Sa femme n'est-elle pas parente avec l'ancien ministre de l'Industrie radioélectrique, Valeri Kalmykov ? L'ancien attaché commercial à Montréal est bientôt réaffecté au directorat T (science, technique, technologie) de la Ire direction principale (PGU), où il dirige la section « Aviation et espace ». Ce directorat n'est pas le plus connu ni le plus prestigieux des départements du KGB, mais il est au cœur de la plus grande entreprise de pillage industriel du XXe siècle, sous la tutelle de la puissante Commission pour l'industrie militaire (VPK) : cette instance truffée d'ingénieurs et de techniciens identifie tous les besoins scientifiques et technologiques de l'URSS et organise méthodiquement les actions d'espionnage visant à capter en Occident les innovations, les inventions, les brevets, les progrès techniques, les

prototypes susceptibles de faire avancer les laboratoires et les usines du complexe militaro-industriel soviétique.

Derrière ces objectifs vertigineux se cache en réalité une administration pesante, aux habitudes bureaucratiques et aux méthodes archaïques, qui ne saurait redonner le moral à un ancien expatrié de haut vol, nostalgique des cinémas des Champs-Élysées et des caves du Quartier latin. D'autant que ses bureaux, quelques années plus tôt, ont quitté la Loubianka, au centre de Moscou, pour le district de Iassenovo, un immense complexe moderne et sans âme situé à une quinzaine de kilomètres au sud du Kremlin, en bordure du périphérique extérieur de la capitale – où les distractions sont rares !

Une question « de vie ou de mort »

Cinq années passent. Jacques Prévost n'a plus revu Vetrov. Jusqu'à ce jour de novembre 1980 où une carte postale postée de Budapest parvient au siège parisien de Thomson-CSF, 23 rue de Courcelles, au nom de Jacques Prévost. C'est Vetrov qui demande à son vieil ami de le joindre par téléphone en urgence. Prévost, méfiant, ne réagit pas. Quinze jours plus tard, nouvelle carte postale, toujours postée de Budapest – on saura plus tard que c'est le beau-frère de Vetrov, chanteur d'opéra, qui a posté discrètement ce courrier au cours d'une tournée en Europe centrale. Vetrov insiste, rappelle son numéro personnel et ajoute cet étrange appel au secours : « C'est une question de vie ou de mort ! »

Cette fois, Prévost s'inquiète. Il appelle Raymond Nart à la DST. Lui-même n'a aucune envie de reprendre contact avec un agent du KGB, fût-il une vieille connaissance : et s'il s'agissait d'une provocation ? Il suggère à Nart de contacter Vetrov par un

intermédiaire qui n'attirera pas l'attention : son propre directeur à Moscou, Xavier Amiel, un vieux routier des affaires soviétiques. Contacté, Amiel accepte cette mission toute simple et peu compromettante. Si Vetrov veut « choisir la liberté », comme le croit la DST, il sera toujours temps de changer de braquet et de passer la main à des professionnels[4] !

Le 4 mars 1981, Amiel téléphone très naturellement à Vetrov, qui lui donne un rendez-vous dès le lendemain, à quelques centaines de mètres de son domicile. Ce jeudi-là, à 18 heures, rue Bolchaïa-Doromilovskaïa, monté à bord de la R20 d'Amiel, Vetrov explique que, non, il ne veut pas passer à l'Ouest, que ce n'est pas « d'actualité », mais qu'il veut faire quelque chose de beaucoup plus fou, que personne n'a jamais osé faire. Et l'officier du KGB de poser sur les genoux d'Amiel un dossier de 200 pages « emprunté » à la direction de la VPK : « Vos collègues sauront quoi en faire ! »

Vetrov croit, naturellement, qu'Amiel est un honorable correspondant de la DST, et qu'il est techniquement armé pour photographier un tel classeur en vingt-quatre heures : « Il y en aura d'autres ! À demain, même heure, même endroit ! »

Xavier Amiel file à son bureau, désert à cette heure tardive, et photocopie le dossier, qu'il restitue à Vetrov le lendemain, comme convenu. Nouvelle surprise, celui-ci livre alors à son interlocuteur une épaisse liasse de documents, qui connaissent le même sort : photocopie dans les locaux de Thomson-CSF, restitution dans les vingt-quatre heures. À six reprises, Amiel se transforme ainsi en apprenti espion ! Rien ne vient perturber ces échanges inattendus. Lorsque l'énorme dossier est présenté au service de la valise diplomatique, à l'ambassade de France, pour être acheminé au siège parisien de Thomson-CSF, Amiel doit insister car l'employé trouve l'enveloppe un peu trop volumineuse…

Une procédure « exceptionnelle »

Quelques jours plus tard, à Paris, quand Raymond Nart examine le contenu du gros dossier que lui a transmis Prévost, il n'en croit pas ses yeux. Il n'a jamais vu autant de documents ultraconfidentiels venus d'une source aussi élevée au sein du KGB ! À dossier exceptionnel, procédure exceptionnelle. Surtout en pleine campagne pour les élections présidentielles de mai 1981. Le directeur de la DST, Marcel Chalet, décide de ne pas informer tout de suite les autorités politiques. Ce n'est qu'après la victoire du candidat de la gauche, le 11 mai 1981, qu'il prend rendez-vous avec le général Jeannou Lacaze, nouveau chef d'état-major des armées. Celui-ci valide la règle du silence le plus absolu. Il met secrètement à la disposition de la DST, à Moscou, un attaché militaire spécialement affecté à cette opération : l'homme n'est pas un espion professionnel, mais au moins, s'il se fait prendre, il disposera d'une couverture diplomatique.

Marcel Chalet évite ainsi d'avoir à transmettre le dossier au contre-espionnage extérieur. C'est d'autant plus anormal que la procédure est stricte : sur un territoire étranger, c'est au SDECE[5] de prendre les choses en main. Or, les rapports entre les deux services sont détestables. Chalet, fin diplomate, a convaincu Lacaze, lui-même ancien du SDECE : un transfert du dossier de la DST à sa grande rivale risquerait de condamner à l'échec la plus grosse opération d'espionnage de ces dernières décennies. Prudent, il a baptisé le dossier d'un nom anglo-saxon, « Farewell », pour brouiller les pistes au cas où l'affaire tournerait mal[6].

À Moscou, le passage de relais a lieu le 13 mai 1981, lors d'une réception à l'ambassade de France. Xavier Amiel informe discrètement l'attaché militaire, Patrick Ferrant, de la procédure fort peu réglementaire que l'officier du KGB Vladimir Vetrov lui a jusqu'alors imposée. Vetrov, de son côté, s'inquiète d'avoir à changer

de correspondant – il veut savoir exactement si la femme de Ferrant est de toute confiance –, mais il accepte. Pour lui, Ferrant s’appellera « Paul ». Son épouse Madeleine sera « Marguerite ». Le premier contact est fixé : il se fera avec « Marguerite » le 22 mai, au marché Tcheriomouchki, rue Vavilova…

Pendant de longs mois, Farewell va transmettre à ses nouveaux amis « Paul » et « Marguerite » des centaines de documents ultraconfidentiels. Mais à son rythme et à sa façon, qui désarçonnent souvent ses interlocuteurs. L’homme a beau être un officier du KGB rompu aux techniques des contacts clandestins, sa décontraction fait peur. Transporter dans les rues de Moscou autant de liasses de papier sans éveiller l’attention d’aucun service, cela tient du miracle. À l’automne, la DST fait passer à Ferrant un appareil à microfilms de taille réduite, hypersensible, d’un maniement assez aisé pour que Vetrov puisse s’en servir lui-même. C’est un progrès.

Une chance pour Mitterrand

Le 20 mai 1981, le nouveau ministre de l’Intérieur, Gaston Defferre, rend une première visite à la DST, rue des Saussaies. Entre deux propos convenus, Marcel Chalet lui glisse qu’il souhaite l’entretenir d’une affaire importante. À la mi-juin, Defferre convoque Chalet qui lui raconte toute l’histoire. Impressionné, le ministre décide d’en informer lui-même le président de la République… et de n’en rien dire à son collègue Charles Hernu, ministre de la Défense, qu’il considère comme un bavard irresponsable[7] ! Rendez-vous est pris pour le 14 juillet au palais de l’Élysée, quelques heures après la traditionnelle garden-party présidentielle.

Ce jour-là, quand François Mitterrand prend connaissance du dossier « Farewell », il en mesure aussitôt l’importance. Il imagine

surtout le profit qu'il va pouvoir en tirer dans ses relations difficiles avec les États-Unis. À Washington, Ronald Reagan et ses conseillers ont suivi avec une sorte d'horreur la victoire d'un socialiste amenant au pouvoir en France, dans ses malles, quatre ministres communistes purs et durs ! Des ministres qui soutiennent l'invasion de l'Afghanistan, les fusées SS-20 pointées sur l'Europe ou la relégation d'Andreï Sakharov ! Mitterrand, pour Reagan, est le cheval de Troie du communisme international.

Le sommet du G7 prévu le 19 juillet à Ottawa arrive à point. Le dossier « Farewell » va permettre au président Mitterrand de prouver aux Américains que la France n'a pas changé de camp. En marge des réunions plénières, un quasi tête-à-tête est organisé avec Ronald Reagan au château Montebello, où résident les délégations. Le président américain regarde Mitterrand de travers. Il ne comprend pas grand-chose à son histoire d'espionnage. Comment un allié des communistes peut-il prétendre l'informer, lui, de la présence active du KGB dans nombre d'administrations et d'entreprises américaines ?

Heureusement, le dossier parvient à George Bush, vice-président des États-Unis et ancien patron de la CIA, puis à Bill Casey, son successeur à la tête de la Centrale. Les deux hommes ne tardent pas à rencontrer Chalet, le 3 août, pour en savoir plus sur cette extraordinaire masse de renseignements aux incidences vitales pour l'Amérique, et pour établir une collaboration régulière entre la CIA et la DST – laquelle transmettra désormais à ses correspondants américains toutes les informations transmises par Farewell concernant les États-Unis. Sans rien dire de concret sur sa source, évidemment.

Un malheureux fait divers

Moscou, 26 janvier 1982. Patrick Ferrant, chaudement vêtu, piétine dans la neige derrière le musée-panorama de la bataille de Borodino, près de la *Koutouzovski prospekt*, à quelques centaines de mètres du domicile de Vetrov. C'est un des points de rencontre où il retrouve régulièrement son sulfureux contact. Avec retard, celui-ci surgit, presque à l'improviste, visiblement éméché, et lui tient un discours échevelé : « Tout est foutu ! Tout est foutu ! »

Puis il repart et se fond dans la foule moscovite. Impossible de le retenir : lui courir après serait d'une imprudence folle. Il ne reste qu'à rendre compte à Paris…

Au siège de la DST, Raymond Nart et son adjoint Jacky Debain sont catastrophés. À l'évidence, il s'est passé quelque chose d'anormal, et le mécanisme de transmission des documents « Farewell » s'est enrayé. Le KGB a-t-il eu vent de l'affaire ? C'est évidemment l'hypothèse la plus plausible. Des semaines se passent, puis des mois. Le 18 juin, la CIA dépêche un de ses hommes à Paris : que lui dire, sinon que la mirobolante « source française » s'est brusquement tarie, et qu'on ignore pourquoi[8] ?

Le 22 septembre, un autre fonctionnaire de la CIA débarque à Paris où il prend rendez-vous avec Marcel Chalet. Les services américains ont appris une drôle d'histoire : à Moscou, le 22 février, un officier du KGB aurait assassiné un quidam sur un parking, en bordure du *koltso*, le périphérique extérieur de la ville, à la suite d'une bagarre avec une femme. Ne s'agirait-il pas de Farewell ? Sans barguigner, Marcel Chalet lâche le nom de Vetrov. C'est bien le nom de l'officier incriminé.

Encore faut-il obtenir confirmation de cette explication aussi stupéfiante que sordide. Nart demande à Xavier Amiel, l'homme de Thomson-CSF à Moscou, de faire mine de téléphoner, un soir, à son vieil ami Vetrov. Il tombe sur Svetlana :

« Svetlana ? Est-ce que Volodia[9] est là ?

— Non… Et il ne veut plus s'occuper de tout cela ! »

Svetlana a répondu d'un ton très naturel, mais elle a aussitôt raccroché. Si elle a fait passer ce message alors qu'elle est forcément écoutée par le KGB, c'est probablement que la situation est désespérée.

De fait, à cette date, Vladimir Vetrov croupit dans la prison moscovite de Lefortovo, en attendant un jugement qui l'enverra purger sa peine à Irkoutsk, au fond de la Sibérie. La DST et la CIA croiseront leurs informations pendant des mois pour reconstituer les faits et, surtout, pour savoir ce qu'on reproche à ce détenu pas comme les autres : avoir tué un homme ou avoir trahi son pays ?

Le drame du périphérique n'est qu'un désolant fait divers. Vetrov avait entraîné une jeune femme dans sa voiture pour une escapade amoureuse. Il s'était garé sur une aire du *koltso*, à des kilomètres du centre de Moscou. L'épisode amoureux a tourné à la dispute, de plus en plus violente, entre les deux amants. Un automobiliste passant par là s'est interposé, que Vetrov, hors de lui, a frappé à mort.

Il n'y a rien, dans ce drame passionnel, qui puisse éveiller l'attention du contre-espionnage soviétique. Sauf que Vetrov est officier du KGB. Sauf que la jeune femme, sa maîtresse, s'appelle Lioudmila Otchkina, et qu'elle est traductrice au directorat T du KGB. Célibataire, plutôt volage, elle travaille dans le même bâtiment que lui, à Iassenovo. C'est à elle qu'il « emprunte » une grande partie des documents ultraconfidentiels qu'il photographie méthodiquement chez lui avant de les lui rendre. Elle ne connaît rien du dossier « Farewell », bien sûr, mais elle se doute bien que son compagnon se livre à de curieux trafics.

À la DST, on sait tout de Lioudmila, dont Vetrov n'a jamais caché l'existence. Un jour, il a demandé à ses contrôleurs parisiens de lui

envoyer un manteau en fourrure synthétique pour lui en faire cadeau : il avait même envoyé une photo d'elle pour que le manteau soit coupé aux mensurations de sa belle[10] ! Cet homme-là a toujours été imprévisible. Il est facile d'imaginer le danger que représente, dans ce contexte, une altercation, voire une rupture, entre les deux amants. Lioudmila aurait-elle entrepris de le faire chanter pour qu'il divorce de sa femme, ce qui expliquerait son étrange comportement un mois plus tôt ?

Farewell ne répond plus

En novembre 1982, Marcel Chalet quitte la tête de la DST sans avoir le fin mot de l'histoire. Ses collaborateurs Nart et Debain sont persuadés que le KGB a découvert le pot aux roses, mais ils n'en ont pas la preuve. Quelques intuitions basées sur des signes imperceptibles tout au plus. Comme le brusque rappel à Moscou, en avril 1982, de l'officier traitant de l'ingénieur français Pierre Bourdiol, un agent double travaillant à la SNIAS, l'ancienne Aérospatiale, où l'avait recruté naguère Vladimir Vetrov quand il était à Paris : le KGB ne serait-il pas en train de vérifier, une par une, toutes les liaisons professionnelles de celui-ci ?

Pour remplacer Chalet au 11, rue des Saussaies, François Mitterrand nomme Yves Bonnet, un préfet de choc. Raymond Nart raconte toute l'affaire à son nouveau patron et lui fait part de son pessimisme. Au fil des mois, la DST et la CIA se sont persuadées que le dossier était clos. Qui sait si Vetrov n'a pas été fusillé dans les formes après avoir été secrètement jugé coupable de haute trahison ?

La seule question qui se pose, désormais, est de savoir comment exploiter au mieux les 2 997 pages de documents obtenus par la filière « Farewell » depuis mars 1981. Certes, des brigades de

traducteurs et d'experts ne cessent de décrypter ces plans, listings, tableaux, bilans, notes et autres télégrammes donnant aux services occidentaux, pour la première fois, un aperçu complet et détaillé de l'extraordinaire entreprise de pillage systématique déployée par les Soviétiques pour pallier leurs propres faiblesses technologiques, notamment en matière d'armement[11]. Grâce à Farewell, la gourmande VPK, tête de pont de l'industrie militaire soviétique, n'a plus de secrets pour le contre-espionnage occidental : objectifs, moyens mis en œuvre, relais, résultats, synthèses, etc.

Mais les classeurs de la DST contiennent aussi, grâce à Vetrov, de précieuses listes de noms : celle des deux cent cinquante agents de la « ligne X », ces ingénieurs, techniciens et autres scientifiques envoyés en Occident, sous des couvertures diverses, pour rapporter le maximum d'informations possible. Comment exploiter ce trésor, sachant que le KGB ne va pas rester longtemps sans réagir – et modifier, très vite, l'ensemble de son organigramme. Il y a longtemps que l'idée d'expulser un gros paquet d'espions est régulièrement émise dans les couloirs de la DST. N'est-il pas temps de relancer cette suggestion en haut lieu ?

Justement, en ce mois de janvier 1983, une information peu banale parvient sur le bureau du président Mitterrand : une équipe d'agents de la DGSE vient de découvrir que les téléscripteurs chiffrés de l'ambassade de France à Moscou avaient été piégés par le KGB lors de leur installation, en… 1976 ! Rétrospectivement, c'est une catastrophe. Mais sur le moment, c'est aussi une vive humiliation. Le président de la République réagit : le sans-gêne du KGB est devenu insupportable.

Quand la détente bat de l'aile…

Le 7 mars 1983, Yves Bonnet est reçu par François Mitterrand à l'Élysée. Le préfet avance une suggestion : il faudrait lancer aux Soviétiques un « signal fort ». Concrètement : la France pourrait expulser un nombre « significatif » de diplomates travaillant, de près ou de loin, pour le KGB. On compte, en proportion, quatre fois plus de diplomates de l'URSS en France que de diplomates français en URSS, et tout le monde sait qu'une grande partie d'entre eux se livre à l'espionnage industriel et militaire, ce que les documents « Farewell » ont spectaculairement confirmé. À la fin de l'entretien, Bonnet tend à Mitterrand une chemise contenant cent soixante noms d'agents appartenant au KGB ou à son équivalent militaire, le GRU. À toutes fins utiles.

Une telle expulsion ne serait pas tout à fait une première. En septembre 1971, à Londres, les révélations d'un transfuge du KGB, Oleg Lialine, avaient fait prendre conscience de l'extraordinaire pénétration des agents soviétiques outre-Manche. Après un long dialogue de sourds entre le chef du Foreign Office, Alec Douglas Hume, et son imperturbable collègue soviétique Andreï Gromyko, le gouvernement britannique avait pris la décision d'expulser cent cinq diplomates et autres ressortissants de l'URSS, avec interdiction de remettre les pieds sur le territoire britannique ! Le directeur de la DST de l'époque, Jean Rochet, avait suggéré à son ministre de tutelle, Raymond Marcellin, de faire la même chose. Le ministre de l'Intérieur avait plaidé en ce sens auprès de son collègue des Affaires étrangères, Maurice Schumann, qui, au nom de la « détente » entre l'Est et l'Ouest, avait convaincu le président Pompidou… de n'en rien faire.

La France avait donc continué d'expulser discrètement, au fil des ans, tel ou tel espion pris en flagrant délit, comme le directeur adjoint de l'agence de presse *Novosti* Viktor Sokolov (en 1972) ; l'attaché militaire Evgueni Mironkine, surpris en train de voler un appareil de

guidage électronique en plein salon aéronautique du Bourget (en 1973) ; le consul Viatcheslav Frolov et le vice-consul Guennadi Travkov, dont l'intérêt pour le Mirage 2000 frôlait l'indécence (en 1980) ; ou le directeur de l'Aeroflot Sergueï Pavlov et son adjoint Iouri Solomonov, tous deux officiers du GRU (en 1982). En représailles, le Kremlin ordonnait d'expulser tout aussi discrètement tel ou tel résident français à Moscou accusé – à tort ou à raison – de se livrer à des activités suspectes.

En cette fin d'hiver 1983, à l'évidence, la discrétion n'est plus un impératif diplomatique. Ce n'est plus Georges Pompidou mais François Mitterrand qui occupe l'Élysée – au grand dam de la diplomatie soviétique qui n'avait pas caché sa préférence « objective » pour le président Giscard d'Estaing[12]. À Moscou, Leonid Brejnev est mort, il a été remplacé par Iouri Andropov, l'ancien patron du KGB. Ils sont loin, les « rapports privilégiés » entre Paris et Moscou ! La détente bat de l'aile. C'est peut-être le moment de frapper du poing sur la table…

La liste des « quarante-sept »

Dans les premiers jours de mai 1983, le préfet Bonnet reçoit le feu vert du président, transmis par son ministre Gaston Defferre. François Mitterrand s'est décidé pour « une quarantaine » de départs, ce qu'il considère être un chiffre « significatif ». Afin d'éviter tout incident de parcours, l'opération sera menée en lien avec le directeur de cabinet du Premier ministre (Michel Delebarre) et son homologue du Quai d'Orsay (François Scheer). Il ne reste plus qu'à dresser la liste des noms[13]…

Les noms, c'est l'affaire de la DST. À tout seigneur, tout honneur : en tête de liste figurent le résident du KGB à Paris, Nikolaï

Tchetverikov, officiellement numéro trois de la chancellerie, et ses adjoints Guennadi Korepanov (conseiller à l'ambassade), Iouri Zevakine (en poste auprès de l'Unesco), Evgueni Nagorny (en poste à l'Unesco) et Iouri Bykov (premier secrétaire à l'ambassade). Si la DST n'avait donné que ces cinq noms, le KGB en France en eût été décapité. Mais le président a donné son aval pour « une quarantaine » de noms. Nart et Debain peuvent donc faire figurer dans la liste un maximum d'officiers opérationnels dont le métier consiste à fréquenter – et parfois à recruter – des politiques, des journalistes, des artistes ou des enseignants, sous des couvertures diverses. Comme Édouard Sokolov, consul à Marseille, ou Iouri Iakubenko, sous-directeur à l'Unesco[14]…

Les documents obtenus de Vetrov sont évidemment très utiles : plus de la moitié des futurs expulsés s'occupent du renseignement « technique et scientifique » (la fameuse « ligne X ») et appartiennent à la représentation commerciale de l'URSS à Paris : Andreï Pappé, Alexandre Zaïtsev, Alexandre Kamenski… Étonnante, la liste des « quarante-sept » ! Gros poissons, vieilles connaissances et menu fretin côtoient nouveaux venus et seconds couteaux. Quelques noms ont été soufflés par les collègues de la CIA, qui ont leurs propres sources[15]. D'autres figurent dans la liste sans être forcément des espions, mais pour des raisons secondaires, comme ce tout jeune diplomate « planqué » à l'Unesco, un certain Sergueï Krioutchkov, qui n'est autre que le rejeton de Vladimir Krioutchkov, chef de la Ire direction principale (PGU), et dont l'expulsion est une sorte de boutade entre professionnels…

Une affaire gravissime

Le 28 mars 1983. Nikolaï Afanassievski, le fringant ministre-conseiller de l'ambassade soviétique, passe quelques jours en Bretagne à l'invitation de l'association France-URSS. Ce lundi-là, il reçoit un coup de téléphone du permanent de l'ambassade : François Scheer, directeur de cabinet du ministre français des Relations extérieures, veut le voir d'urgence. Mais il est loin de Paris ! Son adjoint, Evgueni Moukhine, ne peut-il le remplacer ? Scheer insiste. Il veut le voir, lui, et personne d'autre.

À 19 h 30, il se rend directement au Quai d'Orsay. Scheer, sans un sourire, lui tend la liste des quarante-sept ressortissants soviétiques accusés « d'activités contraires à leur statut » et invités à quitter la France dans les huit jours. Afanassievski tombe des nues. Quarante-sept ? Le chiffre est considérable. Pour la forme, le Soviétique s'indigne et proteste. Scheer lui tend alors un second document de quatre feuillets, imprimé en russe. C'est la photocopie du bilan des activités d'espionnage à l'étranger de la Commission pour l'industrie militaire (VPK) adressé par le président de celle-ci, le 9 juin 1980, à Iouri Andropov, le patron du KGB.

Afanassievski comprend. Que ce document provienne de la CIA, de la DST ou d'une autre source, il n'est que la partie émergée d'un iceberg forcément énorme. Le gouvernement français ne prendrait pas une telle décision pour un banal incident d'espionnage. L'affaire est gravissime. Le ministre-conseiller salue et file à l'ambassade, boulevard Lannes, où il retrouve l'ambassadeur Iouli Vorontsov – un imposant dignitaire qui vient tout juste de prendre son poste à Paris – et le résident du KGB, Nikolaï Tchetverikov. Ces trois éminents diplomates, qui préviennent aussitôt les administrations moscovites concernées, vont passer une soirée agitée[16].

Les trois hommes hésitent : vaut-il mieux faire partir les « expulsés » par petits groupes discrets échelonnés sur plusieurs jours,

ou organiser un départ groupé au risque d'attirer l'attention des médias ? Ils choisissent la seconde formule. Ont-ils été tentés de faire éclater le scandale en se donnant le beau rôle aux yeux de la presse ? À point nommé, l'adjoint de François Scheer précise à Afanassievski qu'en sus des « quarante-sept », le Quai d'Orsay a sous le coude une seconde liste où figure une centaine d'autres noms…

C'est donc sans tambour ni trompette, le mardi 5 avril, à 16 h 30, qu'un énorme Iliouchine-86 de la compagnie Aeroflot décolle lourdement de Roissy-Charles-de-Gaulle, emportant vers Moscou quarante-sept diplomates, faux diplomates ou pseudo-diplomates, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Du *New York Times* à *Libération*, la presse occidentale est pleine de photos, de noms, de confidences et de spéculations. Des centaines d'articles paraissent sur la pénétration par le KGB de nombreuses usines occidentales. Mais aucun journal, aucun média, aucun commentateur n'évoque le nom de l'homme par qui le scandale est arrivé : Vladimir Vetrov…

Qu'est devenu Farewell ? Condamné à douze ans de prison pour un crime de droit commun, l'ancien espion fut bientôt suspecté par les inspecteurs du directorat K de la Ire direction principale du KGB, qui « épluchèrent » minutieusement les lettres envoyées à sa femme depuis sa prison d'Irkoutsk, qui le firent surveiller par un mouchard dans sa cellule, qui interrogèrent sans relâche sa maîtresse Lioudmila Otchkina et qui remontèrent patiemment, comme ils savent le faire, le fil des événements et des connexions ayant abouti à l'expulsion des « quarante-sept » en avril 1983.

Si l'on ignore encore quelques épisodes secrets de cette étonnante histoire, sa chute ne fait aucun doute : le 23 janvier 1985, à Moscou, sur ordre de Viktor Tchebrikov, président du KGB, le lieutenant-colonel Vetrov a été fusillé pour haute trahison[17].

14

L’opium du peuple

« Le pape, combien de divisions ? »

Staline, 1935

Dès la fondation de la Tcheka, en décembre 1917, Lénine lui désigne l’une de ses cibles principales : la religion. Parce qu’elle est l’« opium du peuple », comme l’a expliqué Karl Marx, mais surtout parce qu’elle représente le principal obstacle politique et social à l’instauration de la dictature léniniste. Dans l’Empire russe, le nombre de croyants est alors estimé à 87 millions. Il se confond avec celui de la population paysanne, ultramajoritaire dans cet immense pays agricole et forestier. La tâche paraît démesurée. Lénine donne personnellement aux tchékistes des consignes à la hauteur de la difficulté : la lutte contre la religion devra s’effectuer « avec la dernière énergie et sans pitié[1] », il s’agira de « fusiller le plus grand nombre de représentants de la bourgeoisie et du clergé[2] », etc.

On a vu, au début de ce livre, la rapide montée en puissance de la Tcheka dans les années 1920, la spectaculaire augmentation de ses effectifs et la radicalisation de ses méthodes pour abattre cet « ennemi du peuple » particulièrement puissant : confiscation des terres et des biens de l’Église ; privation de toute existence juridique ;

arrestation, élimination ou déportation de tous les évêques ; assassinat de 40 000 ecclésiastiques ; arrestation et déposition du patriarche Tikhon ; et fondation d'une église concurrente dirigée par un agent de la Tcheka, le hiéromoine Antonin Granovsky. Selon les chiffres les plus sérieux, cette campagne – sans équivalent dans l'histoire – a coûté la vie à plus de 10 millions de personnes[3].

Des persécutions inouïes

Sous Staline, les persécutions antireligieuses s'accentuent et se généralisent. Des dizaines de milliers de prêtres – 83 500 pour la seule année 1937 – sont fusillés par les hommes de la GPU puis du NKVD. La quasi-totalité des monastères, couvents, écoles religieuses et paroisses sont fermés. Sur les 60 000 églises émaillant le territoire russe en 1917, il n'en reste qu'une centaine en 1939. Sur les trois cents évêques, seuls quatre n'ont pas été exécutés ou envoyés dans un camp. Dans les grandes villes, on voit apparaître de faux prêtres, de faux évêques – mais aussi, dans les républiques musulmanes, de faux mollahs, de faux muftis. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le NKVD triomphe : la religion a été totalement éradiquée, au moins dans l'espace public.

Les catholiques connaissent le même sort. En 1917, ils sont environ 5 millions – surtout des Polonais, des Allemands et des Ukrainiens. Le fait qu'ils ne soient pas russes les rend encore plus vulnérables face aux détachements du NKVD. Lorsque le pape Pie XI enverra secrètement un jeune jésuite, Michel d'Herbigny, reconstituer une hiérarchie catholique clandestine en Russie soviétique[4], sa tentative se terminera en tragédie : entre 1926 et 1937, tous les évêques ainsi créés seront fusillés, envoyés au Goulag ou, pour les plus chanceux, chassés du pays.

En juin 1941, l’invasion allemande interrompt ce terrifiant jeu de massacre. Sidéré, tétanisé devant l’avance des *Panzerdivisionen* hitlériennes, le maître du Kremlin s’adresse soudain aux croyants, à la radio, pour les inviter à résister à l’envahisseur. Il ne les appelle pas « camarades… » mais « frères et sœurs… ». Le Géorgien sait que le paysan russe fera tout pour défendre sa terre, avec l’aide de Dieu et de tous les saints, à condition qu’on cesse de démolir ses églises et de brûler ses icônes…

Staline fait alliance avec le patriarcat de Moscou, ou ce qu’il en reste, et conclut avec ses derniers représentants un accord, évidemment léonin, en 1943. Des évêques sont libérés, des églises sont rouvertes. Le synode de l’Église orthodoxe russe est autorisé à se donner enfin un nouveau patriarche en la personne de Mgr Serge – le métropolite qui avait décidé de reconnaître le pouvoir bolchevique en 1927, au pire des persécutions de la GPU. Un Conseil pour les affaires de l’Église orthodoxe russe est créé – plus facile à contrôler, évidemment, qu’une nébuleuse sans structures ni cadres.

Staline a parlé. Le NKVD obéit. Il ne détruit plus systématiquement l’Église russe : il la soumet, la manipule et l’infiltre. Ce sera le travail du 4e département de la Ve direction principale du KGB, chargé de la dissidence et des « affaires ecclésiastiques ». La lutte ne faiblit pas – sous Khrouchtchev, la police politique va fermer des milliers d’églises –, mais elle est moins brutale et s’inscrit dans le long terme. Sous la direction d’Ivan Serov et Alexandre Chelepine, le KGB noue avec chaque responsable de l’Église russe des liens de soumission personnelle en échange d’une vie confortable, du droit de voyager, et même, s’il le souhaite, de célébrer des offices religieux. Ces conditions susciteront d’acerbes critiques chez les orthodoxes russes émigrés, pas dupes, notamment en France et aux États-Unis.

Infiltrer le patriarcat

La Loubianka porte désormais le combat à l'intérieur de l'institution. Le 4e département donne à chacun de ses hiérarques un nom de code. Dans les derniers temps, Mgr Philarète de Kiev était « Antonov » ; Mgr Pitirim de Volokolamsk, « Abbate » ; Mgr Philarète de Minsk, « Ostrovski » ; Mgr Juvénal de Moscou, « Adamant » ; Mgr Chrystostome de Lituanie, « Restaurator »… Le dossier le plus épais est sans doute celui de l'agent « Drozdov », de son vrai nom Alexis Ridiger, un prêtre balte germanophone noté par le KGB comme étant un « agent énergique, précis, qui sait établir des contacts[5] » : il devient en 1990 le patriarche Alexis II, chef suprême de l'Église orthodoxe russe, après la mort de Mgr Pimène qui avait joué ce rôle ambigu depuis 1971[6]. Personne ne défendait mieux que ces hiérarques sous contrôle, dans toutes les instances mondiales, la politique « de paix » de l'Union soviétique ! Personne ne fustigeait mieux qu'eux, à chaque occasion, les interventions « hostiles » portant sur « la prétendue persécution des croyants en URSS[7] ».

Combien de batailles de couloir livrèrent notamment les dignitaires orthodoxes russes, après 1968, pour effacer des comptes-rendus de séance toutes les allusions à la répression du printemps de Prague ! À l'époque de la dissidence, au milieu des années 1970, ses principales figures religieuses – Dimitri Doudko, Gleb Yakounine, Igor Chafarevitch, Lev Regelson, Viktor Kapitantchouk… – considéreront Alexis II comme un adversaire aussi dangereux que le KGB lui-même.

Le 28 septembre 1978, le KGB édicte un ordre secret nº 00122 qui précise les priorités des tâches à accomplir vis-à-vis des Églises. On y admirera le vocabulaire si caractéristique de la sémantique soviétique :

> […] Lutter contre les activités subversives menées sous couvert de religion par les services de renseignements impérialistes, les centres cléricaux étrangers et les éléments hostiles à l'intérieur du pays […] ; identifier les organisations cléricales étrangères et antisoviétiques utilisées par les services spéciaux de l'adversaire […] ; mettre fin, au sein de l'Église orthodoxe, aux activités hostiles tentant de saper la fidélité à l'État soviétique et à l'ordre social[8]…

En d'autres termes : accentuer la chasse aux dissidents et renforcer le contrôle sur l'Église orthodoxe, notamment à l'étranger. Rien de bien nouveau. Aucun des dirigeants du KGB, même parmi les plus informés, n'imaginait que deux semaines après la publication de cet ordre un séisme allait faire voler en éclats ces sages principes : l'élection, à Rome, d'un pape polonais ! D'un seul coup, ce jour-là, une faiblesse apparaît dans ce dispositif : dans les bureaux de la Loubianka, personne, ou presque, ne connaît l'Église catholique…

Les seuls catholiques connus au KGB étaient les « uniates », ces 4 ou 5 millions de chrétiens gréco-catholiques d'Ukraine « unis » à Rome (d'où leur nom) depuis le XVIe siècle. Brutalement interdite par Staline en 1946 (un synode fantoche organisé à Lvov par le MGB « vota » le ralliement à l'Église orthodoxe russe), l'Église gréco-catholique ukrainienne était devenue la plus grande communauté religieuse clandestine du monde. Assimilés à des agents de l'étranger, ses membres furent envoyés au Goulag par dizaines de milliers pour faits de « nationalisme ». Pour Iouri Andropov, les uniates étaient une sorte de cheval de Troie utilisé par le Vatican pour « détruire l'URSS de l'intérieur par le sabotage idéologique [*sic*][9] ».

Les catholiques dans le viseur

Un homme a incarné à lui seul la soumission peu glorieuse des hiérarques orthodoxes au KGB : Mgr Nikodim (nom de code : « Adamant »), le directeur des relations extérieures du patriarcat de Moscou, par ailleurs métropolite de Leningrad. Avant son ordination, en 1946, le jeune homme avait été membre de la Ligue des étudiants communistes à l'époque où Chelepine, futur patron du KGB, recrutait ses meilleurs éléments dans les rangs du Komsomol. C'est justement Chelepine, en 1960, qui propose de nommer Nikodim, âgé de seulement trente et un ans, à la tête du département des affaires extérieures de l'Église et, dans le même temps, du Comité soviétique de la paix.

Nikodim commença sa nouvelle carrière par ce qui fut, aux yeux du KGB, un exploit. Alors que le patriarcat de Moscou avait ostensiblement ignoré les premières invitations du pape Jean XXIII à assister en observateur au concile œcuménique Vatican II, Mgr Nikodim rencontra fort discrètement à Paris, en août 1962, Mgr Johannes Willebrands, un proche du « bon pape Jean », lui-même très attaché au rapprochement avec les Églises orientales et animateur du secrétariat pour l'unité des chrétiens. Il lui fit passer un drôle de message : « Le Kremlin pourrait accepter la présence d'observateurs de l'Église orthodoxe russe au concile si celui-ci, comme on peut le craindre, ne tourne pas au forum antisoviétique. » Willebrands est invité à Moscou – une première ! – pour confirmer l'accord. Le prélat ne pouvait engager la parole du pape, évidemment, mais à plusieurs reprises, Jean XXIII (dans l'encyclique *Pacem in Terris*) et son successeur Paul VI (dans l'encyclique *Mater et Magistra*) ont évité la condamnation « expresse et formelle » du communisme que leur suggéraient plus de trois cents pères conciliaires[10].

Hasard de l'histoire : Mgr Nikodim est mort d'un arrêt cardiaque le 5 septembre 1978 dans le bureau du tout nouveau pape Jean-

Paul Ier, lequel dira plus tard son émotion d'avoir entendu dans la bouche de son visiteur orthodoxe, en tête à tête, « les plus belles paroles sur l'Église catholique qu'[il] ait jamais entendues ». Confidence sincère ? Ruse diplomatique ? Dans ce monde parallèle où le secret le dispute à la duplicité, il est bien difficile de sonder les reins et les cœurs…

C'est par le truchement de Nikodim, appuyé sur son secrétaire et confident Nikolaï Tserpitski (nom de code « Vladimir »), que le KGB va s'intéresser de plus près au Vatican. Jusqu'au concile, Rome n'était, pour la Loubianka, que la capitale de l'Italie. Au lendemain du second conflit mondial, ses agents y étaient nombreux pour influer sur le retour de ce pays à la démocratie : en manipulant le Parti communiste italien ressuscité, dirigé par Palmiro Togliatti ; et en infiltrant minutieusement les milieux démocrates-chrétiens et quelques autres réseaux comme la franc-maçonnerie. Mais la basilique Saint-Pierre, la curie, le palais apostolique, à quoi bon ?

Or, à l'époque du concile, le Kremlin a dû admettre que le Vatican, tournant le dos à une « guerre froide » impitoyable, avait infléchi sa politique à l'Est, appelée *Ostpolitik*, dans le sens d'un dialogue inédit avec les pays du bloc communiste. Moscou envoie alors quelques signes pour tester l'adversaire : un télégramme de Khrouchtchev pour les quatre-vingts ans de Jean XXIII, une audience demandée au pape par Alexeï Adjoubeï, le gendre de Khrouchtchev, etc. L'eau semble avoir coulé sous les ponts du Tibre depuis que Pie XI, en 1937, a condamné le communisme « intrinsèquement pervers », et que Pie XII, quelques années plus tard, a menacé d'excommunication tous ceux qui collaboreraient avec lui. Pour quelques stratèges, à Moscou, c'est peut-être le moment d'approcher ce monde jusqu'alors inconnu…

Le Vatican, nid d’espions ?

Depuis la guerre de 1914-1918, le Vatican attire les espions comme la lumière attire les lucioles. Il y a peu d’endroits, sur la planète, où l’on peut rencontrer autant de personnalités débarquant des quatre coins du monde, religieuses ou non, dans un cadre qui prête à l’anonymat. L’histoire du lieu est pleine d’individus interlopes fréquentant les responsables de la curie, les ambassadeurs, les journalistes, les ordres religieux. Les Allemands, en particulier, ont toujours eu d’honorables correspondants à Rome.

Ce n’est pas le cas des Soviétiques, pour qui l’Église catholique a toujours été un mystère. Pour le Kremlin, où on appelle le Saint-Père « *rimskii papa* » (le pape « de Rome »), celui-ci est doublement infréquentable : d’une part, il a toujours été l’ennemi juré du patriarcat de Moscou qui l’accuse invariablement de « prosélytisme » ; d’autre part, c’est bien connu, le pape est idéologiquement inféodé à l’impérialisme américain. Jusqu’au concile Vatican II, il est bien rare d’entendre parler russe sous les colonnes du Bernin !

Rares sont les figures, souvent marginales, qui ont « informé » le Kremlin sur les vraies et fausses rumeurs courant au Vatican. C’est le cas, pendant la Seconde Guerre mondiale, d’Alexandre Kurtna, vingt-huit ans, estonien d’origine, franciscain défroqué, rat de bibliothèque, interprète et traducteur, lié à quelques membres du réseau suisse de l’Orchestre rouge (dirigé par Alexandre Radó). Kurtna fréquentait le collège Russicum, ce centre d’études russes fondé en 1929 par le jésuite Michel d’Herbigny, ainsi que la congrégation pour les Églises orientales, présidée par le cardinal français Eugène Tisserant, antinazi notoire et virulent. Il s’était lié au prélat Mario Brini, un des assistants de Mgr Montini, le bras droit de Pie XII et futur Paul VI.

Alexandre Kurtna fut aussi un agent double : en janvier 1944, en mal d’argent, il est devenu un agent du SD, le service secret du parti

nazi, en se faisant employer comme traducteur par Herbert Kappler, le chef local de la Gestapo. La Gestapo savait-elle que son informateur travaillait surtout pour le KGB ? Impossible à dire : les vingt mois ayant suivi la signature du pacte germano-soviétique de 1939 avaient provoqué de nombreux contacts personnels entre les deux appareils clandestins qu'aucun historien ne parviendra jamais à démêler…

Un autre personnage est resté dans les mémoires : Alighero Tondi, un père jésuite qui travaillait comme archiviste et servait aussi de secrétaire à Mgr Montini, le futur Paul VI. Ordonné tardivement en 1936, promu à l'université grégorienne grâce à de brillantes études de théologie, Tondi avait été recruté par le NKVD qui cherchait à contrecarrer les prêtres clandestins envoyés secrètement en URSS par le Russicum. Un jour, il sera surpris en pleine activité d'espionnage par un autre prêtre, le père Agostini, un proche de Pie XII, et expulsé du Vatican.

Il faut aussi mentionner ici un personnage extraordinaire appelé Iossif Grigoulevitch. Noms de code à la Loubianka : « Padre », puis « Felipe », puis « Max », puis « Artur ». Né à Vilnius (Lituanie) en 1913 dans une famille juive, entré au Parti communiste polonais à dix-sept ans, recruté par le NKVD à la veille de la guerre d'Espagne, spécialiste des opérations de sabotage, il s'est vu confier la tâche d'assassiner Trotski au Mexique – il fit partie de la première équipe qui échoua dans cette entreprise le 23 mai 1940[11]. Résident illégal en Argentine de 1941 à 1944[12], puis au Brésil et au Chili, cet agent polyglotte aux multiples talents réussira, lors de ses voyages répétés en Italie où il importait du café du Costa Rica, à se faire désigner en 1951 comme chargé d'affaires, puis ministre plénipotentiaire de ce pays à Rome, où il finira par représenter aussi le Costa Rica auprès du Vatican, en mai 1952 !

À Rome, Grigoulevitch se lie notamment avec nombre de personnalités religieuses, dont Giulio Pacelli, neveu de Pie XII. Comme il représente aussi le Costa Rica auprès de la Yougoslavie, c'est son nom qu'on propose à Staline le jour où celui-ci envisage d'assassiner Tito – mais le projet capote. Après la mort de Staline, en 1953, il est rappelé à Moscou où il deviendra universitaire spécialisé dans l'Amérique latine… et l'histoire du christianisme. Mort de sa belle mort en 1988, il est enterré au cimetière Donskoï à côté de deux autres grands espions, Rudolf Abel et Leonid Eitington.

Le choc Jean-Paul II

En apprenant la nouvelle de l'élection d'un archevêque polonais sur le trône de saint Pierre, au soir du 16 octobre 1978, le KGB se trouva fort dépourvu. Ses responsables se précipitèrent, le lendemain, sur la note du représentant du KGB à Varsovie, Vadim Pavlov, d'ailleurs très inspiré par un rapport de la police politique polonaise, qui attribuait à Wojtyła « des positions extrêmement anticommunistes » et un attachement prioritaire « aux droits de l'homme ». Deux jours plus tard, l'ambassadeur d'URSS à Varsovie, Boris Aristov, confirmait que le nouveau pape était un « anticommuniste virulent », et que son arrivée au Vatican n'allait certes pas modérer les catholiques polonais dans leur opposition au régime. Tout cela était plutôt bien vu.

Avant d'être pape, Karol Wojtyła avait empêché de dormir bien des cadres de l'UB (*Urząd Bezpieczeństwa*), où son dossier était fort épais depuis une première note datant de son ordination en 1946 et, surtout, depuis sa promotion comme évêque auxiliaire de Cracovie en 1963. Non sans logique, la police politique polonaise a cherché, très vite, à opposer le jeune évêque plutôt progressiste au vieux primat, le

cardinal Wyszyński, notoirement conservateur. Cette tactique, confortée en 1967 lorsque Paul VI fera de Wojtyła le second cardinal polonais, se révélera vaine : combien de fois l'archevêque de Cracovie renoncera à telle visite, à tel voyage, pour ne pas être soupçonné de jouer contre le primat !

Dans les années 1970, l'UB, devenue la SB (*Służba Bezpieczeństwa*), développa une autre stratégie en tentant d'exacerber l'opposition viscérale entre la frange la plus anticommuniste de l'épiscopat polonais et les mouvements contestataires venus de la gauche laïque, notamment le Comité de défense des ouvriers (KOR), fondé par les Michnik, Kuroń et autres Modzelewski au lendemain des grèves d'Ursus et Radom en 1976. Certes, on a vu souvent le cardinal primat et son entourage condamner sévèrement le KOR, à l'unisson du pouvoir. Mais de son côté, en opérant un lent rapprochement avec les intellectuels laïcs, notamment dans le cadre des « universités volantes » illégales, le cardinal Wojtyła posait les bases de ce qui sera, en août 1980, la « solidarité » (*solidarność*) entre toutes les forces vives du pays face au pouvoir communiste[13]. Cette « solidarité », véritable défi face au pouvoir vertical exercé par un parti unique, allait devenir, en quelques jours, un syndicat indépendant de 10 millions de membres…

Le premier geste du nouveau pape n'a pas rassuré Andropov et ses adjoints : Jean-Paul II demanda à deux prêtres polonais d'aller déposer sa « barrette » de cardinal, la calotte rouge qu'il portait au conclave, sur l'autel de la chapelle de l'Aube (*Ostra Brama*), au centre de Vilnius, capitale de la Lituanie soviétique. Le KGB local, quand il prendra connaissance du principal *samizdat* (« bulletin clandestin ») de ce territoire très catholique, sera stupéfait d'y trouver le texte d'une invitation faite au nouveau pape de visiter la Lituanie !

Le pape en URSS ? Inimaginable ! Mais comment le KGB pouvait-il s'opposer au désir exprimé par Jean-Paul II quelques jours après son élection, d'aller visiter son propre pays ? Quand le chef du Parti communiste polonais, Edward Gierek, non sans tergiversations, finit par accepter le principe d'une telle visite le 26 février 1979, il a droit à une virulente réprimande de Leonid Brejnev qui, au téléphone, lui enjoint d'annuler la visite en prétextant n'importe quelle raison de santé ! L'impuissance pathétique de Brejnev signe la défaite du « grand frère » soviétique dans ce pays où le parti communiste, le gouvernement et la police politique ne contrôlent plus la marche des événements – comme le voyage triomphal du pape en juin 1979 et la conclusion des grèves de Gdańsk en août 1980 en feront, à deux reprises, la spectaculaire démonstration[14].

L'attentat de 1981

Le 13 mai 1981, à 17 h 17 précises, des coups de feu claquent place Saint-Pierre alors que Jean-Paul II traverse en papamobile la foule des pèlerins venus assister à l'audience générale hebdomadaire. Le pape, gravement blessé, est conduit en urgence à la clinique Gemelli, où les médecins vont sauver la vie, *in extremis*, de leur illustre patient. Les policiers italiens arrêtent un jeune terroriste turc nommé Mehmet Ali Agça, qui tient encore à la main son Browning. Son complice, Oral Çelik, a réussi à s'enfuir. La nouvelle fait le tour du monde. En France, en Allemagne, en Italie et davantage encore en Pologne, où l'émotion est à son comble, l'opinion est frappée par une évidence : qui d'autre que le KGB pouvait fomenter un coup pareil ?

Qui d'autre que le Kremlin, en effet, avait intérêt à éliminer ce pape subversif ? Les dirigeants soviétiques, à plusieurs reprises, n'ont-ils pas exprimé leur agacement face à Jean-Paul II ? Déjà, en

mars 1979, lorsque le Bureau politique du Parti communiste polonais a autorisé le pape à venir en pèlerinage sur sa terre natale ; puis en novembre 1979, quand Iouri Andropov, chef du KGB, ordonne à toutes ses résidences européennes d'« approcher au maximum » le pontife polonais ; puis, en septembre 1980, quand les ouvriers de Gdańsk, encouragés par ce pape dont ils ont accroché le portrait à la grille des chantiers navals, ont créé un syndicat indépendant du Parti, qu'ils ont baptisé Solidarność (« solidarité »). Les archives montrent clairement que le Politburo, alors dirigé par Leonid Brejnev, ne cache pas son inquiétude face à la menace que constitue la « contre-révolution » fomentée par le pape en Pologne, qui pourrait bien s'étendre à d'autres pays de la communauté socialiste…

Que la Loubianka ait travaillé sur l'hypothèse d'une élimination physique du pape, c'est très probable. Un ancien agent du KGB, Viktor Cheimov, le confirmera lors d'une conférence de presse, le 2 mars 1990, à Washington[15]. Des rumeurs en ce sens avaient atterri quelques mois plus tôt sur le bureau du chef du contre-espionnage français, Alexandre de Marenches. Mais nul n'a jamais prouvé que cette hypothèse se soit transformée en projet concret. Tous les témoignages d'anciens espions, y compris ceux des transfuges, concordent : aucune transmission téléphonique, aucune note de frais, aucun billet d'avion, aucun document n'est jamais venu corroborer cette thèse. Même le dissident Vladimir Boukovsky, qui réussit à fouiller les archives du Comité central en août-septembre 1991, à Moscou, racontera dans un livre célèbre « n'avoir vu aucun document à ce sujet[16] ».

Au fil des enquêtes et des procès qui ont agité l'Italie après l'attentat de mai 1981, il a fallu abandonner, faute de preuves, toutes les pistes menant à Moscou, y compris la fameuse « filière bulgare[17] » qui accusait les services secrets de Sofia d'avoir été, dans cette affaire,

le bras armé du KGB. Aucune des thèses émises par des journalistes spécialisés comme l'Américaine Claire Sterling ou le Français Pierre de Villemarest – deux personnalités proches des services secrets occidentaux – n'a résisté à l'analyse.

S'il ne faut pas écarter l'idée qu'un jour un document inédit vienne relancer le débat, il est quasiment acquis, quarante ans après les faits, que l'attentat contre Jean-Paul II était le fait d'un illuminé turc manipulé – mais mal contrôlé – par les terroristes extrémistes de son pays liés à plusieurs mafias européennes. Et que le KGB, selon toute vraisemblance, n'y était pour rien.

1981 : l'opération « X »

Et pourtant, l'affaire polonaise aura obsédé les services secrets de l'URSS pendant des années. Depuis l'élection de Jean-Paul II (1978), sa tournée triomphale en Pologne (1979) et la création du syndicat Solidarność (1980), la Loubianka exerce une pression croissante sur la police politique polonaise. Toutes les archives témoignent de l'exaspération des fonctionnaires soviétiques devant la mollesse, le manque d'audace, voire l'inaction de leurs collègues polonais « qui n'ont pas reconnu à temps la gravité du danger et le mécontentement de la classe ouvrière[18] ». En sus de l'ambassadeur Boris Aristov, une « mission » du KGB a été installée à Varsovie, dirigée par Vadim Pavlov. Un vice-ministre de l'Intérieur, Bogusław Stachura, est chargé de la coordination opérationnelle entre la SB et la mission du KGB. Celle-ci remonte les informations à la Loubianka, où des notes de synthèse partent régulièrement vers une commission spéciale du Politburo présidée par Mikhaïl Souslov en personne.

C'est à ce niveau qu'a été décidé en catastrophe, le 5 septembre 1980, quelques jours après la signature des accords de Gdańsk, le

remplacement d'Edward Gierek par Stanisław Kania, explicitement chargé de la « contre-attaque pour reconquérir les positions perdues dans la classe ouvrière et le peuple », et de la « consolidation du rôle directeur du Parti dans la société [*sic*] ». Mais très vite, Aristov et Pavlov constatent que Kania, lui non plus, n'obéit pas à leurs injonctions quant aux moyens à mettre en œuvre pour éradiquer la « contre-révolution ».

En octobre 1980, le Politburo envisage pour la première fois d'obliger les dirigeants polonais à proclamer la loi martiale, seule option qui éviterait l'invasion du pays. Même le maréchal Viktor Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, considère alors qu'une intervention militaire aurait toutes les chances de se terminer en tragédie sanglante. Il faudra plus d'un an pour que la solution « interne » soit adoptée par le successeur de Kania, le général Wojciech Jaruzelski, que le KGB décrivait alors comme « un ami sincère de l'URSS », mais qu'il ne tardera pas, à son tour, à suspecter de « défaitisme », voire de « révisionnisme ».

La proclamation de « l'état de guerre », le 13 décembre 1981, a été une affaire interne à la Pologne. C'est bien la SB polonaise qui a minutieusement infiltré les dirigeants locaux de Solidarność pour mieux en organiser l'arrestation, sous la direction du nouveau ministre de l'Intérieur Czesław Kiszczak, ancien chef du renseignement militaire en Pologne, lui-même étroitement contrôlé par Vadim Pavlov, avant que l'armée, forte de 80 000 soldats, ne fasse le gros du travail. Personne n'a remarqué la présence à Varsovie d'un discret personnage venu assister à l'instauration de la loi martiale, baptisée « opération X » : le vice-président du KGB, Vladimir Krioutchkov en personne.

Aux yeux de Krioutchkov, de Pavlov, d'Aristov et des autres « Moscovites », l'affaire fut rondement menée. Contrairement aux

appréhensions du général Jaruzelski et du général Kiszczak, ce fut une réussite technique, seulement entachée par une opération ponctuelle malheureuse, à Katowice, qui fit une dizaine de victimes. Du côté soviétique, on est plutôt rassuré. Encore n'a-t-on aucune idée de la position que va adopter l'Église catholique. Le pape, à Rome, n'a-t-il pas pris fait et cause pour la société polonaise et, précisément, pour Solidarność ?

Optimiste, Kiszczak déclare à Andropov que l'Église polonaise n'est plus un problème depuis la mort du vieux cardinal Stefan Wyszyński en mai 1981 : le nouveau primat, Józef Glemp, semble sincèrement hostile à toute exacerbation de la crise, tout comme « cinquante des soixante-dix évêques » du pays. La situation deviendrait-elle contrôlable ? Ce serait peut-être le cas si l'hypothèse d'un nouveau voyage du pape en Pologne, envisagé pour 1983 malgré l'« état de guerre », ne venait contrarier la normalisation du pays. Kiszczak tente alors de conclure un marché avec Glemp : d'accord pour un deuxième voyage du pape en Pologne, à condition que l'Église rentre dans le rang et, surtout, mette au pas ses éléments les plus contestataires.

Le procès Popiełuszko : la fin d'une époque

Parmi les « prêtres extrémistes » ainsi désignés à la vindicte de l'épiscopat figure un jeune prêtre de la paroisse Saint-Stanislas-Kostka de Varsovie, qui est aussi l'aumônier des grandes aciéries Huta Warszawa : l'abbé Jerzy Popiełuszko[19]. Le « père Jerzy », très aimé de ses paroissiens, a été stimulé par la visite papale. Ses sermons enflammés, chaque dimanche, attirent des milliers de fidèles prompts à faire et refaire le « V » de la victoire, celle de Solidarność, en

chantant « Dieu sauve la Pologne ». Au grand dam des policiers en civil noyés dans la foule.

Au siège de la police politique, rue Rakowiecka, on maudit ce « fauteur de troubles en soutane » qui défie la police au cœur même de la capitale. Le général Zenon Płatek, chef du IVe département de la SB, et son adjoint, le colonel Adam Pietruszka, n'ont pas de mots assez durs contre Popiełuszko. Sous leur direction, le capitaine Grzegorz Piotrowski, flanqué du lieutenant Pękala et de l'agent Chmielewski, harcèle le prêtre jour et nuit, fait courir à son sujet quelques rumeurs salaces, mime un attentat sur la route de Gdańsk, avant de passer à l'acte final : le 19 octobre 1984, le père Jerzy est enlevé sur une route déserte, frappé à mort, jeté dans le coffre d'une voiture et transporté jusqu'à une réserve d'eau près de la ville de Włocławek où les policiers balancent nuitamment le corps du malheureux.

L'annonce de l'assassinat de Popiełuszko provoque un véritable traumatisme en Pologne. Toute la population polonaise, catholiques et non catholiques, exprime publiquement sa douleur et sa colère par d'innombrables messes, veillées de prières, manifestations, rassemblements divers. Un demi-million de personnes se pressent aux obsèques du prêtre. Au point que le général Jaruzelski promet « de poursuivre et de châtier durement les coupables ». À la stupéfaction du KGB : depuis quand un pouvoir communiste traduit-il en justice des membres de sa police secrète ? On n'a jamais vu ce cas de figure depuis 1917 ! Mais comment expliquer au « grand frère » soviétique que le père Jerzy est en train de devenir à la fois un saint et un symbole de la résurrection de Solidarność et que lui, le général Jaruzelski, n'a pas le choix ?

Le 27 décembre 1984, dans la ville de Toruń, s'ouvre le procès des trois assassins – les policiers Piotrowski, Pękala et Chmielewski – et

de leur supérieur, le colonel Pietruszka[20]. Chacun comprend que ces quatre personnages insignifiants ont été sacrifiés par leur hiérarchie, laquelle remonte au ministre Kiszczak, responsable de la SB, et, bien sûr, au général Jaruzelski, à la fois chef du parti communiste et chef du gouvernement. Les formes du procès seront respectées jusqu'au bout, mais nul n'est dupe. Irrépressiblement, le procès vire à la dénonciation d'un système politique, dans toutes ses dimensions : un des avocats n'accuse-t-il pas ouvertement le KGB d'être derrière les assassins et leurs supérieurs ?

Après vingt-six jours de débats, le 7 février 1985, les juges condamnent sévèrement les quatre accusés à de lourdes peines de prison. C'est la plus spectaculaire défaite jamais subie par la police politique d'un pays du bloc soviétique. Personne ne sait encore qu'il n'y aura plus jamais de retour en arrière[21] : un mois après le verdict, le 11 mars, à Moscou, le Bureau politique du PCUS désigne un successeur aux trois secrétaires généraux qui viennent de disparaître, Leonid Brejnev, Iouri Andropov et Konstantin Tchernenko. Le nouveau chef est peu connu en dehors de son pays. Il s'appelle Mikhaïl Gorbatchev…

15

D’Andropov à Gorbatchev

> « Il n’y a rien de plus difficile à réaliser, ni d’entreprise plus dangereuse, que de vouloir initier un nouvel ordre des choses. »
>
> Machiavel

D’ordinaire, les Moscovites accueillent dans l’indifférence générale les communiqués officiels publiés dans la presse soviétique. Mais celui du mercredi 26 mai 1982 retient l’attention des lecteurs : le présidium du Soviet suprême a libéré le camarade Iouri Andropov de son poste de chef du KGB. Chacun sait, en URSS, qu’Andropov exerçait sans partage cette fonction depuis quinze ans. Et même si la grande masse des habitants se contrefiche de ce qui peut bien advenir dans les arcanes du pouvoir, nombre d’entre eux se disent qu’il se passe quelque chose d’important derrière les murailles du Kremlin.

Quelques jours plus tôt, le même camarade Andropov a été élu secrétaire du Comité central. Comme il est déjà membre du Politburo, cette dernière nomination fait de lui l’un des hommes les plus puissants du pays. Elle le consacre, en outre, comme le probable successeur de Leonid Brejnev, dont chacun sait qu’il n’en a plus pour longtemps à vivre. Or, un tel cumul de pouvoirs serait clairement

excessif aux yeux de ses pairs, qui n'ont pas oublié la période stalinienne. Andropov lui-même ne proteste pas : il sait qu'on ne peut devenir secrétaire général du Parti si l'on dirige déjà la toute-puissante police politique. Le fantôme de Lavrenti Beria rôde encore dans Moscou, le soir, entre les tours illuminées du Kremlin et l'imposant immeuble de la place Dzerjinski…

Le KGB, un État dans l'État ?

La question s'était déjà posée en avril 1973, quand le chef du KGB avait été promu au Politburo au même titre que le maréchal Andreï Gretchko, chef des armées, et le ministre Andreï Gromyko, chef de la diplomatie : une innovation depuis la mort de Staline ! Cette promotion consacrait le statut éminent acquis en quelques années par le patron de la police secrète. En mars 1976, les journalistes spécialisés remarquent que le traditionnel discours pour l'anniversaire de Lénine est prononcé, pour la première fois, par le chef du KGB. En août 1977, quand Brejnev décore solennellement Andropov de l'ordre de la révolution d'Octobre, les « kremlinologues » comprennent que le second est devenu le probable successeur du premier.

Ce même 26 mai 1982, les Soviétiques apprennent qu'Andropov a été remplacé à la tête du KGB par Vitali Fedortchouk, un quasi inconnu de soixante-quatre ans qui dirigeait depuis dix ans le KGB de la république d'Ukraine. Fedortchouk est peu connu à Moscou, c'est un second couteau qui n'a même pas droit à sa biographie dans les principaux journaux du pays : il n'est pas membre du Comité central ! Les rares photos de lui datent de plusieurs années. Cette promotion ne trompe personne : en poussant ainsi un provincial qui fut longtemps son subordonné, Andropov entend garder la main sur la direction de la police secrète, un peu comme Chelepine avait procédé

avec le falot Semitchastny en 1961. Il n'aurait pas pu garder la maîtrise des « organes » si, par exemple, l'ambitieux Gueïdar Aliev, chef du Parti en Azerbaïdjan, membre suppléant du Politburo et lui-même ancien du KGB, s'était installé dans son bureau au troisième étage de la Loubianka.

Surprise : Fedortchouk ne règne que six mois sur le KGB. Après la mort de Brejnev le 10 novembre 1982, Iouri Andropov, comme il fallait s'y attendre, devient secrétaire général du Parti communiste de l'URSS. Quelques jours plus tard, il confie la conduite du KGB à Viktor Tchebrikov, cinquante-neuf ans, qui en était déjà le premier vice-président. Mais c'est pour mieux propulser Fedortchouk dans le fauteuil du redoutable ministre de l'Intérieur Nikolaï Chtchelokov, soixante-douze ans, lui-même limogé pour corruption après que des dossiers compromettants à son sujet ont étrangement fuité dans Moscou par les bons soins… du KGB, évidemment.

Nul ne s'étonne que le départ forcé de Chtchelokov, désormais privé de la protection de Brejnev, entraîne de nombreux remaniements. Les spécialistes, amusés, constatent que la plupart des nouveaux promus au ministère de l'Intérieur sont des anciens du KGB, réputés plus intègres que les policiers du MVD. Nombre des affidés de Chtchelokov dans les républiques baltes, caucasiennes et asiatiques connaissent le même sort et sont remplacés par dizaines, comme par hasard, par d'anciens tchékistes. À bas bruit, pendant cette période d'instabilité qui va de la mort de Brejnev à l'élection de Gorbatchev, voilà que se reconstitue une sorte d'État-KGB, un monstre institutionnel qui inquiète tout le monde et fait dire dans les couloirs, en chuchotant : « Est-ce l'État qui finira par absorber le KGB ou le KGB qui absorbera l'État ? »

En ce début des années 1980, le KGB est au sommet de sa gloire. Son personnel n'a plus rien à voir avec les tchékistes des premiers

temps. Iouri Andropov, depuis 1967, s'est attaché à en relever le niveau intellectuel, au point de phagocyter les instituts supérieurs les plus cotés du pays, notamment le célèbre IMEMO (Institut de l'économie mondiale et des relations internationales) que les Français comparent souvent à leur prestigieuse ENA (École nationale d'administration). Les nouveaux cadres du KGB sont forcément bilingues ou trilingues, ils ont voyagé à l'Ouest, ils ont accès aux journaux étrangers : dans un pays dont les frontières extérieures sont toujours fermées au commun des mortels, les guébistes forment une catégorie de responsables sensiblement mieux informés que le reste de la population. Nul ne s'étonne que, fort de ces capacités nouvelles, le KGB, notamment sa IIe direction principale, se mêle de tout et surveille aussi bien les arts, les sciences, la religion, l'ordre public, la presse, que les frontières ou le marché noir…

À la gloire des tchékistes

Sous la férule d'Andropov, le réseau du KGB s'est considérablement étoffé. Au total, il comprend près de 700 000 fonctionnaires, dont 90 000 officiers et environ 200 000 gardes-frontières[1]. En face, la CIA a beaucoup progressé, elle aussi, même si elle ne s'occupe pas, contrairement à sa rivale soviétique, du contre-espionnage : la centrale américaine compte 20 000 fonctionnaires, plus de 100 000 agents et des centaines de sociétés, fondations, entreprises, journaux, etc. La guerre froide, justement parce qu'elle condamnait les deux superpuissances nucléaires à ne pas s'affronter directement sous peine d'apocalypse, a poussé ces deux services secrets concurrents à se développer, se perfectionner et se professionnaliser jusqu'à devenir de véritables armées virtuelles.

Dans un mimétisme remarquable, le KGB et la CIA passent désormais leur temps à dénoncer les actions illégales de l'adversaire et à magnifier leurs propres exploits, que le *Washington Post* annonce triomphalement la défection d'un nouvel officier soviétique ou que la *Pravda* révèle que le KGB a brillamment démantelé un réseau d'agents travaillant pour les Américains – de tristes sires, bien sûr, des parasites avides de dollars qui, d'ailleurs, ont été condamnés à mort, qu'on se le dise ! En matière de transfuges passés d'un camp à l'autre, le KGB et la CIA se livrent à une surenchère un peu surréaliste.

Le terrorisme international, qui s'est beaucoup développé à l'époque, leur donne l'occasion de virulentes accusations réciproques. Les Américains – comme la journaliste Claire Sterling ou l'ex-directeur de la CIA William Colby – accusent-ils le KGB d'être le « cerveau » des organisations terroristes les plus actives dans le monde comme les Brigades rouges (Italie), l'ETA (Espagne) ou l'OLP (Palestine) ? Aussitôt les médias comme *Temps nouveaux*, l'agence Tass ou Radio Moscou « révèlent » que la CIA forme, manipule et arme impunément les Loups gris (Turquie), la loge P2 (Italie) ou l'Irgoun (Israël) !

En ces années-là, le KGB commence à lancer régulièrement des campagnes de communication à sa propre gloire : discours, livres, articles, expositions et films vantent les exploits des valeureux tchékistes, minimisent ou effacent méticuleusement leur passé stalinien, cultivent en eux le mythe du héros au service de la patrie. La moindre commémoration est prétexte à la valorisation des « organes » : le 60e anniversaire de la fondation des gardes-frontières, en mai 1978, fut un véritable feu d'artifice de louanges envers ce corps d'élite « garant de la pureté idéologique des citoyens de l'URSS ».

À l'occasion du 70e anniversaire de la fondation de la Tcheka, en décembre 1987, plusieurs centaines de livres sont publiés en URSS à la suite d'un concours, tous à la gloire des tchékistes. Les journaux rivalisent de rubriques valorisant l'activité de ceux-ci, comme l'hebdomadaire gouvernemental *Nedelia* (« Les tchékistes parlent de leur travail »), ou le futur fleuron de la *perestroïka*, *Argumenty i Fakty* (« Le KGB informe »), ou encore, un peu plus tard, le quotidien du Parti, *Moskovskaïa Pravda* (« Lettres de la Loubianka »). La réussite la plus spectaculaire, sur ce terrain, est une série télévisée intitulée *Tass est autorisée à déclarer*, qui s'inspire à la fois des aventures de James Bond et du feuilleton américain *Dallas* : tous les soirs, entre 20 et 21 heures, ce programme vide les rues de Moscou tant les téléspectateurs sont friands des aventures du valeureux général du KGB Konstantin Konstantinov face aux méchants agents de la CIA qui ne reculent devant aucun coup tordu pour déstabiliser un pauvre pays d'Afrique allié de l'URSS !

Gorbatchev aux manettes

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Parti communiste de l'URSS. Le nouveau maître du Kremlin a cinquante-quatre ans. Il est d'une génération d'apparatchiks qui n'ont aucune illusion sur le KGB, cette énorme administration policière dont les fonctionnaires sont d'abord attentifs à ne pas déplaire à leur hiérarchie. Cette dérive est regrettable, mais compréhensible. Il n'y a pas si longtemps – à peine quarante ans –, Lavrenti Beria pouvait faire fusiller un agent du NKVD pour la seule raison que ses informations contredisaient les idées préconçues de Staline ! Pendant toute la guerre froide, la plupart des officiers du KGB ont tranquillement expliqué que tout ce qui n'allait pas dans le sens du

pouvoir soviétique – la résistance des habitants de Berlin-Ouest, les aspirations nationales des Baltes, la pratique clandestine des chrétiens ukrainiens, les publications illégales des dissidents de tout poil, sans parler des événements de Budapest et de Prague – était dû, invariablement, aux machinations hostiles de la Maison-Blanche, du Pentagone et de la CIA.

Tous les rapports émanant du KGB fustigeaient ainsi l'« ennemi principal », cette Amérique « impérialiste » tout entière occupée à « espionner massivement » l'URSS, à lui « porter préjudice » par tous les moyens, à multiplier les « activités subversives » et les « actes d'hostilité » à ses frontières, etc. Au fil des années, les États-Unis étaient accusés dans les discours, les journaux et les livres de toutes les turpitudes fomentées, précisément, par le KGB : espionnage, subversion, sabotages, terrorisme, désinformation, etc. Il était de bon ton, sous Khrouchtchev comme sous Brejnev, de confirmer, documents à l'appui, la volonté des États-Unis de préparer une attaque nucléaire contre l'URSS. Mi-idéologique, mi-bureaucratique, cette obsession a eu pour effet de durcir singulièrement la politique soviétique sur ce terrain diplomatique… et les nombreux discours alarmistes d'Andropov sur la « psychose outrageusement militariste » des Américains !

Or, au milieu des années 1980, la jeune génération de dirigeants n'est pas dupe. Quel Gorbatchev, quel Chevardnadze, quel Ryjkov, quel Iakovlev pouvait penser, par exemple, que l'invasion de l'Afghanistan suivie de l'enlisement de l'armée soviétique était une superbe opération secrète montée de toutes pièces par la CIA – à laquelle le KGB, apprenait-on par des fuites fort opportunes[2], avait vainement tenté de s'opposer ? Qui pouvait encore croire que l'affaire polonaise, de l'élection du pape Jean-Paul II à la résistance de Solidarność après 1981, était un formidable complot ourdi par les

services secrets occidentaux ? Quelques mois après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, tous les cadres du KGB en poste à l'étranger ont la surprise de recevoir une circulaire signée du chef de la Ire direction principale (PGU), Vladimir Krioutchkov, interdisant formellement de déformer « dans le sens du poil » les rapports et les synthèses destinés au Centre.

Le nouveau secrétaire général, né dans une ferme de la Russie du Sud, n'est pas un idéologue : il veut des informations vraies, des comptes-rendus fidèles, des chiffres non truqués ! Il a été très surpris, en arrivant au sommet du pouvoir, que personne ne puisse lui donner le chiffre exact du budget de la défense : c'est à partir des estimations de la CIA – un comble ! – que son entourage évaluera à 16 % du PIB la part des dépenses militaires de l'URSS. Même chose sur le plan de l'économie : c'est en allant chercher les travaux d'académiciens à la limite de la dissidence comme Tatiana Zaslavskaïa ou Abel Aganbegian, qu'il se fera une idée précise de la situation réelle de son pays[3]…

La glasnost*, un poison lent*

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl, en avril 1986, tel un puissant révélateur, accélère le processus. Gorbatchev et son entourage constatent, à leur détriment, que le verrouillage de l'information, l'obsession du secret et le mensonge institutionnel peuvent avoir, dans les cas les plus tragiques, des conséquences terribles : incrédulité à l'intérieur, où personne ne prend au sérieux les avertissements de l'État ; méfiance à l'extérieur, où les médias occidentaux fustigent une propagande malvenue[4].

Mais quand Gorbatchev lance officiellement, en 1987, sa politique de *glasnost* (« transparence »), qui complète logiquement sa stratégie

de la *perestroïka* (« refondation »), il ne mesure pas le bouleversement, l'affront, la profonde remise en cause qu'elle signifie pour les vieux tchékistes de la place Dzerjinski. Tant que la *perestroïka* consiste à dégeler un système politique paralysé par l'idéologie et la bureaucratie, les cadres du KGB ne peuvent qu'applaudir : ils savent mieux que personne que le prix du pétrole chute, que la productivité du travail baisse, que l'approvisionnement devient catastrophique. Mais appeler à écrire la vérité dans les journaux ou à remplir les « taches blanches » dans les livres d'histoire, c'est nier l'utilité d'un grand service gouvernemental comme le leur, qui a toujours été le champion de la censure, du secret et de la désinformation.

Voilà que la presse, d'abord timidement, puis sans vergogne, publie tout ce que le KGB censurait depuis toujours : statistiques économiques, livres interdits, écrits sulfureux, révélations sur la police, etc. Les journalistes des *Nouvelles de Moscou*, d'*Ogoniok*, d'*Argumenty i Fakty* s'en donnent à cœur joie. À la télévision, les animateurs d'émissions comme « Vgliad », « Douzième étage » ou « Bonsoir Moscou » se mettent, non sans plaisir, à faire du journalisme d'investigation : c'est à celui qui dénoncera le plus spectaculairement la cruauté d'un Dzerjinski (fondateur de la Tcheka), la perversité d'un Vychinski (procureur des procès de Moscou)[5], les méthodes assassines de la GPU, la falsification systématique des cartes routières par le NKVD[6], les bavures policières à répétition, et même… les méthodes de travail de la police secrète ou le quotidien d'un espion soviétique à l'étranger !

Comment ne pas comprendre le désarroi des cadres du KGB quand ils lisent dans le *New York Times* les propos du directeur de la CIA, William Webster, expliquant qu'il est désormais « plus facile de récolter des informations[7] » sur l'URSS ! Ou quand un des « groupes

informels » désormais tolérés par Gorbatchev – ces groupuscules politiques que la police secrète a traqué sans relâche pendant sept décennies – manifeste impunément au centre de Moscou, devant le siège des *Izvestia*, aux cris de : « À bas le KGB ! »

Le trouble du KGB n'est pas seulement dû à tel article, tel discours, telle manifestation. C'est toute une conception de la société moderne qui oppose ses dirigeants aux nouveaux maîtres du Parti. Contrairement aux vieux apparatchiks qui l'ont précédé, Gorbatchev a compris que l'Union soviétique ne serait plus jamais une grande puissance si elle continuait de compartimenter ses activités de façon « verticale », comme au bon vieux temps de la dictature du prolétariat. L'informatique est là, désormais, qui impose une conception plus « horizontale » du pouvoir. Ignorer le mariage du téléphone, de l'écran et de l'ordinateur, à l'approche du XXIe siècle, ce serait renoncer au sacro-saint « progrès ». Or, cette exigence de modernité va forcément à l'encontre de toute centralisation : quel pouvoir politique, demain, pourra conserver le monopole exclusif des logiciels, des banques de données, des réseaux d'internautes qu'on n'appelait pas encore « sociaux » ? C'est ce constat, à la base de la réforme gorbatchévienne, qui va définitivement déstabiliser le KGB.

Vent de folie sur la Loubianka

L'URSS a toujours été dirigée, sans partage, par le parti communiste. Le KGB, comme l'armée, a toujours été à ses ordres. Il a toujours été son « glaive » et son « bouclier », comme le rappellent ses insignes. De même qu'il était tout entier au service de Lénine dès 1917, il s'est retrouvé au service exclusif de Gorbatchev en 1985. Si l'on excepte la courte période de confusion qui a suivi la mort de Staline, on peut dire que les dirigeants de la Tcheka, de la GPU, du

NKVD ou du KGB n'ont jamais dévié de la ligne du Parti, même quand celle-ci, dans les années 1937-1938, leur faisait courir les risques les plus terribles. Leur unique patron, depuis toujours, c'est le Politburo du PCUS. D'ailleurs, contrairement aux autres organisations sociales, tous les fonctionnaires du KGB sont membres du Parti – dont ils respectent, sans barguigner, la discipline.

Au-delà de leur obéissance au nouveau pouvoir, les cadres du KGB sont plutôt contents d'avoir hérité d'un secrétaire général jeune et dynamique, plus facile à « vendre », au-dedans et au-dehors, que les pathétiques vieillards auxquels il a succédé. C'est notamment le cas des résidents à l'étranger et des officiers chargés de promouvoir l'image de l'URSS ou de recruter des sympathisants aux quatre coins du monde libre : la « gorbymania » qui va submerger les hommes politiques et les médias occidentaux en 1988-1989 sera, pour tous, une aubaine !

Va pour Gorbatchev, donc ! Va pour la *perestroïka*, va pour la *glasnost* ! Le KGB, qui sait ce qu'est la communication, se dote d'un véritable service de presse – c'était, dit-on, une vieille idée d'Andropov – nommé *Press-buro KGB SSSR* (« Bureau de presse du KGB de l'URSS »). Il est dirigé par un général en retraite, ancien du Smersh reconverti dans le contre-espionnage, Iakov Kisselev, puis par un autre général un peu moins figé, Vladimir Strounine, puis par un colonel un peu poète, jadis expulsé du Sénégal pour des raisons inavouables, le fringant colonel Igor Preline.

Ce service tout neuf met au point une vraie politique de relations publiques faite de « révélations » distillées à des journaux complaisants, d'interviews « exclusives » proposées à d'autres, de visites guidées de la Loubianka, etc. Il joue même ostensiblement le jeu de la « transparence » en dénonçant l'attitude coupable d'un de ses officiers qui a arrêté et torturé le journaliste Viktor Berkhine de

Vorochilovgrad (Ukraine) pour ses articles sulfureux parus dans *Le Mineur soviétique*[8], ou bien en déterrant des dossiers « top secret » sur quelques grandes figures contestées – mais héroïques – comme Richard Sorge[9] ou Leopold Trepper[10].

Viktor Tchebrikov lui-même ne cesse d'appeler ses hommes à « apprendre à travailler dans de nouvelles conditions » et à « opérer leur propre *perestroïka* ». Dans le discours solennel qu'il prononce pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, le 6 octobre 1985, il vante les premiers pas de Gorbatchev où il voit, dit-il, « davantage d'ordre, de discipline et de responsabilité civique » et l'assurance d'un renforcement de la « santé morale » du pays. On croirait entendre Andropov. Sauf que l'URSS, en deux ou trois ans, a fait du chemin : il devient difficile de clamer haut et fort les mérites de la *perestroïka*, comme Tchebrikov le fait de nouveau le 10 septembre 1987 pour le 110e anniversaire de la naissance de Felix Dzerjinski, tout en multipliant les appels à la vigilance vis-à-vis des « groupes antisocialistes » et autres opposants politiques manipulés, comme il se doit, par la CIA ! Difficile, comme il le fait dans un long article de la *Pravda* le 2 septembre 1988, de faire le grand écart entre le soutien affiché à la *perestroïka* et de longues diatribes sur le nécessaire renforcement de la « répression des activités antisoviétiques » inspirées sur le territoire de l'URSS par les services secrets occidentaux !

Le 1er octobre 1988, Tchebrikov est débarqué. L'ancien superflic brejnévien, devenu un andropovien convaincu puis un éphémère soutien de Gorbatchev, est écarté en douceur : le Politburo le nomme président de la nouvelle commission juridique du Comité central, dite « Droit et Justice », chargée de faire accepter le principe de « l'état de droit socialiste [*sic*] » à toutes les forces de police, à commencer par

le KGB, précisément, qui n'a pas été habitué à ces subtilités démocratiques…

Un « tournant à 180 degrés » ?

Le nouveau patron du KGB s'appelle Vladimir Krioutchkov. Il a soixante-quatre ans. Il n'incarne aucune rupture : il a un an de moins que Tchebrikov dont il était, depuis six ans, le premier adjoint. Mais il se distingue de son prédécesseur par sa formation supérieure : juriste, diplômé de l'IMEMO, il fut un jeune et brillant diplomate à Budapest, sous les ordres d'Andropov, pendant la répression de 1956. Résident à New York au début des années 1970, promu chef de la Ire direction principale (PGU) en 1974, ce bourreau de travail aime aussi le théâtre de Brecht et la littérature hongroise. Ce qui n'en fait pas pour autant, bien sûr, un partisan des réformes.

Peu impliqué dans la politique interne du Kremlin, le chef de la Ire direction principale avait abreuvé le nouveau secrétaire général de notes le mettant en garde contre les menées « antisoviétiques » des dirigeants occidentaux. Ce qui avait poussé Gorbatchev à l'emmener aux États-Unis lors de sa visite historique de décembre 1987 – une première –, comme pour l'inviter à considérer Ronald Reagan et les Américains avec ses propres yeux, et non à travers les préjugés de collaborateurs pusillanimes.

Le 5 mai 1989, Krioutchkov célèbre la *glasnost* dans une étonnante interview accordée aux *Izvestia*, le quotidien du gouvernement. Le nouvel homme fort de la Loubianka y tient des propos étonnants : « Les activités du service ne seront plus aussi secrètes qu'avant. […] Nous allons désormais former, voire recycler, nos agents, conformément au processus de démocratisation en cours. […] Une attention spéciale sera portée au respect de la loi… »

Les lecteurs du journal n'en croient pas leurs yeux. Le lendemain, la direction collégiale du KGB publie une résolution « très importante [*sic*] » intitulée « Le KGB et la *glasnost* », qui confirme ces bonnes dispositions et prévoit notamment un « mécanisme clair et précis de comptes-rendus rigoureux devant le peuple et les organisations suprêmes de l'État ». C'est bien la première fois que la police politique de l'URSS accepte le principe d'un contrôle de légalité ! Encore certains experts discernent-ils une réelle ambiguïté, voire un double langage, dans la promesse d'« augmenter l'efficacité de la *glasnost* » en combattant « les tentatives de miner les fondements du socialisme émanant des forces extérieures et des éléments hostiles internes au pays »…

Le 31 mai, à Moscou, s'ouvre la réunion solennelle du premier congrès des députés du peuple. Cette grand-messe de la *perestroïka*, suivie par les médias du monde entier, va virer au cauchemar pour le KGB. Pas seulement parce qu'un député nommé Iouri Vlassov, ancien champion olympique d'haltérophilie, y dénonce le pouvoir du KGB comme étant « au-dessus de l'État », avant d'appeler tranquillement au démantèlement de la Loubianka sous les applaudissements de l'assemblée. Mais surtout parce que les élus du peuple ont réellement décidé, par vote, de soumettre le KGB à un contrôle politique, légal et même financier ! Un Comité du Soviet suprême pour le contrôle de ses activités sera créé, qui aura droit de regard sur ses affectations budgétaires et ses nominations internes. Un monde s'écroule…

À l'issue de cette incroyable session parlementaire, Krioutchkov répond à une interview de *Temps nouveaux* où il confirme, au passage, la suppression de la Ve direction principale du KGB, qui était chargée de la répression des dissidences et de l'Église orthodoxe[11]. Constat du dirigeant : « Nous avons opéré un tournant, sinon à 180 degrés, du moins considérable[12] ! » Mettre au chômage tous les

policiers spécialisés dans la filature des écrivains trop audacieux, des artistes non conformistes, des militants nationalistes et des prêtres portés par la foi, cela paraît inimaginable à beaucoup. Tous les commentateurs soulignent que cette réforme-là va être fort délicate, et qu'elle pourrait bien préparer l'absorption du KGB ainsi affaibli par le ministère de l'Intérieur (MVD) que Gorbatchev semble considérer comme le seul légitime défenseur du maintien de l'ordre. C'est dans cet esprit que le 2 décembre 1990 le maître du Kremlin nomme un nouvel homme fort à la tête du MVD, Boris Pougo, ancien président du KGB de Lettonie, officiellement chargé de « coordonner » ses actions avec le KGB…

Qui a encore peur du KGB ?

À partir de ce congrès décoiffant, le KGB est sur la défensive. L'entrée de son patron au Politburo ne dissipe pas son malaise. Le 13 septembre 1989, son bureau de presse présente aux journalistes accrédités un documentaire réalisé par l'agence de presse *Novosti* – notoirement proche de la police secrète – et intitulé *Le KGB aujourd'hui*[13]. Outre des visites inédites à l'École supérieure du KGB ou à son centre informatique, on y retrouve, habilement mis en scène, le même double langage qui ressort de toutes les interviews accordées à la presse par des guébistes de haut niveau : champion autoproclamé de la *perestroïka*, le KGB affirme, sans rire, qu'il est en train de se transformer en une formidable administration moderne, ouverte et respectueuse du droit.

Tout est bon pour redorer le blason de l'insitution[14] et faire comprendre qu'en ces temps de confusion et d'incertitude la société a besoin, plus que jamais, d'une « force tranquille » composée de professionnels aguerris et dévoués au service public. Une partie des

tchékistes devenus créateurs publicitaires ou producteurs de films prennent goût à ces nouvelles missions. Ils prendront même l'initiative, en janvier 1991, d'organiser l'élection d'une « Miss KGB », Katia Maïorova, vingt-trois ans, une jolie brune aussi habile derrière une caméra qu'au maniement de la kalachnikov !

Derrière ces discours lénifiants, ces gages d'ouverture, ces gadgets pour la presse, les cadres de la Loubianka vivent une descente aux enfers. D'abord, ils ressentent comme humiliante cette soumission de la police secrète à des règles démocratiques de droit commun : un projet de loi est en préparation, qui devrait soumettre à l'autorisation du procureur le contrôle du courrier et les écoutes téléphoniques. Qui a encore peur du KGB ? Au Soviet suprême, un groupe de cent dix-sept députés « démocrates » va jusqu'à exiger la constitution d'une commission d'enquête sur les crimes des tchékistes. D'autres proposent de transformer en musée la prison de Lefortovo, qui fut la prison spéciale du NKVD. En octobre 1990, les officiers de la police politique assistent impuissants, sous les fenêtres de la Loubianka, à l'inauguration d'un monument dédié aux victimes de la terreur bolchevique, celle-là même qui fut la vocation première des tchékistes !

Les hommes de Krioutchkov s'alarment aussi du relâchement général de la discipline dans le pays qui rend inopérant le contrôle qu'ils exerçaient sur la presse, les écrivains, le Komsomol, les écoles, etc. Comment obliger tous ces collectifs, désormais, à se lancer dans la lutte contre la pollution – qui devient cruciale dans certaines régions comme la Bachkirie ? Ou à combattre le marché noir, la spéculation et les réseaux mafieux, en ces temps de grave pénurie alimentaire ?

La crise n'a pas que des inconvénients. Depuis le 23 novembre 1990, le KGB est officiellement chargé d'une mission nouvelle :

« Assurer la lutte effective contre le sabotage économique, notamment pour le contrôle des produits alimentaires. » Personne ne s'attendait à ce que les tchékistes forment, en plus de leurs attributions classiques, une super police économique. Déjà, le 15 mai, Krioutchkov avait annoncé que ses services extérieurs mettraient leur savoir-faire à disposition des entreprises soviétiques exportatrices, qu'elles soient publiques, « mixtes » ou le produit de juteuses *joint-ventures* montées avec des partenaires occidentaux pas toujours recommandables. Le KGB a compris, avant tout le monde, qu'en plein marasme économique intérieur, c'est par le business avec l'étranger qu'on garde la main sur le vrai pouvoir…

Un Ovni nommé Kalouguine

Le 16 juin 1990, un drôle d'animal apparaît à la tribune d'un meeting des réformateurs à Moscou : un officier supérieur du KGB, la chemise ouverte et le micro facile, se met à critiquer tranquillement le Parti et l'institution dont il est issu. Cet homme est un politique, un orateur, un meneur d'hommes. Il s'appelle Oleg Kalouguine. Le 15 juillet, ce général de réserve de cinquante-six ans, dont trente-trois dans la police secrète, devient une des vedettes de l'opposition démocratique auprès de Boris Eltsine : il galvanise les 40 000 manifestants anticommunistes qui se pressent, ce jour-là, sous les murs du Kremlin. L'épisode agace prodigieusement ses anciens collègues de la place Dzerjinski.

Intelligent, séducteur, cultivé, Kalouguine fut naguère un des espoirs des « organes ». En 1959, à peine entré au KGB de Leningrad, il avait été envoyé dans la première fournée d'étudiants soviétiques invités pour un stage à Columbia University. Très à l'aise, parfaitement anglophone, le jeune Oleg devient correspondant de

Radio Moscou à Washington, puis change de couverture : il est deuxième, puis premier secrétaire à l'ambassade d'URSS. Il restera douze ans en poste aux États-Unis, jusqu'à ce qu'Andropov le remarque et le rappelle à Moscou, place Dzerjinski, pour en faire son directeur adjoint du contre-espionnage. À l'époque, Vladimir Krioutchkov est chef adjoint de la Ire direction principale chargée de l'espionnage à l'étranger : c'est dire si les deux hommes se connaissent…

Nommé général à quarante ans, Kalouguine a vu ses certitudes ébranlées en août 1968, lorsque ses chefs, à commencer par Andropov, poussaient massivement à l'intervention militaire à Prague. Or lui-même, depuis Washington, avait multiplié les notes pour démentir formellement que la CIA fût à l'origine du « printemps » tchécoslovaque – notes qui sont restées, il l'apprendra plus tard, dans les tiroirs de la Loubianka. A-t-il exprimé imprudemment son amertume ? Il est muté comme numéro deux du KGB de Leningrad, ce qui n'est pas une promotion. En 1987, il rentre à Moscou, mais c'est pour être muté dans les réserves. Une préretraite qui lui ôte ses dernières illusions.

Séduit par Gorbatchev, Kalouguine envoie directement à celui-ci un projet de réforme du KGB. Ses deux idées majeures sont radicales : l'espionnage et le contre-espionnage doivent être « dépolitisés », c'est-à-dire soustraits à l'autorité du parti communiste ; et le KGB doit être dégagé de toute mission de répression idéologique à l'encontre des dissidents, de l'Église orthodoxe, des artistes, etc. Quelques mois plus tard, il est définitivement mis en retraite. Furieux, humilié, il choisit de s'engager publiquement auprès des réformateurs, ce qui lui vaut, le 2 juillet 1990, d'être privé de sa retraite et de ses décorations, ainsi que de tous les avantages qu'elles impliquent.

Un an plus tôt, Kalouguine aurait été discrètement envoyé quelque part loin de Moscou, voire jeté en prison pour trahison. Mais l'histoire s'est accélérée. Dans une longue interview aux *Nouvelles de Moscou*[15], il explique ouvertement en quoi le KGB est incapable d'appliquer la *perestroïka*, en quoi il reste un « État dans l'État », en quoi ses grandes déclarations réformatrices ne sont « rien de plus qu'une opération de camouflage ». Sans jamais révéler de secrets d'État, évidemment : l'homme est malin, il sait jusqu'où il peut aller trop loin.

Le KGB se fend alors d'une conférence de presse exceptionnelle, au siège de la Loubianka, destinée à contredire et marginaliser l'importun. Le général Alexandre Karbaïnov, nouveau chef du service des relations publiques, l'accable sous les attaques : menteur, revanchard, agressif, ambitieux, frimeur, Kalouguine est traité de tous les noms. En vain. Le « traître » fait le bonheur des correspondants étrangers. Sa notoriété soudaine le rend intouchable : « J'ai appris cela, dit-il avec malice, auprès des dissidents les plus célèbres[16] ! »

« Une dictature se prépare… »

À l'automne 1990, la *perestroïka* bat de l'aile. La situation économique se dégrade. Le parti communiste est au bord de la déroute. Les nationalités grondent. Gorbatchev est de plus en plus critiqué. Le ton monte. Dans deux discours virulents, le 12 décembre 1990 à la télévision, puis le 22 décembre devant le congrès des députés du peuple, Krioutchkov tire la sonnette d'alarme. Non seulement il tient, sans plus de précautions, un langage de guerre froide à l'encontre des Occidentaux, non seulement il dénonce les « actions nationalistes », le « chaos économique », la « montée de la criminalité » et la « paralysie du pouvoir », mais, pour la première

fois, il s’insurge contre la « vague anticommuniste » qui concourt, elle aussi, à affaiblir le pays : « Le KGB a agi dans le passé, il agira encore dans l’avenir contre les forces qui cherchent à précipiter le pays dans le chaos ! »

Le propos résonne comme un avertissement. Au point que le chef du KGB doit baisser le ton, deux jours plus tard, dans une conférence de presse organisée au Kremlin : « J’ai été mal compris, dit-il. Il n’est pas question d’un retour en arrière… Gorbatchev va dans la bonne direction… » Mais le chef du KGB ne peut s’empêcher de fustiger, encore une fois, les « forces destructrices » qui affaiblissent le pays. Sincère, Krioutchkov ? À sa façon, sans doute. Incontestablement, il veut que le pays se redresse et compte bien y contribuer de toutes ses forces. Souhaite-t-il encore que ce soit par la volonté et sous la baguette de Gorbatchev ? Peut-être ne le sait-il pas lui-même.

Un homme, au moins, a spectaculairement pointé le danger qui menace. Le 20 décembre, devant le congrès des députés de l’URSS, le ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, s’est brusquement levé, sans demander l’autorisation de personne, pour prononcer « la déclaration la plus brève et la plus pénible de [sa] vie » et annoncer sa démission. À la surprise générale et au grand dam de Gorbatchev qui, visiblement, aurait préféré en être avisé par celui qui est, alors, son meilleur ami et son plus fidèle soutien. Chevardnadze, sans le regarder, s’exprime dans un silence de cathédrale : « Une dictature se prépare, je le déclare en toute responsabilité ! […] Démissionner est mon devoir d’homme, de citoyen et de communiste. Je ne peux pas accepter les choses qui se passent dans notre pays, ni les épreuves qui attendent notre peuple ! »

Et le ministre de quitter la salle médusée. Gorbatchev ne cache pas sa stupéfaction. Il révèle à l’assistance qu’il voulait faire de

Chevardnadze son vice-président ! Puis, sur le fond, entend rassurer tout le monde : « En tant que président, je ne dispose pas d'informations – et mes informations sont assez vastes – qui confirmeraient que quelqu'un nous préparerait une junte ou une dictature de ce type. »

Krioutchkov applaudit, évidemment, l'homme dont il devient *de facto* un des plus proches conseillers après le départ d'Alexandre Iakovlev, puis celui de Vadim Bakatine, et maintenant celui d'Edouard Chevardnadze – lequel a bien confirmé, dans sa déclaration, qu'il était, à son tour, dans le collimateur des conservateurs. Dans les couloirs du congrès, le député démocrate biélorusse Ales Adamovitch ne cache pas son inquiétude : « On se rappelle parfaitement comment on a fait tomber Khrouchtchev en 1964 : en faisant sortir de l'arène politique les personnes les plus dévouées à ses réformes et à sa personne… »

16

Le quitte ou double de l'été 1991

> « En Russie, les révoltes sont toujours tragiques, mais elles se terminent toujours en farces. »
>
> Oscar Wilde,
> *Véra ou les Nihilistes* (1880)

Dimanche 4 août 1991. Mikhaïl Gorbatchev s'envole pour quelques jours de vacances familiales à Foros, en Crimée. Le président de l'URSS a hésité à quitter Moscou car la situation politique, depuis quelques semaines, y est tendue. Mais il a vraiment besoin de se reposer avant son prochain rendez-vous stratégique, le 20 août, qui s'annonce compliqué : ce jour-là doit être signé le fameux « traité d'union » avec les neuf républiques – y compris la Russie – qui ont donné leur accord pour établir une nouvelle relation décentralisée, plus libérale, entre le pouvoir central et les périphéries de l'URSS. Ce « traité d'union » est à ses yeux le seul moyen, peut-être la dernière chance, de réformer et conforter le lien qui unit l'URSS et ses républiques avant que cet empire à la dérive n'explose en mille éclats nationalistes.

Gorbatchev est sur le fil du rasoir. Sa situation personnelle n'a jamais été si paradoxale. Jamais, depuis 1985, il n'a réuni autant de pouvoirs et d'honneurs : président du Parti, président de l'URSS, prix

Nobel de la paix ! Et pourtant, jamais l'homme de la *perestroïka* n'a été aussi désarmé face aux événements : grave pénurie alimentaire, baisse générale des revenus, paralysie de l'économie, impuissance de l'État fédéral, profond malaise de l'armée, autonomie des républiques, rivalité croissante entre l'URSS et la Russie, etc.

Président de l'URSS, Gorbatchev ? Certes, il l'est depuis le 14 mars 1990, mais que reste-t-il de son autorité sur les républiques, et notamment sur la plus puissante d'entre elles, la Russie ? Président du parti communiste ? Sans doute, mais quel est le vrai pouvoir de cette institution depuis le vote historique du congrès des députés du peuple, le 12 mars 1990, qui a supprimé le fameux article 6 de la Constitution lui attribuant un « rôle dirigeant[1] » sur l'État et sur la société ? Quant au prix Nobel de la paix, Gorbatchev n'est même pas allé à Oslo recevoir sa distinction, tant sa popularité est basse dans une population qui, selon tous les sondages, se fiche bien de l'étranger et aspire massivement à un retour à l'ordre !

Or, qui peut rétablir l'ordre dans ce pays en déliquescence ? Le Parti est en miettes, l'armée est en rade, le complexe militaro-industriel est en crise. Reste, dans l'ombre, le KGB. Frustré, humilié certes, mais puissant et uni. Trop occupés à lutter contre le parti communiste, les démocrates n'ont pas vu le KGB se constituer, à bas bruit, en force politique. Déjà, aux élections locales, en 1990, plus de 2 000 agents du KGB se sont fait élire, souvent dès le premier tour, sur la promesse de remettre de l'ordre dans le pays. Des équipes de communicants, créées pour cela, avaient discrètement aidé ces candidats à élaborer leur tactique électorale. Comme pour préparer l'avenir.

Fin politique, orateur intarissable, dialecticien hors pair, Gorbatchev semble avoir épuisé toutes ses cartes : il parle, il plaide, il ruse, il menace, il apaise, comme il l'a toujours fait, mais plus

personne ne le croit – ni les démocrates (Eltsine, Sobtchak, Popov, Chevardnadze), dont il s'est nettement éloigné, ni les conservateurs (Ligatchev, Iazov, Krioutchkov), qui n'ont aucune confiance en lui. La presse du monde entier, fascinée, se demande combien de temps ce funambule va balancer ainsi entre deux forces politiques aussi contradictoires.

S'il n'a pas encore été mis à l'écart par les uns ou par les autres, c'est d'abord parce que son éviction eût entraîné le pays dans une anarchie plus grande encore ; ensuite, parce qu'il est encore le seul à pouvoir négocier une aide financière auprès des Occidentaux qui ne jurent que par lui – comme George Bush, reçu au Kremlin en grande pompe une semaine plus tôt. Encore est-il revenu bredouille de Londres, le 19 juillet, où il espérait que le G7, qui l'invitait pour la première fois, lui accorderait une aide financière exceptionnelle…

L'homme qui murmurait à l'oreille de Gorbatchev

En ce début d'année 1991, un homme a pris un ascendant notable sur Gorbatchev : Vladimir Krioutchkov, l'ancien protégé d'Andropov devenu président du KGB en 1988. Un par un, les piliers de la *perestroïka* ont fait le vide autour du président de l'URSS : tous les Chevardnadze, Iakovlev, Petrakov et autres Chataline ont pris du recul, souvent pour rejoindre les démocrates. Le seul qui lui restât fidèle, le Premier ministre Ryjkov, a été victime d'une crise cardiaque le 26 décembre ! Gorbatchev, poussé par son instinct à pactiser avec les conservateurs qui tiennent encore l'appareil d'un PCUS qu'il n'a pas voulu quitter, se retrouve entouré de Guennadi Ianaev (vice-président du Parti), Valentin Pavlov (Premier ministre), Dimitri Iazov (ministre de la Défense), Boris Pougo (ministre de l'Intérieur). Et le

plus intelligent, le plus cultivé, le mieux informé de tous ses nouveaux amis : Vladimir Krioutchkov.

Celui-ci, depuis des mois, bombarde le président de notes confidentielles « révélant » que les leaders démocrates, le groupe « interrégional » du Parlement ou l'entourage de Boris Eltsine sapent minutieusement les bases de la société soviétique. Certaines de ces notes « ultrasecrètes » accusent ses anciens amis Iakovlev ou Chevardnadze de conduire des stratégies menant à la catastrophe, voire de comploter contre lui ! Gorbatchev lit tous ces papiers avec intérêt. Y compris, apprendra-t-on plus tard, les détails croustillants obtenus par les mouchards du KGB sur la vie privée des uns et des autres…

Gorbatchev n'a pas le temps de lire les journaux. Il s'informe à partir des revues de presse concoctées chaque matin par son cabinet, c'est-à-dire par le Service de protection des personnalités, l'ancienne IXe direction du KGB. Les compilations d'articles sont évidemment orientées. Souvent, les dossiers contiennent des sondages organisés… par le KGB lui-même ! Les articles incriminant les réformateurs y sont soigneusement mis en valeur – ce qui explique que le président se soit brouillé, au fil des mois, avec la plupart des directeurs des journaux emblématiques de la *glasnost*.

L'influence de Krioutchkov se révèle décisive. On a pu s'étonner, à l'époque, que Gorbatchev milite pour le retour du KGB en première ligne de la défense des institutions. On l'a vu, le 26 janvier 1991, publier un oukaze étendant les pouvoirs du KGB à l'ensemble du secteur économique : les tchékistes peuvent dorénavant perquisitionner n'importe quelle entreprise, procéder à la vérification de ses stocks, saisir sa comptabilité, accéder à ses comptes bancaires, etc. On l'a vu, le 28 février, approuver le projet de loi censé « légaliser » le KGB : un texte qui redonne le droit aux mêmes

tchékistes (article 14) de subtiliser le courrier des particuliers, de pratiquer n'importe quelles écoutes téléphoniques, de pénétrer dans les maisons qu'ils veulent, tout en assurant également que tout cela sera contrôlé, au nom des droits de l'homme, par une commission parlementaire spéciale…

On a pu s'étonner aussi que Gorbatchev soit aussi embarrassé, le 13 janvier 1991, après que le groupe A-7 de la VIIe direction du KGB (les fameux « *Spetznaz* ») a provoqué la mort de quatorze citoyens de Lituanie en intervenant militairement à la demande d'un mystérieux « comité de salut national » très proche de la direction locale du KGB lituanien. Le président de l'URSS, selon certaines sources, aurait donné son aval à Krioutchkov pour étudier le moyen de proclamer un état d'urgence propre aux trois Républiques baltes – et se serait promptement rétracté en voyant la tournure dramatique prise par les événements.

C'est à cette époque que le chef du KGB, dans une interview aux *Izvestia*, annonce lui-même plusieurs remaniements à la tête de ses services[2]. Peu de gens connaissent les nouveaux venus : Viktor Grouchko (premier vice-président), Guennadi Titov (direction du contre-espionnage), Valeri Vorotnikov (direction de la défense de la Constitution). Les « kremlinologues » occidentaux s'arrachent les cheveux[3] : certes, ils remplacent de vieux apparatchiks nostalgiques de l'époque bénie d'Andropov, comme le tristement célèbre général Filip Bobkov, l'homme de la chasse aux dissidents, mais tout laisse penser que les nouveaux venus ne sont pas, eux non plus, de fervents partisans de la *perestroïka*.

Vers l'état d'urgence

Parmi les notes que lui transmet Krioutchkov, en février 1991, il en est une qui aurait dû alerter Gorbatchev si l'imposition de l'état d'urgence n'était devenue un sujet de conversation presque banal :

> En cas de complication brusque de la situation, on ne peut exclure la possibilité de former, à un moment donné, des structures temporaires dans le cadre de pouvoirs extraordinaires octroyés au président par le Soviet suprême de l'URSS. Un tel acte impliquerait un puissant soutien de la propagande ainsi qu'un appel direct à l'union populaire[4]…

Le 19 mars 1991, un ordre secret de Krioutchkov met fin à la relative autonomie du KGB de Moscou, considéré comme un peu trop proche des démocrates de la capitale. En avril, un autre ordre du président de l'URSS crée une direction des troupes spéciales du KGB qui dispose d'une petite force de frappe militaire non négligeable. Iakovlev s'en inquiète dans une note personnelle à Gorbatchev, qui ne répond pas[5]. En mai, le Soviet suprême, encouragé par Gorbatchev, entérine une loi légitimant le pouvoir exorbitant du KGB (par exemple, que ses agents peuvent entrer à tout moment et sans obstacle dans l'appartement de tout citoyen) sans aucune autorisation d'un juge ou d'un procureur. Comme au bon vieux temps…

Un mois plus tard, devant le Soviet suprême, Krioutchkov se lance dans une violente diatribe contre la CIA « qui travaille depuis plusieurs années […] à optimiser les activités hostiles visant à l'éclatement de la société soviétique ». Et l'orateur de mettre en garde les députés contre les plans américains « de pacification, et même d'occupation [*sic*] de l'Union soviétique sous prétexte de contrôler les armements nucléaires ». Toujours cette rengaine alarmiste accusant les États-Unis de vouloir détruire l'URSS. On note que Krioutchkov, au passage, met solennellement en garde contre des agents de la CIA

très influents « auprès de personnes haut placées ». On note aussi que Gorbatchev multiplie à son tour les sorties virulentes contre les « éléments extrémistes » et les « forces antisociales » menant des « actions destructrices » en URSS…

C'est à l'ouverture de la même session parlementaire, le 18 juin, que le Premier ministre Pavlov, soudain, réclame des pouvoirs extraordinaires, aussitôt appuyé par les ministres Iazov (Défense) et Pougo (Intérieur). Ces trois-là ont-ils dépassé les bornes ? Gorbatchev s'oppose fermement à cette demande, que les députés balaient en un vote. L'alerte a été chaude. On murmure, dans Moscou, que Gorbatchev, ulcéré, va se séparer de Krioutchkov et, peut-être, de ces ministres va-t-en-guerre. Mais rien ne se passe.

L'incident inspire au général Leonid Chebartchine, chef de la Ire direction principale du KGB, une note stratégique – et très révélatrice – à l'attention de Krioutchkov :

> M. Gorbatchev doit prendre dans les deux ou trois jours des décisions qui vont influencer radicalement le cours des événements. […] Il serait utile de créer une situation où Gorbatchev accepterait *de facto* la ligne de Pavlov. […] On considère, dans le proche entourage de Gorbatchev, que Krioutchkov, pour cela, est la personnalité la plus influente auprès du président[6].

Cette note, que l'on retrouvera après le putsch dans le coffre de Valeri Boldine, montre que les putschistes envisageaient de rallier Gorbatchev à leur projet, mais elle prouve aussi que Gorbatchev en personne (nom de code : « Objet 110 ») ainsi que son « proche entourage[7] » faisaient bien l'objet d'écoutes téléphoniques assidues et d'une surveillance rapprochée de la part de son grand ami Krioutchkov.

Veillée d'armes à Moscou

Lundi 5 août 1991. Le président a quitté Moscou la veille. Sans perdre de temps, Krioutchkov convoque une dizaine de personnalités – Pougo, Iazov, etc. – le lendemain dans une discrète datcha du KGB (nom de code : « ABC ») à la sortie de Moscou. Ordre du jour : préparer concrètement, dans les moindres détails, l'introduction de l'état d'urgence. Pour appliquer ces instructions, deux de ses principaux hommes de confiance, le major-général Viatcheslav Jijine (directeur adjoint de la PGU) et le colonel Alexeï Egorov (spécialiste du contre-espionnage), s'installent secrètement dans une autre résidence près de Machkino, sur la route de Leningrad, où va les rejoindre l'envoyé du ministre de la Défense, le jeune major-général Pavel Gratchev. Déjà, le 9 décembre 1990, c'est à Jijine et Egorov que Krioutchkov avait demandé, dans le plus grand secret, un rapport confidentiel sur les mesures de police à prendre en cas d'introduction de l'état d'urgence[8]…

Le 15 août, comme c'était prévu, le Kremlin rend public le projet de « traité d'union » qui doit sonner la rentrée politique des uns et des autres. Dans les couloirs de la Loubianka, c'est comme un encouragement à agir : les cadres du KGB considèrent depuis longtemps que ce traité, au lieu de sauver l'URSS, précipitera l'indépendance des républiques – et que dans une « Union » décentralisée où les Baltes, les Géorgiens ou les Moldaves seront autonomes, il n'y aura plus de place pour le KGB.

Le 17 août, Krioutchkov réunit dans son bureau les directeurs et les chefs de section du KGB, et leur annonce l'imminente entrée en vigueur de l'état d'urgence. La veille, il a ordonné à ses services le contrôle total de toutes les communications gouvernementales. Le même jour, il ordonne au groupe A-7, dit Alpha, et au groupe Cascade, les deux détachements d'élite du KGB, de gagner Moscou[9].

Le soir même, dans la datcha « ABC », un dîner de travail réunit Vladimir Krioutchkov (chef du KGB) et deux de ses collaborateurs, Valentin Pavlov (Premier ministre), Dimitri Iazov (ministre de la Défense) et son adjoint Valentin Varennikov, Oleg Baklanov (vice-président du Conseil de défense), Oleg Chenine (membre du Politburo) et un personnage inattendu, Valeri Boldine, chef de l'appareil présidentiel, proche confident de Gorbatchev – dont ce dernier ne soupçonne aucunement qu'il a retourné sa veste ! Dans la journée, le général Priloukov, chef du KGB de Moscou, a reçu l'ordre de placer toutes ses troupes en état d'alerte : des milliers de tchékistes sont en attente de ses consignes, chez eux, devant leur téléphone.

Tout en vidant force bouteilles de vodka, les conjurés décident qu'il est grand temps de ramener l'ordre dans le pays, qu'il n'y a d'autre option que de déclarer l'état d'urgence, mais qu'il faut tenter, une dernière fois, de mettre Gorbatchev de leur côté en lui faisant signer le décret proclamant l'état d'urgence. Quatre d'entre eux – Baklanov, Varennikov, Chenine et Boldine – partiront pour Foros le lendemain matin, afin de convaincre le président de ne pas se couper du nouveau pouvoir, même s'il n'est plus le seul à l'exercer. Et s'il refuse ? Alors, explique Krioutchkov, il démissionnera pour « raison de santé » et remettra ses pouvoirs à son vice-président Ianaev !

Avec ou sans Gorbatchev ?

Le 18 août, à 16 h 50, les quatre émissaires se présentent à l'entrée de la grande villa de Foros. Le bâtiment, de construction récente, comprend plusieurs niveaux qui dominent le bord de mer. Le domaine est géré par le Service de protection des personnalités : les femmes de ménage, gardes du corps, chauffeurs, livreurs, jardiniers,

plongeurs, électriciens, à quelques exceptions près, appartiennent tous à ce service qui dépend lui-même de la IXe direction du KGB. Tous ces personnels obéissent aveuglément au général Iouri Plekhanov, le patron de cet omniprésent et omnipotent Service de protection des personnalités. C'est Plekhanov qui a coupé le téléphone dans toute la région de Foros. C'est lui qui a ordonné à un régiment du KGB basé à Sébastopol de fermer tous les accès routiers à la villa, et à des patrouilleurs des gardes-côtes d'en interdire les accès maritimes. Gorbatchev, en tenue décontractée, reçoit les quatre hommes :

« Qui vous envoie ? attaque le président.

— Le comité nommé pour appliquer l'état d'urgence, répond Baklanov.

— Quel comité ? Quel état d'urgence ? »

En guise d'explication, les quatre lui présentent, pour signature, un projet de décret proclamant l'état d'urgence. En cas de refus, tous ses pouvoirs seront transférés au vice-président Ianaev. Gorbatchev explose : « Ce que vous faites est anticonstitutionnel et illégal ! C'est une aventure qui mènera au bain de sang et à la guerre civile ! »

Quelques échanges vains. Une violente prise de bec avec Boldine, dont la trahison laisse Gorbatchev pantois. Nouveau refus de signer de la part du président en sursis : « Allez au diable, je n'ai rien de plus à vous dire[10] ! »

Un peu après 18 heures, à Moscou, le téléphone sonne dans le bureau de Krioutchkov, au troisième étage de l'immeuble de la place Dzerjinski. C'est Baklanov qui l'informe du refus de Gorbatchev de signer le décret proclamant l'état d'urgence. Ce n'est pas une surprise, juste une contrariété. Il faut simplement écarter Gorbatchev du pouvoir. C'est justement pour cela qu'on l'a flanqué d'un vice-président ! Le chef du KGB retrouve alors les autres conjurés au

Kremlin, dans le bureau du vice-président Ianaev, au premier étage de l'ancien bâtiment du Sénat, pour une longue, très longue soirée de travail. Si Ianaev est le plus titré, il est clair que c'est Krioutchkov qui pilote toute l'opération. C'est lui, par exemple, qui rappelle, à plusieurs reprises, que le président de l'URSS est « sérieusement malade ».

En sus de ces deux hommes, il y a là le Premier ministre, Valentin Pavlov, péremptoire et surexcité, le ministre de l'Intérieur, Boris Pougo, qui ne cache pas son plaisir, le ministre de la Défense, Dimitri Iazov, plus renfrogné, et quelques autres dirigeants moins connus : Alexandre Tiziakov, qui préside les Industries d'État, et Vassili Starodoubtsev, qui préside l'Union paysanne, sont là pour représenter symboliquement les ouvriers et les paysans dans ce fameux « Comité d'État pour l'état d'urgence » (GKTchP) destiné à prendre le pouvoir et à remettre l'URSS sur les rails du communisme. Au nom du peuple, bien sûr. Et avec une idée, une seule : en arrière, toutes ! Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême de l'URSS, ami de Gorbatchev depuis quarante ans, les rejoint vers 21 heures. Un hélicoptère est allé le chercher sur son lieu de vacances. La soirée va être longue : tout doit être prêt à 5 h 30. Elle va être aussi, selon certains témoignages, très arrosée : zakouski, sandwiches, vodka, whisky, cognac… Le seul à ne pas boire, c'est Krioutchkov. Les autres iront se coucher très tard et, parfois, dans un piteux état.

Le KGB à la manœuvre

Lundi 19 août, 5 h 40 du matin. La télévision soviétique interrompt ses programmes pour diffuser une dépêche de l'agence Tass expliquant que le président Mikhaïl Gorbatchev, « incapable d'assurer ses fonctions pour raison de santé », a été remplacé dans la

nuit par son vice-président Guennadi Ianaev, qui présidera un « Comité d'État pour l'état d'urgence » (GKTchP) auquel tous les pouvoirs sont conférés pour six mois[11]. Suit la lecture du communiqué n° 1 dudit GKTchP. Personne, en URSS, ne croit que Gorbatchev soit réellement malade : tout le monde se rappelle la destitution de Khrouchtchev en 1964. Chacun comprend, simplement, que Gorbatchev a été destitué. Mais comme il menait le pays à la ruine, personne ne le regrette…

À 10 heures, les conjurés se retrouvent au Kremlin. À l'exception de Pavlov, victime d'un excès d'alcool (il souffre d'hypertension). Quelques-uns ne sont pas très frais. Krioutchkov applique son plan : effrayer la population par quelques démonstrations de blindés dans la capitale, réunir le Soviet suprême sous la présidence de Loukianov et lui faire avaliser l'état d'urgence, informer et rassurer le reste du monde par l'intermédiaire des ambassadeurs et des résidents du KGB. Faut-il vraiment appliquer tout le plan et investir militairement, en sus de la poste centrale, quelques dizaines d'autres bâtiments publics ? Est-il vraiment utile d'arrêter, comme il en était question, les soixante-dix-sept principaux leaders et représentants démocrates, dont Boris Eltsine, président de la Russie depuis le 12 juin ? Ce serait braquer inutilement l'Occident contre le nouveau pouvoir…

Erreur ! Ce fut une faute politique que de n'avoir pas osé arrêter Eltsine dès l'aube, dans sa datcha d'Arkhangelskoïe, à l'ouest de Moscou. Un détachement du commando Alpha avait pourtant été envoyé sur place dès 4 heures du matin pour donner l'assaut de la villa, mais il ne reçut jamais l'ordre d'exécution. Rejoint très vite par quelques ministres, conseillers et fidèles, le président de la Russie a rallié à tombeau ouvert la Maison-Blanche, ce grand immeuble blanc dominant la Moskova où siège le gouvernement. En quelques heures, il y fédère autour de lui tous les opposants au nouveau pouvoir

soviétique, y compris une grande partie de la population moscovite. Quand le dirigeant russe, fendant la foule, va haranguer la population en montant sur un des chars postés devant le bâtiment, les conjurés comprennent que la partie n’est pas gagnée : son « appel aux citoyens de Russie » devient la charte de la résistance aux putschistes[12].

Un putsch d’opérette

À 18 heures, un quintette composé de Ianaev, Pougo, Baklanov, Starodoubtsev et Tiziakov – le KGB n’y apparaît aucunement – rencontre quelque trois cents journalistes nationaux et internationaux dans l’immeuble du ministère des Affaires étrangères (MID). Le moment est crucial. Or, la conférence de presse tourne à la pantalonnade. L’un des orateurs est confus quand il lit ses papiers, l’autre a les mains qui tremblent, plusieurs fument nerveusement cigarette sur cigarette. Est-ce bien cette brochette de minables qui prétend sortir autoritairement le pays du marasme ? La plupart des journalistes présents n’en croient pas leurs yeux. Que vont bien pouvoir faire ces putschistes d’opérette, mal préparés, sans autorité sur leurs propres troupes, contre Boris Eltsine et les démocrates qui occupent la Maison-Blanche avec le soutien de dizaines de milliers de Moscovites ?

Pour les professionnels du KGB et de l’armée, il est encore possible, techniquement, d’investir la Maison-Blanche et d’arrêter Boris Eltsine. Mais il est clair que l’opération se fera au prix de nombreuses victimes. Et cela, ce n’était pas prévu. Déjà le ministre de la Défense, Iazov, a fait savoir qu’il n’en sera pas ; déjà le Premier ministre Pavlov a quitté le groupe ; déjà le président Loukianov,

sentant le vent tourner, a fait savoir à un proche de Gorbatchev qu'il n'était pour rien dans l'aventure…

Restent Krioutchkov, Baklanov et Pougo. Le trio constate, désabusé, que de nombreux réseaux tchékistes, à Moscou et en province, n'ont pas obéi aux ordres. Les trois conjurés hésitent. Ils retiennent de justesse un commando d'élite du KGB chargé, à 3 heures du matin, d'encercler et d'envahir la Maison-Blanche. Dans la matinée de mardi, une grande confusion règne, personne ne sait qui donne quels ordres à qui. On comprend que l'armée va regagner ses cantonnements. Eltsine, qui n'a jamais perdu le contact avec les chefs militaires, en profite pour annoncer qu'il prend le commandement en chef de toutes les armées stationnant sur le territoire de la Russie !

En fin de journée, le mardi 20, les rumeurs les plus alarmistes courent en tous sens. Seize barricades ont été dressées et renforcées autour de l'immeuble du gouvernement défendu par des militaires volontaires, des anciens d'Afghanistan, etc. Dans l'après-midi, le KGB de Moscou fait savoir à Krioutchkov qu'il ne participera pas à cette « aventure ». Vers 20 h 30, un nouveau plan d'attaque de la Maison-Blanche est mis au point dans l'immeuble du KGB par le bras droit de Krioutchkov, le premier vice-président Guenni Agueev. Mais autour de la table qu'il préside, une majorité se dresse contre ce qui sera forcément un bain de sang. Déjà, un peu avant 1 heure du matin, cette nuit-là, sur le périphérique de Moscou envahi par la foule malgré le couvre-feu, un homme a été écrasé par un char, et un autre a été retrouvé tué par balle : l'émotion des Moscovites est considérable…

« Verser le sang » (*prolit' krov'*), dans ce pays si prompt à tous les excès, c'est un tabou venu du fond des âges, une limite à ne franchir sous aucun prétexte. Comment la résurrection de l'URSS pourrait-elle

se fonder sur un massacre sanglant, tant pour ses citoyens eux-mêmes qu'aux yeux de ses partenaires étrangers ? Les responsables des deux unités d'élite prêtes à intervenir, dont le groupe Alpha, commandé par le redoutable major général Karpoukhine, font savoir qu'ils refusent d'engager une opération aussi « folle et absurde ». Leonid Chebartchine, chef de la Ire direction principale (PGU), annonce alors qu'il va renvoyer ses hommes, toujours en « état d'alerte maximal », dans leurs foyers.

Dans la nuit, Krioutchkov téléphone à Eltsine pour lui proposer d'aller chercher ensemble Gorbatchev dans sa résidence forcée de Foros, et de trouver une sortie honorable pour toutes les parties. Trop tard. Eltsine évite le piège : ce sont ses hommes, son propre vice-président Alexandre Routskoï et le Premier ministre russe Ivan Silaev, qui iront s'assurer en Crimée que Gorbatchev n'est pas malade ! Krioutchkov et les autres conjurés sautent alors dans un avion, espérant convaincre le président de faire cause commune. En vain. Gorbatchev refuse de les recevoir. Krioutchkov est arrêté. Le putsch est terminé[13].

Ce 21 août, à minuit, une foule de Moscovites en liesse déboulonne, à l'aide d'un énorme camion-grue, l'impressionnante statue du fondateur de la Tcheka, Felix Dzerjinski, qui trônait au centre de la place de la Loubianka. Déchaînée, libérée, exaltée, la foule scande : « À bas le KGB ! » On imagine les pensées des tchékistes qui, derrière les fenêtres du célèbre bâtiment, observent la scène et voient ainsi un monde, le leur, disparaître piteusement dans la nuit, au bout d'une grue de chantier.

Mort d'un « monstre » ?

Krioutchkov arrêté et inculpé, c'est Chebartchine, chef de la PGU, qui garde la vieille maison. Pas longtemps : il est officiellement remplacé, le 23 août, par l'ancien ministre Bakatine, qui passe pour un fidèle de Gorbatchev et n'est pas très apprécié des cadres du KGB. À l'intérieur de la Loubianka, les tchékistes s'attendent au pire : ils ont verrouillé certains bureaux, bloqué des couloirs par des barricades, exfiltré discrètement vers la province quelques archives ultrasecrètes – comme la liste des espions et des agents à l'étranger – et détruit un maximum de dossiers sulfureux dans des broyeuses et des incinérateurs.

À l'extérieur, c'est la débandade. Tout ce que Krioutchkov et ses hommes voulaient empêcher est en train de se produire. Boris Eltsine, l'homme fort du pays, a suspendu l'activité du Parti sur le territoire de la Russie. Les républiques, une à une, proclament leur indépendance. Gorbatchev, qui a appelé le Parti à se dissoudre, ne dirige plus qu'une fiction de pouvoir fédéral dont les structures sont appelées à disparaître – y compris le KGB. Le 27 août, le journal *Rossiiskaïa Gazeta*, fidèle à Boris Eltsine, titre : « Il faut liquider le KGB de l'URSS ! »

Le 29 août, le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Boris Pankine, écrit : « Le KGB est terrible, monstrueux, il doit être dissous[14] ! » C'est comme une évidence. La peur ayant changé de camp, les horreurs et les turpitudes du KGB s'étalent dans tous les journaux. Lorsque Gorbatchev, le 11 octobre, signera le décret supprimant le KGB, le quotidien français *Le Monde* titrera : « Mort d'un monstre[15] ».

Mais peut-on rayer de la face du monde, d'un trait de plume, un organe comme le KGB ? Après deux mois d'incertitude et d'anarchie, les plus avisés des cadres de la Loubianka comprennent qu'ils ont intérêt à se rapprocher du pouvoir russe, lequel pourrait bien avoir

besoin d’eux. En mai 1991, Boris Eltsine s’était étonné que la République russe (RSFSR) fût la seule à n’avoir pas de police politique, et avait éprouvé le besoin de créer un « KGB russe ». Une coquille vide, en vérité. La Loubianka lui avait délégué un directeur et quelques fonctionnaires, et les choses en étaient restées là.

Or, en décembre 1991, à la veille de la disparition de l’URSS, Eltsine décide de doter la Russie d’une « Agence fédérale de sécurité » qui regroupe aussitôt, miraculeusement, quelque 20 000 officiers sur tout le territoire russe, et 22 000 autres à Moscou, sous la direction du général Viktor Ivanenko – qui avait passé tout le putsch dans la Maison-Blanche. Ce KGB-bis s’installe juste en face de l’immeuble principal de la place Dzerjinski, en attendant son heure. Ses dirigeants ont compris comment sauver leurs postes : pour un ancien apparatchik soviétique comme Eltsine, il est tout simplement inconcevable qu’un État comme celui qu’il préside puisse se passer d’une police politique.

À cette date, Ivanenko est convaincu qu’il va hériter des décombres du KGB. Mais le 19 décembre, Eltsine – qui a désormais tous les pouvoirs – limoge à la fois Bakatine (KGB d’URSS) et Ivanenko (KGB de Russie). À la tête de sa police secrète, il veut un homme de toute confiance, qui n’aura pas le mauvais goût de l’espionner, lui, le président ! Il nomme Viktor Barannikov, un de ses fidèles, qui entreprend de rebâtir une institution digne de ce nom.

Une nouvelle institution ? La journaliste Evguenia Albats, des *Nouvelles de Moscou*, observe avec ironie que dans les couloirs de la Loubianka, on change surtout l’intitulé des services[16]. Sur la porte du PGU, à la fin de l’été 1991, on a affiché « Service central de renseignements », puis, après la dissolution de l’URSS, « Service de renseignements de Russie » (que dirigera désormais l’académicien

Evgueni Primakov, un ancien de la maison qui fut correspondant de la *Pravda* au Proche-Orient au milieu des années 1960)[17].

De même, la IIe direction principale du KGB devient le « Service de sécurité inter-républicain », puis le « ministère de la Sécurité de Russie », en charge du contre-espionnage, de la lutte contre le crime organisé et des restes de la police politique. D'autres services sont appelés de noms nouveaux qui ne trompent personne, comme le « Comité de protection des frontières » ou l'« Agence fédérale aux communications gouvernementales et à l'information ». La plupart du temps, les titulaires de ces départements sont écartés et remplacés… par leurs adjoints !

Eltsine ne dit rien, mais il n'est pas dupe. Parce qu'il faut bien que la Russie assume toutes les anciennes responsabilités de l'URSS, y compris le renseignement (à l'extérieur) et le maintien de l'ordre (à l'intérieur), et parce qu'on ne peut pas renvoyer brutalement dans leurs foyers des dizaines de milliers de fonctionnaires méritants, le président russe va permettre aux tchékistes de sauver du désastre leurs salaires, leurs carrières, leurs retraites, leurs décorations. Et, pourquoi pas, dans la discrétion, sans faire de vagues, sans faire peur à personne, de rebâtir un jour leur empire – dans une autre époque, sous un autre nom, pour un autre pouvoir. Tel le Phénix, cet oiseau de feu qui, dans la légende, renaît toujours de ses cendres…

ÉPILOGUE

La fin d'une histoire

« Les ex-espions, cela n'existe pas ! »
Proverbe tchékiste

« Ce que nous faisions n'intéressait plus personne. Quel intérêt d'écrire, de recruter des agents, de rechercher des informations ? Au Centre, plus personne ne lisait nos rapports[1]… » L'agent du KGB qui tient ces propos désabusés est lieutenant-colonel. Il a trente-huit ans. Il s'appelle Vladimir Poutine. Il est rentré d'Allemagne de l'Est, où il était en poste, à Dresde, lorsque le mur de Berlin s'est effondré le 9 novembre 1989. Ce jour-là, en quelques heures, il a vu disparaître son univers, ses convictions, son métier, sa raison de vivre. Ce souvenir funeste restera le pire de son existence[2].

Adolescent, le jeune Vladimir n'avait qu'une idée : marcher sur les traces de son propre père, qui s'appelait aussi Vladimir, et qui s'était brillamment illustré comme agent secret au service du NKVD, face aux Allemands, pendant le siège de Leningrad. Lui, le gamin des rues inconstant et rebelle, il avait tout fait – notamment des études difficiles – pour être embauché par la IIe direction principale du KGB (sous le nom de code « Platov ») : filatures au bord de la Neva, micros posés dans des chambres d'hôtel, recrutement d'hommes d'affaires

étrangers, la base du métier. Puis il avait réalisé son rêve quand la Ire direction principale, chargée de l'espionnage extérieur, l'avait envoyé pour cinq ans à Dresde, en Allemagne de l'Est…

Un rêve brisé

Le rêve s'est brisé. Le retour à Leningrad, après la chute du mur de Berlin, a été douloureux. En cette année 1990, Poutine est marié, il a deux petites filles. Il doit gagner sa vie. Sans enthousiasme, il accepte une nouvelle mission et une nouvelle couverture : il devient « étudiant » à l'université de Leningrad, où il prépare une thèse de droit international privé. C'est là que le maire démocrate de la ville, Anatoli Sobtchak, lui-même professeur de droit, le recrute comme assistant. Il a besoin d'un juriste qui l'aide, en ces temps troublés, à diriger le soviet de Leningrad (*Lensoviet*). Poutine, après réflexion, décide de l'informer qu'il travaille pour le KGB. La réponse du très distingué professeur Sobtchak le stupéfie : « Oh, et puis… on s'en fout[3] ! »

Poutine racontera plus tard qu'il a alors voulu démissionner du KGB, mais que sa lettre est restée sans réponse. Vrai ou faux ? Le lendemain du putsch du 19 août 1991, il envoie une nouvelle lettre de démission à la Loubianka, appuyée par un coup de téléphone de Sobtchak à Krioutchkov, le patron du KGB… juste avant l'échec définitif du putsch et l'arrestation de ses auteurs. Faut-il croire Poutine quand il dit avoir tout de suite désapprouvé les putchistes ? Sa proximité avec Sobtchak, non feinte, plaide en ce sens.

Au *Lensoviet*, Poutine dirige le Comité des affaires extérieures de la ville, ce qui l'amène à manier des dossiers énormes, des marchés gigantesques, des sommes colossales. C'est lui, par exemple, qui autorise l'implantation à Saint-Pétersbourg de la Dresdner Bank

allemande ou de la BNP française. Il travaille beaucoup. Dans ce marais où s'entre-dévorent des crocodiles de toutes sortes, il apprend la fermeté, le courage, la constance. Dans cet univers sans foi ni loi où règnent la violence, la dissimulation et la corruption, il est assez probable que ses réseaux personnels au sein de l'ex-KGB devenu le FSB (Service fédéral de sécurité) n'aient pas été inutiles.

En 1996, Sobtchak perd – de peu – les élections municipales à Saint-Pétersbourg. La situation est si tendue, en ville, qu'il décide d'aller se réfugier en France. Poutine aura du mal à démentir que c'est lui, avec l'aide de ses anciens amis tchékistes, qui a discrètement exfiltré son patron ! Quelques mois plus tard, il est recruté par le cabinet du président Eltsine, à Moscou, où travaillent quelques anciens collègues de Leningrad. Là encore, il est facile d'imaginer que sa qualité d'ancien tchékiste l'aide à traverser sans encombre – à quelques rumeurs près – ces années où la Russie livrée à elle-même ressemble à un immense Far West, où tous les coups sont permis pour profiter de la libéralisation accélérée de l'économie. Bientôt, il est nommé vice-directeur de l'administration présidentielle. Il supervise notamment les relations entre l'État central et les gouverneurs régionaux, qui se sont considérablement dégradées depuis la fin de l'URSS en 1991.

Le 24 juillet 1998, nouvelle surprise : Poutine est bombardé, sans aucune discussion préalable, à la tête du Service fédéral de sécurité (FSB). Il en est le sixième directeur en sept ans[4]. Cette instabilité traduit bien la précarité et le manque de confiance qui frappent, depuis 1991, cette institution naguère insoupçonnable, intouchable, toute-puissante ! La majorité des officiers du FSB que Poutine va croiser dans les couloirs de la Loubianka sont des nostalgiques de l'URSS, qui font de la résistance passive. Le poste n'est pas facile. Le Premier ministre Sergueï Kirienko, qui connaît bien Poutine, aurait-il

nommé celui-ci à ce poste s'il n'avait pas servi les « organes » pendant seize ans, s'il n'était pas « de la maison » ?

Un tchékiste au pouvoir !

Poutine, qui pensait en avoir fini avec son passé de tchékiste, dira avoir accepté le poste sans plaisir : « Je n'avais aucune envie de nager une deuxième fois dans les mêmes eaux[5] », confiera-t-il plus tard à des journalistes. Faut-il souligner que le FSB de l'époque, sorte de bureaucratie policière sans prestige ni vision, n'est en rien comparable au KGB d'antan ? Dans la Russie eltsinienne, les oligarques, entrepreneurs, banquiers, affairistes et autres mafieux ont fondé des dizaines de milices privées, souvent dirigées par d'anciens tchékistes, bien mieux organisées et plus redoutables que les innombrables fonctionnaires désœuvrés de la Loubianka…

Poutine a du caractère. Il en faut, à l'époque, pour résister aux mille et une tentations mafieuses auxquelles cèdent nombre d'anciens tchékistes. Il est convaincu qu'il faut défendre, quoi qu'il en coûte, le prestige de l'armée, de la police, de la loi. Et, surtout, de l'État. Il a vu exploser l'URSS, il sait que la Russie peut parfaitement éclater à son tour, à la façon de la Yougoslavie. De son fauteuil de président du FSB, il voit monter le danger séparatiste et terroriste au Daghestan puis en Tchétchénie : « Si nous n'arrêtons pas cela tout de suite, explique-t-il, la Russie cessera d'exister. » Il le dit un jour à la télévision, utilisant sciemment un vocabulaire de tchékiste : « Nous irons buter les terroristes tchétchènes jusque dans les chiottes ! » La phrase restera dans l'histoire.

Un an plus tard, en juillet 1999, le directeur du FSB prend ses vacances en famille quand il reçoit, à l'improviste, son compatriote Boris Berezovski, venu « parler politique ». La rencontre est un test.

L'homme d'affaires est très proche du président Eltsine, lequel n'est plus que l'ombre de lui-même : dépassé par les éléments, malade, affaibli par l'alcool, le tombeur de Gorbatchev va bientôt quitter le pouvoir. Des élections présidentielles sont prévues pour mars 2000. Déjà, quelques requins de la politique russe ont laissé entendre qu'ils se verraient bien dans son fauteuil : Iouri Loujkov, l'ancien maire de Moscou, et surtout Evgueni Primakov, ancien Premier ministre… et vieux briscard du KGB.

Primakov président ? Ce serait une catastrophe pour Eltsine, sa famille et son entourage, qui devraient tôt ou tard répondre des nombreuses accusations de corruption lancées à leur encontre. Ce serait aussi la fin de la carrière de Berezovski, qui va utiliser tout son savoir-faire, ses moyens financiers considérables et aussi ses relations très personnelles en Tchétchénie pour mettre en piste un candidat « maison ». C'est ainsi que Vladimir Poutine est nommé Premier ministre le 9 août 1999, au moment même où la situation en Tchétchénie dégénère. Eltsine n'a jamais été aussi bas dans les sondages. La quasi-totalité des observateurs pensent que l'obscur Poutine, à ce poste particulièrement exposé, n'est qu'un fusible. Ils se trompent.

Nombre de journalistes et d'historiens ont reconstitué, dans des livres parfois très fouillés, cette extraordinaire accélération de l'histoire[6] : la reprise de la guerre en Tchétchénie ; la victoire inespérée de Poutine aux législatives du 19 décembre ; la démission de Boris Eltsine de son poste de président au soir du 31 décembre ; la désignation de Poutine comme président par intérim, puis candidat naturel à la succession d'Eltsine ; la vague d'attentats meurtriers fomentés par de mystérieux Tchétchènes et la remontée fulgurante de Poutine dans les sondages ; et sa victoire aux présidentielles, dès le premier tour de scrutin, le 26 mars 2000.

Retour vers le futur

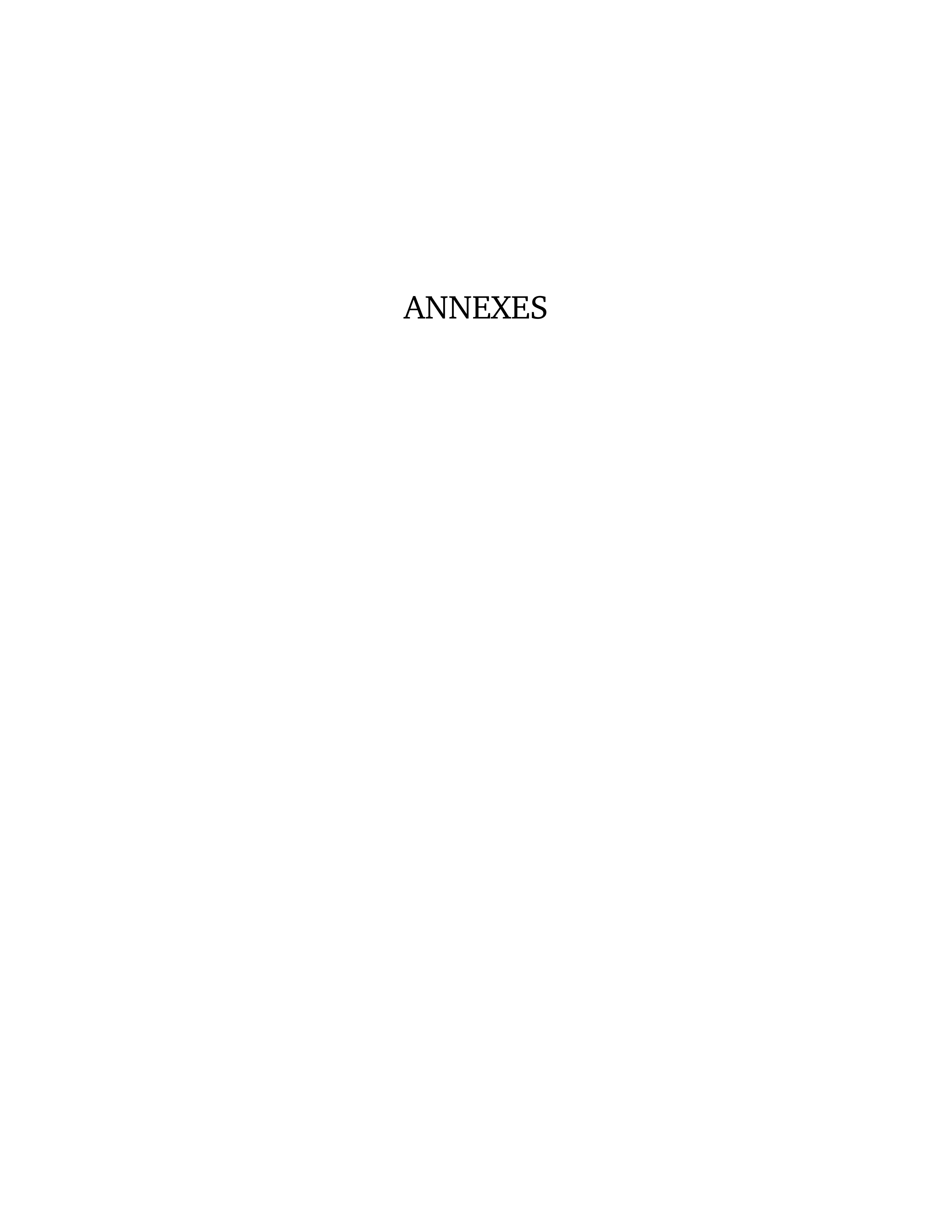
Un tchékiste à la tête de la Russie ! Voilà qui a porté nombre d'observateurs à développer la thèse de la « revanche du KGB ». Une revanche programmée, prévisible, inéluctable ? L'arrivée de l'ex-lieutenant-colonel Poutine au pouvoir suprême sur fond de guerre en Tchétchénie donne crédit à ces arguments : après l'effondrement des piliers du régime (parti, armée, complexe militaro-industriel), le KGB n'avait plus qu'à attendre le moment propice, sous un nouveau nom, pour ramasser le pouvoir. N'était-ce pas sa vocation profonde, du reste, qu'ont incarnée les Dzerjinski, Iejov, Beria et autres Andropov ?

En réalité, le choix de Poutine par Boris Eltsine ne doit rien à un quelconque complot imaginé dans les couloirs de la Loubianka. Le *deal* entre les deux hommes est simple : le pouvoir suprême contre l'impunité pour l'ex-président et sa famille. Et si le président sortant, toujours imprévisible, a fixé son choix sur Poutine après avoir testé une demi-douzaine d'autres successeurs possibles, c'est parce qu'il ne lui reste que celui-là : un apparatchik intelligent et expérimenté, venant du sérail démocrate mais partisan de la fermeté, ayant résisté à la corruption, rompu à toutes les manipulations, et, surtout, qui a montré qu'il savait être loyal. Tous les témoignages concordent : il n'y avait rien de prémédité dans cette décision prise *in extremis*, qui ressemble fort à un quitte ou double aussi impulsif que désespéré.

Que Vladimir Poutine se soit ensuite appuyé sur les « organes » pour asseoir son pouvoir ne fait aucun doute : tout autre que lui, à commencer par son rival Evgueni Primakov, aurait fait la même chose. Qu'il se soit souvent entouré, par la suite, d'anciens officiers de l'ex-KGB n'est pas étonnant : c'est chez les anciens tchékistes de sa génération qu'il avait le plus de chances de recruter des personnes de confiance. Qu'il ait réorganisé ensuite le FSB dans le sens qu'espéraient ses cadres et ses agents, c'était évidemment son

intérêt : quel nouveau président d'une Russie au bord de l'anarchie se serait privé, à l'époque, d'une police politique experte en surveillance de la population, en manipulation de l'opinion, en désinformation, en coups tordus et en « affaires mouillées » (terrorisme, assassinats, etc.) ?

Non, le KGB n'a pas pris le pouvoir en Russie. Mais il a retrouvé une place importante dans la « verticale du pouvoir », comme on le vérifiera lors des différents mandats présidentiels de Poutine, et sans que cela émeuve la population – à l'exception d'une mince frange de citoyens acquis à la démocratie et pour lesquels l'ex-URSS a raté, en 1992, son virage libéral. Doit-on s'étonner que le pragmatique président de la Russie, dans son ambition affichée de reconstituer la puissance de l'ex-URSS, ait conservé l'ex-KGB sous son autorité – puisque le KGB, en effet, s'est confondu avec l'URSS du début de son histoire (en 1917) jusqu'à son effondrement (en 1991) ? Qu'on se rappelle la plus belle phrase du président Poutine, qui aurait pu figurer sur le fronton de l'immeuble de la Loubianka : « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur. Celui qui la regrette n'a pas de tête ! »



ANNEXES

ANNEXE 1

DE LA TCHEKA AU FSB (chronologie)

7 décembre 1917 : Fondation de la Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution et le sabotage (Tcheka, aussi appelée Vetcheka).

21 octobre 1918 : Création au sein de l'armée d'une Direction du renseignement de l'état-major opérationnel de la République (RazvedOupr), ancêtre du GRU.

6 février 1922 : La Vetcheka est abolie et remplacée par l'Administration politique d'État (GPU), qui dépend du commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD). On l'appelle aussi la Guépéou.

15 novembre 1923 : Après la création de l'URSS, la GPU est détachée du NKVD et devient l'Administration politique d'État unifiée (OGPU). Son département étranger (INO) sera longtemps sa « Ire direction ».

10 juillet 1934 : L'OGPU est transformée en Administration principale de la sécurité d'État (GUGB) et réintégrée au commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD).

3 février 1941 : La GUGB est séparée du NKVD et transformée en commissariat du peuple à la Sécurité d'État (NKGB) – mais la

réforme est annulée en juin 1941.
16 février 1942 : La IVe direction principale de l'état-major de l'Armée rouge, chargée du renseignement militaire, devient le GRU (« Direction générale du renseignement »).
16 avril 1943 : Le NKVD est divisé en deux commissariats du peuple. Comme en 1941, la GUGB devient le commissariat du peuple à la Sécurité d'État (NKGB).
Avril 1943 : Le GRU devient l'Administration principale pour le contre-espionnage militaire (Smersh), sous l'autorité du président du Comité d'État à la Défense, Joseph Staline, jusqu'en 1946.
Mars 1946 : Le NKVD et le NKGB deviennent respectivement le ministère des Affaires intérieures (MVD) et le ministère de la Sécurité d'État (MGB), celui-ci regroupant le renseignement, l'espionnage et la police politique.
Mars 1947 : Les services de renseignements du MGB et du GRU fusionnent et forment un nouvel organisme, le Comité pour l'information (KI), sous la tutelle du Conseil des ministres puis, en février 1949, du ministre des Affaires étrangères (MID).
Janvier 1952 : Le KI est dissous, le ministère de la Sécurité d'État (MGB) redevient autonome. Sa Ire direction principale (PGU) s'occupe du renseignement extérieur.
13 mars 1953 : Le renseignement et tous les services de sécurité sont rattachés, pour quelques mois, au ministère des Affaires intérieures (MVD).
Mars 1954 : Le MGB est transformé en Comité pour la sécurité d'État (KGB), en principe sous l'autorité directe du Conseil des ministres de l'URSS, mais dans la réalité sous la coupe directe du Politburo.
11 octobre 1991 : Abolition du KGB.
18 décembre 1991 : La Ire direction principale de l'ex-KGB devient le Service fédéral de renseignement (SVR) de la république de

Russie (RSFSR). Le reste va rejoindre le ministère de la Sécurité (MB) de Russie.

Mai 1992 : La Direction générale du renseignement de l'armée russe hérite des missions et des effectifs de l'ancien GRU. Elle deviendra Direction générale (GU) du renseignement en 2010, mais tout le monde continuera de l'appeler GRU.

10 avril 1995 : La direction du contre-espionnage du MB, réduite en 1993 à un Service fédéral de contre-espionnage (FSK), devient le Service fédéral de sécurité (FSB).

ANNEXE 2

STRUCTURE DU KGB (au début des années 1980)

La structure du KGB reflète l'étendue de ses compétences, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Union soviétique. Au début des années 1980, il est divisé en quatre Directions principales, sept Directoires autonomes et six Départements autonomes. Ceux-ci sont eux-mêmes divisés en directoires, départements, directions ou services d'importance inégale.

• La **Ire direction principale** (PGU) est chargée de tout ce qui concerne l'activité du KGB en dehors des frontières de l'URSS. Elle est l'héritière de l'INO, le département étranger de la GPU et du NKVD.

La PGU comprend trois **sous-directoires** chargés des « illégaux » (les résidents, agents et informateurs en poste à l'étranger), de la recherche scientifique et technique (ce sous-directoire reçoit ses instructions de la VPK, une super-commission centralisant les questions technologiques et techniques auprès du Premier ministre), et d'un service « planning et analyses ».

Dans chaque résidence à l'étranger, des directions opérationnelles spécialisées se répartissent le travail : direction K (contre-espionnage, « ligne KR »), direction T (scientifique et technique, « ligne X »),

direction S (illégaux, « ligne N »), et plusieurs directions techniques (planification, « ligne R » ; informatique, « ligne I », etc.).

La PGU compte aussi deux **services « spéciaux »** chargés de l'information (qui analyse et répartit les informations venues des résidences) et du contre-espionnage (qui surveille les Soviétiques susceptibles d'être recrutés par les services adversaires). Il compte aussi deux départements spéciaux, numérotés IV et V : « Désinformation » (propagande, influence et manipulation des opinions étrangères) et « Action directe » (assassinats, enlèvements, sabotages).

Il compte enfin seize **départements ordinaires**. Dix sont chargés d'une zone géographique déterminée : États-Unis et Canada, Amérique latine, Royaume-Uni et Scandinavie, Allemagne et Autriche, France et monde latin, etc. Les autres ont des fonctions opérationnelles. Le onzième chapeaute les services secrets des « pays frères », le douzième, des opérations spéciales. Les quatre derniers s'occupent des tâches administratives (communications avec les résidences ; faux documents ; archives ; personnels).

• La **IIe direction principale** s'occupe des affaires intérieures – y compris les opérations en territoire soviétique concernant les étrangers résidant ou séjournant en URSS : diplomates, touristes, journalistes, étudiants…

• La **V^e^ direction principale** (il n'existe pas de IIIe ou de IVe direction principale) est chargée des affaires « idéologiques » : organisations sociales, dissidents, Églises, culture, groupes séparatistes, etc.

• La **direction principale chargée des gardes-frontières** s'occupe de la surveillance des frontières et dispose pour cela de

200 000 fonctionnaires sous l'uniforme.

• Parmi les sept **directions autonomes**, il en est qui sont chargées des forces armées (la IIIe), des transports et de la poste (la IVe), des entreprises (la VIe), des communications et du chiffre (la VIIIe), de la protection des dirigeants (la IXe), des personnels, des opérations techniques ou de l'administration.

• Les six **départements autonomes** comprennent des services chargés des recherches spéciales, des finances, des analyses opérationnelles, des communications gouvernementales, de la sécurité matérielle, des archives, etc.

Des directions du KGB existent aussi auprès des Conseils des ministres des républiques, des arrondissements et des grandes villes.

ANNEXE 3

LE GRU (espionnage militaire)

Un an après la création de l'État bolchevique, une armée « rouge » a été constituée par Léon Trotski pour « défendre la révolution » contre tous ses ennemis. Cette armée nouvelle, débarrassée de son ennemi extérieur par la capitulation du Reich allemand en novembre 1918, s'est concentrée sur son ennemi intérieur pendant la guerre civile. Elle s'est dotée d'un département chargé des tâches de renseignement qui, en 1926, deviendra la IVe direction principale de l'état-major de l'armée de l'URSS. En 1942, elle s'appellera la Direction générale du renseignement (*Glavnoïe Razvedivatelnoïe Oupravlenie*). D'où ses initiales, en russe : GRU. Surnom de ses agents : les *Grouchniki*.

Pendant toute l'histoire de l'URSS, le GRU sera le complément militaire du KGB – parfois son subordonné, souvent son rival. Combien de fois les deux services secrets ont-ils été utilisés de conserve par le pouvoir politique soviétique, c'est-à-dire par le parti communiste ? À une précision près : à partir de 1926, la guerre civile n'étant plus qu'un souvenir, le GRU sera toujours déployé hors des frontières de l'URSS.

Comme le KGB s'était installé dans l'immeuble de la Loubianka, le GRU s'installa très tôt dans un ancien palais baroque au 19 de la rue Znamenski, à Moscou. Il n'a jamais eu les effectifs du KGB (le GRU a compté environ 40 000 membres, dont 15 000 soldats d'élite, dits *spetsnaz*), mais il a eu des moyens comparables, voire supérieurs – l'espionnage militaire, notamment dans le domaine aéronautique, naval ou spatial, a toujours été très dépensier.

Le GRU, comme le KGB, a eu ses héros et ses traîtres. Dans la première catégorie figure Richard Sorge, le super espion qui, depuis le Japon, prévint Staline de l'invasion allemande en 1941. Dans la seconde, on se souvient du transfuge Oleg Penkovski, qui fut exécuté en 1963. Parfois, les agents du GRU et ceux du KGB se croisent dans un même épisode de l'histoire, comme la course à la bombe atomique (cf. chap. 8), sans qu'on puisse démêler les uns des autres.

Le GRU a survécu aux bouleversements de ces dernières années grâce à son statut de simple direction au ministère de la Défense. Tout laisse penser que ce sont des agents du GRU qui ont préparé et encadré l'invasion de la Crimée en 2014, qui ont tenté d'empoisonner le transfuge Sergueï Skripal en mars 2018, à Salisbury, déclenchant une vive crise diplomatique entre la Russie et l'Angleterre, et qui assistent les forces soviétiques stationnées en Syrie.

ANNEXE 4

LES FILIALES DU KGB DANS LES « PAYS FRÈRES »

Les polices secrètes des pays « frères », créées dès la « libération » de ces pays par les soldats de l'armée soviétique en 1944-1945, étaient des subdivisions du NKVD puis du KGB, précisément de sa Ire direction principale (PGU), dont le 11e département a toujours supervisé les polices secrètes du « bloc socialiste ».

Le KGB a aussi créé des filiales en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, qui ont disparu au fil des ruptures de ces pays avec l'URSS. Les services secrets de la Yougoslavie (UDBA) et de l'Albanie (Sigurimi), fondés pendant la guerre et très autonomes par rapport au KGB, ont coupé les ponts avec Moscou respectivement en 1948 et 1961.

Après 1956, Nikita Khrouchtchev établit une règle nouvelle selon laquelle le KGB ne devait pas espionner les « pays frères ». Cette règle fut abrogée après le printemps de Prague en 1968.

Toutes les polices politiques de ces pays ont été dissoutes après la chute du mur de Berlin. Seuls certains services d'espionnage, notamment militaires, se sont reconvertis dans les nouvelles institutions de ces États.

ALLEMAGNE DE L'EST
La Sécurité d'État, ou *Staatssicherheit* (Stasi)

Plus que toute autre, la police politique installée en RDA dès 1945 fut très liée à Moscou. En 1950, elle est devenue le ministère pour la Sécurité d'État, ou *Ministerium für Staatssicherheit* (MfS) – que tout le monde appellera la Stasi –, qui sera remanié après les émeutes ouvrières de Berlin-Est en 1953. Ses effectifs seront bientôt estimés à 85 000 permanents et 110 000 indicateurs (on cite parfois des chiffres bien supérieurs) ayant fiché 6 millions de personnes (sur 16 millions d'habitants).

Il faut y ajouter les 5 000 à 6 000 espions dépendant de la Direction du contre-espionnage extérieur, appelée Administration centrale de reconnaissance, ou *Hauptverwaltung Aufklärung* (HVA), longtemps dirigée par le super espion Markus Wolf. Essentiellement chargée d'espionner l'Allemagne de l'Ouest, la HVA envoyait régulièrement des agents parmi les réfugiés est-allemands fuyant à l'Ouest. Elle s'est spécialisée dans l'infiltration de « secrétaires », évidemment célibataires, dans les hautes sphères de la politique ouest-allemande. On lui doit l'opération Günter Guillaume, cet agent est-allemand infiltré au sein du SPD ouest-allemand jusque dans le cabinet de Willy Brandt en 1974 (date de son arrestation et de la démission de Brandt). La HVA a aussi pénétré les sphères dirigeantes de l'OTAN.

En sus de la Stasi, le KGB lui-même était présent dans toutes les villes importantes de RDA, à commencer par Berlin-Est. C'est à Dresde, en particulier, que le lieutenant-colonel Poutine fit ses premières armes. Après la chute du mur de Berlin, le KGB a repris le matériel et les installations qui servaient à la Stasi pour espionner en

RFA, notamment à Bonn – et aussi des fonctionnaires de la Stasi spécialistes des écoutes…

BULGARIE
La Sécurité d'État, ou *Darzhavna Sigurnost* (DS)

Le *Komitet za Darzhavna Sigurnost* (« Comité pour la sécurité d'État »), fondé en 1945, a toujours été proche du NKVD puis du KGB. Son principal chef fut Traïtchko Spassov. Il compta jusqu'à 30 000 fonctionnaires.

Sa collaboration avec la Loubianka fut telle que celle-ci se reposa sur les espions bulgares (qui venaient parfois de la minorité musulmane de Bulgarie) pour infiltrer certains milieux au Proche-Orient.

Le 7 septembre 1978, les services bulgares se sont illustrés en assassinant l'écrivain dissident Gueorgui Markov, chroniqueur à la radio américaine *Free Europe* à Londres, qui critiquait férocement le régime de son pays, en particulier le dictateur Todor Jivkov. C'est le KGB, à la demande insistante du ministre bulgare de l'Intérieur Dimitar Stoïanov, qui a fourni le poison aux agents bulgares (de la ricine, plus efficace que le cyanure), lesquels ont frappé le dissident à l'aide d'un parapluie au bout trafiqué et projetant de minuscules balles empoisonnées. La même année, à Paris, le transfuge Vladimir Kostov a échappé de peu à une attaque similaire.

HONGRIE
L'Autorité de protection de l'État, ou *Államvédelmi Hatóság* (AVH)

Simple département du ministère de l'Intérieur, mais entièrement contrôlé par les Soviétiques, la police secrète hongroise (AVO, puis

AVH) date de 1945. Elle a eu très vite la réputation d'être particulièrement répressive et cruelle dans les premières années du communisme, en particulier lors de la collectivisation des campagnes. Elle se retrouva dans le collimateur de la population lors du soulèvement de Budapest en octobre 1956.

Forte d'environ 30 000 salariés, elle s'est entièrement fait doubler par le KGB dans la remise au pas du pays, jusqu'à reprendre un peu d'autonomie à la fin du règne de János Kádár. Encore les services soviétiques sont-ils toujours resté présents, en qualité d'« observateurs », au ministère hongrois de l'Intérieur.

Il existe à Budapest, avenue Andrássy, un musée appelé « Maison de la terreur » (*Terror Háza*) consacré aux régimes totalitaires (fasciste et communiste), où le visiteur découvre ce qu'ont été les méthodes de la police politique communiste hongroise de 1945 à 1989.

POLOGNE
Le Service de sécurité, ou *Służba Bezpieczeństwa* (SB)

En avril 1944, avant même que les troupes d'occupation soviétiques reprennent position en Pologne, le Kremlin ordonna de créer une filiale du NKVD appelée « Bureau pour la sécurité », ou *Urząd Bezpieczeństwa* (UB), transformé après la mort de Staline, en 1956, en Service de sécurité, ou *Służba Bezpieczeństwa* (SB), directement dépendant du nouveau KGB. Dès 1945, cette police secrète comptait environ 24 000 fonctionnaires.

Le SB fut particulièrement sollicité après la fondation du syndicat indépendant Solidarność, en 1980. Il fut un des acteurs de la remise au pas de décembre 1981 et s'illustra tristement, en 1984, dans l'assassinat du père Popiełuszko, aumônier de Solidarność à Varsovie.

L’émotion fut si grande dans le pays que le SB fut définitivement discrédité, y compris par le pouvoir du général Jaruzelski, bien avant la fin du régime communiste polonais en 1989.

ROUMANIE
La Sécurité d’État, ou *Securitatea Statului* (Securitate)

De son vrai nom Département de la sécurité d’État (*Departamentul Securităţii Statului*), la Securitate restera dans l’histoire comme une des polices secrètes les plus puissantes et les plus redoutables de l’après-guerre. Elle fut créée en 1948 sur les ruines d’une première Sécurité d’État (*Siguranţa Statului*) qui existait avant la prise du pouvoir par les communistes en 1944. Ses premiers patrons étaient tous soviétiques.

Omniprésente dans le pays, la Securitate fut surnommée « la pieuvre ». Elle avait des informateurs jusque dans le moindre village du pays. Elle a géré jusque dans les années 1980 une vingtaine de camps de détention. La chasse aux dissidents, en Roumanie, a été systématique et sans pitié.

La Securitate comptait 8 400 officiers, 150 000 salariés et quatre à cinq fois plus d’indicateurs. Elle comprenait un département extérieur (DIE) qui se consacrait à l’espionnage hors frontières, notamment dans les pays francophones.

Tiraillée entre les épigones du « grand frère » tchékiste, peu ou prou fidèles à Moscou, et les « nationaux-communistes » suivant Ceauşescu dans sa dénonciation de l’URSS, la Securitate a éclaté au moment de la révolution de décembre 1989. Une partie de ses cadres s’est retrouvée dans les coulisses du nouveau pouvoir, notamment de Gelu Voican Voiculescu, l’homme qui a organisé le « procès » et l’exécution des Ceauşescu le 25 décembre de cette année dramatique.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Le Service de la sécurité d'État,
ou *Státní Bezpečnost* (StB)

La StB fut longtemps le meilleur élève de la classe est-européenne. Dans les dernières années, elle employait environ 18 000 fonctionnaires. Elle participa, auprès du KGB, à de nombreuses missions extérieures. Les agents de son département étranger, le HSR, étaient notamment les responsables techniques de toutes les structures d'espionnage dans les aéroports de l'Est.

Le printemps de Prague et son écrasement en août 1968 ont changé la donne. Dirigée par le stalinien Josef Houska, la StB a fait preuve d'une incompétence et d'une faiblesse qui ont poussé le général Krotov, patron des services du KGB à Prague, à la démanteler complètement.

Comme elle l'avait fait à Budapest, la Loubianka a dirigé directement la police secrète tchécoslovaque pendant les années de « normalisation », avant d'installer des « observateurs » à plein temps au ministère de l'Intérieur – qui y sont restés jusqu'à la « révolution de velours », en novembre 1989.

NOTES

Avant-propos

1. Anton Ciliga, *Au pays du grand mensonge*, 1938. (Nouvelle traduction française en 1950, puis en 1977 : *Au pays du mensonge déconcertant*.)

2. Cf. chap. 5, 8 et 10.

3. Pour faciliter la compréhension du lecteur peu familier de la Russie, on a préféré ne pas préciser le *patronyme* des personnages cités (Mikhaïl *Sergueevitch* Gorbatchev, Vladimir *Vladimirovitch* Poutine), sauf en cas de nécessité.

4. On utilisera souvent dans cet ouvrage le mot « tchékiste », qui a largement survécu à la fin de Tcheka. On dira aussi « guébistes », à la russe. De même, on appellera le KGB la « Loubianka », les « organes » ou, parfois, le « Centre ».

1
Naissance de la Tcheka

1. À l'époque, la Russie n'a pas encore opté pour le calendrier grégorien, qui a treize jours d'avance sur le vieux calendrier julien : c'est ainsi que le 25 octobre russe de cette année-là correspond au 7 novembre d'aujourd'hui.

2. Cf. le chap. 2 du *Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.

3. Léon Trotsky, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, 1973.

4. Sur la convocation, l'élection et la dispersion de l'Assemblée constituante, lire notamment : Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, Paris, Fayard, 1998 ; Dimitri Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, Paris, Robert Laffont, 1995 ; Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe*, Paris, La Découverte, 1997.

5. Cité dans *Le Livre noir du communisme*, *op. cit.*

6. Cf. Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, Paris, Payot, 1935.

7. Cf. Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, Paris, Perrin, 2017.

8. Cf. Isaak Nachman Steinberg, *Souvenirs d'un commissaire du peuple 1917-1918*, Paris, Gallimard, 1930 ; rééd. sous le titre *Quand j'étais commissaire du peuple*, Paris, Les Nuits

rouges, 2016.

9. Boris Kritchevski, *Vers la catastrophe russe. Lettres de Petrograd au journal « L'Humanité »*, Paris, Éditions de Fallois, 2018.

10. Martyn Latsis, dans le journal *La Terreur rouge*, 1er novembre 1918.

11. Cf. Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, *op. cit.*

12. Sur le traité de Brest-Litovsk, lire Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe*, *op. cit.*

13. Cité dans *Le Livre noir du communisme*, *op. cit.*

14. Cité par Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, *op. cit.*

15. Cité dans *Le Livre noir du communisme*, *op. cit.*

16. « Comment organiser l'émulation ? », texte rédigé par Lénine entre le 24 et le 27 décembre 1917. Le texte ne sera publié dans la *Pravda* que le 20 janvier 1929.

17. Cité par Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, *op. cit.*

18. Cité par Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, *op. cit.*

19. *Ibid.*

20. Cf. « Le crime de la maison Ipatiev », dans Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, Paris, Perrin, 2016.

21. Cf. Volkogonov, *Le Vrai Lénine*, *op. cit.*

22. Cité dans *Le Livre noir du communisme*, *op. cit.*

23. Cité par Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, *op. cit.*

24. *Ibid.*

25. Cf. Joël Kotek et Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps*, Paris, JC Lattès, 2000 ; Michel Heller, *Le Monde concentrationnaire et la Littérature soviétique*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1974.

26. Cf. Nicolas Werth, « Qui étaient les premiers tchékistes ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 32, no 4, 1991.

27. Cité par Stéphane Courtois, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, *op. cit.*

28. Vladimir Zazoubrine, *Le Tchékiste*, Paris, Christian Bourgois, 1990, préface de Dimitri Savitski. Le titre russe, *Chtchepka* (en français, le « copeau de bois »), se réfère au célèbre proverbe placé en exergue de ce chapitre : « Quand tu coupes du bois, volent les copeaux ! »

2
Le temps des agents doubles

1. Chiffre avancé par l'historien George Leggett, *The Cheka : Lenin's Political Police*, Oxford, Clarendon Press, 1981.

2. Cité par Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990.

3. Cf. Bernard Lecomte, *Le Bunker*, Paris, JC Lattès, 1994.

4. Cf. Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, *op. cit.*

5. Cf. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

6. Cf. Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, *op. cit.*

7. En 1913, la Russie fait savoir qu'elle confie ses tâches de renseignement extérieur à l'agence privée Bint et Sambain, dirigée par… d'anciens espions français !

8. Dans *La Révolution russe*, Paris, PUF, 1993, Richard Pipes n'écarte pas l'hypothèse selon laquelle Lénine savait qu'à la veille de la guerre Malinovski et son collègue Tchernomazov, secrétaire de rédaction à *La Pravda*, étaient liés à la police, ce qui garantissait à son journal, et pour cause, d'être moins censuré et moins saisi que les autres publications révolutionnaires.

9. Cf. Jacques-Francis Rolland, *L'homme qui défia Lénine. Boris Savinkov*, Paris, Grasset, 1989.

10. L'Association internationale des travailleurs, née en 1864 et autodissoute en 1876, puis l'Internationale socialiste (ou II[e] Internationale), née en 1889 et marginalisée au début de la guerre de 1914-1918.

11. Cf. Arkadi Vaksberg, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1993.

12. *Konspiratsia* : en russe, désigne les méthodes et les procédures propres à l'action clandestine.

13. Cf. Pierre de Villemarest, *G.R.U. Le plus secret des services soviétiques, 1918-1988*, Paris, Stock, 1988.

14. Sur la victoire des rouges sur les blancs, lire Alexandre Jevakhoff, *La Guerre civile russe, 1917-1922*, Paris, Perrin, 2017.

15. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

16. *Ibid.*

17. Nicolas Werth, « L'OGPU en 1924 », *Cahiers du monde russe*, 42/2-4, 2001.

18. *Ibid.*

3
Les basses œuvres de Staline

1. Voir chap. 2.

2. Cf. H. G. Wells, *La Russie dans l'ombre*, Paris, Editions du Progrès civique, 1921. Dernier chapitre ajouté en 1934. Réédition chez A.M. Métailié (Paris), 1985.

3. Cf. Victor Serge, *L'An I de la Révolution russe*, *op. cit.*

4. Cité par Thierry Wolton, *Une histoire mondiale du communisme*, t. I, *Les Bourreaux*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2015.

5. Cité par Nicolas Werth, « Dzerjinski et les origines du KGB », *L'Histoire*, n° 158, septembre 1992.

6. L'expression est de Gueorgui Agabekov, qui fut le premier chef de la GPU à fuir vers l'Ouest. Cité par Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

7. Cf. Arkadi Vaksberg, *Le Laboratoire des poisons. De Lénine à Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2007.

8. Cf. Pavel Soudoplatov (avec Anatoli Soudoplatov), *Missions spéciales*, Paris, Seuil, 1994.

9. Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976.

10. Cité par Michel Heller et Aleksandr Nekritch, *L'Utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982.

11. Cf. Sheila Fitzpatrick, *Dans l'équipe de Staline*, Paris, Perrin, 2018.

12. Alexeï Pavlioukov, *Le Fonctionnaire de la Grande Terreur : Nikolaï Iejov*, Paris, Gallimard, 2007.

13. « Je fus frappé par son insignifiance », racontera dans ses Mémoires le maître espion Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*

14. Alexeï Pavlioukov, *Le Fonctionnaire de la Grande Terreur : Nikolaï Iejov*, *op. cit.*

15. Cf. Sheila Fitzpatrick, *Dans l'équipe de Staline*, *op. cit.*

16. Cf. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

17. Felix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Paris, Albin Michel, 1995.

4
Les réseaux Münzenberg

1. Stephen Koch, *La Fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne : 30 ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1994.

2. Arthur Koestler, *Hiéroglyphes*, Paris, Calmann-Lévy, 1954.

3. En russe, « compagnon de route » se dit « *spoutnik* ».

4. Les deux supérieurs de Münzenberg dans la hiérarchie du Komintern sont Ossip Piatnitski, un Juif lituanien qui dirige tout l'appareil clandestin et financier de

l'Internationale communiste, et Alexandre Mirov-Abramov, un autre Juif lituanien qui en dirige les services secrets extérieurs.

5. Un exemple : c'est la société Prometheus Films qui a lancé en 1926 *Le Cuirassé Potemkine* d'Eisenstein, qui rapporta une fortune à Münzenberg, principal promoteur du jeune cinéma soviétique hors des frontières de l'URSS.

6. *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, du journaliste américain John Reed, paru en 1920, avait été un best-seller en Amérique.

7. Cf. le récit qu'en fit l'écrivain américain Francis Russell, dans Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*, *op. cit.*

8. Guy Jerram n'aura pas l'occasion de poursuivre et développer son projet : il sera exclu du PCF en 1935.

9. Le Mouvement de la paix participera au Congrès mondial des partisans de la paix à Paris, en 1949, où sera créé le Conseil mondial de la paix, présidé par le savant français Frédéric Joliot-Curie et entièrement mobilisé contre la politique extérieure américaine.

10. Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*, *op. cit.*

11. L'écrivain Alexandre Soljenitsyne a estimé à 100 000 morts, rien que pendant l'hiver 1931-1932, le bilan humain du chantier du canal de la mer Blanche.

12. Cf. Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*, *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. Arthur Koestler, *Hiéroglyphes*, *op. cit.*

15. Karl Radek est alors le tout-puissant directeur du Bureau d'information du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS).

16. C'est à cette époque que Louis Aragon composa son célèbre poème à la gloire du GPU (qu'il mettait au masculin), publié dans *Prélude au temps des cerises* (Paris, Denoël, 1931) : *[…] Préparez les conseils d'ouvriers et soldats / Constituez le tribunal révolutionnaire / J'appelle la Terreur du fond de mes poumons […] / Je chante les Guépéou de nulle part et de partout / Je demande un Guépéou pour préparer la fin d'un monde…*

17. Cité par Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*, *op. cit.*

18. Arthur Koestler, *Hiéroglyphes*, *op. cit.*

19. Cf. Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*, *op. cit.*

20. Cf. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, coll. « Themis », 1995. Lire aussi Bernard Lecomte, *L'Histoire du communisme pour les Nuls*, Paris, First, 2016.

21. La belle-sœur de Münzenberg, Margaret Buber-Neumann, réfugiée à Moscou en 1935 avec son mari Heinz Neumann, cofondateur du PC allemand, l'a prévenu que celui-ci avait disparu en avril 1937, sans doute arrêté par le NKVD. Elle-même sera arrêtée par le même NKVD et expédiée dans un camp à Karaganda (Kazakhstan) en juin 1938.

Les « cinq de Cambridge »

1. Cf. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

2. Cf. Youri Ivanovitch Modine, *Mes camarades de Cambridge*, Paris, Robert Laffont, 1994.

3. *Ibid.*

4. Une chance pour Burgess : Robert Vansittart sera, pendant la guerre, conseiller diplomatique de Churchill.

5. La direction D (comme « destruction ») est une création qui va devenir en 1940 le Special Operations Executive (SOE), dont Churchill voudra faire un outil de la guerre subversive, sur le modèle du département des Missions spéciales du NKVD.

6. Les accords de Munich ont été signés par Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain le 30 septembre 1938.

7. La subite défection du transfuge Walter Krivitsky (cf. chap. 10), au courant du projet, avait rendu celui-ci trop aléatoire.

8. Un autre journaliste l'aide alors dans ce travail, Peter Smolett, un spécialiste de l'URSS devenu chef du département Russie au ministère de l'Information… et qui travaille pour le NKVD, nom de code « Abo », lui aussi sous la houlette d'Anatoli Gorski.

9. Youri Modine, *Mes camarades de Cambridge*, *op. cit.*

10. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Paris, Fayard, 1999.

11. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

12. Youri Modine, *Mes camarades de Cambridge*, *op. cit.*

13. D'après Youri Modine (*Mes camarades de Cambridge*, *op. cit.*), si Cairncross n'a jamais été inquiété pour ses sympathies communistes d'antan, c'est pour une raison inattendue : lors des premiers bombardements de Londres, l'incendie de la prison de Wormwood Scrubs a détruit une partie des archives des services de sécurité contenant les listes de militants communistes plus ou moins actifs qui n'étaient pas les bienvenus dans la haute fonction publique.

14. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

15. Ce nom de code, qui lui fut attribué en raison de son goût pour la musique classique, sera à l'origine d'une confusion, parfois reproduite dans des livres sur cette époque, avec Donald Maclean. Mais les deux experts les plus fiables, Youri Modine, dans *Mes camarades de Cambridge* (*op. cit.*), et Vladimir Tchikov, dans *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains* (Paris, Robert Laffont, 1996), sont formels : il s'agit bien de John Caincross.

16. Le NKVD se distinguait des autres services secrets en cela que ses plus hauts commanditaires (Staline, Beria, Molotov) exigeaient telle ou telle information, selon une méthode autoritaire que le KGB continuera de pratiquer après la guerre. D'où les demandes pressantes parvenues à Londres depuis Moscou pour en savoir le plus possible sur les conversations secrètes entre Churchill et Roosevelt à propos de la Pologne.

17. Kim Philby, *Une guerre silencieuse*, Paris, Robert Laffont, 1968.

18. L'ASA (Agence de sécurité des armées des États-Unis) fusionnera avec l'AFSA (Agence de sécurité des forces armées) pour donner la NSA (Agence nationale de sécurité) en 1952.

19. Lire le récit détaillé dans Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

20. Youri Modine, *Mes camarades de Cambridge*, *op. cit.*

21. Kim Philby, *Une guerre silencieuse*, *op. cit.*

6
L'Orchestre rouge

1. Sur ce sujet, les témoignages de Gordievsky, Tchikov, Soudoplatov et Trepper (*op. cit.*) sont unanimes.

2. Cf. « Trotski, ce chien enragé… », dans Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

3. Pavel Soudoplatov (avec Anatoli Soudoplatov), *Missions spéciales*, *op. cit.*

4. Orlov ne se contente pas d'assassiner Nin en affirmant au gouvernement républicain, fausses preuves en main, qu'il était vendu aux Allemands : il maintient secrète la mort du chef du POUM et publie, sous sa signature, un pamphlet antitrotskiste !

5. Cf. le récit détaillé qu'en fait Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*

6. Cf. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

7. Sur le personnage d'Alexandre Orlov, lire Pavel Soudaplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*

8. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

9. Toutes ces informations ont été publiées à Moscou pour la première fois en 1990, à la faveur de la *glasnost*, avec le feu vert d'Evgueni Primakov, alors patron du KGB.

10. Amy Knight, *Beria*, Paris, Aubier, 1994.

11. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*

12. Lire notamment Viktor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, Paris, Éditions Self, 1947.

13. Membre d'une de ces unités du NKVD qui « nettoyait » le pays derrière les troupes avançant sur Berlin, Martin Gray raconte cette expérience dans son célèbre livre *Au nom de tous les miens*, Paris, Robert Laffont, 1971.

14. À laquelle contribuera largement l'écrivain français Gilles Perrault en publiant son best-seller *L'Orchestre rouge*, Paris, Fayard, 1967.

15. Leopold Trepper, *Le Grand Jeu*, Paris, Albin Michel, 1975.

16. Le général Berzine sera limogé en 1935. Il reprendra du service en Espagne en juillet 1936 et reviendra à la tête du GRU un an plus tard. À l'automne 1937, le NKVD l'arrêtera sous la double accusation d'être un agent du trotskisme et un suppôt du III[e] Reich. Il sera fusillé le 29 juillet 1938.

17. Selon Andrew et Mitrokhine (*Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*), le réseau comprenait au total cent dix-sept agents, dont quarante-huit en Allemagne, trente-cinq en France, dix-sept en Belgique et dix-sept en Suisse.

18. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

7
Vie et mort du camarade Beria

1. Amy Knight, *Beria*, *op. cit.*

2. Svetlana Allillouïeva, *Vingt lettres à un ami*, Paris, Seuil, 1967.

3. Amy Knight, *Beria*, *op. cit.*

4. Dans son roman *Les Enfants de l'Arbat* (Paris, Albin Michel, 1988), l'écrivain Anatoli Rybakov raconte que l'idée du livre vient de Staline lui-même, qui l'a d'abord soumise à son ami Sergeï Kirov, puis, après le refus de ce dernier, à Beria.

5. Amy Knight, *Beria*, *op. cit.*

6. Tout laisse penser qu'en réalité Beria tua de sa main son rival arménien (c'est Alexandre Chelepine, son lointain successeur à la tête du KGB, qui le confirmera en 1961) et empoisonna le leader abkhazien, qu'il détestait.

7. Svetlana Allillouïeva, *Vingt lettres à un ami*, *op. cit.* ; Milovan Djilas, *Conversations avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962 ; Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1971.

8. Sur l'affaire de Katyn, lire Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

9. Cf. Joël Kotek et Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps*, *op. cit.*

10. Cf. Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Paris, Seuil, 1974.

11. Jean-Christophe Brisard et Lana Parshina, *La Mort d'Hitler. Dans les dossiers secrets du KGB*, Paris, Fayard, 2018.

12. Joukov fut nommé commandant militaire de la région d'Odessa, ce qui n'était pas une promotion.

13. Sur le « complot des blouses blanches », lire Alexandre Bortchagovski, *L'Holocauste inachevé*, Paris, JC Lattès, 1995.

14. Les deux grands témoins de cet épisode à en avoir raconté plus tard les péripéties – dans des termes relativement convergents – sont Nikita Khrouchtchev (*Souvenirs*, *op. cit.*) et la fille du dictateur, Svetlana Allillouïeva (*Vingt lettres à un ami*, *op. cit.*).

15. Cf. Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

16. C'est l'appellation donnée, à l'époque, au Bureau politique du PCUS.

17. Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, *op. cit.*

18. Cf. Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

19. Amy Knight, *Beria*, *op. cit.*

8
La course à l'atome

1. Le général Groves commandait l'Army Corps of Ingeneers, dont le siège était à Manhattan – d'où le nom choisi pour le projet.

2. Le *New York Times* avait publié, le 5 mai 1940, sous la signature de William Laurence, un grand article alarmiste sur ce sujet, affirmant que le gouvernement allemand s'était lancé dans la course à l'arme atomique – ce qu'infirmeront plus tard les historiens.

3. Voir Alexandre Feklissov (avec Sergueï Kostine), *Confession d'un agent soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1999.

4. Voir Vladimir Tchikov et Gary Kern, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, Paris, Robert Laffont, 1996.

5. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

6. Le NKVD est devenu le ministère de la Sécurité d'État (MGB) en 1946.

7. Cf. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.* Le récit de Soudoplatov n'est pas toujours fiable : Vladimir Tchikov (*Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, *op. cit.*) le considère comme « mal informé, erroné et abusivement gonflé ». On y trouvera néanmoins quelques documents très intéressants (voir son Annexe 2, documents 1 à 14).

8. Vladimir Tchikov et Gary Kern, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, *op. cit.*

9. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*

12. Vladimir Tchikov et Gary Kern, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, *op. cit.*

13. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

14. Voir Florin Aftalion, *La Trahison des Rosenberg*, Paris, JC Lattès, 2003.

15. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

16. Pour Vladimir Tchikov (*Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, *op. cit.*), Hall a joué un rôle majeur dans cette aventure, ce qu'Alexandre Fleklissov (*Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*) ne dément pas – sans toutefois lui consacrer davantage que quelques lignes.

9
Kravchenko contre le NKVD

1. Ce texte reprend les éléments du récit publié par l'auteur dans *Les Secrets du Kremlin* (*op. cit.*).

2. La Commission soviétique d'achat a été créée en 1943 dans le cadre des accords prêt-bail entre les États-Unis et l'URSS devenus alliés contre l'Allemagne. Placée sous la tutelle d'Anastase Mikoïan, commissaire du peuple au Commerce extérieur, elle obéit surtout à Lavrenti Beria, commissaire du peuple à la Sécurité d'État. Composée de techniciens de haut vol et d'espions expérimentés placés sous l'autorité du général Leonid Roudenko (qui viendra témoigner au procès Kravchenko), elle dispose d'un millier d'employés triés sur le volet à qui on a ordonné de rechercher et de transmettre à Moscou toute information pouvant intéresser l'industrie, notamment militaire, de l'Union soviétique.

3. V. A. Kravchenko, *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, *op. cit.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. Cf. Nina Berberova, *L'Affaire Kravchenko*, Arles, Actes Sud, 1990. Ce livre constitue le meilleur compte-rendu du procès.

7. *Ibid.*

8. Un jour, on y apercevra Jean-Paul Sartre en personne, curieux de savoir quel est ce détestable individu qui ose défier les bâtisseurs du progrès et le sens de l'Histoire…

9. Cf. Nina Berberova, *L'Affaire Kravchenko*, *op. cit.*

10. Georges Izard, *Kravchenko contre Moscou*, Paris, Éditions Paris-Vendôme, 1949.

11. Au même moment, le NKVD fait paraître *La Grande Conspiration contre la Russie*, de deux auteurs américains « progressistes », M. Sayers et A. Kahn, que traduisent en français les éditions Hier et Aujourd'hui. Cf. Guillaume Malaurie (en collaboration avec Emmanuel Terrée), *L'Affaire Kravchenko. Paris 1949 : le Goulag en correctionnelle*, Paris, Robert Laffont, 1982.

12. Georges Izard, *Kravchenko contre Moscou*, *op. cit.*

13. Kravchenko ne se remettra jamais de son aventure. Il finira par se suicider à New York le 26 février 1966. En sus de son livre, il aura laissé une trace dans l'histoire : jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991, lorsqu'un citoyen soviétique passera à l'Ouest, on dira qu'il a « choisi la liberté ».

10

KGB contre CIA

1. Et notamment les lecteurs du best-seller de John Reed paru en 1919, *Ten Days that Shook the World* (traduit en français sous le titre *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Éditions sociales, 1986 ; puis Paris, Seuil, 1996).

2. Cf. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

3. Charles E. Bohlen, *Witness to History, 1929-1969*, New York, Norton & Company, 1973.

4. Les premiers ambassadeurs des États-Unis à Moscou furent : William C. Bullitt (1933-1936), Joseph E. Davies (1936-1938) et Laurence Steinhardt (1938-1941). Leur succéderont pendant la guerre : William Harrison Standley (1942-1943) et William Averell Harriman (1943-1946).

5. Cf. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

6. Ce livre sera traduit en français en 1940 sous le titre *Agent de Staline* (Éditions Coopération), puis en 1979 sous le titre *J'étais un agent de Staline* (Champ Libre), puis en 2015 sous le titre *J'étais l'agent de Staline* (Éditions Nouveau Monde).

7. Chambers avait eu pour officier traitant Sandor Goldberger, *alias* « Peters », un vétéran de la GPU. Son réseau comprenait surtout des fonctionnaires dans plusieurs ministères (Harold Ware, Alger Hiss, Harry White, George Silverman, Julian Wadleigh, etc.), tous convaincus qu'aider le Komintern était le meilleur moyen de lutter contre le fascisme.

8. Préface au livre de Vladimir Tchikov et Gary Kern, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains* (*op. cit.*). Robert Lamphere a lui-même publié *The FBI-KGB War* (New York, Random House, 1988).

9. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

10. Lire sur ce sujet Gildas Le Voguer, « Le renseignement soviétique aux États-Unis : vérité des archives et vérités historiques », *Revue française d'études américaines*, n° 133, 2012.

11. Le Smersh (acronyme pour *Smert Shpionam*, « Mort aux espions ») est placé sous le commandement de Viktor Abakoumov, bras droit de Staline. Cette institution éphémère restera célèbre pour avoir inspiré le romancier Ian Fleming et les scénaristes de la série des aventures de James Bond.

12. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

13. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

14. Dans ses Mémoires, Pavel Soudoplatov (*Missions spéciales*, *op. cit.*) appuie son récit sur le témoignage d'anciens agents du GRU.

15. Andrew et Mitrokhine (*Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*) confirment qu'on ne trouve aucune trace d'Alger Hiss dans les archives du NKVD.

16. Pavel Soudoplatov, *Missions spéciales*, *op. cit.*

17. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

18. Trente-six ans plus tard, sorti de prison depuis longtemps, le même Pavel Soudoplatov passera ses dernières années à chercher à obtenir sa réhabilitation dans les couloirs du parquet militaire. Source : Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, Paris, Plon, 1992.

11
La « déstalinisation »

1. Cette statue de Dzerjinski, œuvre du sculpteur Evgueni Voutchetitch, sera spectaculairement déboulonnée en août 1991 devant les caméras de télévision du monde entier.

2. Cité par Henri-Christian Giraud, *Le Printemps en octobre. Une histoire de la révolution hongroise*, Paris, Éditions du Rocher, 2006.

3. Depuis 1952, le bureau politique (Politburo) du PCUS s'appelle « présidium ». Il reprendra son nom sous Brejnev en 1966.

4. Sandor Kopácsi, *Au nom de la classe ouvrière*, Paris, Robert Laffont, 1979.

5. Alexandre Feklissov, *Confession d'un agent soviétique*, *op. cit.*

6. Oleg Penkovsky, *Carnets d'un agent secret*, Paris, Tallandier, 1966.

7. Frank Gibney, dans son introduction générale au livre de Penkovksy (*Carnets d'un agent secret*, *op. cit.*).

8. Exclu du parti communiste en 1965, à l'âge de soixante ans, on a longtemps cru que Serov s'était suicidé quelque temps après son éviction (Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*). On apprendra finalement qu'il est mort dans un quasi-anonymat en 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans (Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*).

9. Les « terres vierges » sont d'immenses territoires incultes, situés majoritairement en Asie centrale, où Khrouchtchev va envoyer des millions de volontaires, en 1953, pour en faire des terres à blé ou à maïs.

10. C'est exactement ce qui arrivera à Mikhaïl Gorbatchev pendant ses vacances à Foros, en Crimée, en août 1991.

11. Brejnev rétablit le titre de « secrétaire général » qui avait été transformé en « premier secrétaire » à la mort de Staline.

12. Chelepine mourra dans son lit, à Moscou, en octobre 1994.

13. Source : Gordievsky, entretien avec le transfuge Iouri Nossenko (*Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*).

14. Lire François Kersaudy : « Quelques faux ouvrages remarquables sur l'Union soviétique », dans *Communisme*, n°s 29-31 (Lausanne, L'Âge d'Homme, 1992).

15. Andrew et Gordievsky, *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

16. Sous le nom de code « Gromov », un de ces illégaux s'appelle Vassili Antonovitch Gordievsky. Il est le frère aîné du transfuge Oleg Gordievsky, qui fut agent double en même temps que « résident » du KGB à Londres, et auquel on doit *Le KGB dans le monde, 1917-1990*, *op. cit.*

17. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

18. *Ibid.*

12
Andropov contre les dissidents

1. Cécile Vaissié, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

2. Natalia Gorbanevskaïa, *Midi place Rouge*, Paris, Robert Laffont, 1970.

3. Abréviation de *zaklioutchonii* (« détenu ») rendue populaire par Soljenitsyne dans *L'Archipel du Goulag*.

4. Ilya Ehrenbourg, *Le Dégel*, Paris, Éditions Défense de la paix, 1954.

5. Cécile Vaissié, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie*, *op. cit.*

6. « Abram Tertz » pour Siniavski, « Nikolaï Arjak » pour Daniel.

7. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

8. Dans *Les Invisibles* (Paris, Fayard, 1992), Soljenitsyne raconte en détail les ruses déployées pour communiquer avec le reste du monde *via* des amis, des collègues, des diplomates ou des correspondants de presse.

9. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

10. Cécile Vaissié, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie*, *op. cit.*

11. À ne pas confondre avec le Groupe d'initiative de défense des droits de l'homme en URSS fondé en mai 1969 par quinze dissidents dont Vladimir Borissov, Mustafa Djemilev, Natalia Gorbanevskaïa, Tatiana Khodorovitch, Sergueï Kovalev, Leonid Pliouchtch, Tatiana Velikanova, etc.

12. Lire aussi, sur le sujet, Jean Chiama et Jean-François Soulet, *Histoire de la dissidence. Oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*, Paris, Seuil, 1982.

13. Cité par Richard Lourie, *Sakharov, une biographie*, Paris, Noir sur Blanc, 2002.

14. La *Chronique des événements en cours* est née au lendemain du procès Guinzbourg-Galanskov en 1968. La première rédactrice en chef en fut Natalia Gorbanevskaïa. Malgré l'arrestation de la quasi-totalité de ses animateurs, la publication durera jusqu'en 1982.

15. Cf. « Qui était vraiment Iouri Andropov ? », dans Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

16. Cf. Alexandre Soljenitsyne, *Le Chêne et le Veau*, Paris, Seuil, 1975.

17. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

18. Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, *op. cit.*

19. Lors d'une réunion des directeurs du KGB, en 1976, Sakharov est qualifié par Andropov d'« ennemi public numéro un ». (Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*)

20. Ce qui n'est pas exact. La veille de l'expulsion de Soljenitsyne, Sakharov est un des premiers dissidents à se précipiter chez les Soljenitsyne pour soutenir son épouse et perturber l'action des policiers en civil. Le KGB va se servir d'une réponse de Sakharov à la *Lettre aux dirigeants de l'URSS* de Soljenitsyne où il explique qu'il ne partage pas toutes les vues philosophiques et religieuses de l'auteur. Cf. Andreï Sakharov, *Mémoires*, Paris, Seuil, 1990.

21. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

22. Andreï Gratchev, *Le Mystère Gorbatchev*, Paris, Éditions du Rocher, 2001.

23. *Ibid.*

13
L'affaire « Farewell »

1. Ce chapitre reprend, pour l'essentiel, l'enquête publiée par l'auteur dans *Le Bunker* (Paris, JC Lattès, 1994) et complétée dans *Les Secrets du Kremlin* (*op. cit.*).

2. Raymond Nart et Jacky Debain, *L'Affaire Farewell vue de l'intérieur*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.

3. La division A4 de la DST surveille tous les Français qui, de près ou de loin, entretiennent des relations avec les Soviétiques : diplomates, hommes d'affaires, universitaires, savants, journalistes, artistes, etc.

4. Raymond Nart et Jacky Debain, *L'Affaire Farewell vue de l'intérieur*, *op. cit.*

5. Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) s'appellera bientôt la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

6. Marcel Chalet et Thierry Wolton, *Les Visiteurs de l'ombre*, Paris, Grasset, 1990.

7. On apprendra plus tard que Charles Hernu n'était pas seulement suspecté de bavardages mondains, mais aussi de relations suspectes avec l'URSS. Cf. Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, *Enquête sur l'agent Hernu*, Paris, Fayard, 1997.

8. Raymond Nart, entretien avec l'auteur.

9. Diminutif de Vladimir.

10. Raymond Nart, entretien avec l'auteur.

11. Henri Regnard, « L'URSS et le renseignement scientifique, technique et technologique », revue *Défense nationale*, décembre 1993.

12. *Le Bunker*, *op. cit.*

13. Pierre Favier et Michel Martin-Rolland, *La Décennie Mitterrand*, t. I, *Les Ruptures*, Paris, Seuil, 1990.

14. Lire les détails de la liste dans *Le Bunker*, *op. cit.*

15. Nikolaï Tchetverikov, entretien avec l'auteur.

16. Nikolaï Afanassievski, entretien avec l'auteur.

17. Lire aussi sur le sujet Sergueï Kostine et Éric Raynaud, *Adieu Farewell. La vérité sur la taupe qui a modifié le cours de l'histoire*, Paris, Robert Laffont, 2009.

14
L'opium du peuple

1. Décret du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) du 23 février 1922.

2. Lettre de Lénine à Molotov, 15 mars 1922.

3. Chiffres rapportés par Antoine Wenger, *Catholiques en Russie d'après les archives du KGB, 1920-1960*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

4. *Ibid.* Lire aussi Bernard Lecomte, « Un pape contre les soviets », dans *Les Secrets du Vatican*, Paris, Perrin, 2009.

5. Rapporté par Danièle et Pierre de Villemarest, *Le KGB au cœur du Vatican*, Paris, Éditions de Paris, 2006.

6. Lire Jacques Amalric, « Le patriarche aux mains sales », *Le Monde*, 5 mai 1990, et Bernard Lecomte, « Les grands prêtres du KGB » *L'Express*, 15 mai 1992.

7. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

8. *Ibid.*

9. *Ibid.* Propos tenus en 1969.

10. Philippe Chenaux, *L'Église catholique et le Communisme en Europe, 1917-1989*, Paris, Cerf, 2009.

11. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

12. D'après les archives du KGB, Grigoulevitch et ses équipes de saboteurs auraient fait sauter, entre 1942 et 1944, quelque cent cinquante bateaux allemands occupés à faire du commerce entre l'Argentine et l'Allemagne nazie.

13. Quel fonctionnaire de la Loubianka pouvait alors comprendre le livre d'Adam Michnik intitulé *Kosciol, Lewica, Dialog* (publié en français sous le titre *L'Église et la Gauche, le dialogue polonais*, Paris, Seuil, 1979), où le jeune dissident théorisait, deux ans avant Solidarność, l'émergence d'un axe antitotalitaire, en Pologne, réunissant la gauche laïque et l'Église catholique ?

14. Bernard Lecomte, *Le pape qui a vaincu le communisme*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2019.

15. *Le Monde*, 4 mars 1990.

16. Vladimir Boukovsky, *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Paris, Robert Laffont, 1995.

17. Tous les spécialistes des services secrets ont dû admettre que l'hypothèse de la « filière bulgare » ne résistait pas à l'examen : que le présumé agent Antonov, employé de la Balkan Air à Rome, ait été laissé en place un an et demi après les faits est proprement inconcevable. Lire sur ce sujet Bernard Lecomte, « Qui a voulu tuer Jean-Paul II ? », dans *Les Énigmes de l'histoire du monde*, sous la direction de Jean-Christian Petitfils, Paris, Perrin, 2019.

18. Andrew et Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, *op. cit.*

19. Lire sur le sujet Roger Boyes et John Moody, *Le prêtre qui devait mourir. La tragédie du père Jerzy Popieluszko*, Paris, Albin Michel, 1987.

20. Sur le procès des assassins du père Popieluszko, lire Patrick Michel et Georges Mink, *Mort d'un prêtre. L'affaire Popieluszko*, Paris, Fayard, 1985.

21. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura plus d'assassinat de prêtre : le 9 septembre 1990, à Serguiev Possad, une des capitales religieuses de la Russie, le très populaire père Alexandre Men sera tué à coups de hache par des inconnus sur le chemin de son église. On ne retrouvera jamais les coupables.

15
D'Andropov à Gorbatchev

1. Selon le ministre Vadim Bakatine, en octobre 1991, le KGB comptait 488 000 agents dont 220 000 gardes-frontières, mais tous les spécialistes pensent que ces chiffres étaient sous-évalués. Source : Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, *op. cit.*

2. Interview du transfuge Vladimir Kouzitchine dans *Time*, 15 novembre 1982. La vérité est plus nuancée : certes, Andropov avait exprimé son scepticisme quant à l'intervention en Afghanistan, contrairement à son homologue du GRU, le général Piotr Ivachoutine, mais il avait fini par se ranger à la décision de Brejnev…

3. Bernard Lecomte, *Gorbatchev*, Paris, Perrin, 2014.

4. *Ibid.*

5. *Literaturnaïa Gazeta*, 27 janvier 1988.

6. *Izvestia*, 3 septembre 1988.

7. *New York Times*, 11 décembre 1988.

8. *Pravda*, 8 janvier 1987.

9. *Argumenty i Fakty*, 30 avril 1989.

10. *Literaturnaïa Gazeta*, 7 mai 1989.

11. De même que l'article 70 du code pénal de la RSFSR, qui servait à condamner la plupart des dissidents, a été supprimé.

12. *Temps nouveaux*, 8 juin 1989.

13. Le film a été réalisé par Elena Kovaliova et Stanislav Belianinov. Il donne notamment la parole au colonel Agueev, à la veuve de Kim Philby, au colonel Youri Modine, à quelques journalistes étrangers et à Vladimir Krioutchkov en personne.

14. Dans un sondage des *Nouvelles de Moscou* du 7 mai 1989 mesurant l'image des différentes institutions de l'URSS, le KGB arrive en neuvième position (image favorable à 42 %, défavorable à 34 %), derrière la presse, le ministère des Affaires étrangères (MID), le Soviet suprême, mais devant l'Aeroflot, le Gosplan ou le Komsomol.

15. Interview-fleuve réalisée par Natalia Guevorkian dans *Les Nouvelles de Moscou* du 2-8 juillet 1990. Kalouguine avait aussi répondu, dans des termes semblables, le 20 juin, aux questions de la *Komsomolskaïa Pravda*.

16. Interview réalisée par l'auteur dans *L'Express* du 27 juillet 1990.

16
Le quitte ou double de l'été 1991

1. Article 6 de la Constitution : « Le Parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, le noyau de son système politique, des organes d'État et des organisations sociales [...]. »

2. *Izvestia*, 8 février 1991.

3. Michel Tatu, *Le Monde*, 10 février 1991.

4. Cité par Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, *op. cit.*

5. Récit d'Alexandre Iakovlev à Evguenia Albats (*La Bombe à retardement*, *op. cit.*).

6. Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, *op. cit.*

7. On apprendra plus tard que le code de Raïssa était « Objet 111 ».

8. C'est leur programme détaillé qui servira à rédiger le premier communiqué du GKTchP (« décret n° 1 ») diffusé le 19 août à 6 heures du matin.

9. Dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 17 août, Alexandre Iakovlev, qui avait vivement déconseillé à Gorbatchev de quitter Moscou, met en garde contre « un groupe stalinien influent qui, au sein du parti, mène des préparatifs de revanche conduisant à un coup

d’Etat ». Mais qui prête attention, au cœur du mois d’août, à ce que dit un homme désormais sans pouvoir ni réseau ?

10. Lire Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

11. Lire Ulysse Gosset et Vladimir Fédorovski, *Histoire secrète d’un coup d’État. Moscou, 19 août 1991*, Paris, JC Lattès, 1991.

12. Lire Bernard Lecomte, *Gorbatchev*, *op. cit.*

13. Le lendemain, Krioutchkov, Loukianov, Iazov et les autres membres de la « junte », comme on l’appelle désormais, sont inculpés. Pougo aurait dû l’être aussi, mais il se suicide en repassant par son appartement.

14. Dans le journal suédois *Svenska Dagbladet* du 29 août 1991.

15. *Le Monde*, 13-14 octobre 1991.

16. Evguenia Albats, *La Bombe à retardement*, *op. cit.*

17. L’une des premières déclarations de Primakov sera pour affirmer que les services de renseignements n’utiliseraient plus comme couverture les bureaux des correspondants de presse !

Épilogue
La fin d’une histoire

1. Vladimir Poutine, *Première personne*, entretiens avec Natalia Guevorkian, Natalia Timakova et Andreï Kolesnikov, Paris, So Lonely, 2016.

2. « Mais d’où sort Monsieur Poutine ? », dans Bernard Lecomte, *Les Secrets du Kremlin*, *op. cit.*

3. Vladimir Poutine, *Première personne*, *op. cit.*

4. Les directeurs du FSB ont été successivement : Viktor Barannikov (janvier 1992-juillet 1993), Nikolaï Golouchko (juillet 1993-février 1994), Sergueï Stepachine (février 1994-juin 1995), Mikhaïl Barsoukov (juillet 1995-juin 1996) et Nikolaï Kovalev (juillet 1996-juillet 1998).

5. Vladimir Poutine, *Première personne*, *op. cit.*

6. Sur l’ascension fulgurante de Poutine, lire Pierre Lorrain, *La Mystérieuse Ascension de Vladimir Poutine*, Paris, Éditions du Rocher, 2000 ; Frédéric Pons, *Poutine*, Paris, Calmann-Lévy, 2014 ; Vladimir Fédorovski, *Poutine, l’itinéraire secret*, Paris, Éditions du Rocher, 2014 ; Héléna Perroud, *Un Russe nommé Poutine*, Paris, Éditions du Rocher, 2018.

BIBLIOGRAPHIE

AFTALION, Florin, *La Trahison des Rosenberg*, Paris, JC Lattès, 2003.

ALBATS, Evguenia, *La Bombe à retardement. Enquête sur la survie du KGB*, Paris, Plon, 1992.

ALLILOUÏEVA, Svetlana, *Vingt lettres à un ami*, Paris, Seuil, 1967.

ANDREW, Christopher, et GORDIEVSKY, Oleg, *Le KGB dans le monde (1917-1990)*, Paris, Fayard, 1990.

ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991 (Les archives Mitrokhine)*, Paris, Fayard, 1999.

BARRON, John, *KGB. Le travail occulte des agents secrets soviétiques*, Paris-Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1975.

—, *Enquête sur le KGB*, Paris, Fayard, 1984.

BERBEROVA, Nina, *L'Affaire Kravchenko*, Arles, Actes Sud, 1990.

BLUM, Alain, et MESPOULET, Martine, *L'Anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

BORTCHAGOVSKI, Alexandre, *L'Holocauste inachevé, ou comment Staline tenta d'éliminer les Juifs d'URSS*, Paris, JC Lattès, 1995.

BOUKOVSKY, Vladimir, *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Paris, Robert Laffont, 1995.

CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *Lénine*, Paris, Fayard, 1998.

CHENTALINSKI, Vitali, *La Parole ressuscitée. Dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Robert Laffont, 1993.

—, *Les Surprises de la Loubianka. Nouvelles découvertes dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Robert Laffont, 1996.

CHIAMA, Jean, et SOULET, Jean-François, *Histoire de la dissidence*, Paris, Seuil, 1982.

CONQUEST, Robert, *La Grande Terreur*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1995.

—, *Inside Stalin's Secret Police : NKVD Politics 1936-1939*, Stanford, Hoover Institution, 1985.

COURTOIS, Stéphane, *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, Paris, Perrin, 2017.

COURTOIS, Stéphane, WERTH, Nicolas, *et alii*, *Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997.

DROIT, Emmanuel, *Les Polices politiques du bloc de l'Est*, Paris, Gallimard, 2019.

FEKLISSOV, Alexandre (avec Sergueï Kostine), *Confession d'un agent soviétique*, Paris, Éditions du Rocher, 1999.

FITZPATRICK, Sheila, *Dans l'équipe de Staline. De si bons camarades*, Paris, Perrin, 2018.

FREEMANTLE, Brian, *Le KGB. Le plus secret des services secrets*, Paris, Plon, 1986.

GOSSET, Ulysse, et FÉDOROVSKI, Vladimir, *Histoire secrète d'un coup d'État (Moscou, 19 août 1991)*, Paris, JC Lattès, 1991.

GRAN, Iegor, *Les Services compétents*, Paris, POL, 2020.

GRATCHEV, Andreï, *Le Mystère Gorbatchev*, Paris, Éditions du Rocher, 2001.

HELLER, Michel, et NEKRICH, Aleksandr, *L'Utopie au pouvoir. Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Paris, Calmann-Lévy, 1982.

IZARD, Georges, *Kravchenko contre Moscou*, Paris, Éditions Paris-Vendôme, 1949.

KAUFFER, Rémi, *Les Maîtres de l'espionnage*, Paris, Perrin, 2017.

KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1971.

KIRILINA, Alla, *L'Assassinat de Kirov*, Paris, Seuil, 1995.

KNIGHT, Amy, *Beria*, Paris, Aubier, 1994.

KOCH, Stephen, *La Fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne*, Paris, Grasset, 1994.

KOESTLER, Arthur, *Hiéroglyphes. Autobiographie*, Paris, Calmann-Lévy, 1954.

KOSTINE, Sergueï, *Bonjour Farewell. La vérité sur la taupe française du KGB*, Paris, Robert Laffont, 1997.

KOTEK, Joël, et RIGOULOT, Pierre, *Le Siècle des camps*, Paris, JC Lattès, 2000.

KRAVCHENKO, Viktor, *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, Paris, Éditions Self, 1947.

KRIVITSKY, Walter, *J'étais un agent de Staline*, Paris, Champ Libre, 1979.

LAPORTE, Maurice, *Histoire de l'Okhrana*, Paris, Payot, 1935.

LECOMTE, Bernard, *Le Bunker*, Paris, JC Lattès, 1994.

—, *Gorbatchev*, Paris, Perrin, 2014.

—, *Les Secrets du Kremlin*, Paris, Perrin, 2016.

LORRAIN, Pierre, *La Mystérieuse Ascension du Vladimir Poutine*, Paris, Éditions du Rocher, 2000.

LOURIE, Richard, *Sakharov, une biographie*, Paris, Éditions Noir sur Blanc, 2002.

MACINTYRE, Ben, *L'Espion et le Traître*, Paris, Éditions de Fallois, 2019.

MALAURIE, Guillaume (en collaboration avec Emmanuel Terrée), *L'Affaire Kravchenko*, Paris, Robert Laffont, 1982.

MELGOUNOV, Sergueï, *La Terreur rouge en Russie, 1918-1924*, Paris, Payot, 1927 ; rééd. Paris, Éditions des Syrtes, 2004.

MODINE, Youri Ivanovitch, *Mes camarades de Cambridge*, Paris, Robert Laffont, 1994.

NART, Raymond, et DEBAIN, Jacky, *L'Affaire Farewell vue de l'intérieur*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.

OHLER, Norman, *Les Infiltrés*, Paris, Payot, 2020.

PAVLIOUKOV, Alexeï, *Le Fonctionnaire de la Grande Terreur : Nikolaï Iejov*, Paris, Gallimard, 2007.

PERRAULT, Gilles, *L'Orchestre rouge*, Paris, Fayard, 1967.

PONS, Frédéric, *Poutine*, Paris, Calmann-Lévy, 2014.

POUTINE, Vladimir, *Première personne*, entretiens avec Natalia Guevorkian, Natalia Timakova et Andreï Kolesnikov, Paris, So Lonely, 2016.

RADOSH, Ronald, et MILTON, Joyce, *Dossier Rosenberg*, Paris, Hachette, 1985.

SAKHAROV, Andreï, *Mémoires*, Paris, Seuil, 1990.

SERGE, Victor, *L'An I de la révolution russe*, Paris, Maspero, 1971 ; rééd. Paris, La Découverte, 1997.

SOLJENITSYNE, Alexandre, *Le Chêne et le Veau*, Paris, Seuil, 1975.

SOUDOPLATOV, Pavel et Anatoli, *Missions spéciales. Mémoires du maître espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Paris, Seuil, 1994.

STEINBERG, Isaak N., *Souvenirs d'un commissaire du peuple, 1917-1918*, Paris, Gallimard, 1930 ; rééd. sous le titre *Quand j'étais commissaire du peuple*, Paris, Les Nuits rouges, 2016.

TCHIKOV, Vladimir, et KERN, Gary, *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, Paris, Robert Laffont, 1996.

TREPPER, Leopold, *Le Grand Jeu*, Paris, Albin Michel, 1975.

VAISSIÉ, Cécile, *Pour votre liberté et pour la nôtre. Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999.

VAKSBERG, Arkadi, *Hôtel Lux*, Paris, Fayard, 1993.

—, *Le Laboratoire des poisons. De Lénine à Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2007.

VILLEMAREST, Pierre de, *G.R.U. Le plus secret des services soviétiques, 1918-1988*, Paris, Stock, 1988.

VILLEMAREST, Pierre et Danièle de, *Le KGB au cœur du Vatican*, Paris, Éditions de Paris, 2006.

VOLKOGONOV, Dimitri, *Le Vrai Lénine*, Paris, Robert Laffont, 1995.

WENGER, Antoine, *Catholiques en Russie d'après les archives du KGB (1920-1960)*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

WOLTON, Thierry, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.

—, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Paris, Buchet-Chastel, 2008.

—, *Une histoire mondiale du communisme*, t. I à III, *Les Bourreaux*, *Les Victimes*, *Les Complices*, Paris, Grasset, 2015-2017.

ZAZOUBRINE, Vladimir, *Le Tchékiste*, Paris, Christian Bourgois, 1990.

INDEX

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur

www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur